

Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg

Master 2 Sciences Sociales du Politique

**Le Parti Communiste de l'Union Soviétique face aux
exigences du renouvellement élitare**

Une analyse socio-historique des conditions de production et de
reproduction des élites en Union Soviétique (1929-1988)

Romain De Belly

Mémoire de Master 2

Dirigé par Didier Georgakakis

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE 1 – LES DISPOSITIONS SOCIALES DE LA PREMIERE GENERATION.....	29
I. Les dispositions primaires de la première génération.....	32
II. La formation scolaire.....	36
1) L’enseignement supérieur.....	36
a) Les études avant l’entrée au Parti.....	36
b) Les études après l’entrée au Parti.....	38
c) L’accès à l’enseignement technique.....	42
d) La recrudescence des intellectuels.....	42
e) Conclusion.....	46
2) Les écoles du Parti et la recherche universitaire.....	46
a) Les écoles de cadres du Parti.....	47
b) Les organismes de recherche.....	48
c) Conclusion.....	50
III. L’expérience professionnelle.....	51
1) Les professions exercées avant l’entrée au Parti.....	52
2) Les professions exercées après l’entrée au Parti.....	54
3) le devenir social des ingénieurs de formation.....	57
4) Conclusion.....	59
IV. La base sociale du stalinisme.....	60
1) Le cas des ingénieurs et techniciens.....	60
a) L’industrialisation et les premiers plans quinquennaux.....	60
b) L’adhésion, un visa pour la promotion sociale.....	65
2) Le cas des intellectuels.....	66
a) La recherche de légitimité du régime.....	67
b) Les intellectuels du Parti.....	68
c) Conclusion.....	71
CHAPITRE 2 – HISTOIRE DE LA CARRIERE POLITIQUE DE LA PREMIERE GENERATION.....	74
I. Les filières institutionnelles de promotion sociale en URSS.....	76
1) Les filières de promotion par l’appareil du Parti.....	77
a) Les notables républicains nationaux.....	79
b) Les notables républicains parachutés.....	81
c) les notables régionaux.....	84
2) Les système de promotion par l’administration étatique.....	86
a) Les serviteurs de l’Etat.....	87
b) Les serviteurs de l’Etat captés par le Parti.....	90
3) Conclusion.....	92

II. L'influence des événements historiques des années 1930-1960.....	93
1) <i>La purge</i>	94
2) <i>La guerre</i>	95
3) <i>Les luttes de pouvoir au centre</i>	96
4) <i>Conclusion</i>	97
III. Anatomie de la coalition de 1964.....	98
1) <i>Le clan Brejnev</i>	99
2) <i>La première génération au pouvoir</i>	106
3) <i>Conclusion</i>	111
 CHAPITRE 3 – L'APPARITION D'UN CLIVAGE GENERATIONNEL.....	 114
I. Le parcours scolaire et professionnel de la seconde génération.....	115
1) <i>Les dispositions sociales des individus nés entre 1920 et 1940</i>	115
a) La formation scolaire.....	116
b) L'expérience professionnelle.....	119
2) <i>Un contexte stabilisé</i>	123
a) La stabilisation du système soviétique.....	124
b) Les effets de cette stabilisation.....	125
II. L'émergence d'un vaste clivage générationnel au sein du PCUS.....	135
1) <i>La stagnation des carrières politiques de la seconde génération</i>	135
2) <i>Un rapport différent au régime soviétique</i>	141
3) <i>Un conflit entre deux systèmes de valeurs</i>	145
4) <i>La matérialisation de la distorsion générationnelle</i>	147
 CONCLUSION.....	 150
 BIBLIOGRAPHIE.....	 164
 ANNEXES.....	 171
Annexe 1 – Composition des Politburos de 1976 à 1988.....	171
Annexe 2 – Composition des Secrétariats de 1976 à 1988.....	180
Annexe 3 – Quelques biographies.....	196

INTRODUCTION

En octobre 1917, le Parti Bolchévique prit le pouvoir en Russie. Il y établit progressivement, au cours des années qui suivirent, son emprise sur l'ensemble des composantes de la société russe jusqu'à en devenir la seule et unique entreprise politique autorisée, l'organisation régissant la totalité des activités légales du pays, du contrôle de l'activité gouvernementale à la surveillance de l'économie, en passant par la mise en place de structures encadrant la population « du berceau au cimetière », donnant l'illusion de l'existence d'une « société civile » officielle.

Confronté à la nécessité de contrôler l'ensemble du territoire, le Parti Bolchévique développa énormément son appareil politico-administratif, à tous les échelons, au point de concurrencer l'appareil administratif de l'Etat lui-même. Ses « organes directeurs » étaient la source principale de légitimation du personnel politique et le lieu où s'exerçait le pouvoir exécutif. L'administration étatique (gouvernement et administrations ministérielles) n'était (officiellement) que l'exécutant de la volonté d'un Parti-centre d'impulsion politique censé incarner l'expression la plus haute de la vérité historique et de l'intérêt général.

L'espace politique est de fait monopolisé par le Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS), c'est en son sein que se trouvent les postes à responsabilités et les instances qui décident de leurs répartitions. Les organes dirigeants du Parti sont le lieu par excellence où il nous est possible d'identifier l'élite soviétique afin d'analyser sa composition et ses conditions sociales de formation et de reproduction. Nous souhaitons en effet déterminer en quoi les conditions de formation de l'élite brejnévienne aboutirent à terme à une crise de reproduction de cette même élite, crise à l'origine de la chute du système soviétique.

Sujet

Le propos de notre mémoire dépasse le cadre soviétique. Il s'agira de percevoir les dimensions sociologiques qui atteignent les élites au cours des processus de naissance puis de mort des régimes politiques. Nous montrerons comment les Révolutions aboutissent à des renouvellements élitaires d'une telle ampleur. Nous déterminerons comment un groupe social

déshérité et partant de rien, historiquement opprimé et condamné à la pauvreté profita des bouleversements de l'histoire pour se hisser jusqu'aux sphères supérieures du pouvoir. Nous verrons de quelle manière il acquit les ressources nécessaires à une telle promotion, au prix de quelles compromissions et de quelles concessions. Nous dévoilerons dans quel contexte historique global cette ascension fut rendue possible et lui permit d'atteindre les sphères supérieures de la société. Enfin, nous chercherons à comprendre comment ce type de parcours agit sur les dispositions des agents et dans quelle mesure cela détermina leur pratique future du pouvoir, leur rapport à leur propre domination. Nous verrons également dans quelles conditions ces renouvellements conduisirent, après le tragique et momentané triomphe du nouveau système, à l'échec historique, soixante ans plus tard, d'un régime qui sembla dans un premier temps être parvenu à s'imposer. Dans quelle mesure tout ce qui fit le succès de la première génération et par là même du régime qu'elle construisit et contribua à installer contenait en germes les conditions d'émergence d'un gigantesque clivage générationnel qui devint rivalité et conduisit le soviétisme à sa fin ?

Par « élite », nous entendons, à l'instar de Stephen White et Olga Kryshstanovskaya: « Le groupe dirigeant d'une société composé des agents qui prennent des décisions d'importance nationale. Nous définissons ici l'élite en termes 'positionnels', sur la base de l'occupation des postes qui leur octroient la capacité de prendre des décisions d'importance nationale »¹. Il nous faut ajouter que nous ne partageons pas pour autant toutes leurs conclusions.

Les travaux qui traitent de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et du champ du pouvoir soviétique présentent certains défauts. Nous nous situons en effet dans une quadruple rupture par rapport aux écrits publiés sur notre sujet. Il est donc indispensable de développer tout d'abord une critique des travaux soviétologiques, afin d'avancer notre propre perception de cet espace ainsi que la manière dont nous souhaitons le traiter. Une fois mises en lumière les oppositions, nous pourrions présenter notre objet d'étude ainsi que le cadre d'analyse dans lequel nous le plaçons.

Nous utilisons dans ce mémoire l'ensemble des informations produites par les soviétologues, dans une optique qualitative de mise au jour des divisions et divergences sociales qui

¹ Kryshstanovskaya Olga V., White Stephen, "From Soviet Nomenklatura to Russian Elite" *Europe-Asia Studies*, vol. 48, n°5, 1996, pp 711-733.

traversent la population étudiée. Notre perception de l'espace politique de l'élite soviétique est concurrentielle et nous permet à terme d'expliquer la chute du régime. Nous nous inscrivons avant tout contre les visions « monolithiques » d'un espace politique ne laissant aucune marge de manœuvre à ses agents, régi par les lois rigides de la *Nomenklatura*². De même, nous nous opposons à la manière par trop statistique dont est traitée l'élite soviétique par certains soviétologues anglo-saxons. Enfin, nous proposons une interprétation de la chute de l'URSS qui n'est pas celle de la majorité des chercheurs.

La première rupture que nous opérons concerne le sens commun qui fait de l'URSS un Etat totalitaire dominé par un PCUS dressé et mis au pas. Celui-ci gouvernerait le pays en imposant ses directives à l'administration étatique, conformément à la doctrine léniniste de « l'Etat ouvrier », où le gouvernement est contrôlé par l'organe de représentation politique de la classe ouvrière. Il va de soi que pour Lénine, seul le Parti bolchévique était assez légitime pour incarner ce rôle. La propagande et le système de *Nomenklatura* achèvent de verrouiller et d'uniformiser le recrutement du Parti. Découle de cette conception commune une vision monolithique (c'est-à-dire homogène et dévouée au service de l'idéologie et du régime) de l'élite soviétique qui n'est pas celle que nous développerons dans ce mémoire.

Nous visons en premier lieu des analyses scientifiques souvent motivées par des objectifs politiques assumés. Ces travaux ont tendance à uniformiser l'espace politique soviétique et à essentialiser certains phénomènes. C'est le cas par exemple de Mikhaïl Voslenski qui a écrit un ouvrage très intéressant sur la classe dominante de l'Union Soviétique. Mais sa volonté de dévaloriser le système soviétique aux yeux du monde et de nuire politiquement à un régime dont il était dissident est manifeste et influence ses travaux. Son analyse en termes marxistes d'une « *Nomenklatura* » essentialisée et présentée comme une classe sociale en soi et pour soi nous empêche d'en percevoir les rivalités internes. De même les considérations politiques de nombreux « soviétologues » occidentaux leur font développer des perspectives dites « totalitaires », dans la droite ligne de Merle Fainsod. Ces études font du Parti Communiste un espace politique monolithique, amorphe, exempt de conflits d'intérêts et de concurrence

² Nous entendons le terme « *Nomenklatura* » dans son sens initial : une technique administrative (des listes de postes et de noms) permettant à l'appareil central de contrôler la promotion des agents et les nominations aux postes importants.

interne³. Le « monolithisme » soviétique nous pose donc problème car il figure souvent dans des travaux dont le but est de nuire symboliquement au « socialisme » en général comme courant politique actif dans les pays où les chercheurs s'expriment. Faire de l'URSS un Etat totalitaire à l'élite uniforme et hiérarchiquement organisée (même après la mort de Staline) peut ainsi être un moyen de dévaloriser complètement ce qui est présenté comme une « expérience socialiste ». L'exemple de l'historien américain Martin Malia est très emblématique⁴. D'après ces présentations, le contrôle hiérarchique est impitoyable et censé régler tous les problèmes qui pourraient survenir dans les instances dirigeantes. La répartition des postes à responsabilités est unilatéralement fixée par une hiérarchie uniquement soucieuse de préserver son unité idéologique marxiste-léniniste et sa cohérence politique⁵. L'existence de la technique de contrôle qu'est la « Nomenklatura » permettrait alors de développer des arguments selon lesquels l'élite soviétique prenait soin d'entretenir son monolithisme grâce au long processus de vérification préalable à la cooptation-nomination des postes à responsabilités. L'unilatéralité présumée des lois rigides de la « Nomenklatura » serait donc à la fois le fondement de l'accès à l'élite, la preuve de son uniformité et, enfin, une des explications de l'immobilisme puis de la chute du régime soviétique.

La seconde rupture vient de la lecture de chercheurs pourtant acquis à l'idée d'un certain « pluralisme » des institutions soviétiques. Nombreux sont les « soviétologues » (reconvertis par la suite en « transitologues », bien souvent) qui ont tenté d'appréhender l'élite soviétique à travers ses divisions plus que par ses continuités. Si notre objectif est également de rendre compte des divisions et rivalités internes à l'élite, nous nous inscrivons toutefois en rupture avec les travaux de chercheurs anglo-saxons tels Stephen White et surtout David Lane et Cameron Ross. Ceux-ci ont mis en évidence des points extrêmement intéressants sur les marges de manœuvre de l'administration gouvernementale par rapport aux directives du Parti⁶. Lane et Ross démontrent donc clairement le « pluralisme » du système soviétique dans plusieurs articles et son caractère d'une certaine manière polyarchique (le gouvernement n'étant pas forcément aux ordres du Parti). Ils envisagent également le Comité Central du

³ Berelowitch Wladimir, « La 'soviétologie' après le putsch. Vers une guérison ? », *Politix*, année 1992, vol. 5, n° 18, pp 7-20

⁴ Malia Martin, *La tragédie soviétique ; Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil, Coll. « Points Histoire », Paris, 1995.

⁵ Kryshantovskaya Olga, White Stephen, *Op. cit.*

⁶ Lane David & Ross Cameron, « Limitations of Party control: the Government bureaucracy in the USSR », *Communist and post-communist studies*, 1994, 27 pp. 19-38.

Parti comme une chambre de représentation et d'expression des différents intérêts dominant l'Union Soviétique et le Politburo comme l'équivalent d'un cabinet où les intérêts supérieurs du pays (complexe militaro-industriel, armée, affaires étrangères, KGB...) étaient représentés. Leur approche apporte donc d'incalculables informations sur la réalité des rapports entretenus par les institutions entre elles et sur les différences de profils pouvant exister au sein de l'élite soviétique. Les conceptions purement totalitaires sont alors largement remises en cause et il devient possible de développer une sociologie des élites concurrentielle axée sur l'étude des caractéristiques sociales des individus.

Dans la même optique, secondé par Evan Mawdsley, Stephen White a analysé l'élite soviétique sur l'ensemble de la période soviétique⁷. Leur lourd travail de traitement statistique met particulièrement bien en évidence l'existence de générations dont les propriétés sociales divergent. De plus, l'étude de la composition des organes centraux du Parti révèle la diversification progressive des intérêts représentés au Comité Central, au fur et à mesure que tel ou tel secteur de l'administration prend de l'importance par rapport aux autres. On peut par exemple remarquer le nombre croissant d'ambassadeurs élus au CC en même temps que l'accès de l'URSS au statut de grande puissance donne un poids plus important à la politique étrangère. Cette étude avalise aussi l'hypothèse de la pluralité interne du système politique soviétique.

Seulement, il se trouve que leurs travaux adoptent aussi un point de vue fixiste et n'interrogent jamais les conditions sociales d'accès à l'élite. Ils tiennent pour acquis l'appartenance des agents au groupe dirigeant. Les dynamiques internes sont ignorées et les conditions de production et de reproduction des élites ne sont pas questionnées. Finalement leurs analyses par trop statistiques ne permettent pas de retracer les causes plus profondes de rivalités et concurrences qu'ils ne font que constater. Les intuitions que l'on pressent chez Lane et Ross, par exemple, concernant l'influence du « social background » et de l'expérience passée sur le déroulement des carrières et les positionnements politiques des agents restent à l'état d'hypothèses ou de conclusions qui mériteraient plus de développement.

⁷ Mawdsley Evan, White Stephen, *The Soviet Elite, From Lenin to Gorbachev. The Central Committee and its Members, 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

Leur description est essentiellement institutionnelle, positionnelle et seule l'étude statistique de certaines propriétés sociales des agents qui les occupent donne à leur travail une composante sociologique. Un certain manque de profondeur historique ne leur donne pas la possibilité de prendre en compte les trajectoires et des dynamiques qui ont précédé l'accès au pouvoir suprême. Seuls sont créés des indicateurs mesurant l'expérience globale au sein du Parti ou d'autres organes. Il conviendrait de donner à leurs études un caractère plus qualitatif.

La dernière vision contre laquelle nous avons construit notre travail concerne les causes avancées pour expliquer la chute de l'URSS. L'étude des derniers moments de l'époque Brejnev suivie de l'effondrement de l'Union Soviétique a été menée avec minutie par nombre d'historiens et de sociologues. Cette période est en effet fondamentale pour comprendre comment sombrent les régimes politiques et comment se reconvertissent les anciennes élites. Cependant, l'analyse des causes de la fin du système soviétique est bien souvent partielle ou alors partielle, par simple manque d'ambition scientifique.

Par « partielle », nous entendons l'idée selon laquelle il existerait un déterminisme inhérent à tous les systèmes se réclamant du « socialisme », proposant un mode d'organisation de la société opposé à une « nature humaine » postulée. Il ne s'agit pas ici de juger des bienfaits ou des méfaits du socialisme d'Etat, mais bien de déceler les limites d'un tel postulat. La chute du système soviétique est présentée comme inévitable du fait de l'absurdité de son organisation économique issue de la toute-puissance d'une idéologie dont le régime a de plus en plus de mal à imposer le monopole. Les travaux de l'historien Martin Malia sont caractéristiques de ce courant de pensée se réclamant ouvertement du libéralisme occidental⁸. Malia analyse de manière très fine les problèmes économiques de l'URSS, ainsi que les contradictions qu'ils entraînent, contradictions de plus en plus visibles entre l'idéologie et la réalité, ce qui aurait entraîné un retournement progressif de la population rejetant l'idéologie dominante. Faisant de l'Union Soviétique une « idéocratie » (régime gouverné par l'idéologie), un système « qui marche sur la tête » selon l'expression de Marx, il avance que l'effondrement du *pilier* idéologique aurait entraîné l'ensemble du système dans sa chute. L'expertise apportée par Malia est inestimable, mais le caractère déterministe de la fin du socialisme d'Etat en Russie est par contre sujet à caution. Le côté téléologique de telles études semble parfois lié, là encore, à des considérations plus politiques que scientifiques, aussi nous

⁸ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 29.

ne reprendrons pas ces conceptions à notre compte. Le second point pouvant poser problème est la focalisation de l'auteur sur l'idéologie officielle. Le marxisme-léninisme serait le fondement du système soviétique, et même le déterminant profond de l'ensemble des actes et politiques menées par le régime. C'est donc le « marxisme » (essentialisé et présenté par l'auteur comme une doctrine unifiée mais incohérente et pseudo-scientifique) qui guiderait les dirigeants, et la fin de son emprise sur les âmes qui aurait conduit à la chute du régime.

Or, dans le cas soviétique, nous ne considérons pas l'idéologie comme le moteur ou la cause des initiatives prises par des dirigeants soucieux de « construire le socialisme », mais plutôt comme un moyen de légitimation a posteriori d'actes ayant pour finalité réelle l'imposition d'un certain pouvoir (celui des dirigeants du Parti bolchévique puis communiste) à l'ensemble de la population. La « fin de l'idéologie 'marxiste' » ne constitue donc pour nous pas une des causes de l'effondrement de l'URSS. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'analyser l'histoire sociale de l'URSS et les rivalités, incohérences et contradictions internes à la population et plus encore au Parti.

Par « partielle », nous désignons les travaux de David Lane et Cameron Ross⁹. Ces auteurs se sont intéressés à l'ensemble des institutions soviétiques centrales et ont pour chacune mis en évidence des facteurs de crise internes ayant pu entraîner la chute du système.

S'intéressant à la composition des Politburos de 1966 à 1991¹⁰ et à celle des Secrétariats du Comité Central (CC) de 1981 à 1991¹¹, Lane et Ross ont d'abord cherché à déceler en leur sein des facteurs de crise potentiels. Il partent du postulat (largement partagé) que le Politburo était l'instance supérieure de représentation des intérêts dominant l'URSS, en tant qu'émanation du Comité Central. Or, il se trouve que sa composition évolue de moins en moins avec l'affermissement de la coalition anti-khrouchtchévienne qui prend le pouvoir en 1964 et se voit consacrée par le XXIII^e Congrès de 1966. La « stabilité des cadres », mot d'ordre des premières heures du brejnévisme censé rassurer les diverses composantes de l'élite, aboutit à un gel du renouvellement de ses membres. A tel point que dès les années

⁹ Lane David & Ross Cameron, "Limitations of Party control: the Government bureaucracy in the USSR", *Communist and post-communist studies*, 1994, 27 pp. 19-38.

¹⁰ Lane David & Ross Cameron, "The composition of the Politburo of the CPSU: 1966 to 1991", *Coexistence*, 31, 1994, pp. 29-61.

¹¹ Lane David & Ross Cameron, "The CPSU ruling elite 1981-1991 commonalities and divisions", *Communist and Post-Communist Studies*, 1995-09, Vol 28, N°3, pp. 339-360.

1970, les auteurs avancent que le Politburo n'était déjà plus représentatif ni des intérêts, ni de la population soviétique, cause d'une perte de légitimité du pouvoir du Parti. En effet, seuls les domaines régaliens et le secrétariat du Parti y étaient correctement représentés alors que de trop larges secteurs de l'économie en étaient absents.

On voit bien la focalisation de ces chercheurs sur la « légitimité » des institutions. Or, la « légitimité » est ici perçue à travers une « représentativité » supposée, ainsi que par le prisme de la capacité à maintenir une certaine emprise idéologique sur les âmes. Cela dénote tout d'abord une vision particulière des institutions. Celles-ci sont naturalisées et présentées comme ontologiquement légitimes par leur capacité à représenter symboliquement leurs administrés. La mort de ces institutions s'appréhende dès lors de manière déterministe par le déclin de cette représentativité supposée. Les conditions sociales de formation des institutions et les causes profondes de leurs évolutions sont écartées de l'analyse. Elles sont également absentes des interprétations de leur chute.

Cette vision est finalement extrêmement juridique. L'institution est vue comme légitime en soi et son fonctionnement « normal » serait assuré par une « bonne » représentativité. Les critères de cette représentativité ne sont pas réellement précisés : il peut s'agir des intérêts économiques et institutionnels dominants, de l'origine ethnique, de l'extraction sociale. Les auteurs mêlent ici les trois facteurs. Le Politburo ne jouait plus son rôle de représentant des intérêts économiques et institutionnels, le Secrétariat du Comité Central du Parti n'était composé que de Slaves (des Russes et un Biélorusse)¹² et les deux organes dirigeants étaient de moins en moins composés d'ouvriers et de paysans, majorité de la population soviétique. L'idéologie pouvait jusqu'à un certain moment justifier aux yeux du peuple cette distorsion, mais les auteurs diagnostiquent également son déclin. Plus rien ne pouvait alors venir légitimer la domination d'institutions au sein desquelles la population ne se reconnaissait plus et la vérité éclata au grand jour. Le régime privé de soutien s'effondra alors.

Cette étude met en exergue le blocage des institutions suprêmes et l'absence de renouvellement. Ce qui signifie implicitement la monopolisation du pouvoir par un groupe social particulier. Or, c'est précisément ce dont nous traiterons ici. L'intérêt de tels articles est

¹² Lane David (Dir.) *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University press, 1998, p. 53.

donc indéniable, mais les catégorisations qu'ils opèrent et les présupposés méthodologiques qu'ils développent à propos de la nature des institutions nous semblent discutables.

Enfin, dernière rupture, il convient de ne pas tomber dans l'écueil « journalistique ». De nombreuses études ont avant tout analysé la chute de l'URSS au travers des prises de position des personnalités importantes de l'époque. Or, il s'est agi pour nous d'interroger les caractéristiques profondes des individus identifiés et de ne pas nous limiter à un commentaire des positionnements politiques des agents selon leurs déclarations ou leurs prises de positions à un moment précis de la période étudiée. Cela reviendrait à résumer notre étude à un commentaire « politologique » et à centrer notre analyse sur les personnalités et leurs convictions politiques supposées ou reconstruites a posteriori, en ignorant l'influence des conditions sociales dans lesquelles évoluaient ces agents. L'emploi de catégories ayant connu un gros succès médiatique mettant par exemple en évidence un clivage entre « conservateurs » et « réformateurs » qui aurait déterminé la chute du régime est donc à bannir. Cette acception révèle une forte dose d'ethnocentrisme occidental, les « réformateurs » étant toujours les agents identifiés comme favorables au rétablissement du capitalisme et à l'alignement de leur pays sur les systèmes démocratiques occidentaux, unique voie à suivre pour sortir un pays de la crise dans laquelle il se trouve.

Nous focaliser sur les personnalités reviendrait à essentialiser des prises de positions adoptées en réalité pour des raisons stratégiques. La brutale conversion de Eltsine au libéralisme et au séparatisme russe une fois élu à la tête de cette République soviétique serait le résultat de sa conviction profonde. De même, on en viendrait à considérer Gorbatchev comme un « démocrate » de toujours du fait des dernières réformes de libéralisation qu'il a impulsées. Or, ces deux « évidences » (que chacun défend dans ses Mémoires¹³) sont largement remises en question. Ce type de commentaire journalistique avalise complètement les déclarations et justifications officielles des agents (dans leurs discours, leurs biographies autorisées) et manque d'objectivité scientifique. Il ne s'agit pas de nier ici l'existence de divergences politiques profondes entre membres des organes dirigeants de l'URSS, mais plutôt de fonder ces dernières sur des facteurs de distinction plus objectifs. La compétition entre groupes sociaux est donc évidente au sein des institutions soviétiques, en particulier celle qui se donne

¹³ Gorbatchev Mikhaïl Sergeïevitch, *Mémoires. Une vie et des réformes*, Editions du Rocher, Collection « Document », 1997. (édition originale en russe 1995) et Eltsine Boris, *Mémoires. Sur le fil du rasoir*, Albin Michel, Paris, 1994.

à voir avec la libéralisation progressive du régime. Il convient simplement d'en percevoir les déterminants plus profonds.

Nous nous inscrivons donc en opposition avec ces quatre conceptions. Aux études portant sur la toute puissance du système de « Nomenklatura » ou sur le monolithisme des institutions soviétiques, nous rétorquons que cette vision est trop juridique et dédaigne s'intéresser aux réalités de la pratique de la cooptation et de l'ascension des individus vers les organes centraux du pouvoir. Sanctifiant ce terme de « Nomenklatura », ces représentations monolithiques de l'espace politique soviétique tendent à nier l'existence de tensions, de dynamiques internes et de marges de manœuvre des agents pourtant mises en évidence par différents travaux. Il serait évidemment absurde de nier l'existence du contrôle extrêmement étroit des parcours individuels par la hiérarchie, tout comme la réalité des enquêtes approfondies menées par le KGB sur les postulants aux postes à responsabilités¹⁴. Mais selon nous, l'espace politique soviétique est extrêmement contraint, le champ des possibles des agents qui évoluent en son sein est faiblement ouvert, mais nous sommes tout de même face à un espace social comme un autre, où l'accès aux biens politiques divisibles que sont les postes dominants octroie un tel pouvoir qu'il y existe une concurrence et une conflictualité latente entre groupes sociaux constitués. L'élite soviétique n'est donc, selon nous, ni unifiée ni monolithique, elle est au contraire en permanence traversée de conflits et de rivalités entre les agents qui la composent.

Face aux travaux quantitatifs anglo-saxons, nous considérons que les données recueillies peuvent faire l'objet d'une interprétation qualitative pour peu que l'on prenne en compte le type de formation reçue et de profession exercée, ainsi que le caractère dynamique des carrières et trajectoires des individus. Les analyses produites, toutes pertinentes et intéressantes qu'elle soient, restent fondées sur des indicateurs « positionnels », construits à partir des variables lourdes concernant les seules positions occupées précédemment par les agents. Le concept de « social background » employé n'a pas la signification globalisante que nous offre la notion d'habitus. C'est une notion extrêmement fragmentaire qui peut dénommer des variables très différentes (« capital partisan », « postes occupés auparavant »), jamais prises en compte de manière globale dans une logique historique de « devenir social des

¹⁴ Voslenski Mikhaïl S., *La Nomenklatura, les privilégiés en URSS*, Belfond, Paris, 1980, p. 106.

agents »¹⁵. De même, la thèse que les auteurs démontrent dans l'article en question ne fait l'objet que d'un très court développement en conclusion, alors que l'on aurait souhaité une argumentation plus détaillée. Une fois identifiés les postes importants occupés, les relais, les réseaux d'interconnaissance, il devient possible d'esquisser l'habitus des individus étudiés, ou du moins de retracer les caractéristiques communes et les divisions qui rassemblent et divisent objectivement les agents concernés par la compétition pour l'accès aux postes. L'outil statistique permet d'élaborer une sociologie politique qualitative des élites soviétiques, telle que se refusent à le faire ces chercheurs anglo-saxons susnommés, malgré la somme d'informations indispensables qu'apportent leurs travaux. Enfin, face aux explications mécanistes des causes de la chute du système, nous préférons une étude en termes d'histoire sociale de l'élite, qui seule peut nous permettre de développer notre propre conception de l'espace soviétique. Nous considérons en effet les organes dirigeants du PCUS comme des espaces contraints mais concurrentiels dont les membres sont en conflit permanent pour l'obtention des postes dominants. Nous comptons mettre au jour les lignes de clivage qui organisent ces conflits, grâce à l'analyse sociologique des trajectoires et propriétés sociales des agents.

Cadre d'analyse

Sans disqualifier aucunement les thèses de Lane et Ross, nous aurions aimé que leur idée fût rapprochée de l'hypothèse développée par Pierre Bourdieu en 1989 au cours d'une Conférence à Berlin¹⁶. Elle avance l'idée d'une confrontation entre une élite installée détentrice de « capital politique » (la capacité à s'approprier les ressources (symboliques, économiques...) qu'ils sont censés « administrer » depuis leurs postes) et une génération montante beaucoup plus richement dotée en capital culturel (scolaire), mais dominée dans les instances du Parti. Or, on remarque que ce cadre esquissé par Bourdieu correspond à l'idée développée par Lane et Ross. Seulement, leur manque d'ambition et leur refus d'interroger plus profondément les caractéristiques sociales des individus étudiés les empêche de vérifier cette hypothèse.

¹⁵ Passeron Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 1990, 31-1, pp. 3-22.

¹⁶ Bourdieu Pierre, « La variante soviétique et le capital politique », in *Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris, 1994.

Bourdieu propose d'analyser les changements en cours en Europe de l'Est au moment où il parle (en 1989) par l'étude sociologique des divisions et rivalités profondes qui traversent l'élite soviétique. Il avance l'idée selon laquelle, en l'absence de « capital économique » à proprement parler comme cela peut être le cas en France, l'élaboration d'une variante soviétique de « capital politique » (dont il reste encore à déterminer les critères) pourrait caractériser les propriétés sociales effectives de la génération brejnévienne en poste depuis les années 1930. Ce « capital politique » relève d'une combinaison entre la longévité institutionnelle et la capacité des apparatchiks et bureaucrates à utiliser les positions dominantes afin de s'approprier des ressources nécessaires à leur maintien en position, tout en s'appropriant au passage les biens et services publics. Dans un tel contexte d'accapement du « capital politique » par cette classe d'âge, la nouvelle génération ne dispose que d'une seule stratégie de distinction, fondée sur la ressource dont disposent ces agents : le capital scolaire. La massification de l'enseignement supérieur est à l'époque une réalité en URSS ; or, ce type de capital était extrêmement valorisant compte tenu de la très bonne qualité du système d'enseignement soviétique. Ces dominés à fort capital scolaire entreraient de fait en concurrence avec les dominants à fort capital politique.

En reprenant à son compte cette hypothèse, Maryse Ramambason ouvre la voie à une explication socio-historique des changements politiques observés en URSS, qui aboutiront à la chute du système. Elle fait de la crise de reproduction sociale de l'élite politique soviétique la cause du dérèglement du système et la cause de la crise politique russe qui suivra la fin de l'URSS. En revenant sur l'histoire sociale des différentes générations qui sont entrées dans le Parti et se sont succédées à sa tête, elle démontre à quel point celles-ci étaient en conflit au cours des années 1980.

Sa thèse montre que la « génération de Brejnev » a monopolisé les postes de pouvoir et bloqué la promotion de toute la génération suivante au sein du Parti et de l'Etat (la même génération que Gorbatchev). Facteur aggravant, cette « génération Gorbatchev » faisait face, dans la sphère sociale, à un grave phénomène de déclassement, caractérisé par une distorsion. La qualité du système soviétique d'enseignement technique permettait de produire en très grande quantité des travailleurs fortement diplômés. Mais une fois sur le « marché du travail », ces travailleurs qualifiés se retrouvaient confrontés à la contrainte structurelle de l'économie soviétique : sa vétusté et son caractère extensif ne leur offraient pas les emplois

auxquels ils auraient pu prétendre. Cette crise sociale se répercuta dans le Parti où les diplômés étaient là aussi en très grand nombre, alors que les postes à responsabilité supérieure étaient occupés par des agents incapables de laisser leurs places. Le système ne parvint à intégrer sa jeunesse ni à son économie, ni à ses institutions. Celle-ci se détourna alors massivement du régime et profita de la libéralisation politique de la fin des années 1980 (la Glasnost') pour monter ses propres entreprises politiques alternatives et opposées à un système qui ne lui offre plus de perspectives. Son analyse montre que les changements en cours en Russie entre 1991 et 1993 ne sont que la conséquence de cette crise sociale et des rivalités élitaires soviétiques ayant dégénéré en crise politique.

Nous nous inscrivons parfaitement dans la lignée de ces recherches qui mettent en évidence l'existence d'une crise de la reproduction sociale des élites soviétiques caractérisée par une concurrence générationnelle pour l'accès aux postes de pouvoir supérieurs. Seulement, nous axons directement nos réflexions sur la rivalité entre ces deux groupes et nous nous focalisons uniquement sur les causes sociales d'une rivalité au premier abord « générationnelle ». Nous proposons d'analyser la crise de reproduction des élites au travers de leurs caractéristiques sociales et de leurs stratégies de distinction, sur un terrain jusque là inexploité par les politistes, celui du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Notre objectif est de montrer comment, dans un espace politique contraint et autoritaire, se donne à voir une rivalité sociale et politique profonde entre une génération qui a passé sa vie entière à servir le système et une nouvelle aspirant à y faire carrière. Autrement dit, nous souhaitons interroger les conditions sociales de production, d'affirmation et de reproduction (ou de non-reproduction) de l'élite brejnévienne, en confrontant les parcours et propriétés sociales des représentants des deux générations en conflit : la « génération Brejnev » (1899-1919) et la « génération Gorbatchev » (1920-1940).

Notre thèse procède du postulat historique suivant. On considère que le système soviétique ne prend son visage définitif que dans les années 1930 avec la victoire de Staline¹⁷. Jusqu'à présent, la NEP¹⁸ mêlait laborieusement marché et planification étatique, les mots d'ordre officiels relevaient autant de Guizot que de Marx et l'organisation agraire demeurait

¹⁷ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 234.

¹⁸ NEP : Nouvelle Politique Economique. Lancée au lendemain de la guerre civile, cette politique laissait s'organiser un secteur privé dans l'économie, dans le but de reconstruire le pays.

diversifiée : les quelques Sovkhozes¹⁹ cohabitaient avec la plupart des terres qui étaient propriété collective des communes villageoises tandis que Lénine et Boukharine encourageaient la constitution d'exploitations privées²⁰. Or, dès 1929, sous l'impulsion de Staline qui venait d'éliminer l'opposition trotskyste, le régime changea brutalement de forme et prit les traits qu'il conservera jusqu'à la fin.

Il fut tout d'abord mis fin à la NEP, tandis que l'Etat soviétique prit le contrôle des terres agricoles en lançant la « collectivisation », ce qui aboutira à la mise sous tutelle totale de l'agriculture et du monde paysan par l'instauration des Kolkhozes et des MTS²¹. De même, à cette époque fut lancée la planification complète de l'économie par les Plans quinquennaux, outils privilégiés de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Tout pluralisme interne au Parti fut annihilé par les purges et la Terreur. Au niveau institutionnel, après dix années de lutte acharnée, Staline s'assura : de la prééminence du Secrétaire Général (lui-même) sur le Secrétariat du Comité Central (CC) ; de la domination du Secrétariat du CC sur le Parti et son appareil, et enfin de la primauté de l'appareil du Parti sur l'administration étatique. Finalement, les traits dominants qui caractérisèrent le système soviétique furent élaborés à cette époque et il garda jusqu'à sa fin la forme qu'il développa au cours de cette période mouvementée. Autrement dit, les années 1930, « seconde révolution russe »²² ou « grand tournant »²³, constituent le stade d'arrivée à maturité du régime, son réel point de départ. La « construction du socialisme » fut alors proclamée après les hésitations et balbutiements de la NEP. Notre intention n'est pas de nier les évolutions introduites sous Khrouchtchev et par la suite, ni de « staliniser » à outrance le système après la mort de Staline. Nous cherchons seulement à montrer que la logique poursuivie jusqu'à la fin par les différentes équipes se succédant à la tête du pays fut initiée par Staline et son entourage, dans les années 1930.

Or, si l'on considère que l'établissement de la dictature personnelle de Staline correspond au réel point de départ du régime soviétique en Russie, on observe que ce « second » soviétisme

¹⁹ Sovkhozes : Acronyme de « Sovietskoe Khozyaïstvo » (Exploitations soviétiques) Exploitations agricoles appartenant à l'Etat. Les paysans qui y travaillent sont rémunérés comme des fonctionnaires.

²⁰ Les bénéficiaires deviendront les futurs « Koulaks ».

²¹ MTS: Stations de Machines et de Tracteurs. Dépôts du matériel agricole destiné aux paysans, que louaient les kolkhozes. C'était un moyen supplémentaire de contrôler l'activité de ces derniers.

²² Werth Nicolas, *Op. cit.* p. 233.

²³ Riazanovskiyi Nicholas, *Histoire de la Russie. Des origines à 1996*, Robert Laffont, Coll. « Bouquins », Paris, 1994 [Traduit de l'américain par André Berelowitch] p. 535.

(prenant le relais du « bolchévisme ») naquit au moment où une certaine génération entra massivement dans les rangs du Parti. Or, ce régime mourut dans les années 1980 alors que cette génération venait à peine de le quitter. Rétrospectivement, on constate donc que ce système fut la « chose », du début à la fin, d'une seule génération, celle des individus nés entre 1900 et 1920, c'est-à-dire la même génération que Brejnev. Jusqu'à la destitution de Khrouchtchev en 1964, les chefs du Parti appartenaient à la génération précédente (née avant 1900)²⁴. Mais large place fut faite alors, dans les rangs inférieurs du Parti, à cette nouvelle « génération Brejnev » en phase ascensionnelle démesurée, base et soutien de ce pouvoir suprême occupé par ces membres plus âgés, nés pour la plupart au XIX^e siècle.

Ce sont donc les représentants de cette génération promus suite au Premier plan quinquennal²⁵ qui ont traversé et pris part à tous les grands événements de l'URSS. Entrés au Parti alors que Staline ouvrait les portes aux jeunes, ils constituèrent les forces vives du stalinisme triomphant. Ils noyèrent dans la masse les « vieux bolchéviques », prirent leurs places laissées vacantes au sein de l'appareil du Parti et des Soviets au fur et à mesure que ces derniers en étaient chassés, connaissant une promotion vertigineuse dans le champ politique. Dans le champ économique, ils se formèrent en urgence aux techniques industrielles et encadrèrent la mise en place des premiers plans quinquennaux et la « collectivisation » des terres. Puis, ils participèrent largement à la victoire au cours de la seconde guerre mondiale, bien souvent dans l'encadrement politique de l'Armée ou de l'industrie militaire. Ils entrèrent alors dans les organes centraux du pouvoir à la fin de la période stalinienne, s'y ancrèrent solidement avec la bienveillance d'un Khrouchtchev soucieux d'écarter l'entourage de Staline (dont il faisait partie). Enfin, en pleine force de l'âge, ils renversèrent Khrouchtchev et gagnèrent le pouvoir suprême en 1964. S'y ancrant solidement, ils ne le quittèrent, contraints et forcés, que dans les années 1980, leur propre mort coïncidant avec l'effondrement du régime.

Il n'est donc pas exagéré de postuler que ce système soviétique fut « leur » chose, ils le servirent fidèlement tandis qu'il offrait à cette population d'origine extrêmement modeste une formation, une promotion, et la domination. Ils grandirent et vieillirent avec lui, traversèrent ses épreuves et turpitudes, envoyés à chaque occasion en première ligne, chaque étape de leur

²⁴ Khlevniouk Oleg, *Op. cit.*, p. 275.

²⁵ Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008 p. 246.

vie correspondant à un nouveau pas en avant dans la hiérarchie. Le système soviétique naquit sous sa forme définitive avec eux au cours des années trente (ils en étaient la base sociale) et il tomba en même temps qu'eux à la fin des années quatre-vingt (ils en étaient devenus la classe dirigeante).

Ainsi, en articulant ce postulat avec l'hypothèse d'une crise de la reproduction des élites politiques, nous nous donnons les moyens d'analyser dans ce mémoire les conditions et dynamiques de production des élites politiques de l'URSS, au travers de la question suivante : Comment ce groupe social s'est-il progressivement identifié au système qu'il servait et dirigeait ? Quels phénomènes historiques et sociaux entraînèrent cette monopolisation progressive des postes et des ressources du système ? Cela nous permettra de voir comment chacun construisit sa "carrière", de retracer le parcours ascensionnel complet des brejnéviens et de voir ainsi comment ils s'approprièrent le système, au détriment des gorbatchéviens. Et comment les seconds tentèrent de secouer le joug des premiers. Nous souhaitons cerner les causes sociales du clivage entre ces deux classes d'âge, les élargir aux différences de dispositions et de trajectoires, induites par les évolution du contexte historique.

Hypothèse :

Il nous incombe alors de mettre cette thèse à l'épreuve de notre terrain en analysant l'ensemble des causes sociales de la rivalité qui est à l'origine de cette crise politique, en posant l'hypothèse suivante : **La rivalité observée entre groupes générationnels qui mènera le Parti à sa chute est le fait de l'appropriation progressive du système par la génération de Brejnev. Du fait des conditions historiques qui déterminèrent la forme de son ascension, les représentants de cette classe d'âge s'identifièrent totalement au régime qu'ils servirent toute leur vie durant et créèrent ainsi les conditions d'une rivalité avec un nouveau groupe à son tour avide de promotion sociale.** Autrement dit, pour comprendre pourquoi cette concurrence s'est donnée à voir, il convient de revenir aux origines de l'établissement de la domination de la « génération Brejnev » à l'origine de cette concurrence. Nous montrerons autour de quelles lignes de clivages se sont organisés les groupes en conflits, comment fut formé et produit le groupe social à l'origine de la construction et du développement du système soviétique, comment il en monopolisa les

ressources à son profit. Enfin, nous distinguerons comment et pourquoi les conditions de sa promotion entraînèrent son incapacité à passer le relais à la génération suivante.

Notre étude traite de l'élite du Parti depuis le XXV^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique (1976), en pleine période brejnévienne, jusqu'à la XIX^e Conférence du Parti convoquée par Gorbatchev en 1988 afin de préciser sa ligne politique et de réformer le fonctionnement du Parti (entre deux Congrès). Il s'agit d'une époque charnière, fondamentale pour comprendre les logiques sociales accompagnant le phénomène de succession à la tête du pays. En effet, cette douzaine d'années nous offre une excellente image des cohabitations et recompositions élitaires. C'est l'époque de la fin (bien souvent biologique) de la génération Brejnev et de l'entrée progressive de nouveaux agents dans l'espace institutionnel étudié. Commencent alors à cohabiter les deux générations au cœur des organes centraux. C'est le point focal du passage de relais d'un groupe à un autre, 1988 étant de plus l'année qui précède les vrais bouleversements que connaîtra le régime en 1989 et 1990.

L'architecture institutionnelle de l'URSS est complexe, il convient d'y attarder un instant. A chaque échelon administratif local (arrondissement, ville, région), un Soviet (conseil) de citoyens élus est censé gérer les affaires du territoire dont il a la compétence. Il dispose pour cela d'une administration et d'un « Comité exécutif » faisant office de direction collective.

Au niveau des Républiques fédérées (Républiques Socialistes Soviétiques, RSS), le système est le même, sauf que les « Soviets » prennent le nom de « Soviets Suprêmes de RSS » (équivalent des Parlements), qui élisent leurs Comités exécutifs, les « Praesidium du Soviet Suprême de RSS ». Le Soviet Suprême de RSS dispose également d'une administration chapeauté par un Conseil des Commissaires du Peuple (Sovnarkom), qui deviendra en 1946 « Conseil des Ministres » (Sovmin).

Au niveau fédéral, le Soviet Suprême d'URSS (bicaméral) élit également son Praesidium et possède son administration, également dominée par un Sovnarkom/Sovmin, ainsi qu'un grand nombre de conseils d'Etat spécialisés rattachés à ce gouvernement (Gosplan, KGB...).

Le Parti Communiste de l'Union Soviétique s'organise de la même manière. A chaque échelon local, le Soviet est doublé par un Comité du Parti (d'arrondissement, municipal, régional) censé en contrôler l'activité. Ces Comités sont dirigés par un Secrétariat, dominé par le Premier Secrétaire du Comité, véritable détenteur du pouvoir local. Les Comités locaux du

Parti possèdent leur propre appareil administratif qui contrôle l'appareil administratif du Soviet.

Chaque RSS possède son Parti Communiste²⁶. Le Soviet Suprême est alors doublé par le « Parlement » du Parti : le Comité Central (CC) du Parti de la RSS en question, qui possède sa présidence collective (le Politburo) et son appareil administratif calqué sur l'administration étatique, dominé par un Secrétariat. Là encore, le Premier Secrétaire du Comité Central du Parti d'une RSS dispose de la réalité du pouvoir dans sa République, tandis que le Président du Praesidium du Soviet Suprême de la République n'a qu'un rôle symbolique.

Au niveau fédéral, le Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) est découpé de la même manière ; le Parlement soviétique (le Soviet Suprême d'URSS) est doublé par le Comité Central (CC) du PCUS.

L'émanation administrative du CC (le Secrétariat) double le Conseil des Ministres. Il possède la haute main sur le gigantesque appareil bureaucratique du Comité Central, chargé de surveiller l'action des cadres locaux du Parti, mais surtout de contrôler l'activité des ministères. Le secrétariat compte donc une dizaine de « Secrétaires », dont chacun est chargé d'un domaine particulier. Ces secrétaires chapeautent la vingtaine de « Départements » du Comité Central divisés en « secteurs », entre lesquels se répartissent les activités de « l'appareil ». Toutes ces administrations sont renouvelées lors des Congrès du Parti.

Le Politburo, émanation politique du Comité Central, regroupe la vingtaine de personnages les plus importants du pays : certains Secrétaires du CC du PCUS, les Ministres les plus influents (souvent à la tête des ministères régaliens), le Président du KGB, du Conseil Central des Syndicats, et les Premiers Secrétaires des CC des Partis des grandes RSS,

Le Secrétaire Général du Comité Central du PCUS²⁷ est depuis Staline le personnage le plus important du pays. Elu à la tête du Secrétariat, il préside également les réunions du Politburo et peut cumuler son poste avec celui de Président du Conseil des Ministres (comme Staline) ou avec celui de Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS (Chef de l'Etat), poste protocolaire mais important du fait de sa visibilité par l'étranger. Il existe également un poste officieux de « Second » Secrétaire du CC du PCUS, souvent le deuxième personnage du régime²⁸.

²⁶ Sauf la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (RSFSR), gérée par une section de l'appareil du PCUS.

²⁷ De 1953 à 1966, il prit le nom de Premier Secrétaire du CC du PCUS.

²⁸ Lesage Michel, *Le système politique de l'URSS*, PUF, coll. « Thémis science politique », Paris, 1987.

Notre terrain regroupe donc les membres du Politburo, les Secrétaires et les Chefs de départements du Comité Central du PCUS. Nous disposons dans notre échantillon des caciques soviétiques les plus puissants du pays sur cette période. Ce sont les deux instances exécutives du Comité Central du PCUS, autrement dit les arènes où se donne à voir l'activité politique de l'élite. C'est le lieu où les décisions sont prises formellement, c'est donc là que l'on peut y identifier les groupes qui nous intéressent.

Méthodologie :

Nous adopterons une perspective monographique. Nous avons décidé de démontrer qu'il existe un blocage dans la reproduction de l'élite politique en analysant une population particulière, bien définie : les dirigeants supérieurs du Parti, à savoir les agents qui occupent les postes les plus importants dans la Nomenklatura. Cet échantillon de l'élite du pouvoir nous paraît être le terrain le plus intéressant et le plus révélateur pour étudier les problèmes de succession à la tête de l'URSS. Il se trouve également que c'était le plus disponible et le plus aisé à traiter.

Il apparaît assez clairement que le caractère historique de notre objet exclut la méthode de l'entretien. Une bonne partie des individus auxquels nous nous sommes intéressés sont décédés, en particulier les membres de la génération la plus âgée, nés au début du siècle précédent. La réalisation d'entretiens n'aurait été possible qu'avec une certaine partie des membres de la génération née après 1920 encore en vie. Cela posait évidemment un problème d'équilibre des points de vue présentés, la classe d'âge disparue eût alors été réduite au silence. Mais se posait aussi la question de l'accès à un tel terrain. Les personnes concernées sont d'anciens dominants qu'il est très difficile d'aborder et le temps aurait manqué pour réaliser un nombre d'entretiens suffisamment important pour pouvoir tirer des conclusions sociologiques générales de tels récits de vie. La meilleure méthode pour appréhender sociologiquement la population visée nous a semblé être la compulsion des biographies et le retour sur les habitus et le devenir social des agents.

Nous nous sommes donc constitué une base de données biographique très complète regroupant la quasi-totalité des individus ayant occupé les postes cités plus haut au cours de la période d'étude (quatre-vingt sept individus). L'échantillon comporte un nombre quasiment

égal de membres des deux générations (quarante-deux et quarante-cinq) mais il n'est pas tout à fait complet, car nous n'avons pu nous procurer les biographies d'une dizaine de chefs de départements, celles-ci étant indisponibles. Il reste également quelques postes dont nous n'avons pu retrouver les détenteurs. Pour des raisons de faisabilité, nous n'avons pu intégrer les membres du gouvernement à notre échantillon, à part les plus importants qui siègent au Politburo. Ce qui ne signifie pas pour autant que nous souscrivons au schéma traditionnel faisant du gouvernement le docile exécutant des volontés du Parti.

Pour réaliser ce projet, nous avons d'abord dû nous atteler à un lourd travail de recherche, afin de reconstituer la composition complète des organes que nous avons eu à étudier. Nous nous sommes donc plongés dans les documents existants, en particulier les annexes des travaux des politistes déjà nommés (Cameron Ross et David Lane). En plus des ouvrages biographiques traditionnels, ceux-ci ont pu bénéficier de l'accès aux « Red Archives », données recueillies par les collaborateurs de *Radio Free Europe*, dont le travail d'observation de l'espace politique en Europe de l'est était intéressé, mais très sérieux. Ils fournissent donc un premier matériau exploitable, à savoir les nominations aux postes principaux établies au cours des Congrès et Conférences du PCUS. Nous disposons, grâce à eux, de la composition des Politburos suite aux Congrès de 1976, 1981 et 1986²⁹, ainsi que des Secrétariats et têtes de Départements élus par les Congrès de 1981 et 1986 et suite à la Conférence de 1988³⁰. Seulement, il nous a fallu retrouver par nous-mêmes le Secrétariat élu en 1976 et ses Chefs de départements en plus d'un point fondamental délaissé par les chercheurs susnommés : les remaniements ayant eu lieu entre deux Congrès (quinquennaux). En effet, il est impossible de rendre compte des jeux institutionnels de nominations et de succession à la tête du pays si l'on ne prend pas en compte les recompositions suivant immédiatement les décès des Secrétaires généraux Brejnev (en 1982) et Tchernenko (en 1985). La mort de chacun d'entre eux entraîna la nomination de nouveaux Secrétaires Généraux (Andropov, puis Gorbatchev) qui à eux deux renouvelèrent largement les cadres supérieurs, entre deux Congrès du Parti.

²⁹ Lane David & Ross Cameron, "The composition of the Politburo of the CPSU: 1966 to 1991", *Coexistence*, 31, 1994, pp. 29-61.

³⁰ Lane David & Ross Cameron, "Limitations of Party control: the Government bureaucracy in the USSR", *Communist and post-communist studies*, 1994, 27 pp. 19-38.

Il était donc essentiel de retracer l'ensemble des nominations effectuées dans l'intervalle des Congrès, car c'est là que se donnent à voir les processus de recompositions élitaires³¹. L'outil le plus intéressant pour réaliser ce travail fut une base de données réalisée sur internet par un groupe de chercheurs russes, sous la direction d'un historien de l'université de Voronej. La base en ligne « Knowbysight »³² reproduit ainsi la totalité de la foisonnante architecture institutionnelle, administrative, locale et centrale du Parti, de l'Etat, du corps diplomatique, et contient les biographies des individus qui occupaient ces postes. Nous avons donc pu accéder aux compositions évolutives de l'appareil du Parti et reconstituer les nominations à la tête des départements entre les Congrès. Nous avons ensuite confronté ces informations positionnelles aux trajectoires biographiques des agents. C'est de cette manière que nous avons reconstitué l'ensemble des mouvements d'entrée et de sortie des organes étudiés.

Nous avons donc consulté un certain nombre de documents et bases de données comportant des informations biographiques très complètes. Nous avons utilisé les archives du journal officiel du Comité Central du PCUS³³, dont les numéros sept et huit regroupent les biographies des principaux dirigeants de l'URSS : les membres des Politburos, les Secrétaires et certains chefs de département importants. Ces biographies sont très factuelles et résument les caractéristiques sociales principales des agents (origine sociale, nationalité, cursus scolaire) et la chronologie des postes occupés. Nous avons complété nos informations par la consultation de la base « Labyrinth »³⁴ qui regroupe les données concernant les politiciens soviétiques et russes en poste après 1985, ainsi que par la consultation de l'incalculable base de données « knowbysight » citée ci-dessus. Nous avons enfin confronté l'ensemble des données recueillies avec les informations fournies par les recueils biographiques du type *Who's who in the USSR*³⁵.

Au final, nous avons recueilli de nombreuses variables : l'origine sociale et géographique des agents, leur parcours scolaire complet (de l'école au doctorat), leur expérience professionnelle

³¹ Cf Annexes, p. 169.

³² <http://www.knowbysight.info/index.asp> travail dirigé par Viktor Viktorovitch Bakhtine et Nafthali Hirschkowitz.

³³ Biographies officielles publiées par la revue *Izvestia TsK KPSS [Nouvelles du Comité Central (CC) du PCUS]*, N° 7 & 8, 1990, disponible en ligne sur : <http://vivovoco.astronet.ru/>.

³⁴ Colossale base de données "Labyrinth", établie par l'équipe de l'historien russe Vladimir Pribylovsky.

³⁵ Ulrich Joachim Schulz Torge, *Who was who in the Soviet Union : a biographical dictionary of more than 4,600 leading officials from the central apparatus and the republics to 1991*, München - New York : K.G. Saur, 1992 ; Lewytskii B., *Who's who in the Soviet Union: A biographical encyclopedia of 5000 Leading personalities in the Soviet Union*, München – New York – London – Paris: K. G. Saur, 1985.

détaillée, leur passé militaire, les dates et postes occupés dans les organes locaux et centraux du Komsomol et du PCUS, dans les syndicats, les soviets et dans l'administration étatique. Après les avoir confrontées entre elles, nous avons compilé et traduit (de l'anglais et du russe) ces biographies, puis nous avons rassemblé l'ensemble des données dans un tableau « Excel ». Nos lectures de nombreux travaux historiques, sociologiques ainsi que la consultation (partielle ou complète) des mémoires de certains acteurs³⁶ nous ont permis d'y ajouter certaines informations explicatives mais plus « privées » sur les individus, telles que les relations avec les autres agents et certains des modes de fonctionnement institutionnels informels.

Nous insistons sur l'originalité de la démarche entreprise. Aucune analyse de sociologie politique des dominants n'a jamais été réalisée sur le terrain soviétique de cette manière, par la méthode biographique. Nous mettons ici en relation les propriétés sociales des individus avec l'appartenance générationnelle, en vue de mettre en évidence les différences de dispositions sociales à l'origine des rivalités observées. Notre méthode consiste donc à produire un savoir nouveau à partir d'un matériau biographique existant, qui n'a pourtant jamais été traité dans une telle optique globalisante de dévoilement des conditions sociales de production et de reproduction des dominants de l'espace politique soviétique.

Plan :

Nous analyserons donc dans un premier chapitre les propriétés sociales primaires et le parcours professionnel de la génération brejnévienne [1899-1919] depuis son origine sociale jusqu'à son accès à ses toutes premières positions politiques, ainsi que le contexte global qui détermina la forme de son parcours collectif. Nous y montrerons que la faiblesse de ses ressources initiales en capitaux conditionna sa fidélité et son ralliement inconditionnel au régime stalinien qui, pris par les contraintes économiques et politiques, lui offrit une promotion sociale inespérée. Nous mettrons en évidence les causes de sa solidarité organique, de sa convergence d'intérêts et de sa conscience profonde d'incarner le socialisme soviétique,

³⁶ Gorbatchev Mikhaïl Sergeïevitch, *Mémoires. Une vie et des réformes*, Editions du Rocher, Collection « Document », 1997. (édition originale en russe 1995) ; Ligatchev Egor Kouzmitch, « Zametki o General'nom sekretare TsK KPSS i preslovoutoi 'èpokhe zastoïa' », *Sovietskaïa Rossiïa*, 22/03/2004. [Remarques à propos du Secrétaire Général du Comité Central (CC) du PCUS et de la fameuse « époque de stagnation »] ; Medvedev Vadim Andréïevitch, *V komande Gorbatcheva ; Vzgliad iznutri*, Moscou, Bylina, 1994 [Dans l'équipe de Gorbatchev ; Vu de l'intérieur].

au point de confondre son propre destin avec celui du régime. A partir de là, une fois établies les conditions sociales de leur ascension, il est possible de se pencher sur les conséquences d'un tel monopole de la possession des biens politiques divisibles.

Nous nous intéresserons au déroulement de leurs carrières politiques dans un second chapitre, depuis leurs premiers pas dans les sphères inférieures de l'appareil et de l'administration, jusqu'à leur prise de pouvoir collective en 1964. Nous nous attacherons à identifier les évolutions que leur trajectoire politique vint apporter au portrait initial esquissé dans le premier chapitre. Pour ce faire, nous étudierons les cadres institutionnels rigides au sein desquels ils établirent leurs stratégies ascensionnelles. Nous déterminerons dans un premier temps les filières de promotion, les structures qui leur offrirent la possibilité d'accéder à des positions valorisées et à des statuts valorisants : selon les capitaux obtenus grâce à l'entrée au Parti et selon les leviers procurés par les postes occupés. Dans un second temps, nous mettrons en évidence les dérèglements institutionnels apportés par les bouleversements historiques traversés par le régime qui, accélérant le rythme des dynamiques sociales en cours, ouvrirent une brèche d'une telle amplitude dans le champ des possibles que ces événements de la « grande histoire » se révèlent au final être les conditions indispensables à la réussite des stratégies de promotion sociale entamées. Nous chercherons également à comprendre à quel point l'environnement social des années passées à batailler dans les niveaux inférieurs des institutions influa sur les propriétés sociales initialement décelées et tendit à renforcer leur sentiment collectif d'identification au régime. Autrement dit, nous dévoilerons les causes objectives de l'appropriation que nous avançons plus haut.

Au final, nous montrerons que les conditions socio-historiques qui présidèrent à leur victoire politique déterminèrent également leur pratique dominante du pouvoir et leur rapport patrimonial aux institutions. Autrement dit, nous montrerons dans quelles conditions un groupe social déshérité parvint, après l'aboutissement d'une trajectoire ascensionnelle dynamique et fulgurante, à prendre le contrôle des ressources d'un système politique et économique tout entier grâce à la monopolisation des postes d'importance nationale.

A partir de ce matériau, nous pourrions déceler dans les déterminants de cette trajectoire les facteurs qui conduisirent cette génération vieillissante à accaparer à son unique profit les postes à responsabilités. Nous montrerons que le blocage évoqué découlait directement des

causes ce phénomène de patrimonialisation des ressources symboliques, politiques et économiques. Nous aborderons alors dans un troisième chapitre le contexte socio-historique qui présida à l'avancement des carrières politiques de la génération suivante [1920-1940]. Nous mettrons d'abord en évidence les propriétés sociales des représentants de cette génération, libérée des bouleversements staliniens, puis les circonstances profondément pacifiées qui lui permirent de mener son propre parcours ascensionnel et de développer ses propres dispositions sociales. Nous verrons aussi que loin de se limiter à établir une simple distorsion d'habitus générationnels, la stabilisation des conditions historiques et le cadre relativement pacifié dans lequel pouvaient désormais se dérouler les carrières, entravaient justement l'avancement des carrières politiques, privant la seconde génération des occasions dont bénéficièrent leurs aînés de monter quatre à quatre les marches du pouvoir. Solidement ancrée à ses postes, seule la fin biologique des dominants dans les années 1980 ouvrit la voie à un renouvellement des élites qui n'avait que trop tardé.

- Chapitre 1 -

Les dispositions sociales de la première génération

Après avoir écouté le discours de Staline, la cellule de l'usine de contre-plaqué de Smolensk considère ce discours comme une arme et un levier essentiel du Parti et de la classe ouvrière pour construire le socialisme [...] et c'est pourquoi la phrase de Staline, « l'essentiel, ce sont les cadres, les hommes qui ont maîtrisé de nouvelles techniques » est si juste. Il faut mobiliser tous nos efforts pour former cette sorte de gens qui [...] sont prêts à se sacrifier à tout moment pour servir le Parti, la classe ouvrière, la patrie socialiste.
Compte-rendu de réunion d'une cellule du Parti Communiste de Biélorussie, en 1935³⁷

Nous entamerons ce mémoire par un chapitre consacré à la mise au jour des caractéristiques sociologiques et sociographiques des individus représentant la génération née entre 1899 et 1919. Nous souhaitons démontrer deux choses dans ce chapitre, pierre de touche de notre démonstration d'ensemble. Tout d'abord, que **la faiblesse des ressources initiales dont disposent la majorité des individus explique la facilité avec laquelle ils acceptèrent de se rallier et de s'identifier totalement à un système qui leur permit de combler rapidement ce déficit en capitaux.** Ensuite, que **les causes historiques et économiques qui pressèrent les autorités staliniennes à promouvoir massivement ces individus, les conduisirent également à formater ce groupe à leur image.** Nous verrons qu'il en découle un profond sentiment de reconnaissance et de fidélité vis-à-vis du stalinisme, qui s'est constitué à travers eux une base sociale, à laquelle il ouvrira progressivement les portes du pouvoir, poussé par les événements historiques traversés. Ce chapitre nous permettra de montrer comment un groupe social déshérité acquit les moyens de se lancer dans la carrière politique, dans un contexte de renversement des structures sociales, économiques et politiques génératrices d'un renouvellement violent des anciennes élites. Nous chercherons à percevoir les effets d'hystérèse que cette époque a pu générer sur leurs dispositions futures et sur leur rapport à l'orthodoxie stalinienne.

³⁷ In Werth Nicolas, *Etre communiste en URSS sous Staline (le stalinisme vu d'en bas)*, Julliard, Collection « Archives », Paris, 1981, p. 180.

La génération constitue le principal facteur d'opposition interne à l'élite du Parti mis en évidence par Maryse Ramambason et c'est également le prisme à travers lequel nous mènerons nos recherches. Il convient donc de définir la population étudiée dans ce chapitre. Les chercheurs qui se sont intéressés à l'élite soviétique ont largement mis en évidence l'intérêt de la classification générationnelle et ont établi des catégories que nous allons reprendre. Nous nous basons sur les catégories établies par Stephen White et Evan Mawdsley³⁸, qui entendent par « génération » une tranche d'âge de vingt années.

La première catégorie qu'ils mettent en évidence regroupe les agents nés entre 1880 et 1900, c'est celle des « vieux bolchéviques », qui connurent la clandestinité, la Révolution ou au moins la Guerre Civile (pour les plus jeunes). Notre échantillon n'en comporte qu'un seul et unique représentant : Arvid Pel'she, Letton de nationalité, né en 1899, entré au Parti en 1915. Outre leur âge avancé, l'absence d'autres représentants de cette tranche d'âge s'explique par leur liquidation, décidée par Staline et par son entourage au cours de son accession au pouvoir dans les années 1920 et de son affirmation dans les années 1930. Le pouvoir fut donc tenu jusqu'en 1964 par les derniers représentants d'une génération pourtant massivement bannie des organes du Parti (Staline, Khrouchtchev, Molotov, Boulganine...). Jusqu'à cette époque, les chefs de l'URSS se paraient d'une légitimité historique liée à leur passé révolutionnaire, alors qu'ils avaient éliminé totalement, en tant que groupe social, ceux qui représentaient cette légitimité historique. On observe donc déjà à l'époque un certain décalage générationnel entre les rangs supérieurs du Parti où subsistait une part de « vieux bolchéviques » et les rangs inférieurs où cette génération fut largement liquidée au profit d'une nouvelle.

Cette nouvelle génération est la « seconde » mise en évidence par S. White et E. Mawdsley. Elle regroupe les individus nés entre 1901 et 1920. Il s'agit de la classe d'âge de Brejnev, qui dut son ascension fulgurante au volontarisme de l'époque stalinienne et des premiers plans quinquennaux. Elle profita tout d'abord, politiquement, de la colossale entreprise de renouvellement élitare menée par Staline et elle put prendre la place des vieux bolchéviques écartés des postes à responsabilité du Parti et de l'Etat. Dans un second temps, elle profita, socialement, de la fin de la NEP et de « la construction du socialisme », c'est-à-dire du développement industriel par la planification d'un côté et la « collectivisation » de

³⁸ Mawdsley Evan, White Stephen, *The Soviet Elite, From Lenin to Gorbachev. The Central Committee and its Members, 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

l'agriculture de l'autre. Ceux-ci générèrent un immense besoin de nouveaux cadres industriels et agricoles, ce qui impliqua un effort considérable de formation technique dont cette génération fut la principale bénéficiaire.

Pour des raisons de commodité statistique, nous joindrons Arvid Pel'she à cette classe d'âge et nous en excluons Egor Ligatchev, né en 1920, qui représente déjà une autre génération politique. La « première génération » regroupera donc les individus nés entre 1899 et 1919. Nous l'appellerons indifféremment « première génération », « génération Brejnev » ou « génération du premier plan quinquennal ». L'effectif de ce groupe est de quarante-deux individus (48% de la population totale). Afin de nous garder de tout risque d'essentialisation du concept de « génération », nous aurons parfois recours à un redécoupage de cette population en « sous-génération » (par tranches de dix années). Afin d'affiner notre étude et de percevoir certaines dynamiques internes à ce groupe, nous distinguerons ainsi la « sous-génération » née entre 1899 et 1910 et la « sous-génération » née entre 1911 et 1919.

Nous nous pencherons ici sur des variables qui regroupent les éléments biographiques antérieurs ou immédiatement postérieurs à l'entrée au Parti. Nous nous efforcerons de mettre en évidence l'habitus primaire des agents étudiés afin de comprendre de quel « matériau » humain hérite le Parti avec l'arrivée dans ses rangs de tels individus. Nous souhaitons démontrer que cette génération brejnévienne doit essentiellement au régime les possibilités d'ascension sociale qui se sont offertes à elle. Il offrit, tenu par les contraintes économiques, une formation aux agents dénués de capital scolaire, il octroya des postes à responsabilités aux agents mieux dotés et il promut dans le même temps au rang d'intellectuels officiels des individus dont il avait pris en charge toute l'instruction. Nous pourrions alors déterminer en quoi l'institution influe sur leurs carrières et sur leurs propriétés sociales, et les causes profondes qui la menèrent à façonner un groupe social à son image.

La période étudiée dans ce chapitre s'étend entre la fin des années 1920 et la fin des années 1940. En effet, nous discuterons ici de la période qui précéda immédiatement leur accès aux premières fonctions partisans ou étatiques, l'entrée dans la carrière politique impliquant pour eux la fin de toute autre activité. Nous parlerons donc de leurs premiers pas, annonçant leur future carrière : leur origine, leur formation, les quelques années d'exercice de leur profession, jusqu'à leur premier poste à responsabilité politique. En moyenne, ils rejoignirent

le Parti à 24 ans, entre 1915 et 1945 pour les dates limites. Mais la majorité des adhésions (à 76%) se répartit sur la période 1930-1943. La grande majorité d'entre eux occupa son premier poste dans le Parti ou dans l'Etat entre 1929 et 1944, même si les deux bornes de la série sont 1920 et 1960. C'est donc la période que couvrira ce chapitre.

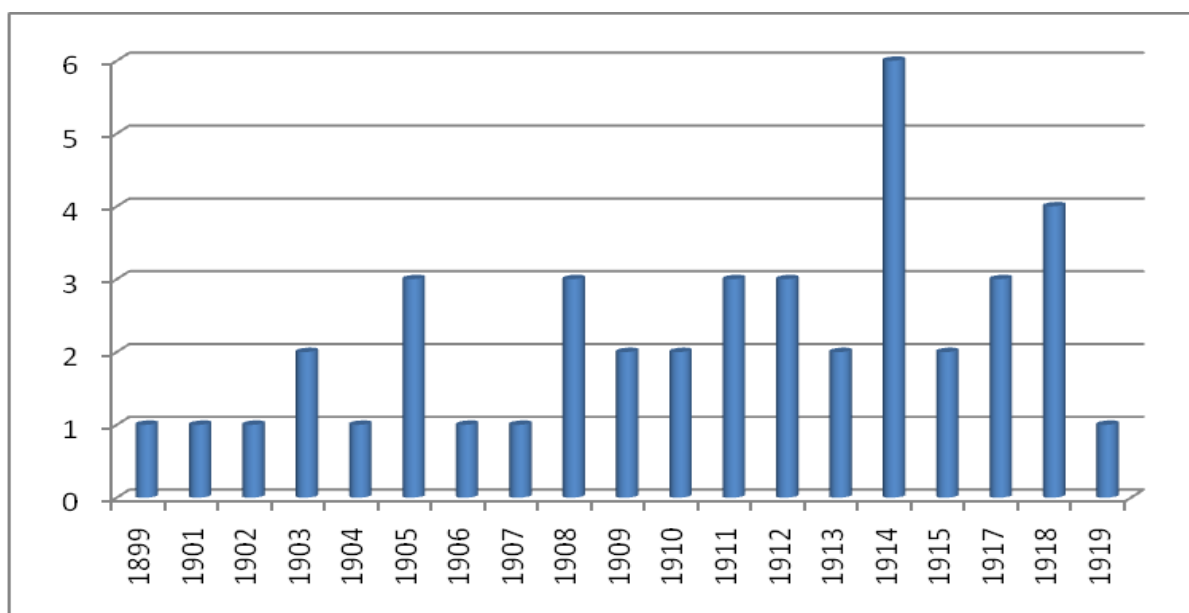
Nous procéderons dans l'ordre suivant ; les premières variables interrogées seront la provenance géographique, ethnique et le milieu social d'où sont issus les agents. Nous analyserons ensuite les caractéristiques liées au parcours scolaire et professionnel, ainsi que l'influence de l'entrée au Parti et des premières expériences au sein de ses organes locaux. Nous interrogerons ensuite les conditions historiques à l'origine de ces faits sociaux.

La totalité des données figurant dans les tableaux et graphiques qui vont suivre sont issus de notre base de données.

I. Les dispositions primaires de la première génération

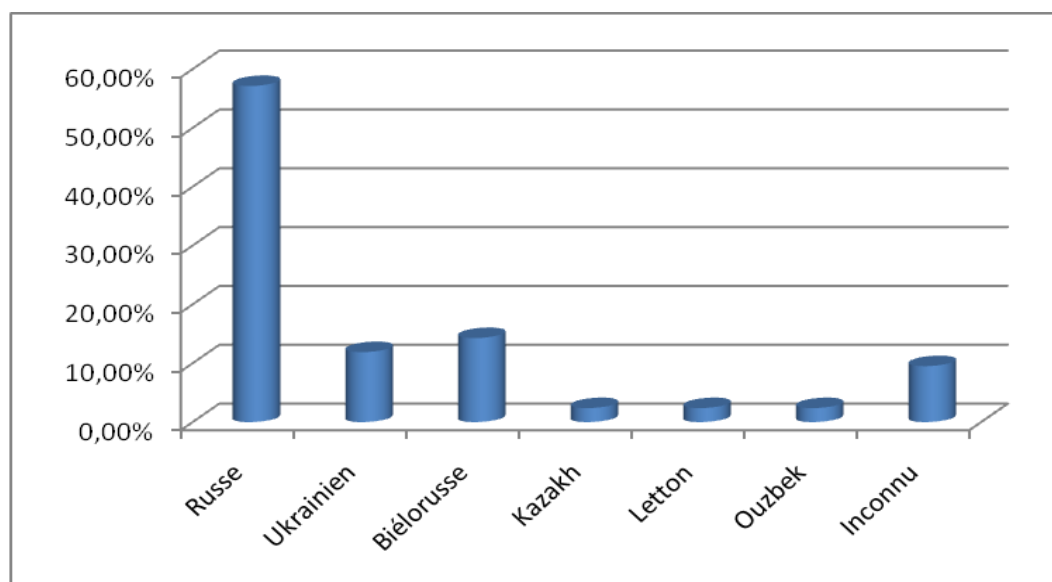
Intéressons-nous avant tout à la répartition des quarante-deux individus selon leurs dates de naissance, représentée par le graphique suivant. La moyenne est 1910, la médiane 1911 et le mode 1914. La répartition de ce groupe est relativement bien équilibrée et s'étend sur toute la période.

Graphique 1 – Répartition de l'effectif selon la date de naissance



Le graphique suivant montre que la répartition des individus par nationalités est profondément inégale. Les Russes sont 54%, les Biélorusses 14% et les Ukrainiens 11%. Au total, les Slaves représentent 93% de l'échantillon. Les deux représentants des Républiques d'Asie Centrale sont les Premiers Secrétaires des Partis de leurs RSS respectives. Les trois « grandes » Républiques (Ukraine, Kazakhstan, Biélorussie) étaient toujours représentées au Politburo, tandis que le premier Secrétaire de Parti des autres RSS y siégeait en alternance. Le Letton est Arvid Pel'she, dernier « vieux bolchévique » de la population. Il ne représentait pas sa République natale au politburo, même s'il avait siégé à sa tête.

Graphique 2 – Répartition de l'effectif selon les nationalités



Dans notre optique d'établissement de l'habitus des agents, l'origine sociale est une donnée potentiellement déterminante, elle peut nous permettre de montrer la modestie de l'extraction des agents. Seulement, c'est une variable aléatoirement renseignée. Nous disposons de cette information pour 45% de l'échantillon (toutes générations confondues). Parmi la population renseignée, 68% sont membres de la première génération et 32% sont issus de la seconde. La variable de l'origine sociale est donc sujette à caution avant tout pour cette raison.

Mais il existe également un autre facteur qui nous incite à nous méfier des résultats que nous pourrions obtenir. L'URSS étant officiellement une « dictature du Proletariat », le Parti, à ses débuts, faisait très peu confiance aux éléments dits « socialement étrangers », « bourgeois »

ou « parasites »³⁹. Au gré des besoins du régime, ceux-ci devinrent des citoyens de seconde zone, tour à tour privés de citoyenneté ou rétablis momentanément dans leurs droits, jusqu'à leur élimination finale sur les ordres de Staline⁴⁰. A la suite d'octobre 1917, le premier réflexe du nouveau Sovnarkom⁴¹ sous contrôle des Bolchéviques fut d'exclure de la citoyenneté ces « éléments étrangers ». Le besoin de reconstruire l'économie après la guerre civile, par la NEP, entraîna le recrutement de « spécialistes bourgeois », premier pas vers une forme de réhabilitation symbolique des cadres de l'Ancien régime. La fin de la NEP constitua une nouvelle période de déchéance pour les Soviétiques d'extraction non-prolétarienne. Ils furent toutefois rétablis dans leurs droits en 1934, après la « victoire du socialisme » et la proclamation de l'abolition des classes sociales, puis définitivement « liquidés » en 1937 par la Terreur stalinienne⁴².

Le régime, dans sa première période, se méfiait donc énormément des citoyens issus de la bourgeoisie (même de la plus faible extraction, tels les artisans) ou de la noblesse. De plus, l'entrée au Parti était procédurière et profondément inquisitrice ; priorité était donnée aux individus issus des classes ouvrière et paysanne⁴³, officiellement alliées pour diriger le pays par l'intermédiaire du Parti. Il en va de même pour l'entrée à l'université, où les bourses étaient prioritairement octroyées aux « éléments socialement sûrs ». Les individus avaient donc tout intérêt à accréditer l'idée qu'ils étaient effectivement issus de ces classes sociales. Il y a donc un risque que les informations recueillies soient faussées. Par la suite, ce critère perdit de son importance, la totalité du peuple soviétique ayant été (officiellement, là encore) « prolétarisée » par les purges et la terreur staliniennes.

Nous exploiterons tout de même ici cette notion. Nos catégories sont établies sur la « profession du père » déclarée dans les biographies. Il faut garder en tête que le diagramme ci-dessous ne couvre que 60% de notre échantillon (vingt-cinq personnes), les autres n'étant pas renseignés.

³⁹ Werth Nicolas, *Etre communiste en URSS sous Staline (le stalinisme vu d'en bas)*, Julliard, Collection « Archives », Paris, 1981, p. 19.

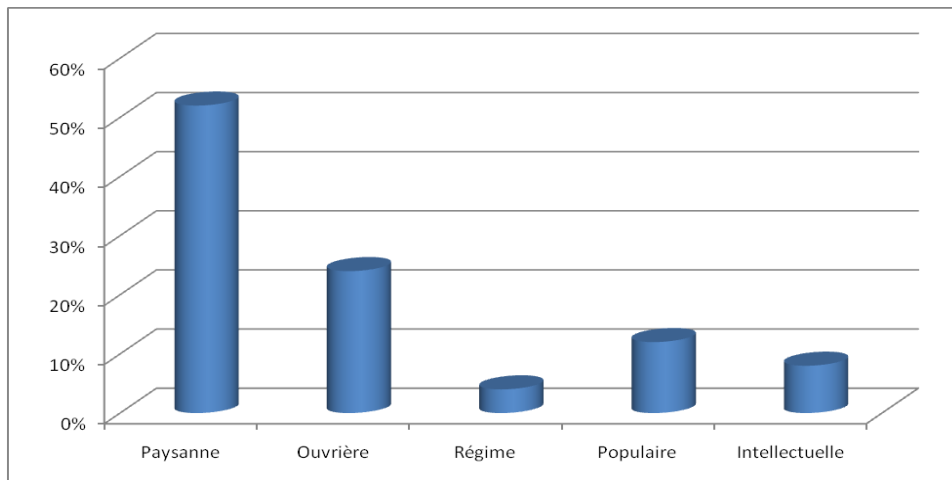
⁴⁰ Khlevniouk Oleg, *Le cercle du Kremlin, Staline et le bureau politique dans les années 1930 : les jeux du pouvoir*, Seuil, 1996 [Traduit du Russe par Pierre Forgues et Nicolas Werth] p. 44.

⁴¹ Sovnarkom: Acronyme de Soviet Narodnykh Kommissarov, Conseil des Commissaires du Peuple (Gouvernement de l'Union) Prendra le nom de « Conseil des Ministres » en 1946.

⁴² Khlevniouk Oleg, *Ibid.* p.45.

⁴³ Werth Nicolas, *op. cit.* p. 21.

Graphique 3 - Origine sociale des représentants de la première génération



On constate que la catégorie la plus représentée est celle des paysans avec 52% des individus renseignés. Or, la population soviétique est, à cette époque, composée de paysans à 75%. On remarque que les fils de paysans ne sont pas aussi représentés qu'ils pourraient l'être, ce qui s'explique par la tendance générale du Parti bolchévique à s'adresser à la classe ouvrière, pourtant moins nombreuse. On le voit ici avec ce nombre important d'individus issus de familles ouvrières⁴⁴ (24% de notre échantillon). Les agents apparaissent donc comme étant d'origine très modeste. Suivent d'autres catégories aux effectifs insignifiants, créées à partir des informations recueillies : la catégorie « intellectuelle » regroupe les individus dont les pères occupaient les professions d'ingénieurs et d'enseignants, la catégorie « régime » regroupe les parents ayant exercé dans un domaine régalien ou directement lié au régime : des policiers ou fonctionnaires de ministères. Ici, elle ne concerne qu'un seul individu, Konstantin Roussakov, né en 1909, dont le père était policier. Il est toutefois difficile de dire sous quel régime celui-ci exerça son métier. Enfin, le terme « Populaire » regroupe les individus issus de familles non ouvrières ni paysannes, c'est à dire des artisans et des employés, eux-aussi sous-représentés ici.

La majorité de notre échantillon se déclare donc d'origine très modeste. Mais, comme nous l'avons dit, il est difficile de tirer des conclusions sur les propriétés sociales des agents en partant de tels chiffres. Il convient de les compléter avec d'autres variables.

⁴⁴ Riazanovsky Nicholas, *Histoire de la Russie. Des origines à 1996*, Robert Laffont, Coll. « Bouquins », Paris, 1994 [Traduit de l'américain par André Berelowitch] p. 622.

II. La formation scolaire

Le niveau de formation scolaire (le capital scolaire) est une variable fondamentale pour notre étude. En ce qui nous concerne, ces données ne prennent leur sens que lorsque l'on compare le type d'établissement fréquenté avec le domaine étudié avant et après l'entrée au Parti. Elles nous permettent de renforcer les intuitions perçues précédemment, concernant la modestie de l'origine sociale et de déceler le niveau de ressources initial dont disposaient les agents. Nous pourrions dans le même temps percevoir ce que l'adhésion au Parti leur apportait.

1) L'enseignement supérieur

Nous étudierons dans un premier temps les parcours de l'enseignement supérieur sans nous préoccuper de la recherche ni des organismes de formation du Parti. L'université n'était pas la pierre angulaire du système d'enseignement supérieur soviétique. Elle concentrait les sciences humaines, dont le niveau laissait à désirer du fait de la prégnance de l'idéologie officielle⁴⁵. Ce n'était pas le cas de l'enseignement technique, relativement performant. Il s'organisait sur plusieurs niveaux. Les écoles technico-professionnelles formaient des ouvriers qualifiés et l'équivalent des artisans, les lycées techniques (Tekhnikum) formaient des techniciens et les Instituts, établissements d'excellence, formaient les techniciens supérieurs, qu'ils soient architectes, ingénieurs ou agronomes. L'apprentissage de l'enseignement était hiérarchisé de la même manière : il existait des écoles, tekhnikums et instituts pédagogiques. La qualité de l'enseignement délivré a beaucoup varié au sein des instituts. Relativement sommaire dans les années 1930, l'enseignement délivré progressa beaucoup et permit à l'URSS de former un grand nombre de spécialistes de haut niveau.

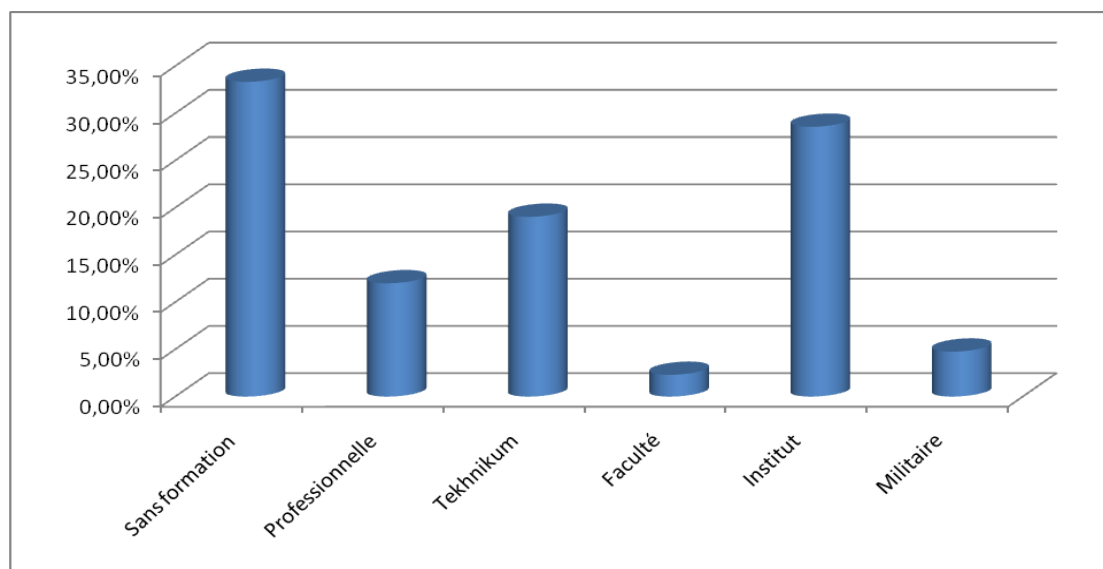
a) Les études avant l'entrée au Parti

Les graphiques ci-dessous nous montrent le type d'établissements fréquentés (n°4) ainsi que les disciplines qui y étaient étudiées (n°5) par les représentants de notre échantillon, avant leur entrée au Parti. On parlera ici de leur formation « initiale ». Une bonne partie (33%) des membres de la première génération n'a jamais étudié avant d'entrer au Parti. 29% suivirent

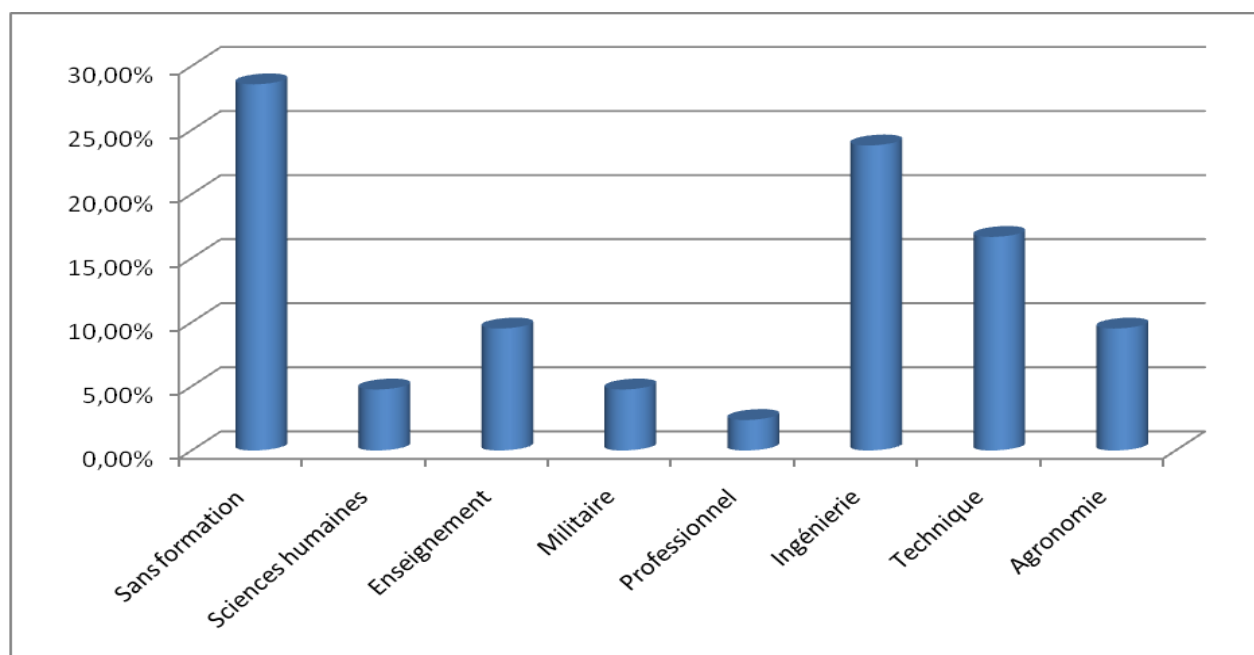
⁴⁵ Riazanovsky Nicholas, *Op. cit.* p. 628.

des études en Institut, l'établissement délivrant la meilleure formation technique en URSS, 19% au sein des Tekhnikum et 12% des individus venaient des écoles technico-professionnelles. En recalculant, on observe que 60% de la population de ces Instituts, Tekhnikums et Ecoles professionnelles y suivait des études destinant à l'ingénierie ou à l'encadrement technique dans l'industrie lourde, les transports, l'énergie ou l'aéronautique.

Graphique 4 - Type d'établissement fréquenté avant l'entrée au Parti (%)



Graphique 5 – Discipline étudiée avant l'entrée au Parti (%)



La finalité principale de ces filières était donc de former des cadres pour le secteur secondaire et c'est le type de formation le plus largement suivi avant l'entrée au Parti. Les autres élèves des Instituts, Tekhnikums et Ecoles professionnelles y étudièrent l'agronomie à 16% et de la même manière, 16% y suivirent des cours de pédagogie. On remarque le très faible nombre d'étudiants issus des universités, c'est-à-dire ayant étudié les sciences humaines avant d'entrer au Parti. Enfin, 5% étudièrent au sein de diverses écoles militaires. Ces derniers représentent la faible mais constante part de militaires présents au plus haut niveau. Ce sont les ministres de la Défense ou certains Secrétaires du CC chargés du complexe militaro-industriel.

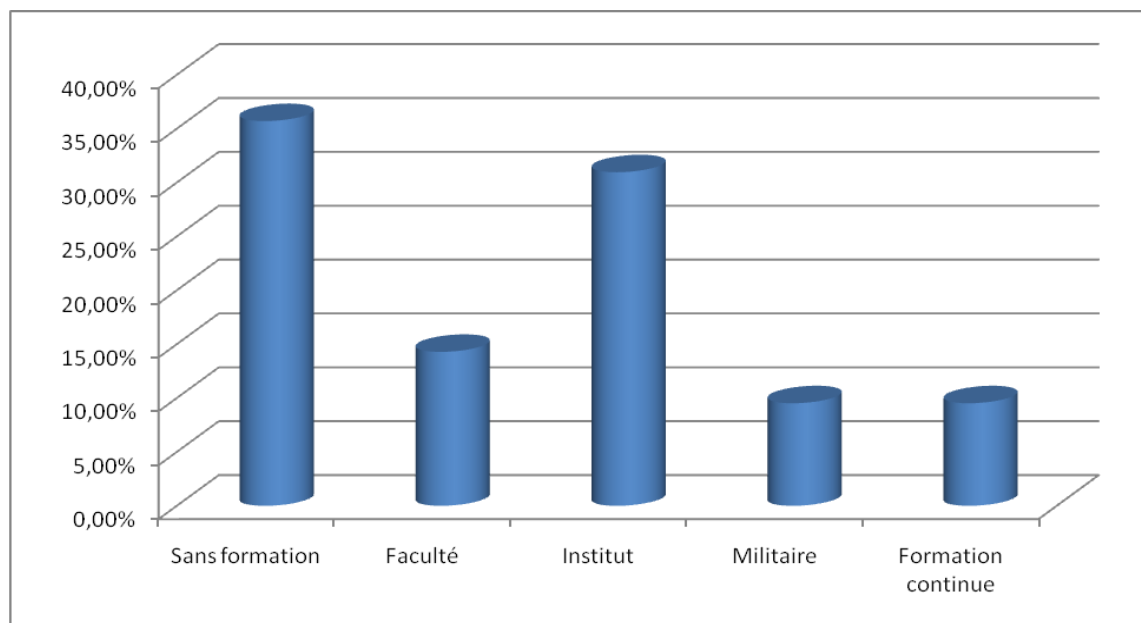
Le Parti recrutait donc ses membres parmi les ingénieurs déjà formés et les techniciens et professionnels de l'industrie et de l'agronomie. La proportion d'intellectuels était relativement faible par rapport aux travailleurs de l'industrie et de l'agriculture réunis. Mais cela ne doit pas faire oublier que si les ingénieurs étaient nombreux, la catégorie la plus représentée restait celle des agents n'ayant poursuivi aucune formation. De même, si les diplômés issus des instituts étaient catégoriellement les plus nombreux (29%), le nombre cumulé des diplômés d'établissements de niveau inférieur atteint 31%. Les agents « bien » formés étaient donc en minorité, ce qui nous fait dire que le niveau scolaire global des nouveaux membres du Parti communiste était au final extrêmement faible. L'évolution de l'instruction suivie *après* l'entrée au Parti par ces mêmes individus nous permet d'en prendre conscience.

b) Les études après l'entrée au Parti

Le graphique 6 nous montre que 33% de l'échantillon ne suivirent pas de formation après l'entrée au Parti, que 14% entrèrent à l'université et 31% en Institut. Enfin, 9% poursuivirent une formation de type militaire supérieure. Premier élément qui vient conforter l'idée que le niveau initial des membres était trop faible pour un Parti chargé d'encadrer la société dans tous ses aspects, on remarque que les établissements d'enseignement technique inférieurs comme le tekhnikum et l'Ecole professionnelle, largement fréquentés avant l'entrée au Parti, disparaissent totalement des cursus intégrés après l'adhésion. Par contre, les établissements d'excellence sont très fréquentés, que ce soit dans la technique, les sciences humaines ou le domaine militaire. Le nombre d'étudiants inscrits en institut devient encore plus important qu'auparavant et dans le même temps le nombre d'individus entrant en faculté est bien plus élevé. Enfin, on peut noter l'apparition timide d'une filière d'apprentissage particulière, celle

de la formation continue. Mais la catégorie la plus représentée reste celle des « sans-formation ». C’est la raison pour laquelle il faudra nous pencher sur la provenance, sur le parcours initial de ces individus qui accédèrent à l’enseignement supérieur après avoir rejoint le Parti.

Graphique 6 –Type d’établissement fréquenté après l’entrée au Parti

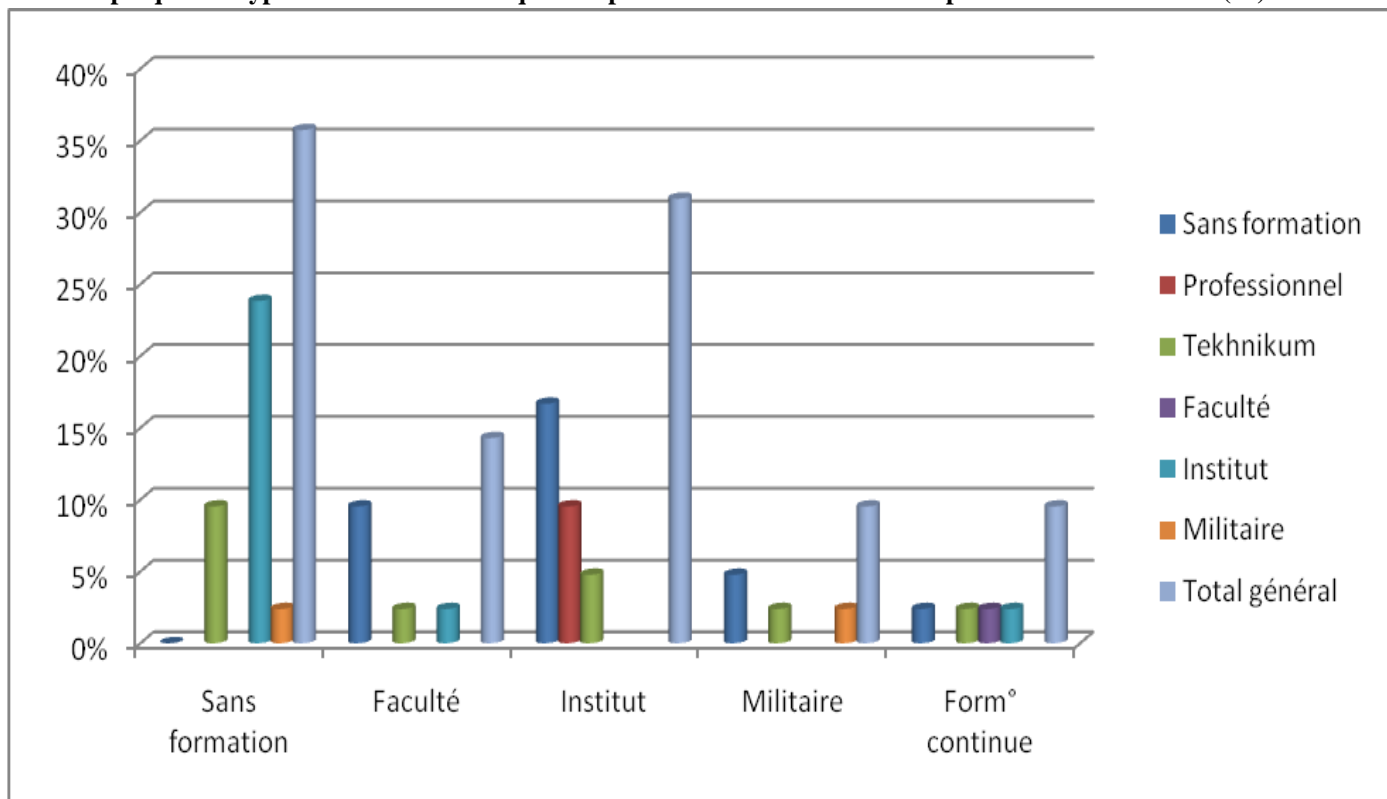


Nous pouvons avant tout en déduire que l’entrée au Parti permettait d’accéder aux établissements d’enseignement supérieur les plus prestigieux du pays. Le système prenait soin de former ses membres. Mais il est plus intéressant de mettre en relation le type d’établissement fréquenté après l’adhésion avec le parcours qui précéda l’entrée au parti. D’où provenaient les individus ayant poursuivi un cursus universitaire après avoir rejoint le PCUS ? Quelle formation avaient-ils suivie auparavant ? Le graphique 7 ci-dessous nous permet de nous faire une idée.

On y remarque que la majorité d’individus qui n’étaient pas du tout formés avant leur adhésion reçurent absolument tous une instruction de haut niveau : 50% d’entre eux entrèrent dans un Institut et 42% rejoignirent l’université ou une école militaire supérieure. Au final, la totalité des individus n’ayant pas suivi de formation avant l’entrée au Parti en obtint une par la suite, de bonne qualité. Parmi ceux, déjà diplômés, qui complétaient leur instruction, peu décident de changer radicalement d’orientation. Par contre, on voit que les techniciens et les professionnels (issus des tekhnikums et des écoles professionnelles) entrèrent massivement

dans un Institut dispensant un enseignement de meilleure qualité, mais toujours dans leur domaine de formation initial.

Graphique 7 - Type d'établissement fréquenté après l'entrée au Parti selon le parcours scolaire initial (%)

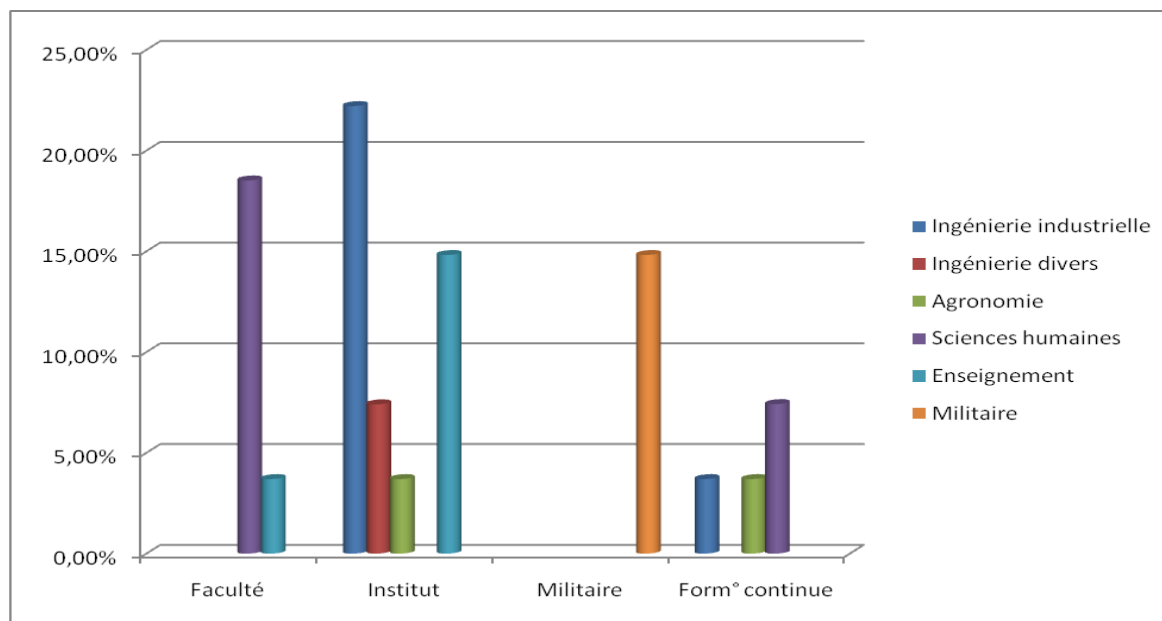


Légende: En abscisse le type d'établissement fréquenté après l'entrée au Parti. Les barres représentent l'établissement fréquenté avant l'entrée.

Nous pouvons conclure que la majorité de la population désignée comme « n'ayant pas suivi de formation après l'entrée au parti » n'avait pas du tout le même profil que la catégorie non diplômée d'avant l'adhésion. Elle était composée d'anciens diplômés qui ne ressentaient apparemment pas le besoin de parfaire leur éducation. La majorité d'entre eux provenait en effet des Instituts, éventuellement des tekhnikums, et possédait donc un bon niveau technique. Ces constatations confirment la bonne réputation des Instituts et même des Tekhnikums⁴⁶, établissements les plus fréquentés. Enfin, seule une minorité fit appel au système de formation continue, pourtant performant et bien développé en URSS.

⁴⁶ Riazanovsky Nicholas, *Op. Cit.*, p. 630.

Graphique 8 - Discipline étudiée selon le type d'établissement fréquenté après le Parti (%)



Légende: La catégorie « Ingénierie divers » regroupe les domaines non directement liés à la production dans l'industrie lourde (principalement transports, énergie et aéronautique).

Le graphique 8 ci-dessus a l'intérêt de préciser les disciplines étudiées par les élèves de chacun des établissements fréquentés après l'entrée au Parti. L'ingénierie industrielle destinée à l'encadrement de la production reste le secteur le plus porteur. Les autres secteurs de l'ingénierie sont également indispensables à un bon développement de l'industrialisation, en particulier les transports. L'agronomie, malgré les problèmes rencontrés, reste une discipline relativement moins bien représentée. Il faut toutefois rappeler que l'agriculture ne faisait absolument pas partie des priorités du régime à l'époque stalinienne⁴⁷. La « collectivisation » permit de mettre la totalité des terres cultivées sous contrôle de l'Etat, mais les investissements restaient dérisoires, malgré les dysfonctionnements⁴⁸. Elle ne devint une priorité qu'à partir des années 1960. Ce facteur peut expliquer le nombre relativement faible d'agronomes. Par contre, les sciences humaines connaissent un véritable renouveau, à l'université ou même par l'intermédiaire d'organismes de formation continue. Dans le même temps, on remarque que les instituts ne formaient pas seulement des ingénieurs mais également un grand nombre de pédagogues. Le contraste, dans ce domaine, est flagrant. Le Parti semble recruter des techniciens et former des intellectuels.

⁴⁷ Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008, p. 497.

⁴⁸ Malia Martin, *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil, Coll. « Points Histoire », Paris, 1995, p. 419.

c) L'accès à l'enseignement technique

Mais la réalité est plus complexe. Le Parti recrutait en effet deux types de militants : des individus dénués de formation et des techniciens déjà formés. Or, quand on se penche sur les formations suivies *après* l'entrée au parti, le graphique n°8 nous rappelle que cette propension à se fier presque uniquement aux cadres de l'économie était importante, mais à relativiser. Seuls deux ingénieurs poursuivirent leur formation après, au sein d'établissements apportant une réelle plus value à leur diplôme initial. Nous voulons parler de Vassili Kouznetsov (né en 1905, futur Premier vice-président du Praesidium du Soviet Suprême), qui, après avoir travaillé comme cadre en usine, partit étudier aux Etats-Unis. Le second est Anatoli Dobrynine (né en 1919) qui entra à l'école supérieure de diplomatie du Ministère des affaires étrangères après l'obtention de son diplôme d'ingénieur en aéronautique et deux années seulement d'exercice de ce métier. Très longtemps ambassadeur de l'URSS aux Etats-Unis, il devint l'homme de Gorbatchev au Département International du Parti.

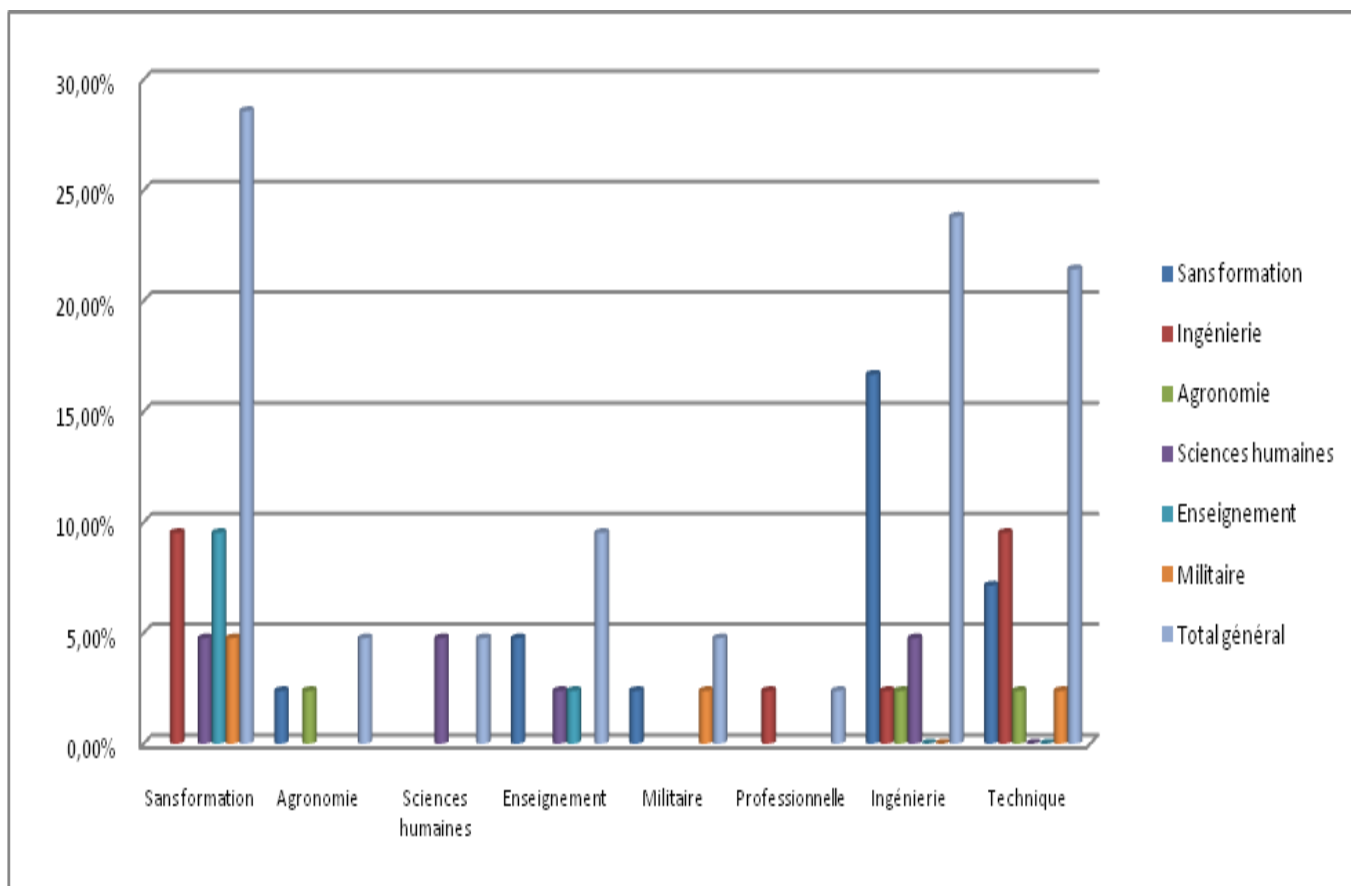
L'Institut reste certes la filière la plus suivie. Mais ceux qui entraient à l'institut après l'entrée au Parti n'avaient pas suivi d'études avant, ou étaient issus de filières techniques d'un niveau moindre. Dans tous les cas, l'entrée au Parti allait toujours de pair avec un accroissement du niveau d'étude initial, elle apportait toujours une plus-value à la formation initiale. L'entrée au Parti communiste offrait donc l'opportunité d'accéder à la vaste classe des ingénieurs, base sociale d'un régime qui donnait toute la priorité au développement de l'industrie, moyen officiel de « construire le socialisme ». Notons que le moment de l'obtention de la formation pouvait intervenir à différents stades de la carrière. Assez tôt pour les individus qui se destinaient à l'usine et plus tard pour ceux qui entrèrent directement dans les organes du Parti. La totalité de ceux qui joignirent un Institut après leur adhésion étaient sans formation ou alors issus d'établissements de niveau inférieur.

d) La recrudescence des intellectuels

De la même manière, dans le domaine de l'enseignement, la fréquentation des Instituts pédagogiques était (entre autres) le fait d'anciens élèves d'écoles et tekhnikums pédagogiques. Il en va de même pour les sciences humaines et l'université. Le graphique ci-dessous (n°9) montre que la majorité des ingénieurs formés après leur adhésion étaient (à

12%) d'anciens diplômés de tekhnikums et d'écoles professionnelles. 9% seulement de la population était composée de nouveaux ingénieurs sans aucune formation préalable. Mais au final le Parti offrait une formation convenable à ses membres si ceux-ci n'en possédaient pas. Tous connurent une amélioration de leur niveau d'étude.

Graphique 9 – Discipline étudiée après l'entrée au Parti selon la discipline étudiée auparavant

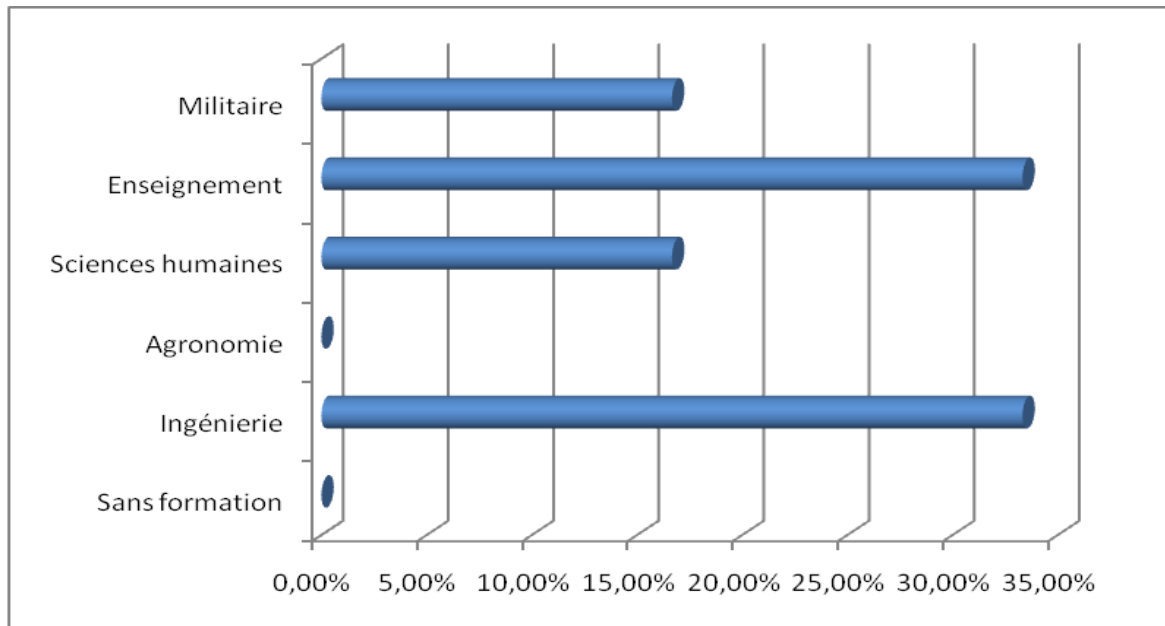


Légende: En abscisse le type de discipline étudiée dans le cadre du cursus antérieur à l'entrée au Parti. Les cylindres représentent les disciplines étudiées après.

Nous pouvons remarquer un point intéressant sur le graphique suivant (n°10) ; la majorité des agents dépourvus de capital scolaire avant leur admission dans les rangs du PC ne devenaient pas ingénieurs (seulement 30%). Un certain nombre (20%), assez faible, entrait directement dans les Ecoles militaires supérieures, mais 50% d'entre eux suivaient en revanche des études de pédagogie ou de sciences humaines. Les individus sans formation perçoivent donc l'entrée au Parti comme une opportunité de promotion sociale, d'accès à des ressources inespérées. De plus, il faut pointer le fait que ces individus dénués de formation étaient largement orientés vers les études intellectuelles. Or, nous avons déjà montré que le nombre initial d'intellectuels était très faible, relativement. Les intellectuels du Parti, formés après l'avoir rejoint, étaient

donc largement dénués de tout capital culturel initial. Autrement dit, les autorités partisans recrutait des agents vierges de toute formation initiale pour en faire les intellectuels officiels du régime.

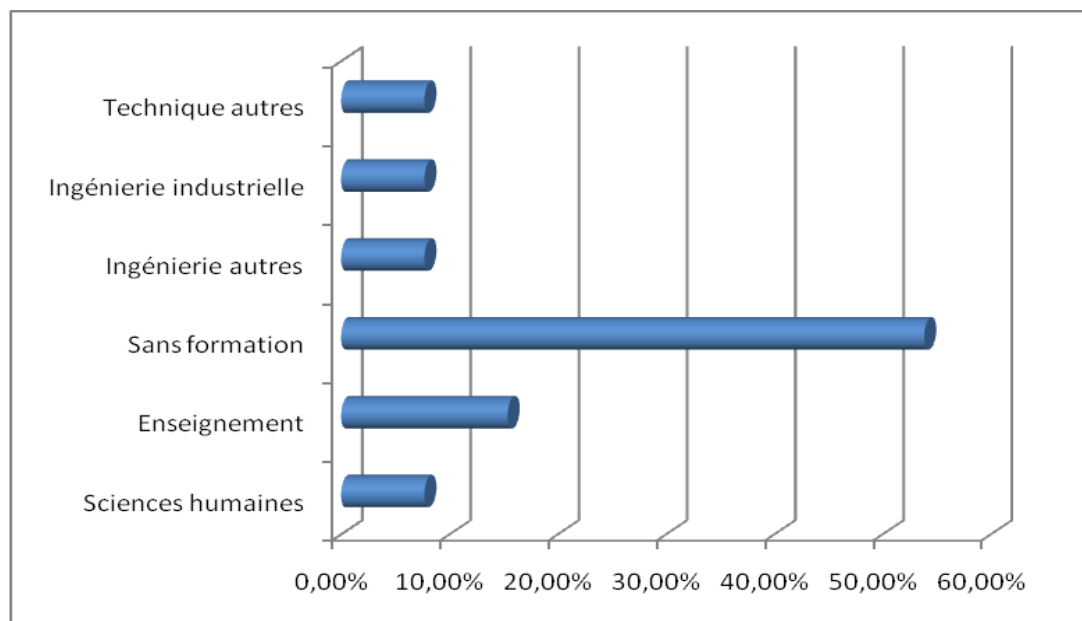
Graphique 10 – Devenir scolaire des agent « sans formation » avant l’adhésion (%)



Il faut reconnaître que tous les agents détenant un diplôme en sciences humaines ou en pédagogie n’étaient pas sans formation initiale. Seulement, le graphique n°11 nous montre le parcours scolaire suivi initialement par les « intellectuels ». On y voit que 54% d’entre eux appartenaient à la catégorie « sans formation », tandis que 23% étaient issus de cursus techniques en ingénierie industrielle ou des transports. Enfin, 23% provenaient effectivement de l’enseignement et des sciences humaines.

Mais il est indéniable que les individus auxquels le Parti offrait la possibilité de poursuivre des études dans les domaines intellectuels étaient en majorité « chimiquement purs », dénués bien souvent de toute formation initiale. Nous tenterons de déterminer plus loin à quel point, pressés par le contexte historique dans lequel ils évoluaient, par la recherche de légitimité d’un régime en lutte pour s’établir et par le déficit d’intellectuels dans les sphères supérieures du Parti, le régime cherche à former rapidement *ses* intellectuels et *ses* pédagogues, et ses dirigeants à les formater en multipliant à leur endroit les vagues d’acculturation.

Graphique 11 – Parcours des intellectuels avant l'entrée au Parti (%)



Légende: Le terme « intellectuels » regroupe ici les individus ayant étudié les sciences humaines ou la pédagogie après l'entrée au Parti, c'est-à-dire en faculté ou Institut.

Le fait que 35% de la totalité de ceux qui étudiaient après leur entrée au Parti obtenaient un diplôme d'ingénieur dans l'industrie ou l'aéronautique ne doit donc pas occulter que 25% choisissaient les sciences humaines et 18% la pédagogie. Les intellectuels étaient très minoritaires à l'origine, qu'ils aient été enseignants ou étudiants en sciences humaines. Mais leur nombre total double si l'on compare leur présence avant (14%) et après (30%) l'entrée au Parti. La pédagogie était la discipline la plus répandue, dans un contexte où les intellectuels et enseignants traditionnels se détournaient du Parti⁴⁹. En ce qui concerne les sciences humaines, la matière la plus enseignée était l'économie, entendue au sens large (regroupant la « recherche en agronomie »). On reste donc proche des préoccupations industrielles. Venait ensuite l'histoire. Toutes deux étaient des disciplines très investies par le régime soviétique et leur pratique était extrêmement encadrée, l'une étant un outil à l'usage du régime pour régler ses problèmes et l'autre un moyen de légitimation symbolique fondamental. C'est d'ailleurs bien souvent l'histoire du Parti qui était enseignée, ainsi que l'économie politique dite « marxiste »⁵⁰.

⁴⁹ Werth Nicolas, *Etre communiste en URSS sous Staline (le stalinisme vu d'en bas)*, Julliard, Collection « Archives », Paris, 1981, p. 118.

⁵⁰ *Ibid.* p. 75.

e) Conclusion

Nous pouvons dès lors entrevoir une première esquisse du visage de notre population. Peu formée ou pas formée du tout, elle profita de son entrée dans le Parti pour obtenir un capital scolaire dont elle ne disposait pas initialement. Le caractère modeste et populaire du recrutement sociologique qui semblait se dessiner à la vue du recensement des professions des parents semble devoir se confirmer pour une grosse part de l'échantillon. Ces agents dépourvus de ressources culturelles et économiques initiales accédèrent, avec l'obtention de leur carte du Parti, aux statuts largement valorisés d'ingénieur, d'agronome, ou d'intellectuel. On comprend alors leur ralliement au régime et à Staline : ils leur doivent leur capital scolaire. Quand à ceux, mieux dotés en ressources initiales, qui obtinrent une formation de bonne qualité sans son aide, nous verrons plus loin à quelle étape de leur carrière débutante apparaît l'intérêt d'être inscrit au Parti.

A l'image de ses hantises et des problèmes qui la rongeaient en permanence, l'élite soviétique procéda au recrutement et à la formation d'agents disposant des compétences correspondant à ses priorités politiques. Pour répondre aux trois préoccupations fondamentales que sont la pénurie agricole, la crise de l'industrie lourde et la légitimation idéologique de sa domination, l'élite dirigeante du Parti enrôla, mobilisa et produisit des agronomes et des ingénieurs. Dans le même temps, elle recruta des agents dépourvus d'instruction et de formation politique pour en faire des économistes, des historiens et des pédagogues, chargés d'habiller idéologiquement les desseins politiques du régime soviétique et de répandre dans la population la bonne parole.

2) Les Ecoles du Parti et la recherche universitaire :

Au-delà des filières d'enseignement traditionnelles, il existe en URSS tout un réseau d'organismes destinés à offrir un troisième niveau de formation aux cadres du pays. Il s'agit des écoles de cadres du Parti et des organismes de recherche universitaire. Ces organes représentaient pour le régime un tel enjeu en termes de légitimation de son propre personnel qu'ils disposaient d'une très faible autonomie par rapport aux institutions politiques. Ces organismes étaient subordonnés aux priorités du régime : la formation des cadres, la légitimation idéologique, le règlement des problèmes techniques rencontrés par l'économie.

a) Les écoles de cadres du Parti

L'établissement qui nous occupera ici est l'Ecole Supérieure du Parti (ESP) auprès du Comité Central (CC) du PCUS. Elle fut créée en 1946 afin de former les cadres du Parti. Neuf individus y firent un passage (24%), en début de carrière, quelques années après avoir achevé leur cursus conventionnel. Sept étaient des intellectuels qui provenaient de l'université ou des établissements pédagogiques. Les écoles du parti attiraient donc des intellectuels et peu de techniciens, comme si le régime prenait soin de leur offrir un niveau d'instruction supplémentaire, une instruction sous contrôle total de l'appareil partisan. Ces formations semblent de bonne qualité si l'on en croit la destinée des étudiants qui les suivirent.

On compte un bon nombre d'acteurs de premier plan parmi les anciens élèves de l'ESP. Deux futurs Secrétaires Généraux, Youri Andropov et Konstantin Tchernenko, le personnage-clé du système Brejnev de contrôle de l'Intelligentsia, Sergueï Trapeznikov, deux Premiers Secrétaires du Parti biélorusse (Tikhon Kisseliev et Kirill Mazurov), le Premier Secrétaire du Parti ouzbek (Sharaf Rashidov) et un Second Secrétaire temporaire du Parti azéri (Vladimir Karlov). Quand on observe les données recueillies, on voit que l'entrée à l'Ecole était toujours suivie d'une promotion : l'accès à un poste important de cadre local (Secrétaire de Comité régional du Parti ou Secrétaire de Comité Central d'un Parti de RSS), un détour rapide par le Comité Central (à un poste d'instructeur ou d'inspecteur dans un département), ou la possibilité de s'inscrire en thèse. Ce passage qui n'était pas obligatoire, mais concernait une bonne part des apparatchiks issus des cursus pédagogiques et humanistes. Il nous faut souligner qu'ils n'avaient « d'intellectuelle » que l'instruction. Ils ne sont pas intellectuels par statut comme pouvaient l'être des idéologues, journalistes ou historiens du Parti, officiellement reconnus comme tels (excepté Sergueï Trapeznikov qui poursuivit une thèse de candidat et entra à l'Académie des Sciences de l'URSS). En effet, le second type de débouché pour les anciens étudiants de l'université et des Instituts pédagogiques est l'obtention du statut légal et officiel d'intellectuel du régime. Pour identifier ces individus, il faut s'intéresser aux doctorants.

b) Les organismes de recherche

La recherche était un secteur très investi par le régime, pour lequel le Parti disposait également de ses propres institutions. C'était un moyen évident d'entretenir la légitimité sociale des cadres supérieurs en leur offrant la possibilité d'obtenir aisément un statut de doctorant⁵¹, tout en constituant pour le régime un fonds de ressources idéologiques. Nous distinguerons les organes de recherche de l'enseignement universitaire conventionnel « civil » et les Instituts liés au Parti. Il existait trois niveaux de doctorat en URSS. Après leurs cinq années d'études supérieures réglementaires, les diplômés pouvaient devenir « aspirants » : ils étaient rattachés à un Institut de recherche scientifique spécialisé pendant deux ou trois ans. Ensuite, ils pouvaient rédiger une thèse pour devenir « candidat en sciences ». Enfin, le statut de chercheur le plus élevé était celui de « docteur ès sciences ». Les meilleurs chercheurs pouvaient être cooptés « membres correspondants » de l'Académie des Sciences de l'URSS ou, comble du prestige, « Académiciens ».

Il existait un grand nombre d'Académies, d'Instituts de recherche scientifique et d'Ecoles supérieures où les étudiants pouvaient s'inscrire comme doctorants. Mais il convient de prêter attention aux différences de niveaux et de crédibilité de chacun de ces organismes. Un regard sur le tableau suivant nous montre qu'il existait deux types de profils scientifiques qui confirment les tendances perçues plus haut.

Tableau 1 - Etablissements fréquentés par les doctorants

Type d'établissement	Effectif	Effectif en %
Institut des Professeurs Rouges/Académie des Sciences Sociales du CC	6	54,55%
Ecole supérieure diplomatique du MAE	1	9,09%
Etablissements de l'enseignement technique	4	36,36%
Total	11	100%

Nous avons d'abord une recherche technique appliquée : en ingénierie des mines et des transports ferroviaires, en agronomie et en mécanique. Ces thèses s'inscrivaient dans le cadre du système d'enseignement technique soviétique au service du règlement des incessants problèmes rencontrés par l'économie. Elles se faisaient dans le cadre de l'enseignement conventionnel, en l'occurrence : Académie technique, Instituts de recherche scientifique de

⁵¹ Voslenski Mikhaïl., *La Nomenklatura, les privilégiés en URSS*, Belfond, Paris, 1980, p. 257.

l'Université de Moscou (MGU) et Institut fédéral de recherche scientifique en agronomie. Exceptée l'Ecole supérieure diplomatique du Ministère des affaires étrangères où Anatoli Dobrynine soutint sa thèse de Candidat en sciences historiques, les établissements spécialisés dans la recherche en sciences humaines ici présents dépendaient tous du Parti.

L'Institut des Professeurs Rouges fut créé en 1921. C'était une institution fondamentale pour le nouveau pouvoir. Elle lui permettait de développer à la fois une expertise face aux problèmes de pénurie et de crise du début des années 1920 et une production idéologique légitimant la domination du Parti sur la Russie. Ainsi, le Parti s'autonomisa intellectuellement et produisit ses propres idéologues face à l'effacement progressif des intellectuels traditionnels du fait des répressions et de la désertion d'un Parti qui bannit toute forme d'expression autonome⁵². L'Institut des Professeurs Rouges devint l'Académie des Sciences Sociales auprès du Comité Central du PCUS en 1946. Son rôle évolua avec le temps et l'Académie des Sciences Sociales du CC devint au cours du temps un organe permettant au personnel partisan d'entretenir sa légitimité sociale à dominer le pays en ouvrant très largement ses portes aux apparatchiks souhaitant obtenir le grade de Docteur⁵³. La recherche en sciences humaines était donc la plus développée et elle se faisait dans le cadre des Instituts du Parti, dont les doctorants étaient bien sûr tous membres depuis plusieurs années. Les disciplines, histoire du Parti et marxisme-léninisme étaient traités uniquement sous l'angle de l'idéologie officielle par des étudiants déjà formés aux sciences humaines.

Or, on remarque que tous étaient dénués de formation avant l'entrée au Parti, sauf l'un d'entre eux, Stepan Tchervonenko qui avait suivi des cours d'économie. Il les complètera, après son adhésion, par une formation rapide d'instructeur en marxisme-léninisme. L'entrée au Parti leur donna l'occasion d'étudier l'histoire du Parti et l'économie politique à l'université, ou alors la pédagogie en Institut. L'unique instruction qu'ils reçurent leur fut délivrée à l'université ou dans les Instituts pédagogiques, où l'enseignement était très imprégné, dans les années 1930, par l'idéologie officielle. Les choisissant en quelque sorte « idéologiquement purs », le régime leur inculqua leurs connaissances et leur donna par la même occasion les attributs extérieurs de la légitimité à dominer le champ intellectuel et académique.

⁵² Werth Nicolas, *Op. cit.*, p.119.

⁵³ Voslenski Mikhaïl., *op.cit.*, p. 257.

c) Conclusions

Ces observations confirment ce que nous avons entrevu plus haut à propos des intellectuels. Le régime réservait déjà ses ESP à ses cadres ayant poursuivi une formation intellectuelle après l'entrée au Parti et grâce à l'entrée au Parti. On voit ici qu'il agit de même avec les intellectuels officiels, ses docteurs, destinés à devenir ses idéologues. Dans ce cas, le régime les recrutait jeunes, vierges de toute instruction intellectuelle ou politique préalable et leur offrait une formation complète et très idéologique ainsi qu'un accès au statut d'idéologues officiels dominant le champ universitaire du seul fait de leur fidélité politique. Nous sommes face à une entreprise de production d'une nouvelle intelligentsia officielle au service de la légitimation idéologique du régime, créée à partir d'agents totalement dénués d'instruction en dehors de celle qui leur fut délivrée grâce au Parti.

Nous en concluons donc que celui-ci se méfiait des intellectuels qui n'étaient pas issus de son sérail et cherchait à les formater. Il ne les choisissait que dénués de toute forme de capital culturel initial acquis de manière autonome, personnelle et, selon ses besoins, leur délivrait en faculté des cours d'économie, d'histoire ou de philosophie (totalement imprégnés par l'idéologie officielle)⁵⁴, ou les formait encore à la pédagogie et à l'enseignement de la doctrine. Quand ceux-ci se détournaient de la carrière d'intellectuels officiels (doctorants), les autorités s'arrangeaient pour leur offrir un séjour à l'ESP. Par contre, quand ils poursuivaient en thèse, il les prenait soin de les encadrer dans ses propres Instituts et Académies.

Au final, toute production intellectuelle autonome était bannie et même rendue impossible du fait même de l'habitus de ces intellectuels officiels jamais formés au maniement d'autres modèles théoriques. En dehors de ces idéologues propagandistes, soumis aux mots d'ordres du régime, aucun autre discours philosophique ou historique n'était toléré ou en mesure de s'exprimer. Ils devinrent les idéologues officiels et les cadres chargés de l'application de la politique éducative soviétique. Ils occupaient visiblement un rôle très important au vu du soin que le Parti mettait à les former et à façonner leur production intellectuelle future. Cette population des intellectuels fut donc choyée par le régime, qui lui offrit une formation de cadre, tremplin vers les responsabilités centrales ou les sésames universitaires les plus légitimants.

⁵⁴ Riazanovski Nicholas, *Op. cit.* p. 627.

Mais ces privilèges et cette promotion se firent au prix de l'autonomie de leur réflexion et de leur production intellectuelle. Il ne faut toutefois pas oublier que le travail au sein du Parti, quel que soit le niveau hiérarchique impliquait de réaliser un travail individuel (très encadré) de formation politique et idéologique extrêmement lourd⁵⁵. Tous les militants étaient donc formatés, même les techniciens (au sens large), que le régime semblait toutefois moins désireux d'encadrer. Par contre, s'il ne leur offrit pas la domination du champ académique, il les choya également en leur offrant les capitaux scolaires indispensables à l'accès à des postes économiques privilégiés, ce que nous développerons plus bas. C'était un moyen pour le régime de s'assurer de leur dépendance et de leur allégeance.

Nous avons par contre remarqué que les diplômés en ingénierie recrutés n'avaient pas besoin de poursuivre leurs études après l'entrée au Parti. Cela signifierait qu'un quart de l'échantillon était bien doté en capitaux scolaires et que le régime avait moins de prise sur eux : il ne les soumit à aucune instruction idéologique (comme il le fait pour ses intellectuels) et ceux-ci ne lui devaient pas leur capital culturel. Ils n'eurent pas besoin du Parti pour obtenir leur diplôme, sésame indispensable à la promotion sociale, ce qui viendrait contrecarrer notre thèse initiale ; nous avançons en effet que cette génération se rallia à un régime qui la façonna à partir d'un matériau initial brut, forgeant ainsi à son image une élite qui pouvait identifier ses intérêts à ceux du régime. Mais à ce stade de l'analyse, les agents qui avaient leur diplôme en poche n'étaient que théoriquement des ingénieurs. Leur carrière ne faisait que commencer, et si la carte du Parti ne leur fut pas utile pour entrer à l'Institut, elle put par contre leur servir pour accéder à un statut professionnel plus intéressant.

III. L'expérience professionnelle

L'observation du type de professions exercées avant et après l'entrée au parti peut nous renseigner, dans une certaine mesure, sur l'extraction sociale des individus et sur la réalité des effets du Parti sur la promotion sociale. En effet, la nature des premières professions exercées est un indicateur du niveau de capital économique, social et culturel. L'accès à une profession de qualité pour un premier emploi peut dénoter un niveau d'extraction sociale supérieur. De

⁵⁵ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 69.

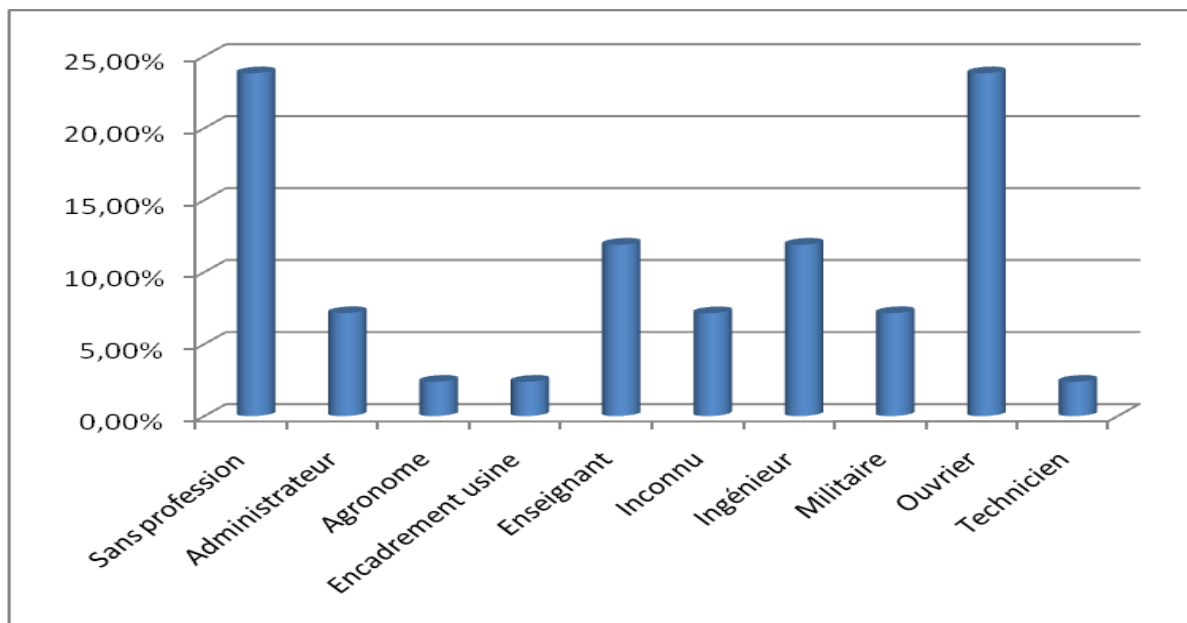
même, nous pourrions observer le parcours des agents n'ayant pas étudié après leur entrée, dans le but de déterminer le degré de reconnaissance potentielle des ingénieurs recrutés. Nous laisserons de côté ce que nous avons dénommé le troisième niveau de formation, c'est-à-dire le doctorat et les Ecoles du Parti. Celles-ci n'interviennent en effet qu'après la fin de la vie professionnelle.

En moyenne, les représentants de cette génération travaillaient sept ans, trois ans avant leur entrée au Parti et quatre ans après. Ils occupaient en moyenne deux postes au total, un avant et un après avoir rejoint le Parti. Mais ces chiffres font peu sens. En effet, la durée générale de travail varie, selon les individus, de zéro à vingt-six années. 61% des agents ayant eu un emploi ont travaillé moins de cinq ans et 27% de l'effectif total n'a jamais travaillé en dehors de l'administration centrale ou des organes locaux du Parti. Nous entendons en effet ici par « profession » la totalité des activités exercées hors des structures partisans ou de l'administration gouvernementale. La limite entre administration et monde économique est certes poreuse, mais nous l'établirons sur le critère du contact direct avec l'usine ou l'entreprise. Un directeur d'usine sera encore considéré comme un travailleur du monde économique, tandis qu'un administrateur d'une direction de Ministère sera compté comme un administratif. Mais intéressons avant tout au type de profession exercée avant et après l'entrée au Parti.

1) Professions exercées avant l'entrée au Parti

Au regard du graphique ci-dessous (n° 12), on remarque avant tout un grand nombre d'individus sans profession initiale (24%) et la même proportion d'ouvriers. Nous avons également 6% d'administrateurs locaux, 4% de techniciens et de cadres inférieurs de l'industrie (contremaîtres...) et 10% de pédagogues de l'enseignement primaire. Exceptés les 13% d'ingénieurs et d'agronomes qui ont suivi dès le début un cursus universitaire valorisant et ont occupé une poste professionnel important, nous sommes face à un échantillon apparemment peu favorisé au moment où il entre au Parti. Ces résultats posent un certain nombre de questions. Il convient de comparer ces chiffres avec le nombre d'années de travail et de mettre en avant l'évolution du parcours professionnel des agents après leur adhésion au PCUS. Nous pourrions ainsi vérifier l'hypothèse selon laquelle nous sommes en présence d'individus d'extraction sociale très modeste devant leur promotion au régime.

Graphique 12 - Professions exercées avant l'entrée au Parti (%)



Nous avons déjà souligné le fait que l'origine sociale était une variable à traiter avec prudence, car les agents pouvaient avoir intérêt à se faire passer pour ouvriers ou paysans, du fait de la nature du régime en place. Il peut en être de même dans le cas des professions. Quelques années passées en usine pourraient constituer une étape indispensable à la construction de leur légitimité de dirigeants/représentants de la classe ouvrière. Les diplômés iraient ainsi travailler en usine quelques années afin de se forger une image de prolétaire. Il est difficile de tirer des conclusions de l'examen du nombre d'années travaillées, car les données dont nous disposons sont assez imprécises. L'observation de notre base de données biographique nous permet toutefois d'avancer qu'aucun ouvrier n'occupa cette position plus de cinq ans. Seulement, on remarque que 90% d'entre eux entrèrent très jeunes au Komsomol (60%) ou au Parti (30%), c'est-à-dire avant leurs vingt-cinq ans. Ils purent rapidement accéder au système éducatif et obtenir des postes plus valorisants dans l'entreprise, ou devenir des permanents du Parti.

Le tableau ci-dessous (n° 2) nous montre également que ceux qui travaillaient comme ouvriers étaient soit sans formation initiale, soit issus des établissements techniques inférieurs (Ecole professionnelle) ou intermédiaires (Tekhnikum). Il semble donc que ces individus

aient été de « vrais » ouvriers qui saisirent l'opportunité de s'arracher à leur condition par le ralliement à un régime qui recrutait massivement parmi le prolétariat⁵⁶.

Tableau 2 – Répartition des professions exercées avant l'entrée au Parti selon le niveau d'étude initial

Professions exercées	Niveau d'étude						Total général
	Sans formation	Ecole prof.	Tekhnikum	Faculté	Institut	Militaire	
Sans profession	8	1	1				10
Administrateur local		1	2				3
Agronome					1		1
Cadre inférieur					1		1
Enseignant		1	1	1	2		5
Inconnu			1		2		3
Ingénieur					6		6
Militaire			1			1	2
Ouvrier	6	2	1			1	10
Technicien					1		1
Total général	14	5	7	1	14	1	42

On observe également que tous les agents ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur occupèrent un emploi correspondant relativement à leur formation. Exceptés deux individus issus d'une école professionnelle et d'un tekhnikum, les agents qui travaillaient comme ouvriers ou qui ne travaillaient pas étaient ceux qui n'avaient pas étudié auparavant. Leur situation sociale semblait donc assez précaire. Trois « sans profession » exerçaient des responsabilités au Komsomol depuis leur très jeune âge, mais les autres n'avaient pas d'activité identifiable. Les tableaux et graphiques suivants nous permettront de percevoir l'opportunité que constituait l'accès au Parti Communiste.

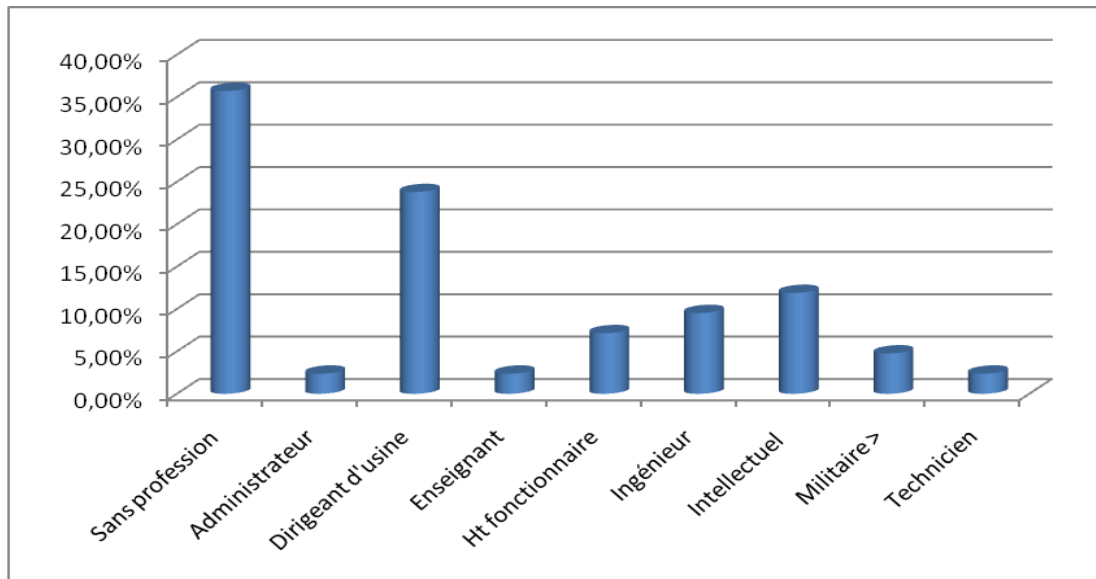
2) Les professions exercées après l'entrée au Parti

Le graphique ci-dessous (n° 13) est très intéressant et c'est en l'observant que l'on se rend compte de l'influence du Parti sur les carrières. Les ouvriers ont tout à fait disparu des résultats et la catégorie « sans profession » (36%) n'a plus le même sens que sur le graphique 7. En effet, la totalité des agents désignés par ce statut ne sont pas au chômage mais occupent

⁵⁶ Mawdsley Evan, White Stephen, *The Soviet Elite, From Lenin to Gorbachev. The Central Committee and its Members, 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 278.

désormais des postes dans l'appareil du Parti ou de l'Etat⁵⁷. Il ne reste qu'un seul technicien et un seul administrateur local. Le reste est constitué d'ingénieurs, enseignants et militaires de rang supérieur.

Graphique 13 – Professions exercées après l'entrée au Parti



Légende: La catégorie « intellectuel » regroupe les journalistes, écrivains officiels et directeurs d'Instituts. La catégorie « haut fonctionnaire regroupe deux diplomates et un cadre administratif des forces armées. « Dirigeant d'usine » groupe les cadres supérieurs : directeurs d'usines et les ingénieurs en chef. Ce qui fait que la catégorie « Ingénieurs » ne compte que des ingénieurs privés de responsabilités hiérarchiques.

Deux catégories apparaissent dans ce graphique. La première regroupe ce que l'on peut dénommer des intellectuels officiels (12%), missionnaires et gardiens idéologiques du régime. Mais le résultat le plus flagrant qui témoigne éloquentement du rôle d'accélérateur de carrière que joue le Parti, concerne la catégorie des « dirigeants d'usine » (24%). Ils étaient les courroies de transmission principales du régime dans le domaine économique, appliquaient les Plans et étaient tenus responsables de leurs réussites ou échecs. Ce sont des postes sur lesquels le Parti souhaitait conserver le contrôle, il y nommait donc uniquement ses propres membres. Observons maintenant la provenance de ces nouveaux « dirigeants » d'usines afin de distinguer l'évolution des carrières après l'adhésion.

On voit ainsi que 30% des ouvriers acquièrent un poste dans un organe du Parti et tous les autres obtinrent une promotion dans leur vie professionnelle. 20% devinrent ingénieurs et

⁵⁷ Il faut garder à l'esprit que tous les autres postes professionnels dont nous parlons ici sont antérieurs à l'exercice de responsabilités dans l'appareil du Parti ou dans l'administration gouvernementale.

20% dirigeants et cadres supérieurs d'usines. Mais la plus grosse population promue à la tête des usines était celle des ingénieurs, suivie par quelques techniciens et administrateurs isolés. Or, la moitié des nouveaux cadres et directeurs d'usines accédèrent à ce poste dans l'usine où ils travaillaient auparavant comme ingénieurs et ouvriers.

Nous sommes donc face à un véritable système de promotion sociale qui favorisait au sein des usines les travailleurs qui acceptaient de rejoindre les rangs du Parti unique. L'adhésion faisait gagner les travailleurs sur tous les tableaux. Ils obtenaient une formation, sésame qui leur permet d'accéder aux plus hautes sphères de la hiérarchie : que ce soit dans leurs entreprises ou en tant que cadres « parachutés » à la tête de telle ou telle usine.

Tableau 3 – Profession exercée après l'entrée au Parti en regard du poste occupé antérieurement (%)

Professions antérieures au Parti	Professions exercées après l'entrée au Parti							Total
	Sans profession	Technicien	Dirigeants d'usines	Haut fonctionnaire	Ingénieur	Intellectuel	Militaire supérieur	
Ouvrier	7,16%	2,38%	4,76%		4,76%		2,38%	21,44%
Sans profession	9,54%			4,76%	4,76%	2,38%		23,82%
Administrateur local	4,76%		2,38%					7,14%
Agronome	2,38%							2,38%
Cadre inférieur			2,38%					2,38%
Enseignant	4,76%					7,14%		11,90%
Inconnu	4,76%		2,38%			2,38%		7,14%
Ingénieur	2,38%		9,52%	4,76%				16,66%
Militaire						2,38%	2,38%	4,76%
Technicien			2,38%					2,38%
Total général	35,74%	2,38%	23,80%	9,52%	9,52%	14,28%	4,76%	100,00%

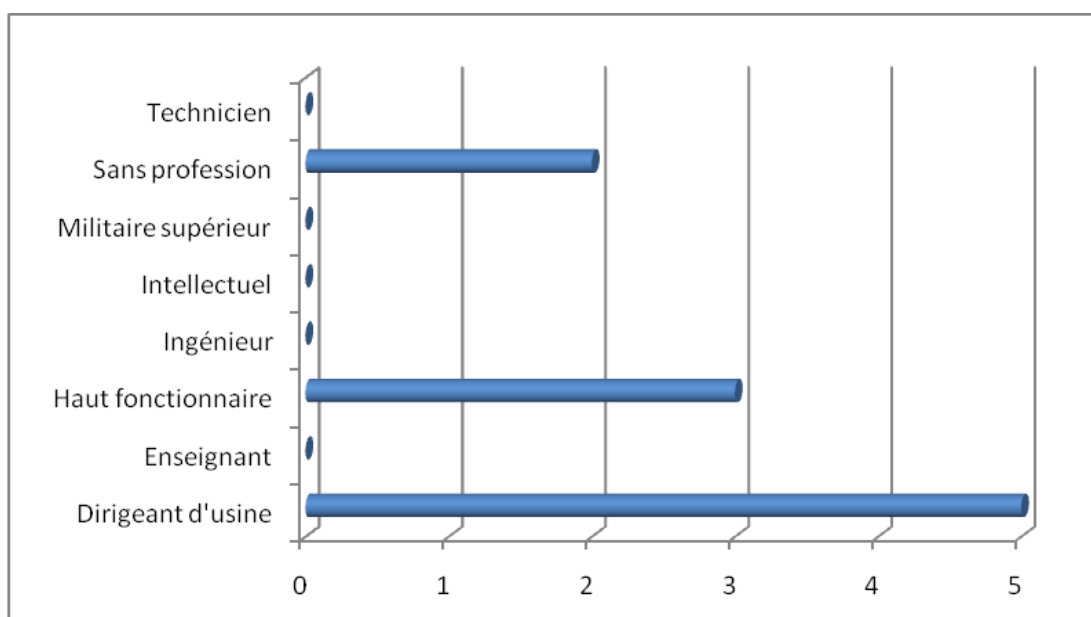
En revenant au tableau n°3, on voit qu'une grande partie des agents « sans formation » avant l'entrée au Parti en profita pour entrer directement dans les arcanes du Parti et de l'Etat. Ils formaient les 9% d'apparatchiks qui n'ont jamais travaillé et ont passé leur vie entière à servir le régime directement, depuis ses organes de contrôle et d'administration de la société. Les pédagogues constituaient, assez logiquement la majorité des intellectuels officiels, mais on remarque toutefois que quelques uns étaient issus d'un tout autre cursus. Il en était de même pour les futurs « hauts fonctionnaires », parmi lesquels nous comptons les diplomates. Deux des futurs plus importants diplomates du pays ne vinrent à ce type de carrière que très

tardivement. Anatoli Dobrynine entra à l'École supérieure de Diplomatie du Ministère des Affaires Etrangères après une courte carrière d'ingénieur en aéronautique, tandis qu'Andreï Gromyko, futur ministre, était chercheur en agronomie. La carte du Parti ouvrait donc des possibilités de carrières illimitées à ses possesseurs.

3) Le devenir social des ingénieurs de formation

Aucun des agents étudiés n'échappait à cette règle et la comparaison du devenir social des ingénieurs, selon qu'ils furent formés avant ou après l'obtention de leur carte du Parti nous le montre avec éclat. Les ingénieurs formés avant sont les plus fortement dotés en capitaux initiaux et sont donc les plus susceptibles de manifester une certaine indépendance par rapport à l'acceptation des dogmes et orientations du Parti, par le simple fait qu'il n'intervint ni dans leur formation intellectuelle, ni dans l'octroi de leur capital scolaire.

Graphique 14 - Devenir des ingénieurs formés avant l'adhésion au Parti

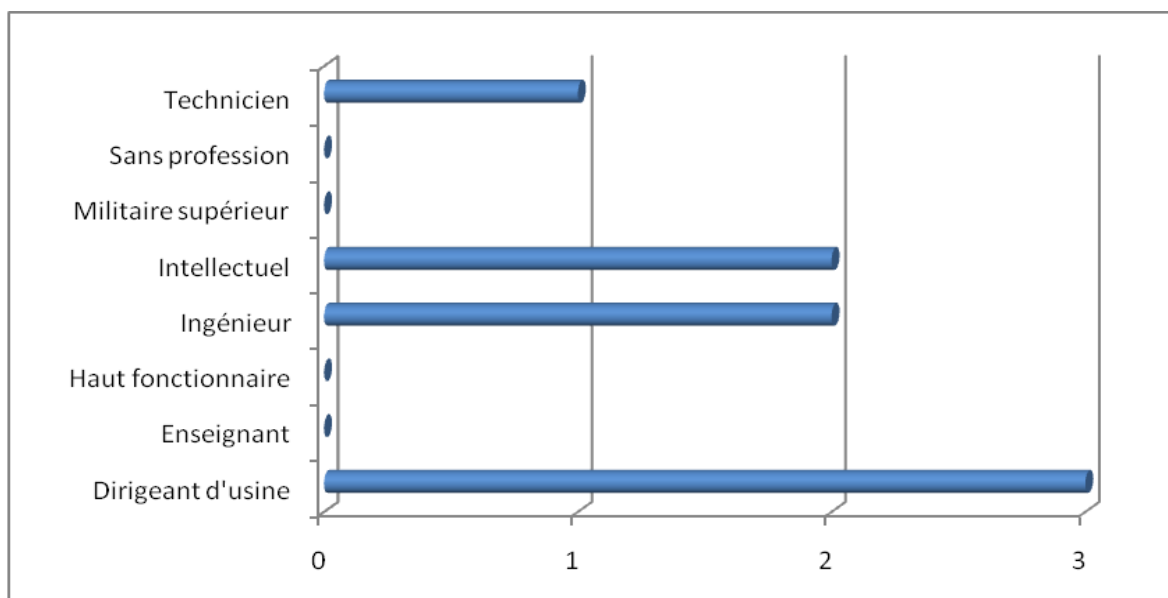


On voit que la totalité de l'échantillon accéda aux professions les plus prestigieuses et les plus légitimes. Les ingénieurs devinrent soit dirigeants d'usines, soit hauts fonctionnaires. Le reste, compté parmi les « sans professions », entra directement dans l'appareil du Parti. Tous ces postes étaient exclusivement octroyés aux membres du Parti. Les hauts fonctionnaires étaient évidemment privilégiés (mais ils appartenaient déjà à l'élite et nous ne les traiterons pas ici), tandis que les cadres supérieurs des usines étaient les plus valorisés, ce poste constituant un

tremplin idéal pour accéder aux responsabilités locales du Parti ou pour entrer dans l'administration étatique. Le tableau suivant nous montre que les ingénieurs formés plus tard, grâce à l'adhésion, n'étaient pas aussi favorisés.

Trois d'entre eux devinrent certes dirigeants d'usines (il s'agit de trois individus qui travaillaient comme ouvriers avant leur entrée au Parti), mais les autres restèrent cantonnés à des postes inférieurs de l'encadrement économique et productif. Ils n'étaient que de simples ingénieurs et techniciens, relativement dénués de responsabilités directives.

Graphique 15 - Devenir des ingénieurs formés après l'adhésion au Parti



On voit aussi qu'aucun d'entre eux n'entra directement dans les organes du Parti. Par contre, une catégorie « intellectuels » apparaît ici. Il s'agit de Piotr Demitchev (futur ministre de la Culture) et de Yakov Kabkov. Tous deux travaillaient en effet comme chargés de recherche, respectivement dans un Institut de recherche en chimie industrielle (non-identifié) et à l'Institut de recherche sur les fruits et légumes. Le diplôme obtenu après l'entrée au Parti permet donc une promotion, mais on observe que l'accès de ce sous-groupe aux postes les plus valorisés de la sphère professionnelle soviétique n'est pas aussi automatique qu'il ne l'était pour ceux qui obtinrent leur diplôme avant d'être recrutés par le Parti.

Il est difficile d'en conclure, au vu d'un échantillon si réduit, l'existence d'une asymétrie ou d'une inégalité des diplômes selon qu'ils ont été obtenus avec ou sans l'aide du Parti. Mais

nous pouvons au moins montrer que l'intérêt d'entrer au Parti apparaissait évident pour tous, mais à des niveaux de carrières différents, plus ou moins tardivement. Très tôt pour les sans-formation et les intellectuels, un peu plus tard pour les ingénieurs, au moment de l'accès à des responsabilités supérieures. Ils ne lui doivent alors pas leur niveau d'étude mais leur statut social.

4) Conclusion

Nous pouvons donc désormais nous faire une idée du visage de tous ces individus qui constitueront la future élite brejnévienne. Ils naquirent entre 1899 et 1920, avant la révolution pour la plupart d'entre eux. Les Slaves étaient les mieux représentés, dont une écrasante majorité de Russes. La plupart était d'extraction modeste. Ils se déclaraient fils de paysans ou d'ouvriers, ce que semble confirmer l'analyse de leurs ressources initiales. Le Parti recrutait deux types de profils. Des techniciens et ingénieurs de bon niveau (Tekhnikum et Institut) déjà formés et qualifiés, travaillant déjà comme techniciens et ingénieurs dans la production. Il leur assurait un avancement professionnel rapide, l'accès aux fonctions supérieures de dirigeants et cadres supérieurs d'usines, ou leur permettait d'entrer rapidement dans la haute administration publique et dans l'appareil du Parti. Ces agents relativement bien dotés en capital scolaire devaient donc au régime un avancement plus rapide et des postes plus élevés, relativement, que les autres dans la hiérarchie⁵⁸.

Le second type de profil, majoritaire, était celui des agents dénués ou quasiment dénués de capital scolaire, ne travaillant pas ou exerçant la profession d'ouvrier de l'industrie. L'entrée au Parti constituait pour eux la chance inestimable de s'arracher à leur condition sociale. Le Parti leur permit de rejoindre les organismes de formation les plus prestigieux, techniques et intellectuels. Il assura une promotion professionnelle à ces anciens ouvriers, il les fit entrer dans les organes de gestion du Parti. Le régime prenait également soin de ses intellectuels, comme il tenait à formater idéologiquement ses serviteurs. Il délivrait des formations en sciences humaines et en pédagogie à une grande part de ses nouveaux membres. A la fraction d'entre eux qui se destinait au rôle d'apparatchik, il ouvrit les portes de ses Ecoles supérieures de cadres et à la partie qui se destinait à la fonction d'idéologues et d'intellectuels officiels, il

⁵⁸ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 317 et Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008, p. 246.

ouvrit ses Instituts de recherche, veillant à n'y promouvoir que des individus dépourvus de toute forme d'instruction acquise en dehors du cénacle partisan.

IV. La base sociale du stalinisme

Il nous faut désormais comprendre les causes de cette apparente bienveillance du pouvoir pour ces individus en évoquant la trame historique qui jalonna le processus d'émergence d'une nouvelle élite économique et intellectuelle afin d'en comprendre la genèse. La production et l'élévation sociale d'un groupe destiné à devenir la base sociale du stalinisme prit ses racines dans la nécessité, pour les autorités soviétiques, de trouver des relais dans deux domaines fondamentaux pour le régime : une forme de légitimation concrète, par les réalisations économiques censées « développer le socialisme dans un seul pays », ainsi qu'une forme de légitimation plus symbolique, d'ordre idéologique, destinée à rallier ou au moins à mobiliser la population pour la réalisation des projets staliniens, à une époque où les intellectuels traditionnels (enseignants...) se détournaient du régime et entraient très peu au Parti⁵⁹. Il nous faut donc montrer pourquoi les autorités partisans ressentirent le besoin de doter, former et promouvoir aussi largement une nouvelle classe d'âge dans les champs économique et académique. Quelles conditions historiques déterminèrent ce choix politique ?

1) Le cas des professionnels et des techniciens

a) L'industrialisation et les premiers plans quinquennaux

Nous avons remarqué plus haut que les ingénieurs et techniciens étaient les plus représentés dans notre échantillon. En effet, en 1928, Staline annonça la fin de la NEP et la construction du socialisme en URSS fut proclamée. Elle se fera par la planification économique centralisée, avec l'objectif principal de développer l'industrie lourde⁶⁰. Mais le système économique ne générait alors pas assez de capitaux pour couvrir tous les investissements prévus. Staline, Kaganovitch et les fonctionnaires du Gosplan décidèrent donc de briser le système agricole traditionnel russe, collectiviste, communal mais peu rentable, et de nationaliser de fait l'agriculture en la mettant sous la tutelle de l'Etat par l'intermédiaire des

⁵⁹ Werth Nicolas, *Op. cit.* p.118.

⁶⁰ Riazanovski Nicholas, *Op. cit.* p. 535.

Kolkhozes et des Sovkhozes⁶¹. L'Etat, devenu unique débouché pour les paysans, pouvait ainsi acheter au prix qu'il désirait la production agricole brute et la revendre sur les marchés nationaux et internationaux à des prix bien plus élevés. Le versant agricole de la « construction du socialisme » fut donc lancé en même temps que le premier plan quinquennal et prit le nom, par une pirouette sémantique, de « collectivisation des terres ». C'est ainsi que fut réalisée l'accumulation primitive du capital qui permit de dégager suffisamment de capitaux pour investir dans le développement de l'industrie lourde. Le bouleversement de la société et des structures soviétiques fut donc considérable, à tel point qu'on a pu parler de « révolution stalinienne »⁶².

A peine issu de la guerre civile, en pleine reconstruction économique, le pays faisait alors face à un cruel manque de cadres qualifiés⁶³. Il commença par recruter des « spécialistes bourgeois » dans les années 1920, sur le mot d'ordre de Lénine. Mais ceux-ci ne suffisaient plus à l'immense chantier d'industrialisation qui se préparait, d'autant plus que Staline se méfiait de leur allégeance à géométrie variable. Le régime impulsa alors un gros effort de développement de l'enseignement technique destiné à lui fournir les cadres dont il avait besoin. Seulement, le développement économique n'était pas le seul but du premier plan quinquennal. En effet, Staline donnait une valeur éminemment politique à la réussite de ses projets économiques. Conditionnant la victoire du socialisme à la réalisation du Plan, il assimilait en réalité la « victoire du socialisme » au triomphe personnel de sa ligne politique c'est-à-dire à son affirmation à la tête du Parti et du pays, à une époque où seule l'opposition trotskyste avait été éliminée. Zinoviev, Kamenev, Rykov, Boukharine, voire Kirov, restaient des personnages prestigieux potentiellement capables de lui faire de l'ombre. Sa légitimité et celle de ses proches à la tête du Parti dépendait donc du succès de sa ligne politique.

Or, Martin Malia⁶⁴ montre qu'au fur et à mesure que la réussite de l'industrialisation ne parvenait plus à faire oublier les problèmes de désorganisation, de pénurie, d'inflation et de pauvreté, Staline, pour défendre la justesse de sa ligne politique et détourner les critiques n'eut pas d'autre choix que de désigner des boucs-émissaires responsables des dysfonctionnements et des coûts sociaux extrêmement lourds de sa politique. Il était

⁶¹ Malia, Martin, *Op. cit.* p. 273.

⁶² Riazanovski Nicholas, *Op. cit.* p. 541.

⁶³ Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008, p. 201.

⁶⁴ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 279.

impensable que la réalité ne fût pas conforme au slogan officiel de l'époque : « depuis quelques temps, la vie est devenue meilleure la vie est devenue plus joyeuse »⁶⁵ ; il en allait de la crédibilité de l'équipe au pouvoir. Il trouva dans un premier temps ses « saboteurs » parmi les « spécialistes bourgeois », les dirigeants d'usines et les ingénieurs déjà en place et lança ses premières vagues de répression contre ces derniers⁶⁶. C'est à ce moment que se libérèrent de fait un grand nombre de postes dans l'encadrement économique et que le besoin se fit ressentir de recruter massivement des cadres sûrs, loyaux et dévoués. Ils furent réhabilités en 1932 face au manque de cadres, puis à nouveau réprimés à partir de 1935, ouvrant encore plus largement les portes aux nouveaux cadres.

Tableau 4 - Année de promotion comme cadre de l'économie, en regard des années d'entrée au Parti

Noms	Année	Komsomol	Parti	Naissance
Roussakov	1930	0	1943	1909
Tikhonov	1930	0	1940	1905
Pegov	1931	0	1930	1905
Podgornyï	1931	1921	1930	1903
Grishine	1933	0	1939	1914
Karlov	1933	1938	1940	1914
Kouznetsov	1933	0	1927	1901
Oustinov	1934	0	1927	1908
Kossyguine	1935	0	1927	1904
Kirilenko	1936	1929	1931	1906
Kunaev	1936	0	1939	1912
Serbine	1936	0	1931	1910
Brejnev	1937	1923	1931	1907
Kapitonov	1938	0	1939	1915
Koulakov	1938	1940	1940	1918
Yastrebov	1938	0	1941	1911
Simonov	1940	0	1943	1917
Chtcherbitskiï	1941	1931	1941	1918
Frolov	1941	0	1944	1914
Solomentsev	1941	0	1940	1913
Dobrynine	1942	0	1945	1919

⁶⁵ Werth Nicolas, *Etre communiste en URSS sous Staline (le stalinisme vu d'en bas)*, Julliard, Collection « Archives », Paris, 1981, p. 178.

⁶⁶ Werth Nicolas, *Ibid.*, p. 90.

Le tableau 4, ci-dessus, montre que notre échantillon profita largement de cette politique de promotion de nouveaux cadres pour contrôler la production et l'application du Plan dans les entreprises. L'ensemble des individus accédèrent en effet à ces postes dans les années 1930, alors que l'économie se développait. Nous avons compté parmi eux les ingénieurs, directeurs d'usine, techniciens, agronomes et cadres inférieurs de kolkhozes. La moitié d'entre eux était membre du Parti et fut choisie pour sa fidélité présumée ; l'autre moitié le devint très rapidement, grâce à l'accès à ces postes.

Nombreux furent les « ingénieurs » industriels formés en urgence (en deux ou trois ans) au cours des années 30 et choisis par la hiérarchie parmi les ouvriers communistes des usines⁶⁷ Le tableau ci-dessous nous en apprend sur le critère de choix de ces ouvriers destinés à devenir les cadres économiques d'un régime en plein bouleversement.

Tableau 5 – Dernière année d'exercice de la profession d'ouvrier ou technicien inférieur en regard de la date d'entrée au service du Parti

Noms	Année	Komsomol	Parti
Podgornyï	1921	1921	1930
Brejnev	1927	1923	1931
Oustinov	1929	0	1927
Pegov	1930	0	1930
Tikhonov	1934	0	1940
Zimyanine	1934	1939	1939
Kirilenko	1936	1929	1931
Sokolov	1936	1930	1937
Yastrebov	1938	0	1941
Frolov	1944	0	1944

Nous avons regroupé ici les anciens ouvriers devenus ingénieurs ou techniciens supérieurs ainsi que les contremaîtres et cadres inférieurs. Dans ce groupe des travailleurs les plus bas dans la hiérarchie, sept agents sur dix étaient membres du Parti avant d'avoir été promu à un poste supérieur dans l'entreprise et la plus grande partie le fut également après 1928 et le premier plan quinquennal. Le Parti s'autoproclamait l'organe de la classe ouvrière et entretenait sa légitimité en recrutant largement parmi les ouvriers⁶⁸. La double logique, économique et politique, qui motivait tous les actes décidés par les autorités partisans

⁶⁷ Mawdsley Evan, White Stephen, *The Soviet Elite, From Lenin to Gorbachev. The Central Committee and its Members, 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 173.

⁶⁸ Ryazanovski Nicholas, *Op. cit.*, p. 623.

détermina le début de la trajectoire ascendante de la future élite dirigeante du pays. Les autorités devaient non seulement « former de nouveaux cadres » selon le slogan de l'époque, mais Staline et l'équipe dirigeante jouaient également leur légitimité à conserver le pouvoir, légitimité fondée sur la capacité déclarée à construire le socialisme. La nécessité de s'assurer de l'allégeance des agents chargés de l'application directe et effective des Plans, « sur le terrain » apparaît ainsi évidente⁶⁹. Si, comme nous l'avons montré, presque toute la population obtint son premier poste d'ingénieur après 1928 avec le développement de l'industrie, la plus grande partie obtint le sien, plus précisément, après 1935, c'est-à-dire à l'époque où la répression commença à s'exercer contre les « saboteurs », après l'accalmie de 1934. Cette répression s'accéléra en 1936 dans les rangs du Parti puis toucha l'ensemble du pays en 1937⁷⁰. Les postes « libérés » devaient désormais donc trouver preneurs.

C'est la cause principale de cette brutale ascension qui suivit l'entrée au Parti de ces individus. Ce qui signifie que les purges et la répression qui installèrent Staline comme chef incontesté du pays après 1938⁷¹ furent la condition indispensable à la promotion de cette nouvelle classe d'âge. Il est très important de garder en tête que si le Parti leur offrit les ressources leur permettant de pouvoir légitimement prétendre à l'accession à un certain statut social, les conditions qui leur permirent d'accéder réellement à ces positions furent l'affirmation définitive de Staline et les répressions. Le renforcement de leur nouveau statut social était donc étroitement dépendant du triomphe institutionnel de Staline, de la poursuite des purges et des « liquidations » et de la réalisation des objectifs économiques. Il est essentiel de percevoir à quel point ce clientélisme indirect fut décisif pour le succès de Staline et de son entourage et à quel point il marqua la profonde allégeance au stalinisme de la génération qui traversa les turpitudes de « l'âge héroïque ». Le nouveau régime enfanta donc d'une « nouvelle classe ouvrière » selon les mots de Malia⁷² et d'une « l'intelligentsia ouvrière rouge », possédant une « culture politique » (la capacité de percevoir l'expression la plus

⁶⁹ Werth Nicolas, *Op. cit.* p. 246.

⁷⁰ Khlevniouk Oleg, *Le cercle du Kremlin, Staline et le bureau politique dans les années 1930 : les jeux du pouvoir*, Le Seuil, 1996 [Traduit du Russe par Pierre Forgues et Nicolas Werth], p. 205.

⁷¹ C'est en effet à cette époque qu'il put enfin régner sans rival : Boukharine, Rykov, Zinoviev, Kamenev, Ordjonikidzé, Kirov, Roudzoutak et Preobrajenski furent liquidés. Restaient alors uniquement ses proches : Molotov, Kaganovitch, Voroshilov, sans réelle envergure politique. Il déporta certains de leurs parents pour garder un moyen de pression sur eux et noya leur influence en nommant de nouveaux visages : Khrouchtchev, Béria, Jdanov, Malenkov... [Khlevniouk Oleg, *Op. cit.*, pp. 235-252].

⁷² Malia martin, *Op. cit.*, p.260.

haute de la Raison dans les directives du Parti) dont ne disposaient pas les ouvriers issus de l'exode rural.

En y regardant de plus près, on voit que la sous-génération 1899-1910, la plus ancienne, la première à avoir pris le relais des « vieux bolchéviques » au Parti, était très représentée parmi ces « nouveaux cadres du stalinisme ». Cela est bien entendu lié à l'âge des représentants de la sous-génération suivante qui étaient encore très jeunes à l'époque et n'entrèrent dans la carrière économique qu'au début des années 1940. Mais on remarque que cette expérience partagée de l'ascension brutale au cours des années 1930 a forgé une forme de solidarité organique au sein de ce groupe très faiblement doté avant son entrée au parti. Cette trajectoire est caractéristique de tous les caciques principaux du brejnévisme. Et tous naquirent avant 1910 : Dmitri Oustinov (Ministre de la Défense), Nikolaï Tikhonov (Premier Président Adjoint, puis Président du Conseil des Ministres à partir de 1979), Konstantin Roussakov (Secrétaire du Parti chargé des relations avec le Bloc), Leonid Brejnev lui-même (Secrétaire général), Alekseï Kossyguine (Président du Conseil des Ministres jusqu'en 1979), Andreï Kirilenko (Secrétaire du Parti chargé des Cadres), Nikolaï Pegov (Chef du Département du Parti chargé des cadres de l'étranger), Nikolaï Podgornyï (Président du Soviet Suprême). Tous commencèrent au plus bas de la hiérarchie économique et devinrent ingénieurs suite à leur entrée au Parti, occupant les postes laissés libres. Ils furent le bras armé du Parti dans les usines, les brigades de choc de ce qui deviendra dans la terminologie officielle « l'âge héroïque » de la construction du socialisme. C'est-à-dire, concrètement, le développement de l'industrie lourde par la planification centralisée, la mise sous tutelle de l'agriculture et le retour de fait au servage pour les paysans⁷³. Les membres de la sous-génération suivante (1910-1919) occuperont des postes moins importants (Secrétaires et Chefs de Département secondaires) que leurs aînés.

b) L'adhésion : un visa pour la promotion sociale

Cette constatation nous permet de faire le lien avec la formation « secondaire » (obtenue après l'entrée au Parti) mise en évidence plus haut. La possession de la carte du Parti ne permettait

⁷³ Privés de passeports intérieurs, ceux-ci perdirent de nouveau le droit de quitter les terres auxquelles ils étaient juridiquement rattachés (le Kolkhoze) et ne purent circuler librement. Cette situation constitue un retour à la politique pratiquée par les autorités tsaristes vis-à-vis des paysans. Ce qui n'empêcha toutefois pas l'exode rural (illégal, donc) nécessaire à toute politique d'industrialisation.

pas à elle seule de prétendre à une promotion et c'est ici qu'apparaît la traduction concrète du phénomène évoqué dans le premier chapitre. L'entrée tardive dans un établissement supérieur de formation était la période charnière d'acquisition et/ou de reconversion des capitaux scolaires primaires, transition indispensable pour s'arracher à sa condition sociale, grâce au Parti. Il existait donc bel et bien un système soviétique de promotion sociale, extrêmement efficace. Son ressort profond n'était pas le « mérite » tel que le conçoivent les systèmes occidentaux se réclamant de la méritocratie, mais une forme renouvelée de vertu glorifiant l'idéal du « serviteur de l'Etat » (ou du régime), dans la plus pure tradition tsariste⁷⁴.

Mais il serait totalement erroné de s'en tenir à ce constat et de ne pas interroger les causes profondes de l'établissement d'un tel « système » d'ascenseur social. Ce n'est pas la volonté de créer ce genre d'institution qui fut à l'origine de la promotion accélérée de membres du Parti dans le secteur économique, mais bien la double contrainte qui pesait en permanence sur les autorités soviétiques et qui sous-tendait toutes leurs initiatives : le besoin impérieux de former toujours plus d'ingénieurs pour encadrer le dantesque développement de l'industrie lourde, doublé de la méfiance malade vis-à-vis de toutes les forces potentiellement hostiles à un régime instable en cours d'établissement⁷⁵. Ce qui nous fait dire que l'expérience partagée de « l'âge héroïque » dans les secteurs économiques détermina les prémisses de la formation d'un groupe social extrêmement large dont notre échantillon est exemplairement représentatif du succès et de la cohésion. Tous bénéficièrent de ce système de méritocratie soviétique, mirent en œuvre les mêmes types de stratégies et subirent le même formatage politico-idéologique. Le contexte historique détermina donc la destinée des techniciens et ingénieurs : c'est en effet à la primauté donnée au « front économique » par Staline qu'ils doivent leur progression.

2) Le cas des intellectuels

Penchons-nous désormais sur le cas des intellectuels. Si ceux-ci ne profitèrent pas de ce système-là, leur trajectoire relève au fond de la même logique. Nous avons vu que le régime mit un point d'honneur à *produire* des intellectuels. A l'instar de la production d'ingénieurs, ce sont les contingences inhérentes aux choix politiques du stalinisme qui déterminèrent cette

⁷⁴ Pierre le Grand instaura en effet une culture du service de l'Etat dans l'aristocratie, puis les Tsars du XIX^e siècle développèrent également leur bureaucratie, bien souvent *contre* l'aristocratie, dans ce système de valeur.

⁷⁵ Malia Martin, *Op. cit.*, p.261.

inflation d'intellectuels. La « construction du socialisme » était le moyen d'industrialiser le pays et d'achever l'entreprise de domination de la société par le Parti. C'est dans cette optique qu'un « Front idéologique » vint doubler le front économique et vint surtout légitimer a posteriori les actes de l'élite partisane centrale.

a) La recherche de légitimité du régime

Or, l'intelligentsia avait largement déserté l'espace de production publique de l'expertise et du discours idéologique légitimant⁷⁶, car celui-ci fut rapidement cantonné au seul Parti. Staline ne réussit pas l'exploit de Lunartchanski, Commissaire du peuple aux Arts pendant la NEP (éloigné en 1929), qui parvint dans un premier temps à rallier l'intelligentsia russe avant-gardiste. Et les intellectuels traditionnels quittèrent le pays (pour les plus importants) ou refusèrent de poursuivre leur travail dans le cadre institutionnel imposé (pour l'intelligentsia inférieure des enseignants et autres pédagogues). Nicolas Werth montre parfaitement l'immensité du travail idéologique auquel durent se livrer les militants de base auprès du peuple soviétique, afin de légitimer les directives centrales. En effet, la brutalité des évolutions impulsées impliqua pour la politique économique soviétique de se trouver des relais dans les villages et les entreprises. Mais la médiocrité du niveau intellectuel des militants jurait avec la mission qui leur était confiée⁷⁷. De plus, la popularisation de la ligne générale dans le peuple apparaissait à l'époque comme décisive. En l'absence de relais qualifiés, les autorités centrales lancèrent alors une gigantesque entreprise de production de nouveaux intellectuels à partir de militants totalement dénués d'instruction. Le « front idéologique » auquel durent participer les intellectuels qu'il avait formés devint une seconde priorité, pendant qu'une deuxième voie de promotion sociale s'ouvrait pour les non-techniciens.

On distingue parmi ces individus deux types de profils qui recourent très bien le découpage sous-générationnel que nous avons déjà opéré. Le régime, en mal d'acteurs capables de lui servir de relais auprès des populations, devint assez tardivement fortement demandeur de pédagogues. Les autorités partisans recrutèrent en effet, dans notre échantillon, quatre enseignants et elles en formèrent cinq autres à partir d'agents dénués d'instruction. A

⁷⁶ Werth Nicolas, *Op. cit.* p. 119.

⁷⁷ *Idem.*

l'exception d'Arvid Pel'she, tous étaient issus de la deuxième sous-génération. Ce qui permit au régime de bénéficier enfin, à la fin des années 1930, de professionnels capables d'apporter la bonne parole au peuple soviétique. Mais dans un premier temps, il fit d'abord confiance à des spécialistes en sciences humaines.

b) Les intellectuels du Parti

C'est ce que semble montrer le fait que les membres de la génération nés avant 1910 furent plus nombreux à intégrer les facultés et à suivre des cours de sciences humaines après l'entrée au Parti. On remarque que les intellectuels les plus importants, les plus durables, ceux qui, même après leur accession aux postes de l'appareil du Parti, demeurèrent officiellement des idéologues ou qui devinrent chercheurs, appartenaient à cette première sous-génération 1899-1910. Nous comptons en effet parmi eux quatre piliers du futur « système Brejnev » : Andreï Gromyko (brillant « Docteur ès sciences agronomiques » qui deviendra Ministre des Affaires Etrangères) et trois des idéologues officiels qui figurent dans notre base de données : Mikhaïl Souslov (Secrétaire du Parti à l'idéologie et numéro deux du régime), Boris Ponomarev (Secrétaire du Parti aux affaires étrangères) et Arvid Pel'she (Président du Comité de Contrôle du Parti), qui connurent eux aussi une ascension démesurée. Détaillons leurs biographies, très emblématiques. Tous reçurent une formation très rapide destinée à en faire des agitateurs et propagandistes efficaces, et n'entrèrent comme chercheurs à l'Institut des Professeurs Rouges (IPR) que plus tard, comme si cette entrée avalisait a posteriori leur statut d'idéologues stabilisé. Leurs premières affectations furent semblables à celles de missionnaires du régime que l'on enverrait, selon la tradition bolchévique et l'idée que se faisaient les communistes du rôle avant-gardiste du Parti, soviétiser les secteurs rétifs et peu sûrs de la société soviétique.

Arvid Pel'she, le dernier représentant des « vieux bolchéviques » (né en 1899) entra au Parti en 1915, alors qu'il était ouvrier, participa à la Révolution et fut même membre du Soviet de Pétrograd. Il fut envoyé en 1918 dans sa Lettonie natale. Il y collabora avec la Tchéka, travailla à « construire la Lettonie soviétique » puis entra dans l'Armée Rouge comme propagandiste et officier politique en 1919. Il occupa ce poste longtemps après la fin de la guerre, jusqu'en 1929. Il enseigna alors l'histoire du Parti à l'école du NKVD. L'absence de cursus scolaire avant l'obtention de son diplôme de l'Institut des Professeurs Rouges, en 1931, nous indique qu'il reçut certainement une formation permanente grâce aux écoles

mobiles du Parti destinées aux militants de base. On remarque déjà à cette époque un capital militant extrêmement développé, s'inscrivant dans la logique avant-gardiste de bolchévisation de la société. Après avoir reçu le titre « aspirant » de l'IPR en 1933, il fut envoyé organiser les départements politiques de Sovkhozes au Kazakhstan. Il revint travailler comme Professeur à Moscou en 1937, aux pires heures de la « grande terreur ». On peut penser qu'il occupa alors un poste opportunément libéré « grâce » à la répression. Sa carrière se stabilisa alors, après une jeunesse entièrement passée comme un véritable missionnaire du nouveau régime. Il échappa aux purges qui touchèrent tous les membres de sa génération et entra dans l'appareil du Parti letton comme Secrétaire du Comité Central à l'agit-prop en 1941, fut promu Premier Secrétaire du Comité Central du Parti letton en 1959. En 1961, il entra au Comité Central du PCUS, important pied à terre moscovite. Avec l'affirmation de l'équipe Brejnev à la tête de l'URSS, il devint enfin Président du Comité de contrôle du Parti en 1966, de droit représenté au Politburo. Il décéda en poste en 1983.

Mikhaïl Souslov naquit en 1902. Assez vieux pour avoir connu la guerre civile, il participa aux « comités des paysans pauvres », citadelles du communisme de guerre au sein d'un monde paysan devenu profondément hostile aux bolchéviques suite aux réquisitions et à la famine qui en découla. Après la victoire, il entra au Parti (en 1921). Cette étape lui permit de bénéficier du système d'éducation politique des adultes développé à destination des militants : il étudia l'économie politique à la Faculté Ouvrière « Prechinsky » en 1921, à l'Institut Populaire d'économie « Plekhanov » en 1924, puis à l'Académie communiste en 1929. En 1931, il fit ses premières armes de gardien de l'orthodoxie idéologique au sein du Commissariat à l'Inspection ouvrière-paysanne. Il participa à la lutte contre la dissidence dès 1934 comme Inspecteur et membre de la Commission centrale de contrôle du Parti. Diplômé de l'IPR en 1936, il rejoignit les organes locaux du Parti : d'abord à Rostov puis à Stavropol, à la faveur des purges de 1937. Il s'implanta très fortement dans cette dernière région, y dirigea le mouvement partisan en 1942, puis fut ensuite envoyé « soviétiser » la Lituanie en 1944. Il vit à son tour, après ces années de bons et loyaux services, sa carrière se stabiliser. Remarqué par Jdanov qui le prit sous son aile, il fut coopté dans les organes centraux du Parti très tôt (en 1946) avec la bienveillance de Staline qui aurait vu en lui un successeur potentiel⁷⁸. Il fut *son* homme à la tête du « Département de la politique extérieure et des Relations internationales », puis du « Département de l'agit-prop ». Il semblait jouir de toute

⁷⁸ Malia Martin, *Op. cit.* p. 416.

la confiance de Staline et prendre de plus en plus d'importance au Secrétariat : il en fut le « Second » secrétaire en 1947, devint Rédacteur en chef de la Pravda en 1949 et entra enfin au Politburo en 1952. L'éloignement brutal qu'il subit à la mort de Staline montre sa proximité avec l'ancienne équipe : il fut écarté du Politburo et du Secrétariat par la direction collective (alors dominée par Malenkov) qui prit alors le pouvoir et fut rétrogradé au « Département chargé des relations avec les Partis Communistes des Etats capitalistes ». Il ne revint au Politburo qu'à la faveur de l'élimination de la faction des anciens proches de Staline faisant encore de l'ombre à Khrouchtchev, lors de l'épisode du « groupe antiparti », en 1957. Ayant soutenu Khrouchtchev dans un premier temps, il contribua activement à son renversement avec Brejnev et Kossyguine en 1964. Le XXIII^e Congrès de 1966 l'élut au poste de « Second » Secrétaire du Comité Central, chargé de l'Idéologie. Il resta le « numéro deux » du régime jusqu'à sa mort en 1982.

Boris Ponomarev, enfin, naquit en 1905. Il prétend avoir également participé à la guerre civile (en 1919, il avait alors quatorze ans...) ⁷⁹. Il travailla au Komsomol de 1920 à 1921 et fut envoyé dans les Comités du Parti de la région de Ryazan, puis en Ukraine et enfin au Turkménistan. Dépourvu d'instruction lui aussi, il entra avec l'aide du Parti à l'université d'Etat de Moscou et en sortit diplômé en 1926, année où il rejoignit l'Institut des Professeurs Rouges. Diplômé en 1932 (histoire du Parti) il entama une carrière de Directeur d'Instituts. Il fut Directeur adjoint de l'IPR et de l'Institut d'histoire du Comité municipal du Parti de Moscou. La féroce mise au pas du Komintern en 1936 lui permit d'y entrer comme référent politique auprès de Dimitrov ⁸⁰. En 1943, Staline dissout le Komintern pour plaire aux Alliés et Ponomarev retrouva la tête d'un établissement relié au Parti « l'Institut Marx-Engels-Lénine ». Il entra au Département international du Parti en 1944 tandis que le début de la guerre froide vit la formation de l'Informburo (plus connu en Occident sous le nom de Kominform) dont il prit la tête. Il fut retrouvé le stratégique Département international du Parti en 1955 et en prit la tête. Il cumula ce poste avec celui de Secrétaire du CC du Parti aux affaires étrangères en 1961. Il y restera jusqu'à son éviction par Gorbatchev en 1986. Il ne fut pas évincé après 1964, ce qui laisse à penser qu'il soutenait l'initiative de la nouvelle équipe.

⁷⁹ Cette information est présente dans l'ensemble des biographies consultées, elle est même reprise par Ronald J. Hill et Alexander Rahr dans l'ouvrage dirigé par Lane David (Dir.), *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University Press, 1998, p. 53.

⁸⁰ Communiste bulgare impliqué dans l'incendie du Reichstag, il apparut comme un héros de la lutte antinazie et prit la tête du Komintern sur ordre de Staline.

Ces trois individus, de même que les autres intellectuels, obtinrent donc leur statut du fait des contingences qui accompagnèrent l'entreprise d'édification du socialisme d'Etat stalinien en Russie. Ils furent envoyés en première ligne sur le front de la conquête des esprits par le nouveau régime, confronté à d'innombrables difficultés sociales malgré la réussite globale de l'industrialisation. Ils furent les agents de la légitimation des politiques publiques et dans le même temps les gardiens impitoyables de l'orthodoxie interne (dans l'Armée Rouge, les Narkomats⁸¹, le Parti, les Sovkhozes, les institutions du mouvement communiste international, les établissements de production de l'idéologie dominante et autres Instituts...), condition de l'imposition du pouvoir stalinien face à un peuple hostile et face aux autres dirigeants du Parti⁸². En dehors des instances partisans, il furent les soldats idéologiques des années 1920 et 1930, période de bouleversements où les intellectuels furent promus avant-garde doctrinaire du socialisme⁸³. D'extraction très modeste, formés rapidement à « l'agit-prop » avant-gardiste plus qu'aux disciplines purement universitaires, ils complétèrent leur formation pratique par la suite grâce à l'IPR, intégré tardivement. On voit que cet établissement constituait un point passage déterminant car il influa beaucoup sur la carrière des trois individus. L'entrée à l'IPR marquait un début de stabilisation de la carrière, la fin du rôle de missionnaire-propagandiste du bolchévisme. C'était un organisme de reconversion des capitaux scolaires militants en capitaux universitaires légitimes. La mise à disposition d'un tel organe fut donc fondamentale pour l'élévation sociale des futurs idéologues, une fois que le régime sembla ne plus avoir besoin d'eux sur le terrain.

3) Conclusions

Ces conclusions confirment ce que nous avons perçu plus haut et soulignent de manière encore plus claire l'intérêt d'être membre du Parti en vue d'une promotion. D'autant plus que les purges massives ne se radicalisèrent qu'en 1935, et qu'elles touchèrent bien souvent la seule génération de Staline, née avant 1900 et non pas les nouveaux entrants, plus jeunes, qui s'empressèrent d'occuper les postes « libérés ».

⁸¹ Narkomat : Acronyme de « Narodny Kommissariat », Commissariat du Peuple (= ministère). Cette expression très courante en URSS a le mérite de la concision. La personne à sa tête est un « Narkom » : « Narodny Kommissar », Commissaire du Peuple (= ministre). Nous emploierons ici les deux expressions.

⁸² Khlevniouk Oleg, *Op. cit.* p. 283.

⁸³ Werth Nicolas, *Op. cit.* p. 97.

De ces observations, nous pouvons conclure que la population étudiée dut le franchissement du premier seuil qui la séparait de l'élite aux circonstances accompagnant l'affirmation du stalinisme en Russie bolchévique. Nous avons tenté de démontrer ici que cet affermissement du pouvoir de Staline (à l'époque uniquement Secrétaire Général du Comité Central du Parti) et de l'appareil qui lui était soumis passa par l'établissement de deux champs d'action investis par le régime : l'industrialisation du pays et la légitimation symbolique du nouveau pouvoir par la propagande. L'élite brejnévienne est directement issue de cette époque troublée et les caractéristiques de son recrutement et de la nature de sa formation scolaire sont directement marquées par les préoccupations du régime de l'époque, qu'elle a fidèlement servi en échange de sa promotion. Ce fut son premier pas vers son institutionnalisation.

Nous commençons de même à comprendre comment une génération privée de toute ressource scolaire, économique et sociale parvint à profiter des conditions historiques qu'entraîna le bouleversement révolutionnaire traversé par le pays. Prenant en marche le train de la promotion sociale elle put quitter sa condition en rejoignant les rangs de la grande armée du nouveau système. S'il existait des individus plus dotés que les autres, tous étaient cependant redevables au système de leur statut social privilégié. Constituant une population sûre et fidèle (et fidélisée), les agents qui réussirent investirent les fronts économique et idéologique ouverts par les autorités, liant de fait leur destinée à la réussite des projets staliniens.

Leur ralliement intéressé à l'équipe de dirigeants dominée par la personne de Staline fut donc aussi inconditionnel que fut brutale leur ascension. Celle-ci fut largement facilitée par les purges lancées entre 1927 et 1929 contre les trotskystes, en 1931 contre les « spécialistes bourgeois », puis à partir de 1935 jusqu'en 1938 contre tous les opposants plus ou moins avérés à la ligne générale. Autrement dit, leur réussite n'était pas seulement conditionnée aux réalisations économiques, mais au triomphe personnel total de Staline lui-même et de son entourage, de ses projets politiques et hégémoniques, qui impliquaient inévitablement les répressions et les purges dont ils surent profiter. Leur allégeance ne pouvait qu'être totale car en dépendait leur futur. Et c'est à leur adhésion (au moins formelle) aux directives du pouvoir stalinien qu'ils devaient leur statut de privilégiés. On comprend ainsi combien le régime produisit et façonna sa future élite à son image, comment il s'assura de la fidélité de cette population. Ainsi fut franchie la première marche de leur irrésistible ascension vers les cimes du pouvoir.

Rappelons toutefois que nous n'en sommes encore qu'aux balbutiements de la carrière de notre échantillon. Ils ne sont à cette époque pas encore réellement membres de l'élite, mais leurs positions de cadres locaux du Parti ou de l'industrie les classaient indéniablement parmi les dominants. Nous n'avons traité ici que des dix premières années de leur vie au service du système soviétique, avant leur entrée réelle dans les rouages du système. Ils ne sont encore, à l'époque où nous parlons, que des agents en phase ascensionnelle qui, après avoir délaissé les bancs de leurs établissements d'enseignement supérieur, viennent tout juste de quitter leur profession pour faire carrière dans les organes du pouvoir. Il convient désormais de revenir sur le contexte historique global dans lequel ils évoluèrent et d'analyser comment, à partir des ressources, capitaux et postes nouvellement acquis, les agents construisirent leur carrière politique et leur ascension depuis le bas de la hiérarchie de l'Etat et du parti, pour arriver enfin, dans les années 1960, à la tête du pays.

- Chapitre 2 -

Histoire de la carrière politique de la seconde génération

En isolant un aspect très réel du bilan, et en laissant tout le reste dans l'ombre, on nous propose un Staline assaini qui peut trouver sans effort une place au sein du canon progressiste. Mais ce qui empêche ce stratagème de fonctionner, c'est que la mobilité ascendante de la génération Brejnev coïncide fâcheusement avec la grande mobilité descendante du Goulag.
Martin Malia, *Op. cit.*

La nature du stalinisme en cours d'implantation entraîna donc l'élévation assez artificielle d'une classe d'âge vierge et malléable. Les agents arrivaient au parti avec un faible niveau de capital scolaire et étaient bien souvent issus de milieux défavorisés. Or, on a observé que le Parti leur permettait de rattraper ce retard en leur délivrant l'ensemble des ressources dont ils avaient besoin. Nous avons mis en évidence la modestie de leur extraction et les conditions de leur premier accès aux capitaux scolaires et positionnels grâce à leur ralliement au stalinisme. Après avoir dévoilé les conditions sociales initiales de leur promotion, après avoir déterminé qui ils étaient, les opportunités que leur offrit l'histoire et les ressources dont ils disposaient au moment où ils entrèrent dans la carrière politique, nous poursuivrons cette étude en analysant dans ce chapitre l'histoire de l'ascension politique fulgurante de cette génération brejnévienne.

Nous souhaitons expliquer comment un groupe social aussi peu doté parvint à se hisser au pouvoir. Nous adopterons une perspective historique, évolutive et explicative, car nous pensons que la nature des conditions de leur ascension détermina les moyens mis en œuvre par ces individus pour accéder aux postes dominants, les monopoliser et ainsi créer les conditions d'un blocage de leur propre reproduction et donc une rivalité avec leurs successeurs. De même, nous verrons en quoi les conditions d'ascension de ce groupe ont influé sur sa composition, sa solidarité organique ainsi que son orthodoxie. Il n'est pas possible d'analyser un phénomène social sans revenir sur le contexte historique dans lequel il se déroule. Nous montrerons comment ces nouveaux cadres investirent le « champ

politique »⁸⁴, la manière dont ils profitèrent des conditions historiques et des leviers institutionnels pour établir leur domination progressive sur les organes centraux. Nous étudierons les moyens employés par cette génération pour se hisser au rang de nouvelle classe dirigeante. Nous réfléchirons à la manière dont s'est caractérisée cette ascension en revenant sur les différentes stratégies mises en œuvre, selon les possibilités institutionnelles (les filières d'accès au pouvoir central) et selon les perturbations apportées par les événements historiques traversés.

Les nouveaux promus du stalinisme quittèrent finalement les postes professionnels et académiques qu'ils venaient d'obtenir et qui leur conféraient le statut de membres de l'élite économique. Ils utilisèrent ces tremplins pour franchir le second seuil élitaire, qui se révéla le plus déterminant pour la suite de leur carrière, et entrèrent dans l'appareil du Parti et dans l'administration gouvernementale. Ainsi débuta leur ascension vers les cimes du pouvoir politique. Il nous faudra dans un premier temps analyser les filières de promotion offertes par le système soviétique et la manière dont s'en empara la future élite dirigeante. Nous démontrerons ensuite comment les événements historiques traversés par l'URSS au cours des années 1930 et 1940 déterminèrent le rythme de progression de ces carrières.

Nous cherchons à mettre ici deux choses en évidence. Tout d'abord, la manière dont les agents adaptèrent les ressources dont ils disposaient aux conditions historiques et institutionnelles en vigueur dans l'espace où ils évoluaient. La marge de manœuvre individuelle y était en effet réduite. En second lieu, nous voulons montrer comment cette phase ascensionnelle de leur trajectoire globale influa sur le processus de construction de leur habitus collectif, qui explique en partie leur pratique future du pouvoir et leur rapport aux institutions. Comment leur parcours politique au sein du système soviétique contribua à façonner leur conception du pouvoir ? Nous mettrons donc en avant les règles officieuses qui régissaient la promotion sociale en URSS, mais nous tenterons également de déterminer, hors des pesanteurs institutionnelles et historiques, la faible marge de manœuvre des individus qui disposaient toujours de la liberté d'employer leurs capitaux à bon escient.

⁸⁴ La notion peut évidemment choquer dans un tel contexte. Nous entendons seulement par là que le Parti et les organes gouvernementaux constituaient un embryon d'espace organisant la répartition des postes à responsabilités selon les ressources possédées et mobilisées par les agents.

Au-delà des seules réalités institutionnelles, nous évoquerons l'importance des événements historiques, des bouleversements de la grande histoire qui influèrent sur le déroulement des carrières et modifièrent momentanément la forme des mécanismes de promotion traditionnels, qui accroissaient ou restreignaient l'amplitude du champ des possibles ouvert à la poursuite victorieuse d'une stratégie d'ascension, accélérant les processus ou engorgeant les voies d'accès au Centre. Ce travail nous mènera de leurs premiers pas dans le Parti jusqu'à leur accession au pouvoir suprême. Nous mettrons alors en exergue le renforcement de la cohésion de ce groupe, qui déploiera des ressources génératrices de cohérence interne.

En effet, nous traiterons ici de leur accession aux postes réellement valorisés, c'est-à-dire à l'élite notablière de l'URSS : les postes de l'appareil du Parti ou de l'administration étatique permettant d'accéder aux organes centraux. La position de cadre de l'industrie ou de tête de file de l'Intelligentsia, certes intéressante, ne constituait que le plus bas niveau de la hiérarchie. L'élite soviétique à proprement parler, du moins ses sphères les plus élevées, siégeait à Moscou, au cœur des organes décisionnels du Parti et de l'Etat. La marche à l'élite commença donc pour eux dans les années 1930-1940, alors que nos individus quittaient les bancs de leurs instituts, leurs postes économiques et académiques pour entrer dans le « travail partisan » ou dans le « travail soviétique⁸⁵ ». Désormais parfaitement dotés en capital scolaire, bénéficiant de la confiance totale des autorités encore occupées à libérer certains postes locaux en les débarrassant des « ennemis du Peuple », ils purent envisager d'entrer dans les organes exécutifs locaux du Parti ou dans l'administration gouvernementale. Cette position constitua un passage obligé en même temps qu'un tremplin pour accéder au Centre. Nous allons désormais voir dans quelles conditions.

I. Les filières institutionnelles de promotion sociale en URSS

Nous avons distingué deux types d'agents : ceux qui accédèrent au Centre grâce à la possession d'un fort « capital partisan », catégorie qui regroupe les agents ayant effectué la majeure partie de leur carrière dans l'appareil du Parti. Ils débutaient souvent en s'établissant solidement à la tête d'un Comité local du Parti, pour être promu dans l'appareil d'un département central, en gravir les échelons et accéder à un poste de Chef de département ou

⁸⁵ L'expression « travail soviétique » renvoie au travail dans l'administration des Soviets (conseils).

Secrétaire. En second lieu, les agents dits « à fort capital étatique » n'exerçaient que rarement (voire jamais) de responsabilités partisans : ils poursuivirent leur carrière dans les ministères. Il existait deux types de voies pour accéder aux instances centrales du pouvoir soviétique. La première était celle du Parti, la seconde celle de l'Etat. On remarque d'abord que la majorité d'individus étaient quasiment ou totalement étrangers à l'une ou à l'autre institution.

Les postes économiques ou académiques n'étaient donc que des tremplins vers des postes politiques à responsabilités politiques. L'accès aux études ou à un emploi valorisé permettait à une majorité d'individus d'être promu à un poste local du Parti. 81% de l'échantillon occupa dans sa carrière un poste local et 64% resta plus de dix années à ce type de poste. Parmi les 36% restants, nous observons que Andreï Grechko, Nikolai Tikhonov, Andreï Gromyko, Dmitri Oustinov, Anatoli Dobrynine, Konstantin Roussakov, Vassili Kouznetsov et Konstantin Simonov n'ont jamais occupé un seul poste local. Tous siégeront plus tard au gouvernement ou au Praesidium du Soviet Suprême, hors du Parti. Si l'on s'intéresse aux individus y ayant siégé moins de dix ans, nous trouvons Alekseï Kossyguine qui n'exerça qu'une année, Sergueï Sokolov et Boris Ponomarev qui occupèrent des postes subalternes au Komsomol et Ivan Serbine qui ne siégea jamais à un niveau supérieur à celui de Secrétaire de Comité municipal du Parti. Nous comptons également Mikhaïl Souslov et Ivan Yastrebov qui occupèrent respectivement trois et deux postes de Secrétaires de Comité régional du Parti.

1) Les filières de promotion par l'appareil du Parti

Nous considérerons les autres (vingt-cinq individus) comme possédant un « fort capital partisan » : ils exercèrent longtemps dans l'appareil central et comptent plus de dix ans d'expérience locale du Parti. Ils occupèrent en moyenne six postes locaux sur une durée moyenne de dix-sept ans. Penchons-nous d'abord sur les postes locaux les plus importants. Par « importants », nous entendons les positions qui fournissaient le plus de ressources à leur occupant. Nous prenons ainsi en compte la nature de la fonction occupée et le nombre d'années au long desquelles l'agent siégea. Nous avons considéré que le poste local le plus important était celui qui permettait à l'individu d'accéder à l'appareil du Comité Central (CC) du PCUS, à Moscou. Ce qui signifie qu'un poste de Premier Secrétaire de Comité régional du Parti pouvait être plus important qu'un poste administratif au Comité Central du Parti Communiste de Biélorussie, par exemple.

Pour 37%, le dernier poste local était celui de Premier ou Second secrétaire du CC du Parti d'une République Socialiste Soviétique (RSS) fédérée et 17% en étaient simples Secrétaires ou Chefs de départements. La majorité de nos individus étaient donc, au moment de leur promotion au Centre, devenus dirigeants des Partis Communistes des RSS d'Ukraine, de Biélorussie, du Kazakhstan, de Moldavie ou de la République Carélo-finnoise. Par contre, 46% étaient issus de l'échelon régional et municipal : Premiers Secrétaires ou Chefs de départements de Comités régionaux ou municipaux du PCUS (dont le stratégique Comité municipal du Parti de Moscou). Tous régnaient donc sur des territoires importants.

Mais il ne s'agit ici que de l'aboutissement des carrières. Il convient de s'attarder un peu sur les trajectoires qui précèdent cette ultime promotion locale, ce qui nous permet de percevoir à la fois l'importance des postes de dirigeants des Comités régionaux du Parti et le caractère laborieux des carrières partisans locales. Le Premier Secrétaire d'un Comité du Parti régissait l'ensemble de la vie du territoire qu'il chapeautait. On a parlé à leur sujet de « barons » du Parti. Or on remarque que 74% des individus étudiés siégèrent au cours de leur carrière à la tête ou dans l'appareil d'un Comité régional. Cinq d'entre eux travaillèrent directement dans un Comité régional sans passer par les échelons inférieurs ; deux firent de même, mais après avoir occupé des postes au Komsomol. Enfin, il nous reste onze individus qui accédèrent à ce type de postes régionaux grâce au travail fourni dans les échelons encore inférieurs (Comités municipaux, d'arrondissements...). Les 26% qui n'occupèrent jamais de postes dans un Comité régional furent directement employés dans les appareils administratifs des Partis fédérés, ou furent encore Premiers Secrétaires de Comités municipaux du Parti. Cet échelon municipal était certes considéré comme inférieur, mais il n'en conférait pas moins une position de notable provincial à celui qui l'occupe⁸⁶.

Ces quelques chiffres issus de notre base de données montrent bien l'importance de l'échelon local dans la carrière des agents à fort « capital partisan », c'est-à-dire la majorité de la future élite brejnévienne. Le poste le plus valorisé était celui de dirigeant de Parti des grandes Républiques fédérées. Vient ensuite celui de dirigeant de Comité régional, puis municipal. Mais le chemin était long avant d'accéder à ces postes tant convoités qui représentaient un

⁸⁶ Lane David & Ross Cameron, "The CPSU ruling elite 1981-1991 commonalities and divisions", *Communist and Post-Communist Studies*, 1995-09, Vol 28, N°3, pp. 339-360.

véritable aboutissement et ponctuèrent un long parcours ascensionnel qui pouvait faire voyager les agents qui accumulaient les fonctions, gravissant à chaque étape un échelon supplémentaire.

Nous avons vu plus haut qu'en moyenne, les individus occupaient six postes locaux avant leur promotion au Centre. S'il existait une réelle mobilité géographique pour certains cadres, elle demeurait limitée. Nous comptons 26% d'individus qui exercèrent leur activité loin de leur lieu de naissance. Cela est dû à la recherche de postes municipaux et régionaux à pourvoir, en particulier suite aux purges de la fin des années 1930, mais aussi à la méfiance des autorités soviétiques par rapport aux élites autochtones des Républiques fédérées. En effet, si les Premiers Secrétaires des Partis fédérés étaient *presque* toujours des nationaux (nés sur le territoire de la RSS qu'ils dirigeaient), les Seconds Secrétaires étaient toujours des Russes. Cela explique la mobilité géographique et le fait que les Russes soient majoritaires alors que le nombre d'individus ayant siégé aux Secrétariats du CC des différents Partis fédérés est aussi élevé. La majorité des promus au Centre étaient donc tous des notables provinciaux, plus ou moins influents.

Nous comptons tout d'abord deux types de notables « républicains » (nous entendons par là ceux dont le dernier poste avant l'accès à l'appareil central était situé à la tête d'un Parti de RSS) : les nationaux promus à la tête du Parti de leur République et les Russes envoyés par le Département des Cadres du Comité Central (du PCUS) pour surveiller ces Partis fédérés. Nous identifions également un troisième profil, celui des notables locaux et régionaux (qui achevèrent leur carrière locale aux postes de Premiers Secrétaires de Comités régionaux et municipaux du Parti).

a) Les notables républicains « nationaux »

Les dirigeants de Partis fédérés « nationaux » étaient de vrais notables extrêmement bien implantés dans leur République. A l'exception de Dnimouhamad Kounaev, Premier Secrétaire du Parti kazakh de 1964 à 1986, passé par l'administration ministérielle, tous les dirigeants nationaux des Partis républicains étaient déjà des notables régionaux au moment de leur accession au poste suprême de Premier Secrétaire du Parti de leur RSS. Auparavant, ils avaient travaillé treize ans en moyenne dans des Comités municipaux ou régionaux de leur

RSS. Tous avaient occupé au moins un poste de Secrétaire de Comité régional du Parti et la moitié d'entre eux avait siégé à plusieurs postes dans des villes différentes. L'arrivée à la tête du Secrétariat du Comité Central d'un Parti républicain était pour eux la dernière marche à franchir ; ils devenaient ainsi membres de droit du Politburo du PCUS et leur longévité n'avait désormais pour obstacle que les remaniements qui pouvaient suivre les querelles de succession au cœur des organes centraux.

Prenons l'exemple du Premier Secrétaire du Parti de la RSS de Biélorussie, Piotr Masherov. Né en 1918 dans la province de Moguilev en Biélorussie⁸⁷, il profita de l'effort d'alphabétisation du régime et entra à la « faculté ouvrière » de pédagogie en 1934, puis étudia la physique mathématique à l'Institut pédagogique de Vitebsk en 1935. Il n'était alors pas membre du Parti. Il en sortit en 1939 et enseigna les mathématiques dans une école moyenne. Quand la guerre éclata, en 1941, il se porta volontaire et fut chargé d'organiser le mouvement de Partisans *Chitchorss*. Il entra au Komsomol en 1943 et devint officier politique, chargé d'organiser un autre mouvement partisan biélorusse *Rokossovski*. Il en retirera un immense prestige auprès des Biélorusses par la suite. A la libération, en 1944, il bénéficia de la reconquête et de l'élimination des élites biélorusses par les nazis ; il fut nommé Premier Secrétaire du Comité régional du Komsomol de Minsk libérée. Sur la lancée de son passé héroïque, il devint Secrétaire, puis Premier Secrétaire du Comité Central du Komsomol de Biélorussie en 1946. En 1954, suite aux remaniements ayant suivi la mort de Staline et alors que Khrouchtchev semblait devoir l'emporter sur Malenkov, il fut nommé Second Secrétaire du Comité régional du Parti pour la région de Minsk ; l'année suivante, il fut nommé Premier Secrétaire du Comité régional du Parti de la région de Brest. Après un travail jugé satisfaisant, il devint l'un des Secrétaires du Comité Central du Parti biélorusse en 1959. Il semble s'être rallié à la faction qui prit le pouvoir en 1964, car on remarque qu'il fut nommé Premier Secrétaire du Parti biélorusse en 1965, alors que Brejnev imposait ses hommes aux postes importants. Il y remplaça Kirill Mazurov, nommé au Conseil des Ministres de l'URSS. Elu au Politburo au Congrès de 1966, il régna jusqu'en 1980, date de sa mort accidentelle.

Le trajet de Masherov est un bon exemple du parcours de cette élite républicaine très bien implantée dans sa République natale, grâce à une grande expérience des postes régionaux. Lui-même exerça quinze ans au poste clef de Premier Secrétaire du Komsomol biélorusse,

⁸⁷ Il serait le descendant d'un soldat français de la Grande Armée (*Komsomolskaya Pravda*, 21/02/2008).

puis à la tête des régions de Brest et Minsk. Il siégea encore sept ans au Comité Central du Parti biélorusse (comme secrétaire) avant d'en devenir Premier Secrétaire. Son poste de membre de droit du Politburo (en tant que dirigeant d'une « grande » RSS) lui donnait une légitimité incomparable en Biélorussie. Mais dans le même temps, il était indispensable pour l'équipe qui régnait depuis Moscou, de contrôler le groupe de dirigeants qui tenaient les Républiques soviétiques. Il ne fut pas nommé par hasard en 1965. C'est l'année qui suivit le renversement de Khrouchtchev par le groupe mené par Brejnev, Souslov, Kossyguine et Podgorny (Premier Secrétaire du Parti ukrainien). Il en fut ainsi avec les dirigeants de Partis des autres RSS. Tous étaient également issus de cette première filière, celle des grands notables républicains, dotés d'une longue expérience des postes régionaux dans leur République. L'accès à l'élite *centrale* était garanti par le siège qui leur était réservé au Politburo.

b) Les notables républicains parachutés

Intéressons-nous désormais au cas des Russes que nous avons identifiés à la tête de Partis de Républiques qui n'étaient pas les leurs. On distingue en effet des agents envoyés dans les Comités Centraux des différents Partis fédérés afin de s'assurer de la mise au pas des nouveaux territoires conquis ou tout simplement pour contrôler l'activité politique des Républiques. Notre échantillon comporte quatre individus relevant de ce profil. Il s'agit de Léonid Brejnev, envoyé en Moldavie et au Kazakhstan, de Youri Andropov envoyé en République Carélo-finnoise, de Konstantin Tchernenko, lui aussi envoyé en Moldavie et de Arvid Pel'she renvoyé dans sa République natale, la Lettonie, alors qu'il s'en était détourné depuis longtemps. Nous ne reviendrons pas sur le cas de ce dernier, traité plus haut, nous rappellerons seulement qu'il fut envoyé en 1941 dans la RSS de Lettonie annexée depuis 1940 (dans le cadre des accords secrets du pacte germano-soviétique de non-agression), alors qu'il n'avait plus aucun lien avec ce territoire. Il y resta vingt-cinq ans (jusqu'en 1966).

La Moldavie fut rattachée à l'URSS à partir de la Bessarabie, région annexée à la Roumanie après la Deuxième guerre mondiale. C'est un territoire qu'il fallait également soviétiser, d'où l'envoi, à sa tête, de Léonid Brejnev, en 1950. Celui-ci avait une longue expérience locale du Parti. Il avait occupé de nombreux postes dans la région de Dniepropetrovsk en Ukraine, spécialement à la fin des années 1930 et avait montré sa fidélité pendant la guerre (il était

officier politique). Il resta trois ans (de 1950 à 1953) à la tête de cette nouvelle République. Il y rencontra Tchernenko qui fut également envoyé en Moldavie de 1948 à 1956, comme Chef du Département de l'agit-prop. On remarque également la présence en Moldavie, à cette époque, d'un autre Russe, Sergueï Trapeznikov (futur bras droit de Brejnev) chargé d'organiser une école locale de cadres du Parti. Brejnev fut ensuite envoyé au Kazakhstan, en 1954, dont il occupa brièvement les postes de Second puis Premier Secrétaires. Il entra ensuite définitivement dans l'appareil central en 1955, jusqu'à sa mort en 1982.

Youri Andropov (né en 1914) fut quant à lui promu entre 1936 et 1938 à la tête du Komsomol de Yaroslavl, après avoir travaillé comme ouvrier (en Ossétie puis à Yaroslavl) et obtenu une formation technique (tekhnikum). Il fut envoyé en 1940 à la tête du Komsomol de la République Socialiste Soviétique Carélo-finnoise à peine créée. Il y resta durant toute la guerre et organisa les mouvements de Partisans du front nord. En 1944, il fut récompensé de ses efforts et reçut le poste de Premier Secrétaire du Comité municipal du Parti de Petrozavodsk (la capitale de la RSS). En 1947, il fut nommé Second Secrétaire du Parti de cette même République, rôle habituel des chaperons russes envoyés par le Département des cadres du PCUS. Jusqu'alors faiblement doté en capital scolaire, il profita de sa position pour recevoir une formation historique de l'Université d'Etat de Carélie. Il fut ensuite promu inspecteur du Comité Central du PCUS en 1951. Il resta à Moscou jusqu'à sa mise à l'écart après la mort de Staline : il fut alors nommé ambassadeur de l'URSS en Hongrie de 1954 à 1957. Il revint au Secrétariat à la faveur de l'éviction du « groupe antiparti » par Khrouchtchev : il devint alors chef du Département chargé des relations avec les pays du Bloc puis Secrétaire du Parti aux affaires internationales. Il reçut enfin le poste de Président du KGB en 1967, après la victoire de Brejnev. Il succéda à Brejnev en 1982 et mourut en 1984.

La constante entre toutes ces destinations était la méfiance que les autorités nourrissaient à leur égard et le manque de cadres locaux sur lesquels les autorités partisans pouvaient s'appuyer. Il est possible de parler de véritables parachutages de notables (plus ou moins) déjà établis dans leur région d'origine et ayant donné des signes de fidélité à la ligne générale. Ces postes constituaient pour leurs occupants la chance inespérée, pour peu que leur travail y fût efficace, d'accumuler des ressources indispensables à leur accès aux organes centraux. On le voit pour Brejnev qui acheva de constituer son réseau et entra au Secrétariat du Parti immédiatement après. Tchernenko obtint en Moldavie son poste le plus élevé et accrut son

capital social en rejoignant le réseau de Brejnev (il devint même son second) et son capital scolaire en achevant l'Institut pédagogique de Chisinau. Brejnev le fit nommer « référent » à ses côtés dans l'appareil central du Parti en 1956. De même, Andropov put acquérir de l'expérience, lui qui fut si brutalement promu à Yaroslavl à la faveur des purges. Son action pendant la guerre ne put que le valoriser et il obtint le statut de notable républicain tant recherché. Il profita même de son poste pour renforcer son capital scolaire, ce qui lui permit visiblement d'intégrer l'appareil central du PCUS. Quant à Pel'she, il passa du statut d'intellectuel à celui de dirigeant local de premier plan.

C'est le second type de stratégie « républicaine » mise en œuvre par les agents. Le terme de « stratégie » est peut-être exagéré, car la nomination venait d'en haut. Mais la promotion reposait également sur la motivation des agents d'obtenir des postes valorisés et valorisants⁸⁸. Il y a à l'origine de la mutation la volonté affichée du militant d'accéder à certains postes. Ceux-ci convertissaient alors leur capital politique, à savoir les gages de travail, d'efficacité et de fidélité qu'ils avaient donnés au pouvoir central, en nominations à la tête de territoires que les autorités centrales tenaient absolument à maintenir sous tutelle. Les conditions d'exercice étaient très difficiles et la tâche dévolue était loin d'être évidente ; on retrouve alors deux choses : le côté missionnaire qui caractérisait tant l'idéal avant-gardiste du militant communiste⁸⁹ et la nécessaire fidélité à la ligne générale (nous sommes toujours à l'époque stalinienne) pour accéder aux postes locaux importants. Le contrôle des cadres était en effet très pointilleux⁹⁰ et la nomination était décidée, en partie, au vu des résultats obtenus⁹¹. L'agent désigné pour mener ce genre de mission devait être capable et était à terme récompensé par un accès rapide aux responsabilités centrales. La destinée de trois de ces exemples montre à quel point la direction des Cadres s'adressait à des serviteurs dévoués du régime pour occuper ce type de postes et montre également quel destin l'histoire leur réservait ; Brejnev, Andropov et Tchernenko seront tous Secrétaires Généraux. Quant à Pel'she, son passé de « vieux bolchévique » rescapé de la répression était la meilleure preuve de sa fidélité.

⁸⁸ Voslenski Mikhaïl, *Op. cit.*, p. 105.

⁸⁹ Werth Nicolas, *op. cit.* p. 97.

⁹⁰ Voslenski Mikhaïl, *Op. cit.*, p. 106.

⁹¹ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 59.

c) Les notables régionaux

Etudions désormais la troisième possibilité de promotion, par le levier de postes tout aussi déterminants pour les organes centraux du Parti : ceux des chefs régionaux et municipaux. Ceux-ci étaient le groupe le mieux représenté au Comité Central du PCUS (qui élisait le Secrétariat et le Politburo)⁹² ils étaient indispensables pour tenir le pays, à l'image de superintendants du socialisme. C'est surtout le cas de la République fédérée de Russie (RSFSR), immense territoire qui ne possédait pas « son » Parti. Elle était gérée directement, selon les époques, par un ou plusieurs Départements du Comité Central du PCUS. L'échelon régional prenait donc ici toute son importance ; il était l'unique intermédiaire entre les organes centraux du Parti de l'Union et la province. L'accès au Centre pouvait donc se faire directement depuis l'échelon régional, sans le passage obligé par l'appareil central du Parti d'une République fédérée, puisque la Russie n'en possédait pas. Toutes ces caractéristiques leur donnaient un grand pouvoir et en faisaient de véritables notables, à l'instar des dirigeants des Partis républicains. A partir de ces postes, ils pouvaient envisager d'entrer au Comité Central du PCUS, d'être élus au Soviet Suprême, c'est-à-dire d'obtenir des têtes de pont à Moscou. Ils pouvaient de même envisager sereinement la nomination à un poste de l'appareil central. Ou alors, comme nous l'avons vu, ils pouvaient être à nouveau mutés au niveau des Comités Centraux des Partis de RSS et obtenir encore un grade supplémentaire avant d'entrer dans les organes centraux du Parti. Ils rejoignaient alors le petit groupe mis en évidence dans le paragraphe précédent. Mais nous ne nous occupons ici que de ceux qui accédaient au Centre directement depuis leurs postes régionaux.

La seconde moitié de notre effectif à fort capital partisan est dans ce cas. Les agents avaient alors une expérience moyenne de quatorze ans au niveau local et occupaient environ six postes différents. L'accès à la position de Premier Secrétaire d'un Comité régional permettait d'intégrer à terme l'appareil central. En moyenne, les individus cooptés par la suite au niveau de l'appareil central restaient cinq ans à leur dernier poste local. Le Comité municipal du Parti

⁹² Ils ne faisaient bien souvent que valider les listes proposées par le Secrétaire Général. Sous Staline, la surveillance terroriste du NKVD sur le Parti lui avait ôté toute capacité de nuisance. Par contre, avec la déstalinisation, il devenait nécessaire pour les équipes dirigeantes de disposer du soutien du Comité Central ; celles-ci ne pouvant plus exercer de répression massive sur ses membres, le CC pouvait constituer un contre-pouvoir : Khrouchtchev s'en servit pour faire exclure ses opposants (anciens proches de Staline) du « groupe antiparti » en 1957 ; la coalition Brejnev prit la place de Khrouchtchev suite à un vote du CC destituant ce dernier en 1964.

de Moscou (MGK) était un cas à part, car du fait de son rôle stratégique, son dirigeant siégeait de droit au Politburo (comme le Premier Secrétaire du Comité régional de Leningrad). Un seul fait exception, Sergueï Trapeznikov dont le poste local le plus élevé fut Premier Secrétaire d'un Comité d'arrondissement, ce qui ne lui permit pas d'accéder à l'appareil du Comité Central du PCUS. Il fut en réalité muté vers la Moldavie comme directeur de l'Ecole républicaine du Parti auprès du CC du Parti moldave, en 1948. Il y rencontra Brejnev qui le promut, à l'instar de Tchernenko, en 1956 à ses côtés comme assistant personnel.

Voici résumées les trois filières d'accès à l'élite soviétique par les organes du Parti. Grâce à l'accès à ce types postes, les individus quittaient leurs statuts de subordonnés et obtenaient progressivement des responsabilités leur conférant un statut de notable provincial qui leur donnait une assise, un fief sur lequel ils pouvaient étendre leur influence et acquérir des ressources en termes de capital social, scolaire et politique. Si ce dernier type de capital est loin d'être évident à cerner, il renvoie à la capacité à démontrer ses qualités de gestionnaire et ses aptitudes à appliquer la ligne du Comité Central du PCUS. 57% de l'élite soviétique était issue de cette filière. Ils étaient donc des serviteurs du Parti issus des secteurs économiques ou n'ayant jamais travaillé, mais possédant une grosse expérience de postes locaux qui se cristallisait dans les dernières années de la carrière par l'accession au poste conférant le statut de notable provincial (républicain ou régional), autrement dit de « superintendant du soviétisme ». La conversion des ressources accumulées en termes de capital institutionnel social, politique, réputationnel et personnel se faisait à ce moment décisif de la carrière : depuis leurs postes de dirigeants régionaux et républicains du Parti, les agents accédaient à l'appareil central du Parti. Les Comités locaux du Parti étaient l'antichambre de l'élite du Comité Central.

Tableau 6 – Bilan de l'expérience locale des trois types d'agents promus par le Parti

	Dirigeant de RSS national	Dirigeant de RSS parachuté	Dirigeant Obkom/Gorkom
Nombre de Postes locaux occupés	6	7	6
Temps passé au niveau local	13	19	14
Temps passé au dernier poste local	10	4	5
Effectif total	10	4	11

Il reste à signaler un dernier groupe de trois individus dont le parcours ne peut être rangé dans aucune des deux filières. Il s'agit de ceux qui ont accédé directement à l'appareil central du Parti sans avoir eu besoin de sacrifier au parcours qui attendait leurs camarades. Les deux premiers sont Souslov et Ponomarev dont nous avons déjà vu les histoires personnelles. Ceux-ci accédèrent au Centre en tant qu'intellectuels ayant montré leur fidélité à la ligne générale en cours à l'époque de leur ascension. C'est moins vrai pour Souslov qui siégea quelques années à Stavropol, où il organisa également les mouvements partisans au cours de la guerre. Le troisième est Nikolai Savinkine, chef du Département des organes administratifs du CC, qui a accédé directement à l'appareil central sans passer par l'échelon local. Il servit dans l'Armée de 1935 à 1945, date à laquelle il devint officier politique, jusqu'en 1950. Il sortit cette année-là diplômé de l'Académie militaro-politique *Lénine* (qui formait les commissaires politiques supérieurs) et fut nommé Instructeur au Département administratif du CC du PCUS. Il devint chef de secteur de ce Département, chargé de contrôler l'activité du KGB, puis chef de Département adjoint, puis chef du Département en 1968. L'arrivée d'Andropov à la tête du KGB assura la tutelle du Parti sur le KGB et diminua le rôle de ce Département. Il se retira en 1987. On observe ainsi peu d'exception à la règle.

2) Le système de promotion par l'administration étatique

La tendance la plus visible, que nous venons de traiter est celle des cadres n'ayant aucune ou très peu d'expérience de l'administration étatique. Cela est dû au terrain étudié : nous possédons surtout des caractéristiques concernant des apparatchiks et très peu de membres du gouvernement à part les quelques ministres régaliens siégeant au Politburo. Seulement, s'ils ne sont pas présents en nombre (nous en comptons douze), leur historique laisse percevoir un profil profondément différent des individus passés par le Parti. Après avoir exploré la trajectoire des agents à fort capital partisan, nous pouvons distinguer des individus à « fort capital étatique ». Nous les diviserons en deux groupes, même si la majorité appartenait clairement au premier. Nous dénombrons un premier type de « profil étatique pur » : Il s'agit de huit individus n'ayant jamais ou très peu occupé de postes au sein des organes du Parti. Leur parcours constitue une particularité que nous devons appréhender en tant que telle. Le second type de profil est celui des agents qui réalisèrent leur ascension grâce aux organes étatiques, mais qui accédèrent finalement à un poste important de l'appareil central du Parti (ils sont quatre). Quelle que soit la manière dont s'acheva leur carrière (à un poste ministériel

important ou à un poste partisan central), leur parcours est semblable et diffère beaucoup de celui des agents à fort capital partisan.

a) Les serviteurs de l'Etat

Il en existe là aussi deux types : les membres des ministères régaliens et ceux des secteurs économiques. Des premières injonctions de Lénine à la planification totale stalinienne, les dirigeants de l'URSS développèrent une forme particulière de capitalisme d'Etat total, où l'ensemble de l'économie était possédée par l'Etat. L'ensemble des activités économiques appartenait donc aux ministères et tous les travailleurs du monde économique étaient finalement des travailleurs d'Etat, sous la férule juridique de leur ministère de tutelle. Un directeur d'usine occupait donc le plus bas échelon de l'administration, à la frontière avec le domaine plus concret de la production. Les meilleurs directeurs d'entreprises pouvaient donc, en obtenant de l'avancement, entrer dans l'administration ministérielle qui chapeautait leurs entreprises. C'était le parcours suivi par la plupart des agents que nous étudions. Ceux-ci exerçaient longtemps dans la production en tant que cadres supérieurs (ingénieurs en chef) ou directeurs d'entreprises/usines et obtenaient une promotion plus ou moins élevée dans l'administration qui dominait leur établissement.

Prenons l'exemple du futur Premier Ministre de Brejnev, Alekseï Kossyguine, né en 1904 à Saint-Pétersbourg dans une famille de paysans originaires de Moscou. Il entra très jeune dans l'Armée Rouge en 1919 et servit dans le « génie militaire » au cours de la guerre civile. Dès 1921, il étudia la logistique et l'approvisionnement grâce au Narkomat⁹³ à l'approvisionnement, puis entra la même année au tekhnikum « de gestion des coopératives » de Leningrad. Il l'acheva en 1924 et travailla comme instructeur dans une coopérative de consommation à Novorossisk. En 1926, il fut nommé organisateur du département « planification » de la coopérative de consommation de Kirensk (Irkoutsk). Il entra au Parti en 1927. Dès 1928, il fut promu Directeur du Département du Plan de la coopérative de consommation du Territoire (Kraï) de Sibérie. En 1930, il entra à l'Institut d'ingénierie textile de Leningrad, puis travailla dans une usine de textile de la ville comme « maître » en 1935. Sa nouvelle formation et sa carte du Parti lui furent d'un grand secours quand Staline et Ejov lancèrent les purges et la grande terreur. A partir de 1936, il connut une rapide promotion: il

⁹³ Commissariat du Peuple (= Ministère).

devint chef d'atelier, puis directeur d'une autre fabrique en 1937. En 1938, il investit son capital économique, personnel et politique dans le champ du pouvoir local et entra dans l'appareil du Comité régional du Parti de Leningrad (Chef du département des transports et de l'industrie, ce fut le seul poste partisan qu'il occupa). Il se fit dans le même temps élire Président du Comité exécutif du Soviet (Conseil) municipal de Leningrad⁹⁴ ; ce poste lui donnait un statut équivalent à celui de Maire. Dès 1939, il fut élu au Comité Central du PCUS et obtint le poste de Commissaire du peuple (Narkom) à l'industrie textile. En 1940, son ascension fulgurante se poursuivit : il fut nommé Président adjoint du Conseil des Commissaires du Peuple (Sovnarkom, le Gouvernement), dont Staline prit la présidence en 1941.

Il fit preuve d'une grande activité pendant la guerre et rejoignit le Conseil d'évacuation ; il s'occupa d'évacuer les usines soviétiques vers l'est. En 1942, il fut délégué par le Comité d'Etat à la Défense pour organiser le ravitaillement de Leningrad assiégée⁹⁵. En 1943, il retrouva l'administration étatique comme Président du Sovnarkom de la République de Russie, puis repartit au Sovnarkom de l'URSS en tant que Président adjoint (Staline en était toujours le Président). Il entra au Politburo en 1948, puis alterna à la tête de différents ministères : Finances, Industrie légère, alimentaire et des biens de consommation, jusqu'en 1957 où il devint à la fois Premier Président Adjoint du Gosplan et Président du Conseil des Ministres de l'URSS, en contrepartie de son soutien à Khrouchtchev face au « groupe antiparti ». Il changea souvent de postes sous Khrouchtchev (Comecon, puis retour au Conseil des Ministres...) puis fut l'un des principaux acteurs de son renversement en 1964. Khrouchtchev avait réussi, à l'instar de Staline, à cumuler le poste de Secrétaire Général et celui de Président du Conseil des Ministres. Renversé, Kossyguine lui ravit alors ce dernier poste. Favorable au renouveau de la pensée économique et sociologique soviétiques, il mena dès 1965 une habile réforme économique qui développa considérablement le niveau de vie des citoyens soviétiques jusqu'aux années 1970⁹⁶. En 1980, il décéda immédiatement après sa mise à la retraite (à soixante-seize ans).

⁹⁴ Les Soviets étaient l'équivalent de nos conseils municipaux, généraux et régionaux. Leur direction était collective et assumée par un « Comité exécutif ». Ils étaient doublés et contrôlés par les Comités du Parti de l'échelon correspondant.

⁹⁵ Il organisa en personne le fameux ravitaillement de la ville à travers le lac Ladoga gelé.

⁹⁶ Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008, p. 483.

Kossyguine illustre de la manière la plus frappante qui soit les parcours ascensionnels fulgurants que l'administration étatique réservait à ses fonctionnaires. Il passa toute sa vie à la tête des ministères de ses deux domaines professionnels de prédilection : l'approvisionnement (pendant la guerre) et l'industrie légère (textile, alimentaire...) Un autre agent possède le même genre de caractéristiques, mais semble moins lié au Parti. Il s'agit de Nikolaï Tikhonov.

Né en 1905, il entra au tekhnikum « de petite voirie » en 1920, puis travailla un an comme cheminot en 1924, avant d'entrer à l'Institut métallurgique de Dniepropetrovsk (en Ukraine). Diplômé en 1930, il travailla comme ingénieur à l'usine de tuyauterie de la ville. En 1940, après avoir monté rapidement les échelons à la faveur des purges, il fut nommé ingénieur en chef et entra en même temps au Parti. Dès 1941, il fut muté dans l'Oural comme ingénieur en chef d'une usine de la région de Sverdlovsk (certainement évacuée). En 1947, il fut promu directeur de l'usine de tuyaux de Nikopol et entra dès 1950 dans l'administration du ministère de la sidérurgie de l'URSS, comme Chef de la Direction des tuyaux. En 1955, il devint Ministre adjoint de la sidérurgie d'URSS. Les réformes administratives de Khrouchtchev le menèrent à la tête du Sovnarkhoze⁹⁷ de Dniepropetrovsk. En 1963, il obtint le poste de Président adjoint du Gosplan. Le *putsch* de velours brejnévien lui permit d'obtenir la présidence adjointe du Conseil des Ministres, à côté de Kossyguine. Une fois ce dernier retraité, en 1980, il prit sa place, jusqu'en 1985. Tikhonov semblait donc mieux doté en capitaux initiaux ; sa carrière était déjà bien entamée quand il entra au Parti afin de poursuivre sa stratégie de promotion sociale. Il n'occupa jamais aucun poste au Parti, mais fut directement promu dans son ministère de tutelle depuis sa position de directeur d'usine.

Nous sommes ici face à un second type de promotion sociale. L'ascension par le Parti impliquait l'acquisition d'un statut de notable local, fidèle à la ligne générale mais appartenant déjà à la classe des privilégiés. Nous nous situons ici bien plus dans un système de promotion administratif et hiérarchique basé sur une double exigence : l'esprit de corps, le service de l'institution et la compétence technique. En effet, le système économique soviétique était en crise permanente et devait continuellement gérer dans l'urgence d'innombrables problèmes techniques, ce qui, selon nous, explique la valorisation permanente de spécialistes perçus comme efficaces et en mesure de faire face aux problèmes rencontrés

⁹⁷ Conseil économique populaire : Fer de lance de la planification déconcentrée khrouchtchéviennne, ils devaient remplacer les énormes ministères centraux en délocalisant la planification. Ils permettaient également d'éloigner du centre du pouvoir les rivaux potentiels de Khrouchtchev du Gouvernement.

par les organes de gestion de la politique économique du pays (les ministères). Les agents semblent plus libres vis-à-vis du Parti, ce que montrent différentes études⁹⁸. Mais le processus de promotion étatique semble octroyer moins de prérogatives que le passage par les postes locaux ; si les ministères permettaient à terme le détournement et l'appropriation de certaines des activités économiques⁹⁹, les agents ne disposaient pas du même pouvoir politique que les notables locaux. Les ministères régaliens reproduisaient aussi ce schéma. Gromyko, Ministre des affaires étrangères, était agronome de formation, mais il possédait une longue expérience de son ministère. Sokolov et Grechko, Ministres de la Défense étaient des militaires de carrière. Un seul ministre de la Défense échappa à cette règle, et non des moindres, il s'agit de Dmitri Oustinov. Mais cet esprit de corps était tellement implanté qu'il fut une première fois (en 1967) refusé par l'establishment militaire¹⁰⁰ qui lui préféra Grechko, un vrai militaire. L'étude de son cas nous permet de passer à la seconde catégorie de « promus par l'Etat ».

b) Les serviteurs de l'Etat captés par le Parti

Le profil de Dmitri Oustinov (né en 1908) est très intéressant. Après un passage éclair dans l'Armée Rouge de 1922 à 1923 (au Turkestan en cours de pacification), il travailla comme ouvrier. Entré au Parti en 1927, il profita des ressources mises à sa disposition par le régime et rejoignit l'Institut polytechnique d'où il sortit Ingénieur-constructeur, puis l'Institut militaire de Leningrad. Il travailla au bureau de recherche scientifique pour l'artillerie en 1934. En 1937, pendant la terreur, il prit directement la tête de l'usine « Bolchévik » de Leningrad, puis fut nommé Narkom, (Ministre) de l'armement de l'URSS en 1941. En 1957, il fut promu à la Présidence du Conseil des Ministres de l'URSS, comme Président adjoint chargé des questions militaro-industrielles. En 1965, avec l'établissement au pouvoir de Brejnev, il quitta l'Etat et devint Secrétaire du CC du PCUS chargé du complexe militaro-industriel. Il dut renoncer au Ministère de la Défense, gagné par Grechko en 1967. Il l'obtint toutefois en 1976, à la mort de ce dernier. Homme de l'industrie militaire plus que de l'Armée elle-même, il lutta fermement pour la prééminence des intérêts de son secteur et soutint l'énorme hausse des crédits militaires qui caractérisa la deuxième partie de la période Brejnev et qui amputa la croissance de l'économie et le bien-être de la population qui avait pourtant augmenté depuis

⁹⁸ Lane David & Ross Cameron, "Limitations of Party control: the Government bureaucracy in the USSR", *Communist and post-communist studies*, 1994, 27 pp. 19-38.

⁹⁹ Lewin Moshe, *Op. cit.* p. 275 + cf. note 53.

¹⁰⁰ Lane David (Dir.) *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University press, 1998, p. 178.

les années 1960. Proche ami d'Andropov et Gromyko¹⁰¹, il s'opposa cependant à l'ascension de Gorbatchev, mais mourut en 1984.

Nous sommes ici en présence d'un cas plus rare d'individus ayant monté les échelons de l'administration gouvernementale qui se sont tournés vers l'appareil central du Parti une fois arrivés au plus haut niveau. Konstantin Roussakov était de ceux-ci, sauf qu'il demeura dans l'appareil central du Parti, alors qu'Oustinov repartit au gouvernement. Roussakov naquit en 1909 d'un père policier. Nous ne savons rien de lui avant 1925, date à laquelle il entra à l'Institut polytechnique de Leningrad. Il en sortit diplômé en 1930 et travailla un an comme ingénieur dans la construction, avant de passer sous la coupe du Narkomat à l'industrie alimentaire, au sein du Département de la conception des systèmes de conservation de la viande froide. Il travailla encore dans ce secteur jusqu'en 1941, à différents endroits : en RSS d'Arménie, à Leningrad, à Irkoutsk. En 1941, il entra au Narkomat de la pêche dans le département de la construction (d'infrastructures). Il ne rejoignit le Parti que tardivement, en 1943, ce qui semblerait dénoter un certain niveau de ressource initial. Cette adhésion lui permit d'accéder à la Direction centrale de la construction du Narkomat pour la pêche.

En 1946, il fut nommé Ministre de l'industrie poissonnière¹⁰², il y restera jusqu'en 1957 malgré quelques irrégularités. Certainement favorable au groupe antiparti, il fut éloigné en 1957 et rejoignit l'ambassade d'URSS en Pologne. Il revint en 1960 travailler dans l'appareil central du PCUS, puis fut nommé ambassadeur en Mongolie deux ans plus tard. En 1964, l'arrivée au pouvoir de la coalition brejnévienne lui permit de revenir en URSS, mais il devait cette fois ne plus quitter l'appareil du Comité Central. Il fut chargé des liens avec les Partis des pays du Bloc jusqu'en 1972, année où il devint collaborateur personnel de Brejnev. Il revint à son poste précédent en 1977, jusqu'à sa mise à l'écart en 1986. Il possédait le profil typique des cadres issus du système de promotion gouvernemental, mais les intrigues politiques l'orientèrent vers les postes du Comité Central plutôt que vers ceux des Ministères.

Il en allait de même pour certains cadres de Partis républicains qui ne suivirent pas le même parcours que leurs semblables. En l'occurrence, il s'agit de Nikolaï Podgorny (Ukraine) futur Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS (chef de l'Etat) dont le parcours était

¹⁰¹ Gorbatchev Mikhaïl Sergeïevitch, *Mémoires. Une vie et des réformes*, Editions du Rocher, Collection « Document », 1997. (édition originale en russe 1995), p. 167.

¹⁰² Successeur du Commissariat du Peuple à la pêche.

mixte et de Dnimuhamad Kunaev (Kazakhstan). Ce dernier monta d'abord les échelons de l'administration gouvernementale kazakhe, puis accéda au poste de Président du Conseil des Ministres de la RSS du Kazakhstan. De là, il fut nommé Premier Secrétaire du CC du Parti kazakh et entra au Politburo, où il resta pendant toute la période Brejnev.

Il ressort de ce paragraphe que le second type de filière promotionnelle (étatique) avait la particularité d'être rapide, direct et vertical. La période d'errance locale qui caractérisait le parcours des agents à fort capital partisan, période décisive au cours de laquelle s'acquerrait la plus grosse partie des ressources notabiliaires nécessaires prend ici une forme différente. Ce n'est plus la notabilité ni la capacité à tenir une région ou une République qui étaient mis en évidence, mais plutôt l'esprit de corps ministériel et la compétence technique. Les ministères promouvaient en effet des agents issus de l'encadrement de la production et membres du Parti. Après un bref passage par les échelons inférieurs des Directions ministérielles, les individus pouvaient espérer obtenir le poste de Ministre ou Ministre adjoint. Cela leur permettait d'accéder au Politburo quand le ministère était important, ou alors d'accéder au statut de Président adjoint du Conseil des Ministres, tremplin vers le Politburo en cas de défaillance du Président titulaire. Les agents pouvaient également parfois, comme nous l'avons vu, passer dans l'appareil du Parti.

3) Conclusion

Ainsi étaient structurées les filières d'ascension sociale de la méritocratie soviétique. Malgré les nuances, nous pouvons discerner deux types de parcours bien différents, ce qui laisse à penser que les habitus des agents issus de chacun de ces parcours étaient eux-aussi différents. Déterminés par les conditions de leurs parcours les fonctionnaires (étatiques) différaient donc des apparatchiks (du Parti) et purent développer des stratégies de promotion différentes, en fonction des ressources dont ils disposaient. Ils semblent être moins dépendants de l'aide indirecte du Parti pour obtenir leur formation et donc mieux dotés au départ. Rappelons également que la majorité des Directeurs d'usines étaient des ingénieurs entrés au Parti avec un bagage intellectuel bien plus fourni. Or, le passage par le poste de Directeur d'usine était une étape obligée pour atteindre un poste ministériel.

Les fonctionnaires étaient donc différents, leur parcours semble plus linéaire, moins laborieux que celui des apparatchiks. Ils devaient moins au Parti et lui donnaient moins. Par contre, il ne faudrait pas en déduire une moindre propension à défendre l'orthodoxie du régime. En effet, la déliquescence du système d'économie administrée donnait un pouvoir économique considérable aux fonctionnaires des gros ministères industriels¹⁰³ et même, au fil du temps, une réelle capacité à s'approprier les ressources économiques sous leur tutelle juridique¹⁰⁴. Ceux-ci n'avaient donc aucun intérêt à voir évoluer le système. De plus, ils avaient tout de même développé un esprit de corps et de solidarité au cours de ces années et étaient parfaitement conscients que la nature du régime ainsi que ses succès permirent leur ascension et cette appropriation des ressources publiques. Enfin, si leur histoire institutionnelle divergeait de celle des apparatchiks, ils traversèrent les mêmes événements historiques, déployèrent les mêmes réseaux d'interdépendance et de solidarité et surtout, organisèrent leur domination sur un consensus d'intérêts qui les réunissait tous¹⁰⁵.

II. L'influence des événements historiques des années 1930-1960

Après avoir mis en évidence les filières théoriques, analysons désormais les facteurs qui modifiaient le rythme traditionnel de l'avancement des carrières, qui tempéraient la linéarité des modèles « méritocratiques » idéal-typiques décrits dans le paragraphe précédent. Les événements historiques influencèrent parfois la célérité des promotions et rapprochèrent des agents dont les habitus étatiques et partisans s'étaient pourtant éloignés. Il est important de mentionner ces points car ils peuvent expliquer ce qui manqua à la génération suivante pour être en mesure de s'imposer à son tour. Nous nous intéresserons aux purges, à la guerre et aux luttes de successions afin de percevoir leur influence sur les variations du rythme auquel se faisait l'avancement des carrières individuelles. Nous montrerons à quel point elles jouèrent, en revenant sur les différentes vagues d'accession à l'élite du pouvoir central. Nous aborderons ensuite le dernier facteur de promotion qui nous est apparu : les réseaux et le capital social.

¹⁰³ Lane David & Ross Cameron, "Limitations of Party control: the Government bureaucracy in the USSR", *Communist and post-communist studies*, 1994, 27 pp. 19-38.

¹⁰⁴ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 431.

¹⁰⁵ *Ibid.* p. 415.

1) La purge

Nous avons vu dans les biographies déjà présentées qu'un grand nombre d'agents connurent leur promotion locale au cours des années 1935-1938, époque de la « purge permanente » au sein du Parti et de la « Grande Terreur » dans l'ensemble du pays. Au cours de ces années, Staline imposa peu à peu son pouvoir personnel de Secrétaire Général. Le Parti fut ainsi « purgé » et bien plus d'un million¹⁰⁶ de membres furent chassés des institutions, à tous les niveaux, ouvrant ainsi la voie aux jeunes militants fraîchement recrutés et formés, avides de poursuivre leur ascension dans les organes du pouvoir après l'avoir réussie dans la sphère économique. Sur trente-deux individus nés avant 1915 (c'est-à-dire en âge d'occuper des responsabilités à cette époque troublée) vingt obtinrent une promotion décisive et brutalement inexplicable durant ces trois années (62,5%) : au sein de l'administration étatique, au sein de l'usine et dans les organes locaux du Parti. La purge vint donc rompre le rythme de l'avancement pour l'accélérer vivement et transformer rapidement les conditions dans lesquelles se déroulaient habituellement les carrières.

Les agents qui vécurent « l'âge héroïque » de la construction du socialisme et de la victoire finale de Staline à la tête du régime en 1939¹⁰⁷ évoluaient dans des conditions exceptionnelles qui précipitèrent leur promotion et dynamisèrent considérablement les filières d'accession aux organes centraux. Quand les purges ne permettaient pas l'accès au Centre (elles offraient cette possibilité principalement aux agents à fort capital étatique), elles donnaient la possibilité quasi-immédiate de rejoindre des postes depuis lesquels il était possible de développer une stratégie efficace d'accumulation de capitaux qui, mobilisés à bon escient, pouvaient à terme ouvrir les portes de l'élite suprême. La première vague d'accession au Centre se fit d'ailleurs dans la continuité directe des purges. On compte neuf individus (21%) ayant accédé à des postes centraux entre 1935 et 1946, soit directement, soit par l'intermédiaire des postes-tremplins à la tête de Comités régionaux obtenus grâce aux purges.

Seulement, la purge était intéressante pour *l'outsider*, elle accroissait l'amplitude de son champ des possibles, mais elle impliquait une grande mobilité et surtout, une fois acquise la position de notable, elle devenait un outil dangereux qui pouvait se retourner contre ceux

¹⁰⁶ Malia Martin, *Op. cit.*, p.306.

¹⁰⁷ Khlevniouk, Oleg, *Op. cit.*, p. 251.

qu'elle avait promus initialement. La destinée de l'élite brejnévienne des années 1964-1982 fut donc le résultat des purges qui forgèrent un double sentiment : d'un côté son attachement à l'orthodoxie soviétique¹⁰⁸, dans laquelle elle fut élevée et qui fut la condition de sa réussite et, paradoxalement, de l'autre, un souhait profond de stabilisation des carrières une fois enfin obtenu le statut de notable¹⁰⁹. Cela détermina certainement la suite de leurs positionnements politiques post-staliniens et explique le soutien à Khrouchtchev dans un premier temps, puis son renversement¹¹⁰, l'avènement d'un *stalinisme mou* selon les mots de Martin Malia¹¹¹ et l'établissement de la « stabilité des cadres ».

2) La guerre

Ensuite, il nous faut revenir sur un événement qui transparait et constitua également un considérable accélérateur de carrière ; il s'agit de la seconde guerre mondiale. 57% des individus n'y participèrent pas. Ils occupaient alors les postes locaux conquis pendant les purges qui avaient précédé la guerre et connaissaient une certaine mobilité. Leur rôle était important car il s'agissait de tenir et contrôler la totalité du territoire soviétique en temps de guerre. Beaucoup siégeaient à la tête de Comité régionaux du Parti. Par exemple, Viktor Grishine fut démobilisé après son service militaire en 1940 (la guerre commença en 1941 en URSS) mais occupa le poste de Secrétaire du Comité du Parti pour les chemins de fer de la région de Moscou. De même, Vladimir Karlov était Premier secrétaire du Comité régional du Parti de la région de Stalingrad. Il existait enfin des individus qui échappèrent totalement à la mobilisation, tels Tikhon Kisselev (vingt-trois ans au début de la guerre) qui étudia à l'Institut pédagogique et exerça la profession de directeur d'école pendant toute la guerre.

Les 43% qui prirent part à cette guerre le firent de différentes manières ; les plus âgés qui siégeaient déjà dans les organes centraux occupaient les postes d'encadrement politique supérieur : les Conseils de Guerre ou de Défense des différents Fronts (comme Souslov sur le Front du Nord-Caucase), ou encore le Conseil d'Etat à la Défense, tel Kossyguine. Les autres, qui n'avaient pas encore accédé à un statut aussi élevé, ne prirent pas directement part aux combats mais encadrèrent les troupes en tant qu'organisateur des réseaux partisans (ils

¹⁰⁸ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 411.

¹⁰⁹ Lewin Moshe *Op.cit.*, p. 397.

¹¹⁰ *Idem.*

¹¹¹ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 416.

reçurent souvent par la suite le grade d'officiers politiques) ou plus directement au sein des Départements politiques de l'Armée. Les autorités choisirent donc encore une fois, pour contrôler une institution dont ils se méfiaient, des agents à la fidélité éprouvée ou supposée, nouvellement promus, pour garnir les rangs des officiers politiques. Aucun ne prit part à la guerre comme simple soldat, exceptés les militaires de carrière qui avaient déjà rejoint les Etats-majors : Il s'agit de Grechko et Sokolov. Ici encore, nous pouvons discerner l'application, en temps de guerre, à élaborer les mêmes pratiques de contrôle de la population qu'en temps de paix, avec les mêmes agents, nouveaux produits du stalinisme, reconvertis en gardiens du Parti dans l'Armée, après l'avoir été dans l'économie et dans le Parti.

Accélérateur de l'histoire, la guerre offrit elle aussi de nouveaux postes aux cadres, organisateurs et « gendarmes » de l'Armée Rouge, du fait des nouveaux territoires à soviétiser ou tout simplement du fait des reconquêtes (territoires dont les anciens dirigeants avaient disparu), ce que nous avons vu avec Andropov et Masherov. Elle permit aux éléments fidèles et efficaces de se distinguer et d'être promus très rapidement, dans la continuité de l'ascension fulgurante des années 1935-1939. Ainsi, poursuivant sur la lancée de la fin des années 1930, la fin des années 1940 vit une nouvelle vague de promotion vers le Centre, directement ou indirectement liée aux postes occupés après la guerre. La célérité des promotions s'accrut de nouveau et s'étendit jusqu'au début des années 1950. Entre 1946 et 1952, 14% de l'effectif total rejoignit les organes centraux du Parti ou de l'Etat depuis des postes acquis suite à la guerre. L'expérience partagée permit également d'enrichir les réseaux sociaux tissés par les individus.

3) Les luttes de pouvoir au Centre

Il existe un dernier facteur d'accélération des carrières : l'alternance des équipes au pouvoir. Moshe Lewin a bien montré le caractère « complotiste » de la gestion des rivalités au sein des organes centraux du Parti¹¹². Ce qui implique la nécessité pour chaque nouvelle équipe de nommer ses fidèles aux postes stratégiques. Chaque alternance ou complot déjoué à la tête du pays entraînait tout un jeu de mises à l'écart et de nominations¹¹³, dont profitèrent les représentants de cette génération.

¹¹² Lewin Moshe, *Op. cit.* p. 330.

¹¹³ Lane David (Dir.) *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University press, 1998, p. 21.

En 1953, la mort de Staline et l'arrivée de Malenkov au pouvoir produisit les mêmes effets. Beria (Ministre de l'Intérieur, donc chef de la Police Politique) seul fut fusillé, mais un certain nombre d'agents furent écartés cette année-là. Souslov perdit par exemple son poste au Politburo, Brejnev et Pegov furent éloignés du Secrétariat, tandis qu'à l'inverse, Andropov et Podgorny furent promus. L'affirmation de Khrouchtchev et la défaite de Malenkov en 1955 permit à certains de revenir en grâce rapidement et à d'autres de connaître la rétrogradation. L'affaire du « groupe antiparti » en 1957, leur donna par exemple l'occasion de le soutenir et de retrouver une position favorable. Andropov (promu en 1953) fut rapidement éloigné par Khrouchtchev en 1954 (ambassadeur en Hongrie) mais il revint au Comité Central (chef du Département chargé des liens avec les pays du Bloc) en 1957, vraisemblablement après l'avoir soutenu contre la faction « antiparti » des anciens proches de Staline (Molotov, Kaganovitch, Boulganine...).

Ce facteur des luttes d'influence vient également bouleverser les règles tacites internes et les stratégies des agents au sein des filières de recrutement des organes centraux en provoquant l'incertitude et le besoin immédiat de nouveaux cadres. 14% de notre échantillon obtint son premier poste central au cours des années 1953-1954 et 1957, cette fois directement du fait de l'éloignement de certains agents dont ils prirent les places. Si l'on poursuit notre progression historique, nous arrivons très vite à l'année 1964, où Brejnev, Souslov et Kossyguine renversèrent celui qu'ils avaient jusque là soutenu. Les trois années qui suivirent furent marquées par de nombreuses arrivées à la tête des Ministères et dans l'appareil central du Parti, promus par la nouvelle équipe. A nouveau, 12% de notre effectif accéda aux instances moscovites entre 1964 et 1966 (entre la prise du pouvoir et le Congrès de 1966 qui l'officialisa).

4) Conclusion

Au final, on remarque que l'accession aux institutions centrales de 63% (entre 1935 et 1966) des individus fut provoquée par les événements historiques évoqués, que ce soit indirectement (par l'accès aux derniers postes « locaux » grâce aux purges et à la guerre) ou directement (par l'accès direct aux postes ministériels et de l'appareil central opportunément libérés). Seuls 37% furent accrédités au Centre dans des conditions relativement conventionnelles,

hors des périodes troublées. Si l'on prend les statistiques descriptives réalisées à partir de notre base de données, pour cette génération 1899-1919, l'année moyenne d'obtention du premier poste dans l'appareil central du Parti ou à la tête d'un ministère est 1957. Si l'on décompose, l'appareil du Parti est rejoint en 1958 (le mode est 1966), mais le Conseil des Ministres l'est en 1953 (le mode est 1946). L'âge moyen d'accession au premier poste central est de quarante-six ans (le mode étant trente-sept ans). On repère là encore une différence entre les apparatchiks (quarante-sept ans) et les fonctionnaires (quarante-trois ans) qui accèdent plus jeunes au Gouvernement.

Ces trois facteurs historiques et sociaux complètent la présentation du cadre dans lequel les agents pouvaient envisager de mener leurs stratégies d'ascension sociale. Il nous a semblé important de ne pas nous limiter à une présentation fixe et immuable des filières idéaltypiques de promotion internes. Celles-ci étaient inévitablement modifiées par les événements historiques traversés. Notre description permet de déceler les ressources que les agents pouvaient mobiliser pour réussir leurs parcours, tout en rendant compte du *rythme* variable des carrières, selon les conditions historiques et les circonstances qui venaient dynamiser ou bloquer les carrières, ouvrir ou restreindre le champ des possibles. C'est un point décisif, qui peut expliquer certaines distinctions entre la trajectoire heureuse de cette génération et celle de la génération suivante. Mais illustrons plus concrètement encore la représentation du champ des possibles en étudiant la coalition anti-Khrouchtchev qui triomphe en 1964.

III. Anatomie de la coalition de 1964

Après avoir passé en revue ces généralités, il nous faut terminer en étudiant le groupe qui arriva au pouvoir en 1964, amorça une brève reprise puis tomba dans un lent déclin qui devait s'achever par la chute du régime, vingt-sept ans plus tard. Nous reviendrons sur la carrière de Brejnev jusqu'à son installation à la tête du Parti, ce qui nous permettra d'aborder le dernier levier à la disposition des agents dans leur stratégie ascensionnelle : le capital social, le clientélisme. Nous montrerons de quelle manière Brejnev constitua son réseau social et comment il promut une partie de sa clientèle à la tête du pays afin de s'y imposer durablement. Il ne mena pas seul la fronde contre son ancien « parrain » (Khrouchtchev), mais soutenu par Souslov, Kossyguine et Podgorny.

Nous ne pouvons pas étudier en détail la totalité des sous-groupes coalisés qui arrivèrent au pouvoir à partir de 1964. Nous nous focaliserons donc sur le parcours de Brejnev, qui illustre parfaitement bien la manière dont les agents utilisaient les postes, les filières et les événements historiques pour arriver à leurs fins dans un tel système. Nous confronterons la réalité de la carrière de Brejnev aux schémas mis en évidence plus haut et montrerons comment, à chaque étape, il s'y est adapté. A travers son histoire, c'est la trajectoire institutionnelle et le devenir politique de l'ensemble des membres de sa génération qui apparaissent, c'est le visage de l'élite soviétique des années Brejnev qui se dévoile, tel qu'il était au moment de la prise du pouvoir, marqué par les années de service du Parti dans des conditions extrêmement dures, par les embuches et les péripéties rencontrées au cours de la fulgurante ascension qui caractérise cette génération. Il convient donc de retracer le parcours de ces individus une fois atteints les organes centraux, puis d'évoquer les premières années du règne de la nouvelle équipe afin de voir comment elle s'imposa.

Combiné aux remarques effectuées dans les paragraphes précédents, nous en arriverons enfin à un portrait global de cette élite. D'extraction sociale proche ou semblable, confrontés aux mêmes types de labyrinthes institutionnels, aux mêmes conditions historiques, à la même superstructure économique et sociale, la nouvelle classe dirigeante développa un habitus particulier qui conditionna sa pratique du pouvoir et son rapport à l'évolution du régime.

1) Le clan Brejnev

Leonid Brejnev naquit en 1907 à Kamenskoe, (qui deviendra « Dnieprodzerjinsk ») en Ukraine (région de Dniepropetrovsk) dans une famille ouvrière et illettrée. Il entra à l'école en 1915, puis travailla comme ouvrier métallurgiste à Dnieprodzerjinsk de 1921 à 1924. Il rejoignit le Komsomol entre temps (en 1923) et partit étudier au tekhnikum d'aménagement du territoire de Koursk. Diplômé en 1927, il travailla comme spécialiste de l'aménagement du territoire, puis migra dans l'Oural : il y débuta sa carrière politique à proprement parler en 1929 ; élu Président adjoint du Comité exécutif d'un Soviet de quartier, il travaillait en même temps à la Direction de l'aménagement du territoire du Soviet régional de l'Oural. Il entra au Parti (depuis le Komsomol) en 1931 et rejoignit aussitôt sa région natale pour étudier (cours du soir) à l'Institut d'ingénierie métallurgique tout en travaillant comme ouvrier-monteur à l'usine. Diplômé en 1935, il fit son service militaire dans les blindés en tant qu'officier

politique. Il revint travailler l'année suivante à Dnieprodzerjinsk. Directeur de tekhnikum en 1936, il travailla comme ingénieur en 1937 puis fut élu, en pleine Terreur, Président adjoint du Comité exécutif du Soviet municipal de la ville (adjoint au maire). En 1938, dans la foulée des purges il fut promu Chef du département industriel de l'appareil du Comité régional du Parti de la région qui allait devenir son fief : Dniepropetrovsk. Il en devint Troisième Secrétaire en 1939, chargé de l'industrie militaire. Faiblement doté à l'origine, on voit qu'il parvint tout de même à étudier à Koursk, loin de son lieu de naissance. Mais la modestie de son extraction fait peu de doute, du fait de ses réguliers séjours en usine et de sa dépendance par rapport aux ressources scolaires obtenues grâce au Parti.

Cette période de sa vie fut décisive, c'est à ce moment qu'il perçut la possibilité de s'implanter durablement dans une région, afin d'en tirer toutes les ressources nécessaires à une stratégie de promotion sociale efficace. Il contracta ses premières relations et établit les bases de son futur statut de notable. Il constitua à cette époque le premier cercle de son réseau. Il rencontra Gueorgui Pavlov à l'institut métallurgique de Dniéprodzerjinsk ; celui-ci deviendra son homme de confiance, à tel point qu'il le nommera en 1965 Administrateur des affaires courantes du Secrétariat du CC du PCUS. Son poste dans l'appareil industriel du Comité régional de Dniepropetrovsk lui permit de rencontrer Nikolai Tikhonov¹¹⁴, également ingénieur métallurgiste et dirigeant de la grande usine de tuyaux de la région. Il fit la connaissance, à la même époque, d'un de ses futurs lieutenants, Vladimir Chtcherbitsky, qui travaillait alors comme instructeur au Comité régional, y reçut une formation d'ingénieur et y poursuivit toute sa carrière locale. Nommé à la tête du Conseil des Ministres de la RSS d'Ukraine en 1965, puis à la tête du Parti ukrainien en 1972, Moshe Lewin l'identifie même comme un possible successeur de Brejnev. En sus, il est impératif de noter que Brejnev fut nommé avec le but explicite de lutter contre les déviations « trotsko-boukhariniennes » et « nationalistes bourgeoises ukrainiennes »¹¹⁵, à une époque où le simple fait d'être suspecté de telles hérésies pouvait mener au peloton d'exécution ou au Goulag. Il forgea donc son allégeance au stalinisme à cette époque, grâce à son action locale. Cela ne sera pas oublié par la « Direction des Cadres ».

¹¹⁴ Président adjoint du Conseil des Ministres en 1965 et Président en 1980.

¹¹⁵ Malia Moshe, *Op. cit.*, p. 317.

La guerre interrompit la consolidation de son assise locale ; il fut mobilisé en 1941 comme officier politique (Commissaire politique de brigade) sur le Front Sud et chargé de l'évacuation des usines du port de Novorossisk. Escarmouche sans conséquences, le culte de la personnalité qu'il tentera d'établir dans les années 1970 transformera cet accrochage en bataille décisive pour la victoire finale, menée de main de maître par Brejnev lui-même. Rattaché au Département politique de la XVIII^e Armée en 1943 (Colonel), il rejoignit le quatrième front ukrainien en 1944 et entra à Prague en 1945 (avec le grade de Général-major). Ces précisions sont importantes, car cette période fut le tournant de sa carrière. Il réussit à transformer une expérience a priori douloureuse en situation valorisante pour lui à tous les points de vue. Il se lia tout d'abord avec ses futurs alliés. En premier lieu, on remarque qu'Andreï Kirilenko, futur numéro trois du régime¹¹⁶, était membre du Conseil de guerre (commandement) du Front Sud rattaché à la XVIII^e Armée. De même, Andreï Grechko, Ministre de la Défense en 1967, était membre de l'Etat major de la XVIII^e Armée en 1943.

Alors qu'il se constituait un début de clientèle, il réussit à se faire remarquer par son ardeur à imposer aux militaires les directives du Conseil d'Etat à la Défense et l'autorité du Parti. La chance voulut qu'il exerçât sous les ordres de Khrouchtchev, qui supervisait les activités militaires du Front Sud et encadrait le travail des commissaires politiques. Brejnev saisit alors l'opportunité qui se présentait de rejoindre lui-même le réseau d'un agent bien mieux doté, récemment promu au Politburo. C'est en effet à cette époque que Brejnev rencontra Khrouchtchev et lia sa carrière à la sienne. Avec lui c'est l'ensemble de sa clientèle naissante¹¹⁷ qui entra dans le giron de Khrouchtchev. C'est un fait assez classique en URSS ; rappelons en effet que les proches de Staline (Molotov, Kaganovitch, Voroshilov, Ordjonikidze, Jdanov...) s'étaient rencontrés à l'occasion de la guerre civile et de la guerre de Pologne, époque où ils officiaient tous comme commissaires politiques dans le même état-major¹¹⁸.

Brejnev employa donc son expérience de la guerre à renforcer encore son profil de soldat du Parti et il poursuivit son accumulation de capital social. Il développa également une forme de capital « politique », en germe dans son parcours initial, mais que la guerre décupla : la capacité à se distinguer aux yeux de la hiérarchie par sa fidélité et par son zèle à appliquer la

¹¹⁶ *Second* Secrétaire du Parti en 1965 (de même que Souslov), chargé de l'industrie puis des cadres.

¹¹⁷ Voslenski Mikhaïl, *Op. Cit.* p. 292.

¹¹⁸ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 236.

ligne du Parti et à faire triompher son autorité sur les secteurs les plus hostiles à l'ingérence politique ; l'Armée et les militaires de carrière subissaient un étouffant contrôle de la part des commissaires politiques¹¹⁹ qu'ils haïssaient. La guerre, son caractère tragique mis à part, constitua une opportunité formidable pour les serviteurs du régime. Avoir participé à la victoire était toujours extrêmement valorisant en termes de prestige auprès du peuple soviétique profondément marqué dans sa chair par ce conflit. De plus, le régime y renforça sa légitimité ; à l'exception de l'industrialisation, il avait très peu de choses à mettre à son actif. La guerre constitua un facteur de renforcement considérable de la légitimité du régime qui apprit alors à en appeler au sentiment national et qui, désormais, pourrait toujours mobiliser cette victoire. Enfin, le Parti et ses membres en ressortirent plus forts.

Nous aurions pu ici évoquer tous les agents ayant pris part à la guerre dans le sud de la Russie (ils étaient nombreux), mais la seule proximité géographique ne nous permet pas de tirer des conclusions quand aux liens réellement établis. Souslov, Epishev et Chtcherbitsky encadrèrent les troupes dans le Nord Caucase et à Stalingrad, tandis que Vladimir Karlov occupait la tête du Comité régional du Parti de Stalingrad. Pour autant, nous ne pouvons en déduire qu'ils établirent des relations solides avec l'encadrement de la XVIII^e armée.

En 1946, Brejnev quitta l'armée et fut brièvement nommé Premier Secrétaire du Comité régional de Zaporojie (son Second Secrétaire était Kirilenko). Khrouchtchev avait alors la haute main sur l'ensemble des institutions ukrainiennes (Parti et Gouvernement de la RSS). En 1947, quand il fit nommer Brejnev Premier Secrétaire du Comité régional de Dniepropetrovsk, c'est un véritable balcon qu'il lui ouvrit sur Moscou. Brejnev poursuivit son implantation dans cette région et la lia définitivement à son destin personnel. Il s'en fit une réelle base arrière, comme Staline avait pu le faire avec la Géorgie¹²⁰. On retrouve ici l'importance du fief et l'utilisation intensive des ressources qu'il procurait. Quand il quitta son poste en 1950 pour la Moldavie, Kirilenko lui succéda jusqu'en 1955, puis ce fut le tour de Chtcherbitsky jusqu'en 1957. Les deux suivants nous sont inconnus, mais on remarque qu'en 1964, après leur prise du pouvoir, Chtcherbitsky revint occuper ce poste jusqu'à sa promotion en 1965 à la tête du gouvernement ukrainien. Son successeur, Alekseï Vatchenko

¹¹⁹ Riazanovski Nicholas, *Op. cit.* p. 569.

¹²⁰ Werth Nicolas, *Op. Cit.* p. 419.

(également métallurgiste), était de la clientèle de Brejnev¹²¹. Il siégea jusqu'en 1976 et fit en sorte que Dniepropetrovsk demeurât une filière privilégiée d'accès au pouvoir central (ce que nous verrons dans la partie suivante). Katchalovski (le successeur de Vatchenko) nous est inconnu, mais il fut écarté en 1983 par Andropov, ce qui laisse à penser qu'il était également brejnévien. Enfin, Gorbatchev fit tout son possible pour démettre les brejnéviens de cette région, mais il se heurtait à Chtcherbitsky qu'il eut beaucoup de mal à exclure du Comité Central du Parti ukrainien¹²². D'autres individus furent des dirigeants de l'Ukraine au cours de cette période, mais là aussi il semble délicat d'établir de manière certaine des liens avec Podgorny et Kabkov, par exemple, eux-aussi parrainés par Khrouchtchev et qui participèrent aussi à son renversement.

En Moldavie (1950-1952), il fit la connaissance de Tchernenko, qui devint son bras droit. Il sera nommé Chef du département général du Secrétariat du Comité Central¹²³ en 1965, position stratégique pour contrôler le travail de l'appareil. Il rencontra aussi, comme nous l'avons dit, Trapeznikov, futur Chef du département des sciences de 1965 à 1983, qui mit au pas l'intelligentsia et entérina la fin du « dégel » khrouchtchévien. En 1952, Brejnev rejoignit le Politburo et le Secrétariat du CC, chargé de la Direction Politique Supérieure de l'Armée et de la Flotte Rouges (qui s'occupait des Commissaires politiques). Il fut muté à la tête du Parti kazakh en 1954, ce qui fut un geste de confiance de la part de sa hiérarchie¹²⁴. Sa mission au Kazakhstan fut en effet d'organiser le dantesque projet khrouchtchévien de valorisation des « terres vierges » des steppes arides de l'Asie Centrale. Il s'agissait de trouver une solution temporaire à la pénurie agricole en développant rapidement l'agriculture dans ces contrées. Il y fit la connaissance du Président du Conseil des Ministres de la RSS, Kunaev, qui sera nommé (une seconde fois) à la tête du Parti en 1964.

Brejnev poursuivit son ascension avec la « victoire » de Khrouchtchev sur Malenkov. En 1956, il revint au Secrétariat du Parti, chargé des programmes industriels stratégiques (espace, nucléaire...). Furent également promus avec lui, cette année là, Trapeznikov (assistant personnel) et Tchernenko (référént du CC). L'année 1957 fut l'occasion de faire montre de sa loyauté (toute calculée) à l'égard de Khrouchtchev en le soutenant face au groupe antiparti. Il

¹²¹ Voslenski Mikhaïl, *Op. cit.* p. 294.

¹²² Lane David (Dir.) *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University press, 1998, p. 37.

¹²³ L'ancien "département secret" de Staline.

¹²⁴ Malia Martin, *Op. cit.* p. 390.

revint au Politburo et y fut rejoint par Kirilenko ; Tikhonov fut renvoyé à Dniepropetrovsk, à la tête du Sovnarkhoze de la région¹²⁵. Chtcherbitsky quitta Dniepropetrovsk pour le Secrétariat du Parti Ukrainien, Kunaev fut élu au Comité Central du PCUS, Grechko fut promu Maréchal de l'URSS et Commandant suprême des forces terrestres de l'URSS (Ministre de la Défense adjoint). Il en va de même pour d'autres agents extérieurs à ce « groupe Brejnev » : Andropov revint de Hongrie pour occuper le poste de Chef du Département chargé des relations avec les pays du Bloc, Nikolai Podgorny (longtemps Second Secrétaire du Parti ukrainien pendant que Khrouchtchev en occupait la tête) reçut le poste de Premier Secrétaire du Parti ukrainien. Par contre, Roussakov quitta le ministère de la pêche pour un poste subalterne à l'Ambassade soviétique de Pologne.

L'année 1960 semble également constituer un palier. Brejnev fut nommé Chef de l'Etat (Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS). Tchernenko le suivit en tant que Secrétaire du Praesidium du Soviet Suprême. Chtcherbitsky entra au Comité Central du PCUS, Trapeznikov fut nommé « prorecteur » de l'Ecole Supérieure du Parti (ESP) auprès du Comité Central du PCUS (chargé du travail scientifique), Kunaev obtint une première fois le poste de Premier Secrétaire du Parti kazakh (jusqu'en 1962), Grechko fut propulsé à la tête du commandement des troupes terrestres du Pacte de Varsovie. Roussakov revint, quant à lui, travailler dans l'appareil du CC. Certains furent écartés, tel Koulakov qui perdit son ministère agricole de la République de Russie et prit la tête du Comité régional du Parti de Stavropol, ancien fief très temporaire de Souslov, où Gorbatchev fera premiers pas. Brejnev obtint son ultime marche-pied en 1963, le poste « Second » secrétaire du Secrétariat. Tikhonov arriva à la tête du Gosplan, et Pavlov, vieille relation contractée à Dnieprodzerjinsk, parvint à la tête du Département du « Comité de contrôle du Parti et de l'Etat ». Enfin, Nikolai Podgorny délaissa le Parti ukrainien et accéda au Centre, en tant que Secrétaire du CC à l'industrie légère.

Ainsi était parvenu au seuil du pouvoir suprême Léonid Brejnev et son réseau d'alliés, de clients et de protégés. Il profita habilement des ressources fournies par le régime, des circonstances historiques et sut à chaque instant valoriser à son profit les postes occupés. D'extraction très modeste, l'entrée au Parti lui offrit une formation secondaire et la « construction du socialisme » lui permit de travailler comme ingénieur. Les purges lui ouvrirent les portes des responsabilités locales du Parti qu'il utilisa de manière extrêmement

¹²⁵ Cf. note 52.

efficace. Il se constitua une clientèle, un réseau de relations extrêmement bien fourni : au sein des entreprises de la région, des établissements de formation, des différents échelons administratifs du Parti et des Soviets locaux. La guerre lui offrit l'occasion d'enrichir son réseau, de démontrer sa fidélité à la ligne générale et sa capacité à faire respecter l'autorité du Parti dans l'Armée (rôle dévolu aux Commissaires politiques). Il parvint à se mettre lui-même sous la protection d'un influent parrain, ukrainien et très proche de Staline, à qui il lia sa carrière (Khrouchtchev).

De retour dans le civil, ses nouvelles relations lui offrirent la possibilité de retourner dans sa région natale, à un poste qu'il avait effleuré en 1939 mais que la guerre éloigna : Premier Secrétaire du Comité régional de Dniepropetrovsk, autrement dit l'antichambre de l'élite soviétique. Il sut démontrer ses capacités d'encadrement d'une région de l'Ukraine en pleine mutation, industrialisée en quelques années sous l'impulsion des premiers plans quinquennaux. Il s'y forgea un statut de notable régional sur la lancée du travail entrepris dans les années 1930, à tel point qu'il conserva, même après son départ, le contrôle de son fief. Il convient de ne pas négliger l'aspect plus matériel des ressources dont il disposait du fait de son fief ukrainien. Nous n'avons évoqué que les ressources qu'il put mobiliser en termes de carrière, mais la suite de sa progression montrera que cette appropriation allait beaucoup plus loin que les seuls capitaux politiques et réputationnels. Il est en effet également question du détournement des biens économiques publics aux fins d'un clan Brejnev ressemblant de plus en plus à une mafia¹²⁶. Ce point montre bien l'intensité de la captation de toutes les ressources des territoires sous contrôle, même si le capital économique illégalement accumulé ne pouvait constituer un facteur décisif dans l'accession au pouvoir, du fait du système de valeurs que le régime développait et l'image qu'il renvoyait à la société. Ce genre de pratiques ne pouvaient demeurer qu'officieuses, bien que tolérées. Il poursuivit sa marche au pouvoir à travers la Moldavie et le Kazakhstan où il développa encore ce que nous avons dénommé son capital politique. Mais surtout, il fit montre de deux qualités extrêmement bien valorisées par le système de valeurs et de normes tacites qui régissait l'avancement des carrières. Flattant le vieux fond avant-gardiste bolchévique des serviteurs du régime, il soviétisa d'une main de fer la Moldavie et prouva sa fidélité à la ligne et sa capacité à l'imposer face à l'adversité. Au Kazakhstan, le succès (les premières années) de l'opération « terres vierges » démontra des qualités d'organisation et de mobilisation de la population (les Komsomols furent largement

¹²⁶ *Ibid.* p. 432.

mis à contribution) et lui forgea une image de dirigeant efficace, dans un contexte économique (agricole) très difficile.

La consolidation de Khrouchtchev à la tête du pays lui ouvrit les portes (ainsi qu'à ses clients) de l'appareil central du CC du Parti. A l'orée du pouvoir en 1963, Président du Soviet Suprême et Second Secrétaire du Comité Central, il sut manœuvrer contre son ancien protecteur et prendre la tête de la cabale qui le démit victorieusement, l'année suivante.

Notre intention n'est pas d'expliquer la cause du renversement de Khrouchtchev. Nous pouvons avancer les éléments connus, tels que la peur qui saisit les élites dirigeantes face aux aventures tiers-mondistes de Khrouchtchev qui faillirent mener à la guerre en 1962 ; la lassitude face à la rhétorique démagogique (le passage au communisme pour 1980) et au comportement du Premier Secrétaire à l'étranger (« nous vous enterrerons » lancé aux Américains, l'épisode de la chaussure à l'ONU), l'opposition aux projets ubuesques de celui qu'on appelait désormais « Monsieur Maïs »¹²⁷... Mais l'une des explications les plus convaincantes met l'accent sur la réaction des élites ; sa planification déconcentrée aboutit à l'abolition des ministères industriels et brutalisa les fonctionnaires ministériels envoyés en province dans les Sovnarkhozes. Elle heurta également les intérêts des fonctionnaires du Gosplan¹²⁸. Sa décision de dédoubler le Parti en organes locaux « industriels » d'un côté et « agricoles » de l'autre affaiblit le pouvoir des élites locales du Parti, pouvoir qui diminua encore et menaça de disparaître avec sa dernière réforme qui imposait un roulement annuel au sein des Comités locaux du Parti. Tous se soulevèrent le contre lui en 1964, menés par une coalition d'intérêts bien organisée. Après avoir vu comment elle se hissa au pouvoir, voyons désormais comment elle s'y établit.

2) La première génération au pouvoir

En 1964, Khrouchtchev, en vacances, fut « libéré » de son poste par un vote du plenum du Comité Central, soutenu par les militaires et le KGB¹²⁹. Il y eut dans un premier temps très peu de bouleversements ; Brejnev remplaça Khrouchtchev au poste de Premier Secrétaire du

¹²⁷ Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008, p. 473.

¹²⁸ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 394.

¹²⁹ Lewin Moshe, *Op. cit.*, p. 329.

Comité Central du PCUS, Nikolai Podgorny fut nommé « Second » Secrétaire à sa place et Kossyguine, Premier Président adjoint du Conseil des Ministres, prit le poste de Président à Khrouchtchev. Souslov demeura Secrétaire du CC du Parti dans un premier temps. Kunaev, au Kazakhstan, quitta le Conseil des Ministres pour le Secrétariat du Parti, Roussakov revint de Mongolie vers le Département des relations avec les pays du Bloc (chef adjoint), Ivan Kapitonov fut nommé Chef du Département de l'organisation du travail du Parti, Savinkine Chef du département des organes administratifs. Nous pouvons noter également la nomination immédiate de Chtcherbitsky, fidèle parmi les fidèles, à la tête du Comité régional du Parti de Dniepropetrovsk ; il y siégea un an. En apparence peu de choses changèrent de suite.

Mais les années suivantes furent le théâtre d'un considérable déploiement d'énergie pour enraciner ces représentants de la génération 1899-1919 à la tête du pays. L'année 1965 fut la plus riche en renouvellement. Nous avons déjà vu que Brejnev nomma ses proches aux postes stratégiques permettant de contrôler le travail du Secrétariat. Il continua. Tchernenko accéda au Département Général (« Cabinet » du Premier Secrétaire, ancien « département secret » de Staline), Pavlov fut nommé Administrateur des Affaires courantes, Trapeznikov Chef du Département des sciences et des établissements d'enseignement, Kapitonov obtint en plus de son département le titre de Secrétaire du Parti aux Cadres, Koulakov revint exercer dans son domaine, en tant que Secrétaire à l'agriculture, Oustinov en tant que Secrétaire au complexe militaro-industriel. Il fut dans le même temps élu au Politburo. Kabkov reçut le Département du commerce, Vassili Shauro le Département de la Culture et Stépakov (qui ne figure pas dans notre échantillon) le Département de la propagande. En dehors de l'appareil du Comité Central, nous observons que Mazurov quitta la Biélorussie pour le poste Premier Président adjoint du Conseil des Ministres de l'URSS, laissant la place à Masherov. Tikhonov accéda lui aussi au Conseil des Ministres, simple Président adjoint aux côtés de Kossyguine. Podgorny remplaça Brejnev comme Président du Praesidium du Soviet Suprême et laissa les rênes du Parti ukrainien à Chtcherbitsky.

L'année 1966 fut celle du XXV^e Congrès du PCUS qui entérina la prise de pouvoir et renforça encore l'épuration feutrée des postes à contrôler. Acte important symboliquement, Brejnev délaissa le titre de « Premier Secrétaire » et reprit le terme en vigueur à l'époque de Staline : « Secrétaire Général ». Souslov fut officiellement élu « Second » Secrétaire du CC du Parti, chargé de l'Idéologie, ce qui en faisait le deuxième personnage du régime. Kirilenko

devint « numéro trois » en tant que « Second » Secrétaire chargé de l'Industrie. Pel'she obtint la présidence du Comité de Contrôle du Parti. Trois furent élus au Politburo : Masherov en tant que Premier Secrétaire du Parti biélorusse, Kunaev en tant que Premier Secrétaire du Parti kazakh et Pel'she pour le poste susnommé. Sur la lancée du Congrès, quelques promotions importantes eurent également lieu en 1967 : Andropov rejoignit le KGB, Grechko fut nommé Ministre de la Défense et Grishine quitta la Présidence du Conseil Central des Syndicats pour le Comité municipal du Parti de Moscou (qui siégeait de droit au Politburo).

La rénovation ne fut pas complète et certains demeurèrent à leurs postes. Ponomarev occupait la tête du Département International depuis 1955 et le poste de Secrétaire aux Affaires Etrangères qu'il partageait avec Andropov depuis 1962. Ivan Serbine resta Chef du Département de l'Industrie militaire, Epishev conserva son titre de Chef de la Direction Politique Supérieure de l'Armée et de la Flotte Rouges (qui chapeaute le travail des commissaires politiques), Vassili Frolov garda son Département de la Construction de machines et Kirill Simonov le Département des transports et des moyens de communication. Gromyko demeurait Ministre des Affaires Etrangères, et Rashidov Premier Secrétaire du Parti ouzbek.

Après cette énumération non exhaustive car reposant sur les données dont nous disposons¹³⁰, nous pouvons percevoir les stratégies administratives et le jeu des nominations auquel se livra la nouvelle équipe afin de s'ancrer profondément à ses nouvelles responsabilités. 41% des individus obtinrent ce que nous avons considéré comme leur poste principal entre 1964 et 1967. Lorsque l'on ne tient compte que des apparatchiks, nous arrivons à un total de 53% qui connurent l'apogée de leur carrière au cours de ces trois années. Or, nous avons débuté le recensement de notre échantillon à partir des personnages en poste en 1976. Ce qui signifie qu'ils occupaient encore à cette époque ces postes dominants. 21% de la population étudiée était déjà en poste avant 1964 et 38% fut nommée après 1967. Au vu d'une telle longévité, il n'est pas exagéré de considérer cette méthode d'implantation au pouvoir comme efficace. Le tableau ci-dessous nous montre ce phénomène de stabilisation des carrières. La majeure partie siégea jusqu'aux années 1980.

¹³⁰ C'est-à-dire les cadres encore en place en 1976.

Tableau 7 – Périodes de retrait des représentants de la première génération

Période	Effectif	%
Brejnev [1976-1982[8	19,05%
Andropov (Tchernenko) [1982-1984]	10	23,81%
Gorbatchev [1985-1988]	20	47,62%
Gorbatchev]1988-1991]	4	9,52%
Total	42	100,00%

Tous les domaines relevant de l'encadrement des activités, du travail interne des organes de l'appareil et de la gestion du personnel du Parti furent investis en priorité, par des éléments sûrs, souvent des proches de Brejnev. Les domaines relevant de la propagande, du contrôle de l'activité intellectuelle et artistique furent également occupés par des agents fidèles dès les premières années. Enfin, certains secteurs économiques fondamentaux connurent le même sort : l'agriculture et l'industrie militaire. Les Partis républicains furent mis au pas. Les structures de contrôle des institutions et de renforcement de la légitimité du régime étaient donc des vecteurs à investir en premier lieu. Par contre, les domaines régaliens, autour desquels existait, depuis la mort de Staline, un relatif consensus demeurèrent inchangés : les affaires étrangères en particulier et les secteurs techniques et industriels inférieurs.

Ainsi s'implanta ce groupe dont nous avons vécu l'ascension. Il s'agit bien plus d'une coalition d'intérêts convergents. Nous avons identifié le groupe des brejnéviens, mais nous pouvons rapidement évoquer d'autres intérêts qui se groupèrent dans cette hétéroclite coalition d'intérêts¹³¹.

Le rôle du complexe militaro-industriel doit être évoqué. Il ne changea pas fondamentalement, mais on remarque le soin de la nouvelle équipe à le promouvoir symboliquement et à le ménager. Oustinov, inusable défenseur de la prééminence de son domaine d'activité fut immédiatement nommé au secrétariat. Par contre, le pouvoir politique dut s'incliner face au refus des militaires de nommer ce dernier au Ministère de la Défense¹³². On se rappelle que Khrouchtchev s'était imposé en 1957 grâce au soutien des militaires et du Maréchal Joukov, malgré les baisses d'effectif qu'il leur avait imposé. L'armée peut donc avoir un rôle d'influence considérable et avec elle l'ensemble du complexe militaro-industriel.

¹³¹ Malia Martin, *Op. cit.* p. 415.

¹³² *Ibid.* p. 446.

C'est l'un des principaux groupes d'intérêt qui fut représenté dans la nouvelle coalition. Selon Moshe Lewin, il existait une solidarité organique entre les affaires étrangères, l'Armée et le KGB, représentée par l'amitié que se vouaient les trois dirigeants de ces secteurs régaliens : Andropov pour le KGB, Gromyko pour les Affaires Etrangères et Oustinov pour la Défense¹³³. Lewin les désigne sous le terme de « nationaux-étatistes ». Ils donnaient une grande importance à une politique étrangère dynamique d'extension de l'influence soviétique, basée sur un apparent paradoxe : Gromyko tenait à la poursuite d'une coexistence pacifique et d'un dialogue direct avec les Etats-Unis, tandis qu'en dehors des zones d'influence, la politique soviétique pouvait se permettre d'être plus agressive. Cette politique impliquait un renforcement de l'outil militaire, ce qui pouvait contenter les militaires et les industriels. Cette pente militariste s'amplifia dans les années 1970, étouffant peu à peu les aspirations du groupe suivant¹³⁴.

Le consensus qui s'établit contenta en effet (dans un premier temps) les secteurs économiques favorables à un certain assouplissement des structures économiques et à l'accroissement du niveau de vie de la population (Kossyguine), de même que le régime commença à se préoccuper massivement de l'agriculture¹³⁵, renforçant les intérêts des secteurs agricoles (Koulakov). Ces réformes ne remettaient toutefois pas en question les structures de gestion de l'économie et ne heurtaient aucunement les pouvoirs des fonctionnaires et des secteurs économiques du Parti. Enfin, le durcissement idéologique, la fin de la déstalinisation, la mise au pas de l'intelligentsia (dévolue à Trapeznikov¹³⁶) contentaient l'appareil propagandiste et les secteurs culturels et idéologiques, dominés et étroitement encadrés par Souslov et le gigantesque appareil de contrôle de la production intellectuelle officielle qu'il mit en place¹³⁷.

Ainsi s'ancrèrent ces groupes (plus ou moins homogènes) à la tête du pouvoir. Fait capital, les nouveaux dirigeants n'oublièrent pas de contenter leur base, les notables locaux et les « barons » du Parti, autrement dit la masse des membres du Comité Central, en rétablissant l'unité des échelons administratifs locaux et en promouvant la « stabilité des cadres » comme principe inaliénable du déroulement des carrières. C'est un point décisif, qui permet à cette

¹³³ Lewin Moshe, *Op. cit.*, p. 294.

¹³⁴ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 446.

¹³⁵ *Ibid.* p. 421.

¹³⁶ Voslenski Mikhaïl, p. 296.

¹³⁷ Gorbatchev Mikhaïl, *Op. cit.* p. 169.

génération, élevée dans un contexte très mouvementé, de jouir enfin d'un statut chèrement acquis¹³⁸.

3) Conclusions

Les agents évoluaient donc dans un espace extrêmement contraint, surveillés par la Police politique, par la hiérarchie et par la Direction des Cadres (qui deviendra le Département des Cadres) qui s'occupaient des nominations aux postes relevant de la Nomenklatura. Si toutes ces vérités vont dans le sens d'une présentation du Parti monolithique et d'une conception unilatérale de l'avancement des carrières, il ne faudrait pour autant pas négliger toutes ces manifestations d'autonomie des agents à même, selon les conditions dans lesquelles ils évoluent, d'investir le champ des possibles, de mobiliser les ressources octroyées par certains postes, de développer leurs propres leviers d'avancement que ce soit par la constitution d'une communauté de destins, par l'établissement d'un fief personnel au niveau local... Les agents pouvaient également monnayer des soutiens politiques contre des perspectives de promotion ou l'octroi d'un capital dont ils ne disposaient pas. Il y a bel et bien un espace disponible pour le développement de stratégies de promotion sociales qui prirent des formes différentes selon les dispositions sociales et les types de capitaux accumulés par les agents au cours de leur long parcours. Nous avons tenté ici de montrer que les agents disposaient d'une certaine marge de manœuvre, nous avons tenté de présenter les bases sur lesquelles ils étaient en mesure de développer leurs stratégies, parfois collectives, d'obtention des biens politiques divisibles.

Il semble indispensable aux agents évoluant au sein du parti de disposer d'un capital politique (que nous avons défini plus haut) et d'un capital social suffisamment développés pour offrir au chef de clan la capacité d'accéder aux postes octroyant le statut de notable, de baron ou d'intendant du socialisme d'Etat. En bref, il s'agit, comme aimait à le dire Staline lui-même, du « corps des officiers du Parti ». Les agents évoluant au sein de l'Etat étaient en mesure de mener un autre type de carrières, plus classiques dans leur forme hiérarchique et administrative, mais offrant là aussi à l'agent la liberté de mettre à l'honneur ses propres moyens de se conformer aux règles internes et de s'adapter aux événements historiques.

¹³⁸ Werth Nicolas p. 479.

Il convient donc de percevoir la complexité de la situation décrite. Si nous avons insisté sur la cohésion générationnelle interne de ce groupe, du fait de l'existence d'expériences collectives, de convergences entre ce que des parcours différents ont toutefois pu inculquer de commun aux agents en termes de positionnements politiques, de rapport aux institutions, de reconnaissance et d'identification vis-à-vis du régime, nous ne voulons pas laisser penser que cela implique de notre part une adhésion aux conceptions homogènes et totalitaires de la classe politique soviétique. Si nous parlons d'une cohésion, il faut bien comprendre que nous évoquons une cohésion réalisée sur le plus petit dénominateur commun, dans le seul cadre de notre démonstration. Ce qui signifie que nous prenons acte des divergences internes et que nous réduisons cette unité à un simple accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la forme orthodoxe que devait prendre le régime et sur la confusion entre leurs intérêts de groupe dominant et ceux du soviétisme. Ainsi, leur éducation politique et leurs trajectoires peuvent avoir divergé, mais il nous semble que les logiques profondes de ces processus aboutirent tout de même à forger un rapport relativement similaire à leur propre domination. Il existait des intérêts opposant les agents et des stratégies de distinction ou d'autopromotion à la disposition des individus, de réelles marges de manœuvre.

Au final, la première génération a profité de l'ouverture des filières traditionnelles d'accession au Centre grâce aux événements historiques qui ont impulsé plusieurs renouvellements générationnels forcés, subis, ayant libéré des postes. Que ce soit par la compétence technique au sein de l'Etat, ou par l'obtention d'un statut de notable local dans le Parti, le fonctionnement interne de ces filières imposait aux agents de s'y implanter profondément et d'exploiter intensément les ressources offertes par les postes locaux. Enfin, les services rendus et leur parcours d'avant-garde permanente du Parti, au cours des années qui précédèrent leur arrivée à Moscou leur ont fait intérioriser leur légitimité à incarner l'intérêt supérieur du régime.

Pour toutes ces raisons, l'ancrage de ce groupe portait en lui les conditions d'une crise de reproduction, ce qui eut pour conséquence l'exclusion des sphères du pouvoir d'un groupe social prêt à entrer dans la carrière, relève potentielle de cette génération vieillissante. Ce phénomène créa les conditions d'une concurrence avec la faction de l'élite plus jeune, en cours d'installation donc dominée. Tournons-nous désormais vers ce nouveau groupe générationnel, interrogeons ses dispositions sociales et l'histoire de sa promotion sociale.

Nous tenterons d'y déceler les causes de son incapacité à remettre en question l'ordre brejnévien, malgré les ressources mobilisées pour y parvenir. Nous présenterons donc les lignes de clivage, leurs causes, et la matérialisation concrète de la rivalité sociale qui les opposait.

L'apparition d'un clivage générationnel

Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus...
Rouget de l'Isle, *La Marseillaise*.

Il se trouve en effet qu'une nouvelle génération (née entre 1920 et 1940) apparut dès les années 1950 dans l'espace politique soviétique, plus particulièrement dans les rangs inférieurs du Parti. Alors que ses velléités de promotion sociale se faisaient jour, elle se retrouva face à un système de répartition des postes monopolisé par des agents incapables de laisser la place. C'est alors que naquit une forme de rivalité entre ces deux classes d'âge. Notre objectif étant de déterminer la nature de cette rivalité, nous avons cherché ici à discerner en quoi la seconde génération différait (ou se rapprochait) sociologiquement de la première. Nous souhaitons mettre en évidence l'origine des tensions qui se matérialisèrent par la concurrence générationnelle.

Pour ce faire, il nous semble important de revenir rapidement sur les dispositions sociales et sur le parcours scolaire, professionnel et politique de la seconde génération, la « génération Gorbatchev », afin de le comparer avec les données déjà établies sur le groupe précédent. Nous verrons que les divergences de dispositions et de trajectoires, marquées par le contexte socio-historique stabilisé qui caractérisait l'URSS d'après-guerre, furent à l'origine d'un clivage, d'une opposition objective, de fait entre deux groupes sociaux différents, deux conceptions de la légitimité à exercer des responsabilités au service du régime. Mais ces divergences seraient sans réelles conséquences si le nouveau groupe n'apparaissait pas, du fait de ses compétences techniques, de sa bonne dotation en capitaux et de sa jeunesse, comme un danger pour la domination des agents déjà à la tête du régime, au moment où les deux classes d'âges commencèrent à se côtoyer dans les organes du Parti (cela semble moins le cas dans le cadre des institutions étatiques). Nous confirmerons donc l'existence d'une distorsion fondamentale entre les agents nés avant et après 1920, qui n'a pas été étrangère au

renforcement de la propension de la génération Brejnev à s'approprier le système et à en bloquer l'accès à de nouveaux agents.

Nous traiterons d'abord les propriétés sociales, scolaires et professionnelles de la génération 1920-1940, depuis la guerre et les années 1940 pour les plus vieux, jusqu'aux années Khrouchtchev pour les plus jeunes. L'année moyenne d'entrée au Parti est 1954, alors que les agents ont vingt-cinq ans. Les bornes de l'échantillon sont 1942 et 1970, le mode 1944 pour l'année d'entrée, tandis que les âges les plus extrêmes d'adhésion vont de dix-huit ans pour le plus jeune à trente-six ans pour le plus vieux. L'âge d'entrée le plus fréquent est vingt-et-un ans. Nous nous intéresserons ensuite à la carrière politique de ces individus, depuis leurs balbutiements locaux jusqu'à leur accès au Centre. Nous mettrons enfin en évidence les causes et les manifestations du clivage générationnel qui conduisit à la crise de la reproduction de l'élite déjà évoquée.

Les données exposées ici sont également issues de notre base de données (la seconde génération compte quarante cinq individus, 52% de l'effectif). Pour des faciliter la lecture, nous emploierons des méthodes comparatives entre première et seconde génération, afin que le lecteur n'ait pas à se référer en permanence au premier chapitre.

I. Le parcours scolaire et professionnel de la seconde génération

Nous nous sommes à nouveau intéressés aux propriétés sociographiques de l'effectif qui nous concerne. Nous chercherons ici à déterminer ce qui éloigna ou rapprocha les membres des deux groupes, c'est-à-dire les divergences ou les similitudes de propriétés sociales qui renforcèrent ou affaiblirent le clivage et la crispation à laquelle étaient déjà enclins les membres de l'élite brejnévienne. Nous explorerons dans un premier temps les divergences principales de parcours scolaires et professionnels, puis nous nous pencherons sur le devenir social et politique des agents.

1) Les dispositions sociales des individus nés entre 1920 et 1940

L'origine sociale des agents, telle qu'elle est renseignée dans les biographies officielles, n'est pas utilisable ici, pour deux raisons. Tout d'abord, elle est soumise aux mêmes distorsions que

les informations concernant la première génération. Mais surtout, elle est très peu renseignée ; nous ne disposons de cette information que pour 31% des individus. Enfin, c'est une caractéristique qui perdit de son importance au fur et à mesure de l'histoire soviétique. Les premiers plans quinquennaux étaient censés avoir bâti le socialisme et créé une société sans classes après avoir liquidé les résidus de paysans moyens et spécialistes bourgeois « en tant que classes ». L'URSS était désormais une société officiellement dirigée par la classe ouvrière alliée à la paysannerie. Les seuls groupes sociaux reconnus étaient les travailleurs manuels, intellectuels, les employés et les paysans (kolkhoziens)¹³⁹. L'origine sociale ne constituait donc plus un critère déterminant. Installé, le régime se méfiait moins des saboteurs et des éléments étrangers. Il convient donc de déterminer le niveau de dotation initial des agents en se fondant sur leurs expériences scolaires et professionnelles.

a) La formation scolaire

Débutons par la formation scolaire suivie par les agents avant et après l'entrée au Parti, afin de percevoir quelles étaient les différences sociales entre les générations. Comme il a déjà été fait, nous retracerons dans un premier temps les évolutions du niveau d'étude avant et après l'adhésion au Parti.

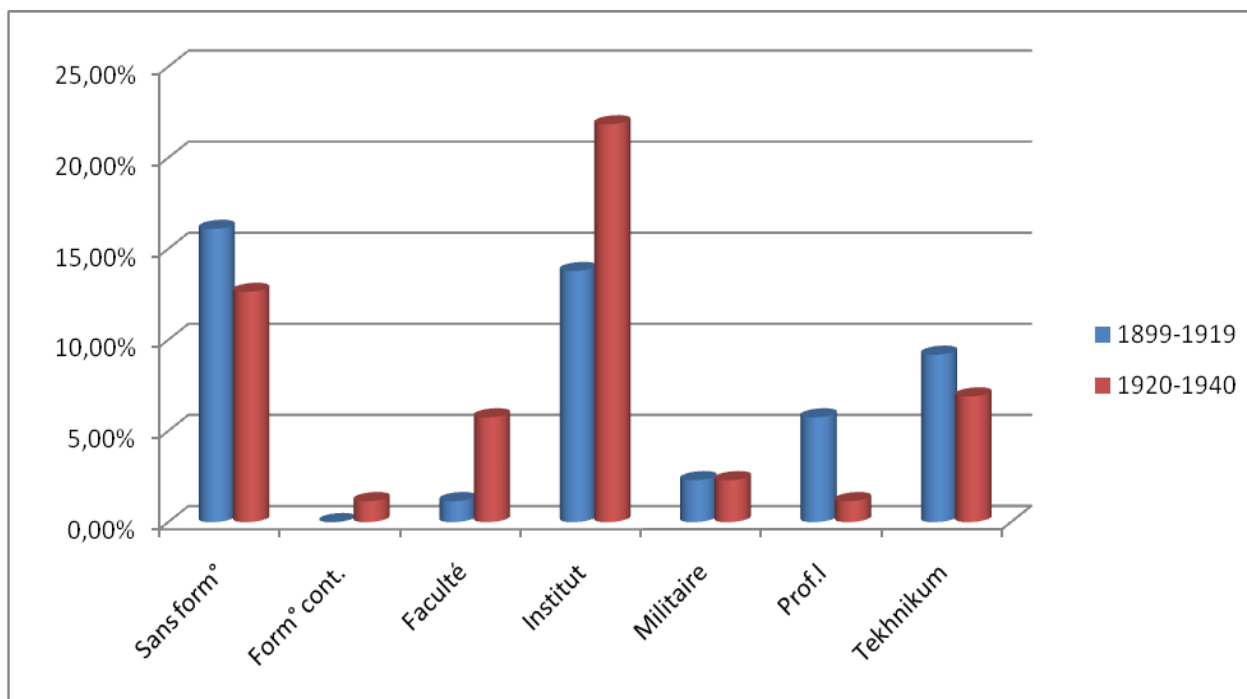
- Niveau d'étude avant l'entrée au Parti

Sur le graphique 16 ci-dessous, on remarque que le nombre d'individus sans formation n'est pas si éloigné d'une génération à l'autre, même si la première en compte plus (16% contre 12%). Une partie de la génération Gorbatchev semble donc avoir eu besoin du Parti pour obtenir son premier diplôme. Il n'est pas possible de mettre cette différence sur le compte de l'âge, car nous rappelons qu'en moyenne, la première génération entra au Parti à vingt-quatre ans, tandis que la seconde à vingt-cinq. Mais la divergence est toutefois visible : les représentants de la seconde génération étaient mieux dotés que ceux de la première. Un regard sur les différents types de formation suivis suffit à nous en convaincre. La formation suivie initialement par les membres de la seconde génération était de bien meilleure qualité. Ils furent 22% à étudier en Institut (contre 14%) et 6% à étudier en faculté, alors que ce genre de formation ne concernait qu'un seul individu né avant 1920. Les deux établissements offrant le

¹³⁹ Riazanovski, *Op. cit.*, p. 631.

meilleur niveau d'étude sont bien plus représentés chez les agents nés dans la seconde vingtaine du XX^e siècle.

Graphique 16 – Type d'établissements fréquentés avant l'entrée au Parti, selon les générations (%)



Cela dénote, selon nous, une différence de recrutement de la part des autorités partisans. Les agents recrutés après l'établissement définitif de Staline à partir du début des années 1940 étaient bien plus richement dotés en capital scolaire initial (par initial, nous entendons sans « l'aide » du Parti) que leurs aînés. Même si 25% de cette classe d'âge n'étudiait pas avant d'entrer au Parti (33% pour la première génération), le niveau global des établissements fréquentés était supérieur. Ils dépendaient donc dans une moindre mesure du Parti et semblent issus d'un milieu social relativement plus aisé.

Si l'on s'intéresse aux domaines étudiés, on ne remarque que très peu de différence entre les générations. L'ingénierie restait largement dominante. Il est par contre possible de percevoir quelques nuances, qui laissent à penser que le fond de l'enseignement avait évolué vers une certaine modernisation¹⁴⁰. On compte 7% d'étudiants en sciences humaines (droit, histoire, économie) contre 1,15% pour la génération précédente et également une différence qualitative dans le domaine de l'ingénierie. On remarque que les secteurs de la Première révolution

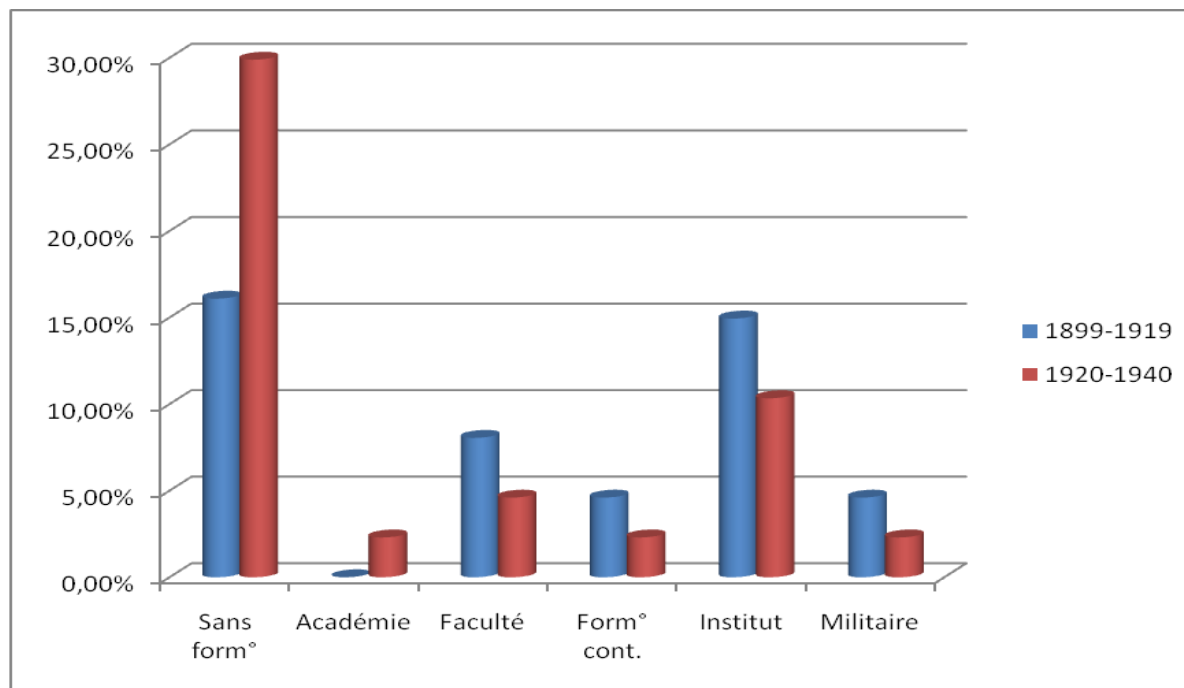
¹⁴⁰ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 505.

industrielle (mines, industrie lourde, textile...) n'étaient plus les seuls à être investis par les étudiants. 7% du total de population étudiaient désormais dans une ingénierie plus « fine ». Le meilleur exemple est Konstantin Katoushev, ingénieur *designer* dans la grande usine d'automobiles de Gorki (Nijni Novgorod)¹⁴¹. Le choix des études semble donc être moins directement déterminé par les priorités officielles liées à l'industrialisation.

De cette observation, nous commençons à déduire une première distorsion. Les agents nés après 1920 étaient beaucoup moins dépendants du Parti pour se constituer un capital scolaire et culturel. Si c'est la stabilité du régime, donc indirectement le système soviétique lui-même, qui leur permit d'accéder à un tel niveau d'étude, il ne s'agissait plus du seul Parti, ou alors moins directement. La visibilité des bienfaits apportés à ses « élus » par le Parti diminua considérablement, car l'amélioration du niveau de vie et d'éducation n'étaient qu'indirectement le fait des choix politiques des élites partisans. Ce qui généra certainement un moindre attachement au régime que celui que ressentaient les agents nés avant 1920. Mais poursuivons notre analyse par le type d'études suivies après l'entrée au Parti.

- Niveau d'étude après l'entrée au Parti

Graphique 17 – Type d'établissement fréquenté après l'adhésion selon la génération (%)



¹⁴¹ Lane David (Dir.) *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University press, 1998, p. 54.

Le graphique 17 ci-dessus met encore une fois en évidence l'écart observé plus haut. Le nombre d'agents issus de la seconde génération et « sans formation secondaire » équivaut au double du chiffre de la génération précédente (16% contre 30%). Cela confirme le bon niveau des formations initiales : les agents n'ont plus forcément besoin d'une formation délivrée par le Parti. C'était déjà le cas pour un certain nombre d'individus nés avant 1920, certes, mais on remarque que la proportion est ici bien plus considérable. Dans leur très grande majorité, les individus issus de la classe d'âge 1920-1940 étaient bien dotés en capital culturel, obtenu hors-Parti. Le petit nombre de ceux qui étaient sans formation ou qui avaient étudié en tekhnikum et en école professionnelle rejoignirent un institut ou une faculté après l'adhésion. A nouveau, aucun adhérent ne fut laissé sans instruction. Aucun ancien étudiant de faculté ou d'institut ne poursuivit non plus d'études de « perfectionnement » par la suite, à l'exception de Nikolai Stashenkov, diplômé de la faculté d'économie de Minsk qui entra à l'Académie d'économie (vingt ans plus tard) et Mikhaïl Gorbatchev, diplômé de la faculté de Droit de Moscou en 1955, qui obtint un diplôme d'agronome (obtenu par correspondance) en 1967, alors qu'il se destinait de plus en plus au secteur agricole.

Quoi qu'il en soit, la stabilité permit aux représentants de la seconde génération de bénéficier à la fois d'un capital scolaire supérieur et dans le même temps d'un rapport marqué par plus d'autonomie vis-à-vis du Parti et du régime. Si les individus jouissaient de tels avantages grâce à la politique éducative soviétique, le contraste entre leur situation initiale et le statut obtenu grâce au Parti n'était pas le même que celui qui caractérisait la classe d'âge 1899-1919. Deux premières divergences apparaissent donc ici et se matérialisent par un rapport plus souple au « socialisme », au Parti et à l'orthodoxie du régime, dans un premier temps, et par un niveau de compétences supérieur dans un second temps. Voyons désormais à quel point la suite du parcours de ces individus corrobore cette première conclusion.

b) L'expérience professionnelle

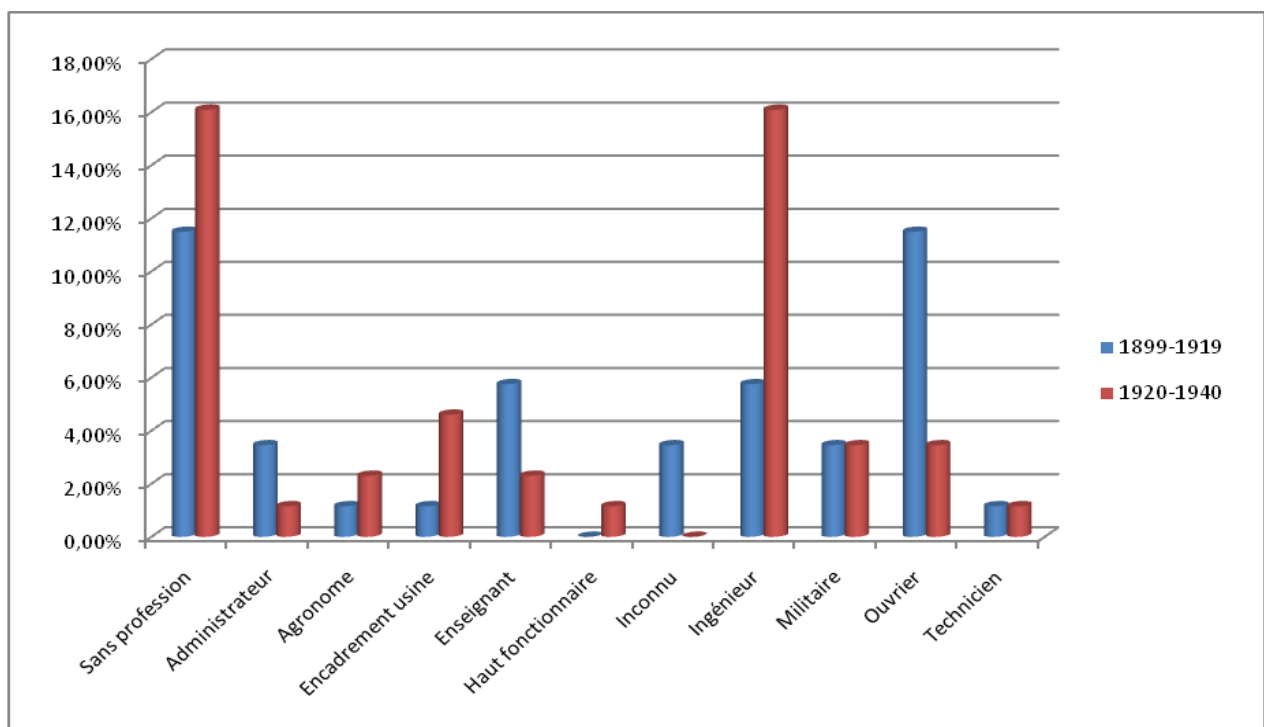
L'étude des professions exercées doit nous permettre d'en apprendre davantage sur l'origine sociale des représentants de la seconde génération, en particulier sur leur niveau de dotation initial en capitaux, qui nous paraît pour l'instant supérieur à celui de leurs aînés. Nous comparerons encore une fois l'évolution des carrières de chacun des groupes avant et après le

Parti, puis nous entrerons dans le détail de certains profils professionnels afin de percevoir les différences les plus marquantes.

- *L'expérience professionnelle en dehors du Parti*

L'observation du graphique 18 ci-dessous nous permet de remarquer que l'expérience professionnelle initiale, avant l'entrée au Parti, est de nature extrêmement différente selon les classes d'âge. Alors que nous avons pointé le grand nombre d'ouvriers parmi le groupe 1899-1919 (11% de la population totale), le groupe suivant n'en compte que très peu (3%). De plus, tous les individus identifiés comme ouvriers exercèrent cette profession pendant la seconde guerre mondiale, alors qu'ils étaient très jeunes et que le manque de main d'œuvre obligeait les entreprises à recruter des jeunes ou des étudiants. Après la guerre, ils poursuivirent leurs études et aucun d'entre eux ne travailla jamais plus comme ouvrier.

Graphique 18 – Profession exercée avant l'entrée au Parti selon les générations (%)



C'est le premier point qui vient conforter notre thèse selon laquelle la seconde génération était d'extraction sociale supérieure et n'eut pas besoin de travailler avant d'adhérer au Parti ni même au cours de ses études. Ce qui nous permet de relativiser l'ancrage du Parti dans une grande part de la population ouvrière soviétique. En effet, l'octroi des ressources nécessaires à

la promotion sociale d'agents défavorisés constituait la meilleure matrice génératrice de soutiens dont il disposait, ainsi que l'un de ses principaux moyens de s'implanter parmi la population. C'était un levier de fidélisation de sa clientèle dont le Parti ne disposait visiblement plus, ou du moins sur lequel il ne pouvait plus compter comme auparavant. Découlant logiquement de nos observations précédentes, le nombre d'agents qui travaillèrent immédiatement après avoir reçu leur diplôme d'ingénieur est, à l'inverse, largement supérieur dans la seconde génération (16% contre 6%). De même, le nombre d'individus « sans profession » est plus élevé du fait que les agents disposaient de suffisamment de ressources pour ne plus être obligés de travailler comme ouvriers avant ou pendant leurs études. On remarque enfin un nombre plus élevé de cadres inférieurs d'entreprises (contremaîtres, techniciens supérieurs...). Dans leur majorité, ils obtinrent un poste valorisé avant même d'avoir rejoint le Parti. Les agents semblent donc beaucoup plus autonomes et en mesure de ne plus forcément dépendre de lui pour obtenir leur formation scolaire, sésame indispensable à la promotion sociale.

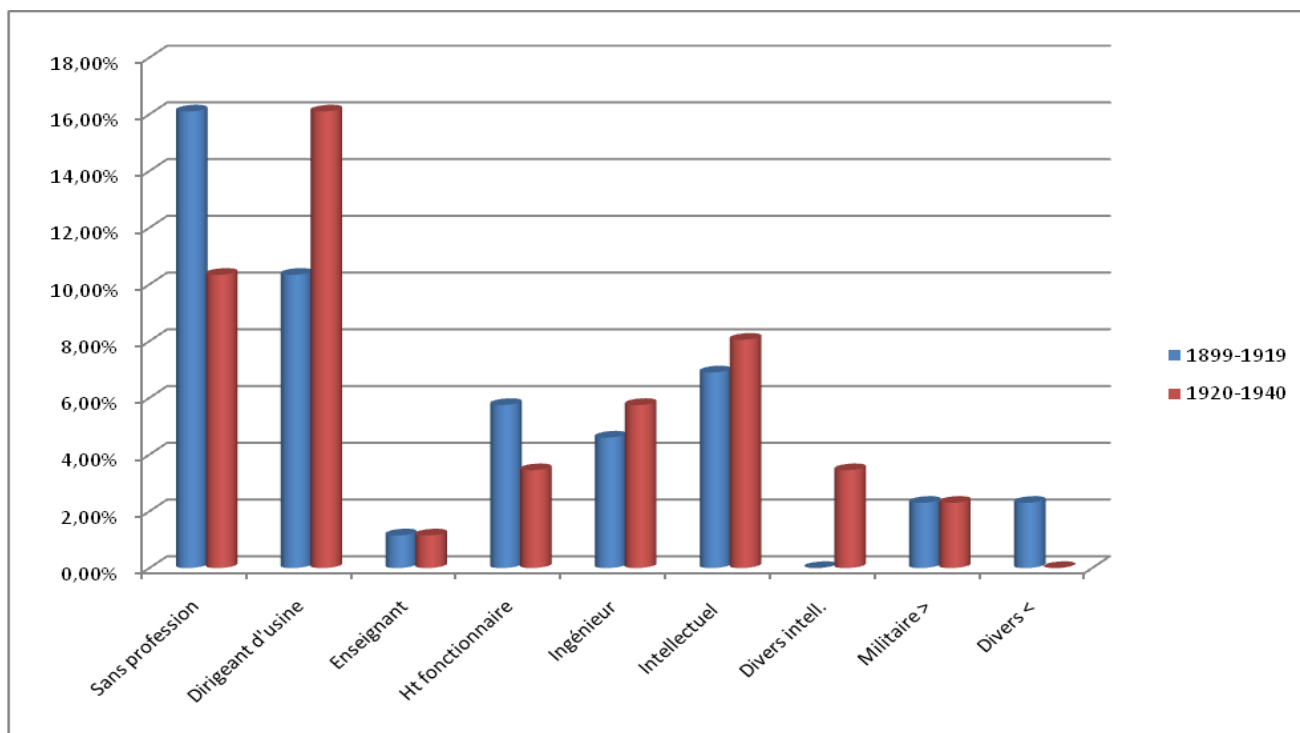
Sur le fond, les secteurs d'activité ne changent pas non plus, les instituts restant de gros pourvoyeurs d'ingénieurs. La pédagogie décline et ne concerne quasiment que la première génération à une époque où les autorités ressentirent le besoin de combler le manque d'enseignants prêts à servir le régime et issus du sérail communiste. Observons désormais les évolutions générées par l'entrée au Parti.

- *L'expérience professionnelle après l'entrée au Parti*

Il apparaît tout d'abord que quelle que soit la génération, le Parti nivelait les inégalités initiales et remettait efficacement les agents sur un certain pied d'égalité. Il permettait aux plus défavorisés de combler leur écart et de prétendre à l'occupation d'un poste important. Le graphique 19 nous montre que malgré leurs dispositions et leur niveau de ressources initial divergents, les deux générations occupaient sensiblement le même type de postes une fois acquise la précieuse carte du Parti. Seulement, à mesure que le nombre de défavorisés diminuait, le Parti perdait automatiquement de son influence sur ses militants et le capital personnel prenait alors peu à peu le pas sur le capital délégué. Mécaniquement, les agents disposant d'un capital personnel plus développé devinrent en mesure de s'autonomiser par rapport à l'institution. C'est ainsi qu'apparaît la génération Gorbatchev, à l'opposé des

caractéristiques que nous avons mises en évidence pour la génération Brejnev. Son rapport aux institutions soviétiques en fut certainement modifié.

Graphique 19 – Professions exercées après l’entrée au Parti selon les générations (%)



Légende: La catégorie « divers intellectuels » regroupe des individus isolés dont la profession relevait du domaine intellectuel sans pour autant pouvoir figurer dans la même catégorie que celle des intellectuels officiels (journalistes de la Pravda, etc.) ; il s’agit des deux juristes, Gorbatchev (qui n’a que très peu exercé) et Louk’yanov et d’un chercheur en radio-électronique, Shimko.

La catégorie « haut fonctionnaire » regroupe les diplomates, cadres de l’Armée, autrement dit toutes les vocations étatiques obtenues par les agents sans emprunter le parcours ascensionnel habituel, du fait de la nature des professions.

La répartition des postes selon les générations est donc globalement similaire, à l’exception non négligeable des intellectuels et des catégories « dirigeants d’usine » et « sans profession ». On voit que la production d’intellectuels se poursuit, seulement, elle change quelque peu de forme et gagne en qualité et en profondeur. Les disciplines étudiées varient et ne sont plus forcément enseignées dans le cadre des Instituts du Parti, ni dans le cadre cloisonné de l’université stalinienne. Le groupe des agents « sans profession » après leur entrée au Parti rassemble en réalité les individus qui entrèrent directement dans les organes du Parti sans travailler. On voit que 10% seulement de la population totale suivant ce parcours naquirent après 1920, tandis que les brejnéviens dans ce cas représentent 16% de l’échantillon total.

La vieille génération entra donc plus précocement dans la carrière politique partisane, ce qui renforce l'idée d'une dépendance supplémentaire vis-à-vis des institutions. A l'inverse, 16% de la population totale qui travaillait, après le Parti, comme cadre supérieur d'usines ou d'entreprises naquit après 1920. Les brejnéviens n'en représentaient que 10%. Or, nous avons déjà montré à quel point ces postes pouvaient être importants dans l'économie soviétique et pour cette raison constituer des tremplins très intéressants pour les agents visant l'accès à l'administration étatique. Nous verrons un peu plus loin ce qu'il en est pour la classe d'âge qui nous intéresse ici. Notons avant tout que les représentants de cette génération travaillaient plus longtemps à des postes économiques importants et que leur propension à entrer immédiatement au Parti était inférieure. Or, les premiers postes obtenus dans l'appareil du Parti étaient bien souvent subalternes dans un premier temps. A l'inverse, les postes de directeurs d'usines étaient plus valorisants. L'occupation des postes économiques était donc préférée au service du Parti. Les membres de cette seconde génération apparaissent beaucoup moins dévoués au régime et beaucoup plus détachés de l'idéal de *serviteur* qui imprégnait l'ethos de leurs prédécesseurs.

Les chiffres montrent qu'ils n'entraient pas beaucoup plus tard que leurs aînés au Parti (leur moyenne d'âge à l'entrée est de 25,6 ans). Il n'est donc pas possible d'en déduire un pur opportunisme partisan, ni une attitude hostile par rapport à l'adhésion. On voit seulement que l'entrée immédiate au Parti n'était pas la voie privilégiée par la majorité des agents, ce qui dénote une certaine prise de distance.

2) Un contexte stabilisé

Le retour sur la formation et les professions nous montre donc que la seconde génération est une classe d'âge qui s'émancipait progressivement de la tutelle sociale et éducative du Parti et obtint ses capitaux initiaux par elle-même. Il s'agit là bien entendu d'un jugement d'ensemble, d'une tendance qui s'affirme. Il restait des agents qui devaient leur formation à leur entrée au Parti, tandis que l'obtention des postes de cadres supérieurs de l'économie n'eût pas non plus été possible sans l'adhésion. Au demeurant, ce groupe semble issu de milieux sociaux plus favorisés, il poursuivit des études de bonne qualité, bien souvent par ses propres moyens et avant même d'entrer au Parti. Il paraît ne pas avoir eu besoin de travailler avant et pendant ses études, et quand il travaillait, c'était en tant qu'ingénieur, exceptionnellement

comme ouvrier. L'entrée au Parti ne lui offrit donc ni sa formation ni ses premières expériences professionnelles valorisantes, mais elle lui permit d'accéder à des positions hiérarchiques dans l'entreprise. Or, les représentants de ce groupe social eurent tendance à rester à la tête des entreprises et à ne pas entrer directement dans les organes du Parti. Dans tous les domaines, ces individus étaient donc mieux dotés et mieux « traités » par l'histoire que la génération qui les a précédés.

a) La stabilisation du système soviétique

Ces observations nous amènent à un constat. Si la seconde génération apparaît beaucoup mieux formée que ne l'étaient ses prédécesseurs, c'est en grande partie dû au phénomène de stabilisation du régime et de l'ensemble du système soviétique au cours des années qui suivirent la fin de la guerre. La qualité de l'instruction évolua beaucoup au sein de l'enseignement technique, tandis que la fin du stalinisme et les années 1960 libérèrent les sciences humaines de l'étouffant carcan marxiste-léniniste qui imprégnait la totalité des disciplines universitaires (exceptées peut-être les sciences dures telles que la mathématique et la physique ; la génétique et la biologie étant les disciplines où les dégâts furent les plus importants¹⁴²). Comme le dit Nicholas Riazanovski, « la mort de Staline fut plus profitable à la science soviétique que la plupart de ses aphorismes »¹⁴³. La génération Gorbatchev possédait ainsi un bagage scolaire plus fourni que ses prédécesseurs ; elle était plus compétente, son capital culturel était supérieur.

Mais il faut également souligner que ce bagage fut acquis en dehors de l'aide du Parti. Les individus employèrent leurs propres ressources et profitèrent des possibilités nouvellement offertes par le système. Les conditions historiques de l'après-guerre et la fin des bouleversements sociaux offrirent à la classe d'âge née après la Révolution et la Guerre Civile le luxe de pouvoir étudier hors de l'urgence. La fin officielle des classes, la proclamation du socialisme et la formation d'une base sociale et de cadres propres au nouveau régime ouvrirent une période plus sereine. Le régime se méfiait désormais moins des étudiants et cadres de l'industrie ; l'enseignement se massifia et n'était plus uniquement réservé aux éléments « sûrs ». Gorbatchev raconte toutefois dans ses mémoires ne pas avoir été retenu à

¹⁴² Ryzanovski Nicholas, *Op. cit.*, p. 633.

¹⁴³ *Idem.*

l'Université de Moscou pour ses résultats scolaires (« je n'étais pas un élève brillant »), mais entre autres grâce à son origine paysanne et prolétarienne, à la position sociale de son père (directeur du Kolkhoze (donc cadre inférieur du régime)) et également du fait de sa demande précoce d'adhésion au Parti¹⁴⁴.

Quoi qu'il en soit, il faut voir ici les effets de la stabilisation du régime. Après la guerre, le durcissement stalinien fut terrible mais ne déboucha pas sur des événements semblables à ceux des années 1930 ou des années de guerre. Les purges touchèrent le Parti de Leningrad en 1948-1949, par exemple, mais ne prirent pas le caractère massif et national qu'elles avaient dans les années trente. L'URSS se reconstruisit assez rapidement et le système, imposé d'une main de fer dans les années trente, renforcé et enfin légitimé nationalement et internationalement par la victoire de 1945 s'affermi. Les politiques publiques (les Plans), tout en poursuivant leurs priorités traditionnelles, mirent l'accent sur le système scolaire. Le régime déploya d'immenses efforts pour développer l'éducation et la rendre accessible (internats, bourses, etc.). Le niveau augmenta donc fortement et l'instruction délivrée (en particulier dans les établissements techniques) gagna en qualité, alors qu'elle était extrêmement approximative dans les années trente du fait de l'urgence dans laquelle elle s'était développée¹⁴⁵. La totalité de la société se stabilisa donc, elle fut même en mesure de respirer pendant le dégel khrouchtchévien. Ce contexte rejaillit sur les étudiants et sur les agents se destinant à la « carrière » politique (partisane).

b) Les effets de cette stabilisation

L'implantation du régime, la solidification de ses bases produisit donc des effets sur les structures au sein desquelles évoluaient les individus. Les membres de la seconde génération disposaient d'un socle de ressources primaires bien supérieur, acquirent avec l'expérience un capital scolaire plus élevé et accumulèrent ces avantages en dehors du Parti. Ils étaient moins dépendants du capital délégué et disposaient de fait d'une autonomie intellectuelle et politique, d'un capital personnel accru. C'est un point qui forgea un habitus différent de celui des représentants de la génération Brejnev.

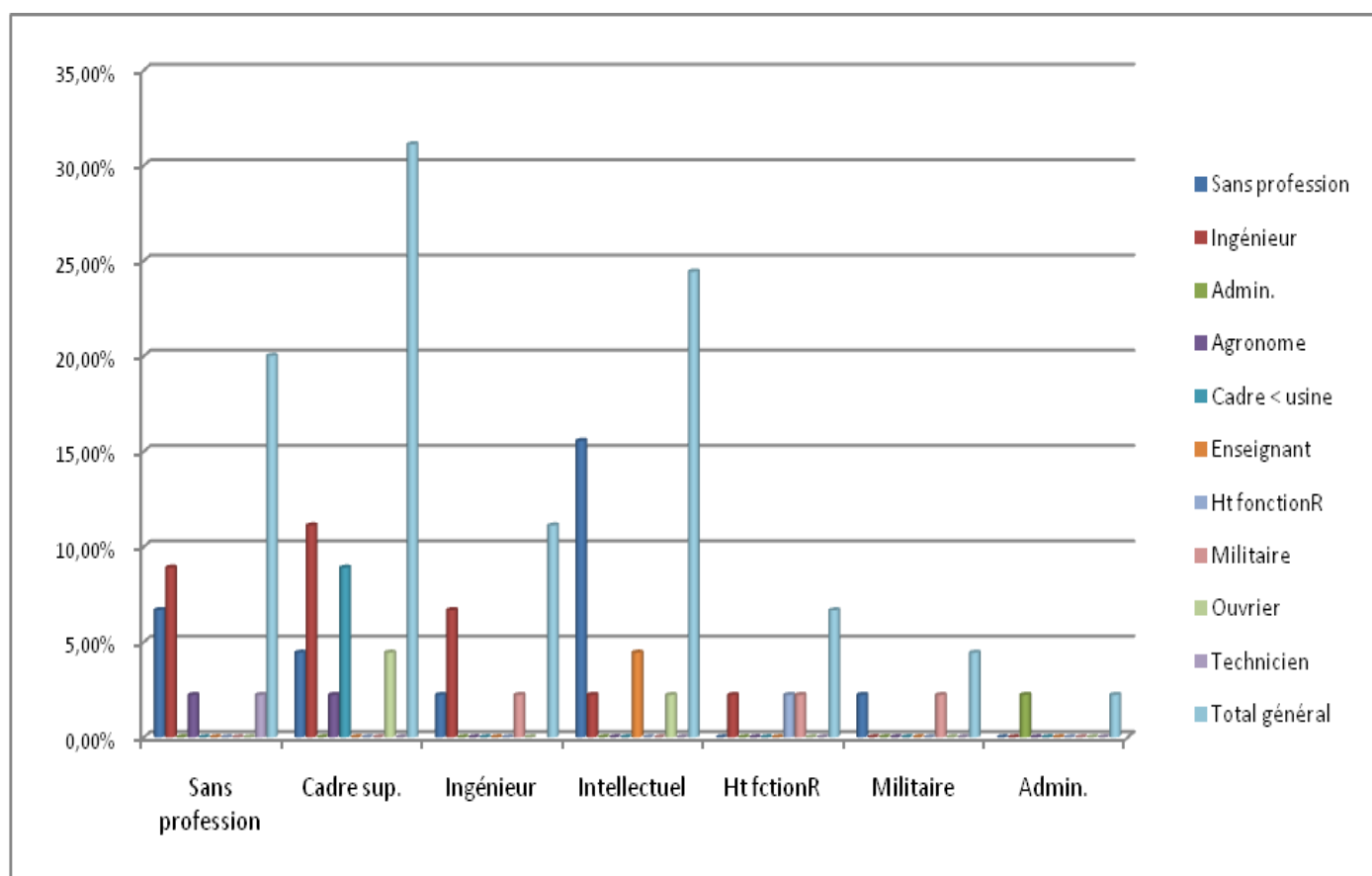
¹⁴⁴ Gorbatchev Mikhaïl S. *Op. cit.*, p. 25.

¹⁴⁵ Ryazanovski Nicholas, *Op. cit.*, p. 633.

Ils étaient dans un premier temps moins redevables au Parti de leur statut social et moins attachés à la ligne générale qu'ils n'imposèrent pas de leurs mains face aux « ennemis du peuple ». De même, leur devenir social avait beaucoup moins à voir avec la réussite de l'entreprise stalinienne de mise sous tutelle de la société par les organes centraux du Parti. Leur fidélité potentielle au stalinisme semble donc plus variable et leur reconnaissance moindre. Nous sommes bel et bien face à un processus d'embourgeoisement du personnel politique partisan. Face à la révolution plébéienne des années trente, la stabilité (relative) de l'après-guerre introduisit un élargissement du milieu social dans lequel recrutait le Parti.

La connaissance du contexte sociopolitique nous montre donc qu'il peut exister une distorsion générationnelle au niveau des professions exercées et de l'enseignement dispensé. Il nous faut désormais nous intéresser plus profondément aux effets des évolutions qualitatives des conditions historiques sur les techniciens, puis sur les intellectuels, d'une génération à l'autre.

Graphique 20 – Profession secondaire de la génération 1920-1940, selon sa provenance (%)



Légende: En abscisse, la profession exercée après l'entrée au Parti ; en ordonnée, les barres représentent la profession suivie avant l'entrée. Nous avons également regroupé toutes les professions intellectuelles (pédagogue, juriste, etc.) dans la catégorie « intellectuel » qui ne comporte pas seulement les idéologues officiels.

- *Ingénieurs et techniciens*

Nous avons montré qu'à l'exception de quelques nuances, les disciplines étudiées variaient relativement peu. L'ingénierie domine toujours les profils scolaires et professionnels. Si l'on perçoit un faible accroissement de secteurs perçus comme plus novateurs, la majorité des représentants de la seconde génération poursuit des études d'ingénieur et travailla en usine à ce type de poste. Ce point est fortement révélateur du problème chronique de l'économie soviétique : l'absence de modernisation de l'appareil productif et de diversification des activités, dont les élites sont le reflet. A quelques nuances près, elles suivent, d'une génération à l'autre, le même type de formation, dans les domaines techniques phares des deux premières révolutions industrielles. Dans les grandes lignes, les priorités du régime restaient en effet les mêmes, malgré le court épisode de la réforme Kossyguine, de 1964 à 1969, basée sur le développement de l'industrie légère et des biens de consommation, qui n'interviendra que plus tardivement et sera rapidement stoppée pour renforcer le complexe militaro-industriel¹⁴⁶. Il y a donc une forme de communauté des parcours scolaires. L'élite soviétique montante reste constituée d'ingénieurs de l'industrie. Sur la forme, si l'on s'intéresse uniquement à la nature de leur formation, on remarque donc peu de différences d'une génération à l'autre.

Par contre, leur niveau de ressources supérieur et la qualité de leur formation impliquent certainement une extraction sociale moins modeste. Les ingénieurs nés après 1920 n'étaient que très rarement issus du monde ouvrier. Ils ne gagnèrent pas leur poste grâce à une promotion interne et directement octroyée sur des critères politiques. Au contraire ils l'obtinrent immédiatement après leur sortie de l'Institut, hors de l'influence du Parti. Ils différaient donc sur un premier point de la génération d'ingénieurs précédente dont une grande partie était issue des ouvriers, techniciens spécialisés et petits cadres des usines, formés rapidement pour occuper les nouveaux postes vacants. La majorité de ces nouveaux acteurs bénéficiait d'une formation initiale de qualité qui lui ouvrit directement les portes de l'encadrement technique supérieur des usines soviétiques. Ils bénéficièrent également d'un relâchement de la méfiance vis-à-vis des étudiants, des techniciens et des cadres de l'industrie, saboteurs et ennemis du peuple en puissance au cours des décennies précédentes. Ce relâchement était d'autant plus effectif que tous possédaient leur carte du Parti.

¹⁴⁶ Malia Martin, *Op. cit.* p. 427.

Lorsque l'on s'intéresse aux postes de cadres supérieurs (ingénieurs en chef ou directeurs d'usines et d'entreprises), on remarque que leur nombre est bien plus élevé, on voit également que tous sont issus du contingent d'ingénieurs formés hors du Parti et recrutés ensuite. Ils travaillaient en moyenne plus longtemps (seize ans contre treize) que les dirigeants économiques de la première génération. Nous avons vu qu'ils entraient au Parti au même âge que les autres travailleurs (25,3 ans pour l'échantillon et 25,7 ans pour les dirigeants de l'industrie), mais plus tôt que les dirigeants de la première génération (qui entraient à vingt-sept ans). Or, ils n'obtenaient leur poste de dirigeant qu'à la suite de leur entrée au Parti. Comme nous ne disposons pas toujours de la chronologie précise des postes ni de la date d'accès au poste le plus élevé (qui arrive souvent après une fulgurante escalade d'échelons hiérarchiques), nous ne pouvons que poser l'hypothèse suivante : les ingénieurs de la seconde génération accédaient plus tôt aux postes de cadres supérieurs de l'économie du fait de leur meilleur niveau d'études. Le fait qu'ils entrent au Parti plus tôt que leurs prédécesseurs peut signifier que la nécessité d'adhérer se présenta plus tôt, du fait de la promotion précoce à un poste dirigeant qui nécessitait la possession de la carte du Parti.

Ainsi, nous pouvons avancer que les ingénieurs et techniciens profitèrent largement de la stabilité et de l'institutionnalisation du système d'enseignement supérieur. Ils obtinrent un travail d'ingénieur immédiatement après leurs études, ne furent pas forcés de travailler comme ouvriers et étaient pour beaucoup promus à des postes de cadres supérieurs. Leur condition de cadres de l'économie était moins laborieuse que celle des agents appartenant à la génération précédente. Leur parcours scolaire et professionnel était donc plus conventionnel, symbole d'un régime en voie de stabilisation. Il semble évident que le recrutement social des ingénieurs avait évolué, ce que viennent confirmer White et Mawdsley ; la génération 1920-1940 comptait beaucoup moins d'individus issus des classes sociales défavorisées, ce qui fait que les agents disposaient d'un socle de ressources initiales supérieur, obtenues hors du Parti¹⁴⁷.

¹⁴⁷ Mawdsley Evan, *Op. Cit.*, p. 278.

- *Les intellectuels*

Analysons désormais le cas des intellectuels. L'inclination du régime à former des intellectuels restait présente au cours des années d'étude de la seconde génération ; ils étaient d'ailleurs plus représentés dans la seconde que dans la première. Seulement, leur profil était différent. On se souvient du sort des intellectuels officiels de la génération Brejnev, formés dans le cadre exclusif des instituts de formation du Parti, puis envoyés soviétiser et idéologiser certains segments de la société. En revanche, les agents auxquels nous avons octroyé le statut d'intellectuels parmi la génération Gorbatchev étaient eux-aussi le produit de leur époque et des priorités du régime. Seulement, depuis les années quarante, ce contexte avait changé. Le régime s'était installé et avait investi d'autres fronts, réservant à ses intellectuels un sort différent. Leurs parcours sont une nouvelle illustration de l'importance de la stabilisation du régime et de ses effets sur les carrières.

Dans les années trente, les autorités staliniennes semblaient à la fois se méfier des intellectuels en les encadrant, tout en souhaitant les former de la manière la plus unilatérale et exclusivement partisane¹⁴⁸ qui soit. Face à un large désengagement des intellectuels, le régime stalinien répondit par la production de sa propre intelligentsia qu'il envoya répandre la bonne parole aux quatre coins de l'Union. A la recherche d'une légitimité et souhaitant mobiliser la population pour la réussite de ses projets économiques, le régime forma une certaine forme d'intellectuels. Mais que devinrent les nouveaux, formés après la guerre alors que le contexte avait radicalement évolué ? On observe que leur provenance est toujours la même, cinq étant sans profession et deux ayant travaillé comme enseignants. C'est au niveau des études suivies qu'il y a une évolution ; on remarque que trois d'entre eux étaient déjà étudiants avant l'entrée au Parti (faculté d'économie, de journalisme et Institut pédagogique). Les autres étaient sans formation.

Le Parti, qui préférait produire les intellectuels au lieu de les recruter semble avoir en partie changé de politique. Le contexte historique n'y fut pas étranger ; selon nous, les besoins ne se situaient plus dans la production de propagandistes endoctrinés, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, du fait de l'annihilation de toute forme d'opposition possible à la ligne définie par le Secrétariat et le Politburo, il n'était plus nécessaire de maintenir la « vigilance bolchévique »

¹⁴⁸ « Partisan » prend ici le sens du terme russe « partiïnost' », ce qui signifie « avoir l'esprit du Parti ».

des militants à un niveau aussi élevé que dans les années trente, où la base du Parti aurait encore pu être mise en contact avec des éléments subversifs (existants ou non). De même, l'établissement de la planification centralisée et la mise sous tutelle réussie des campagnes permit au Parti de contrôler (ou de prétendre être en mesure de le faire) les secteurs productifs de la société ; la « construction du socialisme » étant achevée, la mobilisation de la population sur le front économique n'était plus aussi décisive qu'elle avait pu l'être auparavant. Or, il nous semble que le front idéologique de cette époque ne fut rien d'autre qu'un moyen de stimuler l'ardeur du peuple dans l'application des projets officiels dont la réussite assurerait le triomphe de Staline à la tête du Parti. Enfin, le système soviétique venait de se trouver une nouvelle source de légitimité bien plus féconde que l'imagerie révolutionnaire qu'il déployait vainement jusqu'alors : le prestige de vainqueur de la seconde guerre mondiale, du pays (et du régime) qui réussit à terrasser le nazisme¹⁴⁹. Revêtant les appareils du nationalisme tout en renouvelant habilement sa rhétorique, le stalinisme d'après-guerre réinvestit le segment du nationalisme¹⁵⁰, en identifiant l'amour de la patrie à la défense du socialisme, en faisant du Parti et de ses dirigeants non seulement les tombeurs du capitalisme, mais également les défenseurs victorieux de la patrie en danger. Tout ceci nous permet de dire que le lourd travail de légitimation pour enraciner les régimes bolchévique puis stalinien était moins nécessaire au fur et à mesure que le régime s'imposait comme la seule alternative proposée au peuple et qu'il bénéficiait de fait d'une nouvelle source de légitimité. Le front idéologique n'était donc plus aussi indispensable qu'auparavant ou du moins sous la forme qu'il avait prise. En effet, parmi les « intellectuels officiels » de la seconde génération, on retrouve trois types de profils.

Intéressons-nous tout d'abord à un type d'individus que nous n'avons pas rencontré auparavant. Il s'agit des journalistes du Parti. Ils forment la majorité des intellectuels officiels ici présents. Leur inflation montre bien l'évolution des préoccupations du régime soviétique après sa normalisation. Débarrassé de la nécessité de faire de l'agitation sur le terrain, le régime utilisa un nouveau type de relais de l'idéologie dominante au sein de la population. Loin de l'avant-gardisme des années trente, les autorités compétentes en matière d'idéologie pouvaient désormais paisiblement gérer leur rente de monopole idéologique à travers les journaux. Le principal était bien entendu la *Pravda*, mais quelques autres sont représentés,

¹⁴⁹ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 357.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 405.

tels que *Znamya* (étendard), *Komsomolskaya Pravda*, etc. Il s'agit également ici d'intellectuels du régime mais dotés d'un statut conventionnel.

Leur nombre vient de ce que Gorbatchev comptait beaucoup sur eux après son arrivée au pouvoir. Nous ne pouvons compter qu'un seul journaliste présent dans les organes centraux au service de Brejnev, il s'agit d'Alexandre Kapto, qui exerça cette activité au Komsomol pour s'en détourner par la suite. Né en 1933 à Tarassovka dans la région de Dniepropetrovsk, il acheva l'université de la ville en 1957 et fut immédiatement nommé au Secrétariat des Comités municipal et régional du Komsomol ukrainien. Il y débuta sa carrière de journaliste. En 1961, il travailla dans les journaux partisans destinés à la jeunesse. Sa carrière s'accéléra en 1966, année au cours de laquelle il rejoignit le Comité Central du Komsomol ukrainien, comme Second, puis Premier Secrétaire. Rappelons que Chtcherbitsky, pilier du groupe de Dniepropetrovsk, venait de prendre la tête du Parti ukrainien. Ce qui nous permet de percevoir à quel point pouvait être pérenne le réseau brejnévien qui étendait ses ramifications jusque dans la jeunesse du Komsomol municipal. Kapto reçut donc la charge d'encadrer les activités de la jeunesse communiste dans le fief de Brejnev. En 1967, il reçut le second grade universitaire le plus élevé qui soit en URSS, Candidat ès Sciences philosophiques. Nous ignorons dans quel cadre, au sein de quel institut, mais nous savons par contre qu'il devint « spécialiste en idéologie communiste ». Ce qui lui permit, dès 1971, de rejoindre l'appareil du Comité Central du Parti ukrainien comme Chef du département culturel, après un bref passage par les Comités municipal et régional du Parti. Il fut promu en 1981, suite au XXVI^e Congrès, Premier Chef adjoint du département du CC du PCUS chargé des liens avec les Partis des pays socialistes. Il devint Docteur ès sciences philosophiques en 1985, mais fut écarté par Gorbatchev qui faisait alors le ménage dans les secteurs de la propagande et de la culture. Il fut donc nommé Ambassadeur d'URSS à Cuba. Curieusement, il revint en 1988, alors que Gorbatchev recomposait son Secrétariat, et prit la tête du département chargé de l'Idéologie. Il fut à nouveau éloigné en 1990, ambassadeur en Corée du Nord.

Kapto était donc un journaliste reconverti dans le travail partisan, favorable à la coalition de 1964. Nous pouvons à l'inverse présenter le portrait de Youri Voronov, écarté au cours de la période Brejnev (du fait de son soutien à Alexandre Yakovlev) qui passa neuf ans à corriger les épreuves de la Pravda en RDA. Né en 1929, il entra au Komsomol assez tôt, en 1951 et acheva l'université en 1952. Ses premiers postes politiques furent Secrétaire du Comité

régional du Parti, auquel il cumulait la fonction de journaliste à *Smena* (journal du Komsomol). En 1955, il devint rédacteur en chef adjoint de la *Komsomolskaya Pravda*, puis fut promu rédacteur en chef de la *Pravda*. En 1966, il rejoignit le secrétariat exécutif du conseil de rédaction du journal. En 1973, suite à la disgrâce de son parrain Yakovlev, il fut envoyé en RDA. Il revint en même temps que lui en 1982, nommé par Andropov Secrétaire de l'Union des écrivains soviétiques puis à nouveau à la tête du journal *Smena* en 1985. Il prit alors la tête du nouveau département culturel du CC du Parti.

Voici deux exemples de journalistes officiels, adhérents de longue date, qui firent tous un passage par les organes locaux du Parti, exemples qui ont l'intérêt de présenter deux types de profils différents. Le premier, membre du clan Brejnev, passa des journaux du Parti aux organes locaux, puis républicains, avant d'accéder, assez tardivement mais grâce à la filière de promotion de Dniepropetrovsk, au Département chargé des relations avec les pays du Bloc, sous l'autorité de Konstantin Roussakov. On voit que la génération n'avait parfois que peu d'influence sur les ralliements. Par contre, on voit à quel point l'accès au Centre arriva tardivement pour un agent apparemment prometteur et pourtant membre du groupe de Dniepropetrovsk. Le second présente un autre visage de la classe d'âge 1920-1940. Il entra également en politique après avoir exercé le métier de journaliste, mais il connut la même disgrâce que son protecteur, Yakovlev. Il était un « homme des années soixante », fruit du dégel khrouchtchévien et porteur des idées *progressistes* de cette époque extrêmement prolifique pour la culture et la pensée soviétiques, printemps khrouchtchévien parfaitement dépeint par Moshe Lewin¹⁵¹. Seulement, la réaction des années Brejnev qui commença à s'exercer véritablement après 1968¹⁵² sanctionna ces dissidents internes qui furent mutés loin du pouvoir, à l'étranger. Voronov revint en 1982 avec Andropov et fut même nommé à la tête du Département culturel par Gorbatchev. Ces deux exemples nous permettent dans un premier temps de comprendre qui étaient ces nouveaux intellectuels de la stabilité, promus dans le Parti du fait de leur activité journalistique. Mais elle montre également comme pouvait être longue l'attente de cette génération qui resta bloquée à des postes intermédiaires, quand elle ne fut pas écartée totalement du jeu du fait de ses idées subversives.

¹⁵¹ Lewin Moshe, *La grande mutation soviétique*, La Découverte, Paris, 1989 (éd. originale en anglais, par University of California Press, 1988).

¹⁵² Malia Martin, *Op. cit.*, p. 417.

Ce problème ne touchait pas uniquement les journalistes, mais concernait tous les intellectuels officiels. Alexandre Yakovlev, qui correspond au second type de profil, plus classique, de l'intellectuel d'appareil, en souffrit également. Né en 1923 dans la région de Yaroslavl, il participa à la guerre de 1941 à 1943, où il fut très gravement blessé. Comme beaucoup d'anciens soldats¹⁵³, il entra au Parti en 1944. En 1946, il sortit diplômé de la faculté d'histoire de l'Institut Pédagogique de Yaroslavl et travailla immédiatement comme instructeur au Département de la propagande du Comité régional du Parti, dont il prit la tête en 1948. Il occupa divers postes de l'appareil local, bien souvent chargé des établissements d'enseignement. En 1956, il entra comme « aspirant »¹⁵⁴ à la chaire du mouvement ouvrier et communiste international de l'académie des sciences auprès du CC du PCUS et partit étudier deux ans aux Etats-Unis. Il reçut le titre de Candidat ès sciences et entra dans l'appareil central en 1960, comme chef de secteur au Département de l'agit-prop. Il bénéficia de la vague de promotion qui suivit l'arrivée au Pouvoir de la coalition Brejnev en 1965 et entra alors au Département de la propagande comme Chef adjoint. Il y resta jusqu'en 1972, époque où il rédigea un article dénonçant le nationalisme russe de certains membres de l'intelligentsia. Cet article constitua le prétexte pour exclure un homme qui apparaissait de plus en plus comme un dissident interne (un « Galilée du Comité Central », dixit Malia¹⁵⁵). C'était le début d'un long exil, qui dura dix ans, à l'ambassade du Canada. Il revint en 1983, rappelé par Andropov et Gorbatchev. Il devint alors l'idéologue et l'architecte de la Perestroïka.

Son exemple montre encore une fois la moindre nécessité de recourir aux intellectuels de terrain. Yakovlev était un intellectuel d'appareil, qui alterna entre le professorat, la rédaction d'articles et la coordination des départements et secteurs de la culture et de la propagande. Celle-ci était bien entendu destinée à la société civile ; seulement, la nature du travail de propagandiste avait évolué : il ne se fit jamais le porte voix de la révolution comme les intellectuels de Parti des années 1930, détachés dans certains secteurs rétifs de la population. Fruit de la stabilisation et de la victoire du régime, il n'exerça son militantisme que depuis les structures internes du Parti, illustration de l'institutionnalisation des fonctions d'idéologue. Le changement de perspective était donc radical pour ces intellectuels qui agissaient désormais directement depuis l'appareil, sans passer par le travail de contrôle quasiment policier effectué

¹⁵³ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 411.

¹⁵⁴ Equivalent de « doctorant ».

¹⁵⁵ Malia Martin, *Op. cit.*, p.477.

par Pel'she, Souslov et Ponomarev par exemple. Par contre, la formation reçue par les nouveaux intellectuels tels que Yakovlev était bien meilleure que les éléments de propagande délivrés aux intellectuels officiels de la génération précédente. De plus, le contexte idéologique des années soixante était extrêmement différent, bien plus libéral et favorable à l'émergence d'une pensée critique.

Enfin, nous comptons un dernier type d'intellectuels employés dans un rôle qui n'était a priori pas le leur. En effet, Brejnev ressentit le besoin de contrer le monopole de Souslov dans le domaine de l'idéologie ; il promut ainsi deux diplomates extrêmement brillants, issus du Ministère des Affaires Etrangères. Il s'agit de Valentin Faline et de Leonid Zamyatine¹⁵⁶. Dans un premier temps assistants personnels du Secrétaire Général, ils entrèrent tous deux au Département de l'information (propagande) internationale en 1978, l'un comme Chef, l'autre comme Premier Chef adjoint. Faline fut éloigné par Andropov puis repris par Gorbatchev en 1989 à la tête du Département international. Zamyatine, quant à lui, fut nommé ambassadeur au Royaume Uni en 1986 par Gorbatchev. Encore une fois, on perçoit les deux caractéristiques générales de cette seconde génération, quels qu'aient été ses ralliements : une compétence bien supérieure à celle de ses prédécesseurs, recherchée par les dirigeants vieillissants du Parti afin de peser dans le rapport de force permanent qui opposait les factions coalisées. Ensuite, on perçoit combien était laborieux l'accès aux institutions centrales pour les agents nés après 1920.

Contrastant fortement avec ce qui se produisit au début des carrières professionnelles, au cours desquelles les agents semblaient parvenir plus rapidement aux postes les plus importants, la progression de la carrière politique apparaît ici difficile, car bloquée et entravée par les membres de la génération Brejnev qui tenaient les postes de pouvoir. La stabilisation du système eut donc des effets positifs en ce qui concerne l'obtention d'un capital scolaire très valorisé et l'avancement des carrières professionnelles. Par contre, une fois dans la carrière politique, les quelques exemples présentés ci-dessus montrent que les trajectoires étaient plutôt marquées par une stagnation, au cours des années 1970, par une incapacité à accéder aux positions dominantes, ou tout simplement à l'appareil central. Le nouveau contexte historique dans lequel évoluaient les agents produisit donc une seconde génération aux dispositions sociales jusqu'ici inédites. Ses représentants étaient mieux dotés initialement,

¹⁵⁶ Voslenski Mikhaïl, *Op. cit.* p. 296.

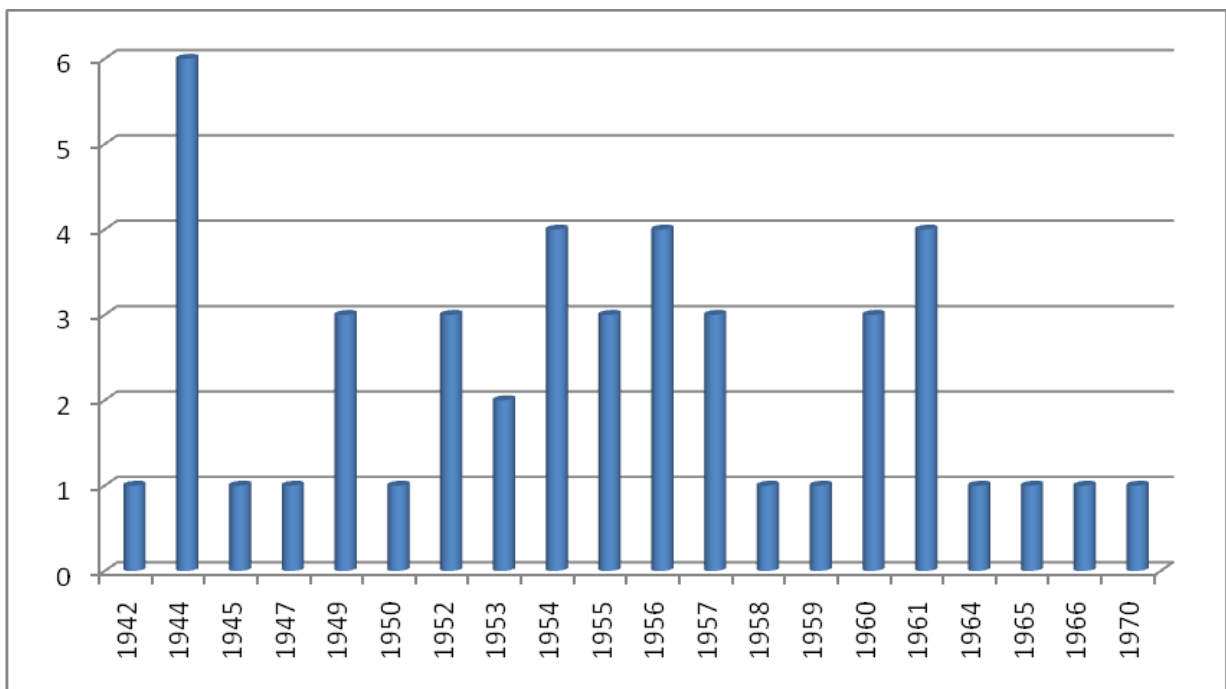
beaucoup mieux formés, plus qualifiés, ils disposaient de plus d'autonomie dans leur rapport au Parti. Voyons désormais comment ils utilisèrent ces capitaux au cours de leur carrière politique, dans le contexte stabilisé que l'on connaît, et quelle fut la nature des relations entretenues avec les agents déjà en place.

II. L'émergence d'un vaste clivage générationnel

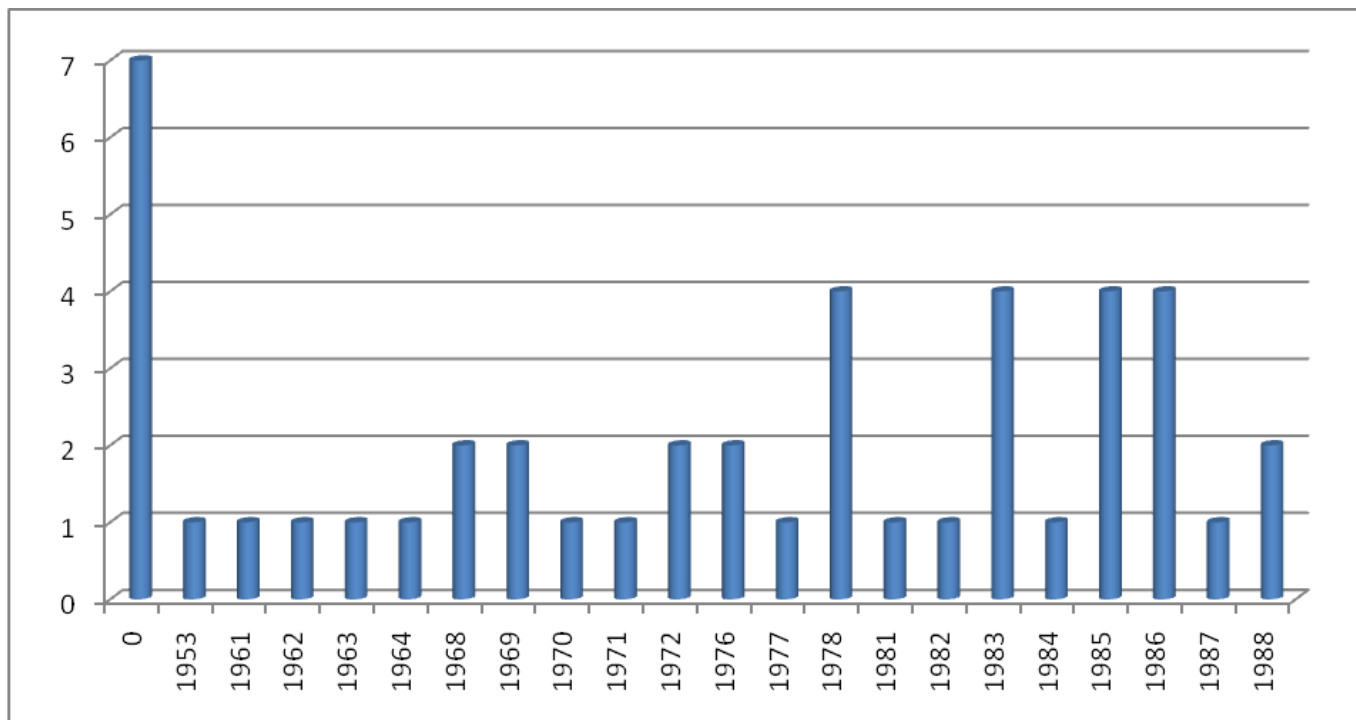
1) La stagnation des carrières politiques de la seconde génération

Après avoir étudié les parcours professionnels, penchons-nous sur la suite des carrières et comparons les trajectoires des agents nés après 1920 avec celles de leurs prédécesseurs déjà établis. Commençons par rappeler la répartition de la population selon les années d'entrée au Parti et d'accès aux premiers postes de l'appareil central du Parti ou du Gouvernement.

Graphique 21 – Année d'entrée au Parti des membres de la seconde génération



Graphique 22 – Année d’entrée dans l’appareil Central pour la seconde génération



On voit sur le graphique 21 ci-dessus que la répartition de l’année d’entrée au Parti est assez équilibrée. On remarque simplement l’importance du recrutement de l’immédiat après-guerre, conforme à ce que l’on sait des volontés de Staline. Celui-ci regarnit en effet rangs du Parti avec l’entrée d’environ trois millions d’anciens combattants¹⁵⁷. Seulement, un regard sur l’accès à l’appareil central (graphique 22) nous montre qu’une grande partie de la population (37%) a dû attendre l’arrivée au pouvoir d’Andropov en 1982 puis de Gorbatchev en 1985, porteurs d’un mouvement de renouvellement des élites assumé. 16% n’ont jamais exercé dans l’appareil central du Parti et 7% de manière très éphémère. Par contre, de tous ceux qui y travaillèrent sous le règne de Brejnev, avant 1982, (40% de notre population), 39% furent écartés de leur poste et mutés à un poste moins important au cours des années 1970, 17% virent leurs carrières stagner à des postes secondaires, tandis que seuls 28% siégèrent dans les organes centraux du pouvoir brejnévien. Les 16% restants représentent Gorbatchev et ses quelques collaborateurs, effectivement promus en 1978, mais à la suite d’une très longue stagnation au niveau local. A l’exception des 11% de la population totale de cette tranche d’âge 1920-1940 qui siégèrent dans l’entourage de Brejnev lui-même, cette génération fut largement sinistrée et vit sa carrière bloquée.

¹⁵⁷ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 411.

Le nombre de ses représentants à accéder de manière durable aux postes de pouvoir centraux dans le cadre brejnévien fut donc infime. La majorité vit sa carrière stagner, ce qui contraste beaucoup avec leurs débuts éclatants dans le champ professionnel.

Une grande partie des agents languissait au niveau des Comités locaux du Parti, ce qui nous permet de percevoir la combinaison de deux facteurs intéressants qui peuvent contribuer à renforcer la méfiance des anciens à leur égard. On remarque tout d'abord une profonde distorsion entre les deux groupes en ce qui concerne le nombre d'années passées au niveau local. La durée moyenne d'exercice des responsabilités à la tête d'un Comité local du Parti est de vingt-deux ans pour la génération Gorbatchev, tandis que la génération Brejnev n'y siégea en moyenne que quinze ans. La différence est considérable et elle renforce dans un premier temps l'idée d'un blocage organisé des carrières. Mais elle vient en sus se combiner à un facteur évoqué plus haut afin de produire un fait social nouveau. Nous avons en effet mis en avant le grand nombre de cadres supérieurs d'usines très promptement promus à ces postes après des études d'ingénieurs. Or, il se trouve que les filières de recrutement ont quelque peu évolué, car le travail dans l'encadrement supérieur de l'économie pouvait désormais déboucher dans d'autres domaines que dans l'administration étatique. 20% de la population totale de la génération Gorbatchev fit donc ses débuts en tant qu'ingénieurs dans les grands complexes industriels jusqu'au niveau supérieur de directeur d'usine, puis obliqua vers les responsabilités partisans locales.

La cause peut être l'engorgement de la filière étatique traditionnelle. Quoi qu'il en soit, 20% des agents firent considérablement évoluer le statut traditionnel de notable local du Parti. Jusqu'alors, ces notables encadraient bien entendu les activités économiques de leur région, mais cela restait dans le cadre habituel du contrôle du Parti. Ici, le phénomène est différent et des dirigeants d'usines et d'entreprises et de complexes industriels (bien souvent d'importance nationale) recyclèrent leur capital professionnel pour accéder directement aux plus hautes sphères des Comités régionaux du Parti. Ces usines revêtaient bien souvent une importance décisive pour les régions qu'elles dynamisaient considérablement. Leurs directeurs possédaient donc un poids local extrêmement important. Auparavant, le directeur d'usine cohabitait avec le Secrétaire du Comité régional du Parti en question. Il pouvait désormais passer de l'un à l'autre et cumuler une influence directe au sein des deux centres de pouvoir.

Dans ce cas là, le pouvoir du notable local du Parti était encore supérieur. Alors que l'accès à statut était auparavant destiné à de bons soldats du Parti, promus suite à un travail politique partisan jugé satisfaisant, les échelons régionaux furent envahis par des anciens directeurs d'usines qui accédèrent directement aux postes politiques locaux supérieurs. Or, ils siégeaient en moyenne plus longtemps que leurs aînés au niveau local. Apparaît alors un nouveau phénomène, la formation de super-notables cumulant des réseaux d'influence directe dans l'économie locale et l'occupation des postes dominants des Comités régionaux. Les agents accumulèrent encore plus de pouvoir et renforcèrent leurs prérogatives et leur niveau de ressources. La supériorité de cette seconde génération sur la première faisait de moins en moins doute. Leur niveau d'études leur permit d'accéder rapidement à la tête des usines, position qui leur permettait de se tourner par la suite vers le Parti. A statut égal, le poste de Premier Secrétaire d'un Comité Régional du Parti offrit bien plus de pouvoir aux agents nés après 1920. Ce point renforce l'opportunisme avec lequel ils investirent le Parti, à l'opposé de leurs aînés. Si l'on se focalise sur leurs activités au sein de leurs usines, on remarque que la quasi-totalité en dirigeait le Comité d'usine du Parti (Partkom). Ces Comités furent le point de contact entre le monde économique et le monde politique.

Encore une fois, la stabilité leur offrit le luxe de s'implanter encore plus profondément à leurs postes locaux que ne le faisaient déjà les notables de la génération précédente. L'élite soviétique à « fort capital partisan » (qui fit la plus grande partie de sa carrière politique dans les organes locaux du Parti), traditionnellement la plus fortement représentée dans les organes du Parti était de moins en moins issue des échelons inférieurs de l'appareil, et de plus en plus cooptée parmi les cadres de l'économie. L'élite locale du Parti connut donc une profonde recomposition, au cours de laquelle le pouvoir économique acquis à la tête des entreprises prit le pas sur le capital militant et le service du Parti jusqu'alors valorisés. Un exemple de ce type de parcours nous est donné par Boris Eltsine¹⁵⁸ et les quelques autres agents issus de Sverdlovsk (Ryjkov, futur Président du Conseil des Ministres de Gorbatchev, Bobykine, Chef du Département de l'industrie légère d'Andropov et Gorbatchev, et Ryabov, Secrétaire du Parti à l'industrie militaire sous Brejnev (1976), rapidement évincé (1979) du fait de désaccords avec Oustinov. Tous travaillèrent dans les énormes usines de l'Oural, ils tenaient la tête du Partkom de leurs usines et prirent tour à tour la tête du Comité Régional du Parti

¹⁵⁸ Cf annexe n°3, p. 211.

après quelques années de travail économique. L'absence de débouchés dans l'administration ministérielle peut expliquer cette stagnation, mais cela reste à l'état d'hypothèse. Nous disposons en effet de très peu de données sur l'administration étatique. La filière de recrutement que nous avons identifiée semble fonctionner, en particulier pour les secteurs du complexe militaro-industriel qui recrutaient effectivement des ingénieurs, mais là encore les positions atteintes par les représentants de la seconde génération étaient relativement bas. Le contre-exemple, Ryabov, promu au Secrétariat en 1976 fut très rapidement éloigné de ce poste. Il ne s'agit que d'une partie des agents à fort capital partisan. Certains suivirent bien entendu la filière traditionnelle, comme Gorbatchev, mais on remarque également dans leur cas une plus forte implantation aux postes locaux, du fait de la politique officielle de « stabilité des cadres ». Ils gravissaient les échelons du Parti dans un seul lieu géographique et siégeaient plus longtemps à la tête des territoires.

Nous retrouvons, encore une fois tous les critères qui caractérisent la nouvelle classe d'âge : une carrière stagnante, un rapport au Parti très utilitariste et une capacité à s'implanter aux postes auxquels ils furent relégués supérieure à celle de leurs aînés. Les membres de la seconde génération devenaient des adversaires redoutables. Bien formés, disposant de fiefs et ressources locales très abondantes, ils constituaient un danger évident pour l'élite brejnévienne qui chercha à l'écarter du pouvoir.

Mais les cadres économiques locaux n'étaient pas les seuls à stagner. Les autres filières étaient également engorgées, et toute la génération se retrouva déclassée. Si certains s'en atteignirent les sphères centrales, ne leur étaient ouverts bien souvent que des postes de moindre qualité : ils pouvaient prétendre au mieux figurer parmi la masse de Présidents adjoints du Conseil des Ministres, dépourvus de réel pouvoir, ou occuper un poste de chef de secteur d'un département du Comité Central¹⁵⁹. La manière dont l'élite brejnévienne se défendit demeure le plus significatif : elle bloqua, comme nous l'avons vu, mais elle fut également capable d'expulser. La biographie de Yakovlev, présentée plus haut le montre. 16% de notre échantillon rejoignirent l'appareil central dans les années 1960-1970 et tous furent mutés à des postes de moindre importance. Katoushev, « jeune loup » plein d'ambition, fut transféré de son poste de Secrétaire du CC chargé des affaires du Bloc à celui de Président

¹⁵⁹ Voslenski Mikhaïl, *Op. cit.* p. 306.

adjoint du Conseil des Ministres¹⁶⁰. Razoumovski, quand à lui, fut par exemple libéré de son secteur du Département de « l'organisation du travail du Parti » et envoyé au Soviet régional de la région de Krasnodar.

Les postes occupés n'étaient jamais ingrats. Depuis la fin des années Khrouchtchev, il semble impossible de totalement déshériter un opposant figurant déjà dans les listes de la Nomenklatura du Politburo ou du Secrétariat. Seulement, les postes occupés étaient très symboliques et ne donnaient pas accès au pouvoir, toujours détenu par les gérontes du Secrétariat et du Politburo.

Les vrais bénéficiaires de la période Brejnev furent très peu nombreux parmi cette classe d'âge. Il se trouve que les quelques agents ayant bénéficié d'un accès aux postes supérieurs furent soit des intellectuels et des experts dont on sollicita les compétences (c'est le cas des intellectuels que nous avons présentés plus haut), soit les membres des filières de promotion informelles mais toujours en activité. Ces dernières fournissaient parfois des postes à des éléments de confiance nés après 1920. Tchébrikov, par exemple, était chargé de surveiller Andropov pour le compte de Brejnev au KGB. Il en devint le Président, sous l'influence de Brejnev, après qu'Andropov eut pris la place de Souslov décédé au Secrétariat, juste avant le décès de Brejnev. Tchébrikov était issu de Dniepropetrovsk, de même que Kapto, déjà évoqué. Il existe des exceptions. Vladimir Dolguikh, par exemple, fut promu au secrétariat (Secrétaire à l'industrie lourde) relativement jeune, en 1972. L'autre exception, et non des moindres, est la nomination de Gorbatchev comme Secrétaire à l'agriculture ; il promut dans le même temps Krouchina et Boldine, qui travaillèrent au département agricole avec lui. Mais cette nomination arriva en 1978, assez tardivement, ce qui signifie que Gorbatchev connut également une longue période de stagnation à la tête du Comité régional du Parti de Stavropol.

Au total, seuls 16% de la population étudiée bénéficièrent d'un accès durable au Centre et à des postes à responsabilités, sur l'ensemble de la période. En effet, alors que la coalition de 1964 commença à renouveler progressivement et habilement les organes du Parti pour laisser la place aux jeunes, on observe un brusque raidissement entre 1971 et 1972¹⁶¹. C'est à ce

¹⁶⁰ *Idem.*

¹⁶¹ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p.478.

moment que l'on retrouve les premières mises à l'écart. Les agents furent donc condamnés à demeurer aux postes obtenus à cette époque. Si une certaine mobilité sociale existait bel et bien, elle était de moins en moins ascensionnelle. C'est l'époque du durcissement qui suivit l'écrasement du printemps de Prague¹⁶², la période des tournants en matière de politique économique. L'accent fut mis sur l'industrie lourde et la Défense. On sait qu'à cette époque les représentants de la génération Gorbatchev étaient massivement représentés dans le Parti, mais aucun ne siégeait à un poste à responsabilité fédérale¹⁶³. Le tournant de 1972 pose donc un problème car il bloqua, comme nous l'avons vu sur notre échantillon, la progression de la masse des militants du Parti, très bien formés. Pour combler ce déficit de postes disponibles pour la nouvelle génération, le Comité Central fut élargi, et le nombre de sièges passa de 300 à 420¹⁶⁴. Les nominations furent assez nombreuses mais ressemblaient tristement au lot de consolation que l'élite accordait aux agents soudainement privés de promotion sociale.

Il y a donc bel et bien un problème d'avancement des carrières, qui se transforma en véritable clivage dès lors que la coalition à la tête du pays se raidit et cessa de promouvoir la nouvelle génération. Voyons désormais sur quelles lignes de fractions s'établit ce clivage générationnel.

2) Un rapport différent au régime soviétique

Une fois constatée l'existence d'une rupture sociologique entre les deux groupes générationnels identifiés, du fait de leurs dispositions sociales et de leurs trajectoires, il nous faut en déduire ce qu'une telle distorsion d'habitus put engendrer en termes de rivalité institutionnelle. Nous avons rappelé l'inclination de la première génération à s'identifier à un système dont elle garantit activement l'établissement, appliquant à la lettre les directives du Centre, se chargeant de l'application des actes les plus violents et les plus répressifs, qui permirent à terme au stalinisme de triompher tout en leur garantissant l'accès progressif aux postes dominants. A ceux à qui il n'offrait pas directement une formation, il donnait préférentiellement accès aux postes économiques supérieurs. De plus, les circonstances historiques, sociales et économiques troublées donnèrent l'occasion aux autorités partisans de tester la fidélité et le zèle de ceux dont elles n'avaient pas encadré la formation.

¹⁶² *Ibid.*, p. 483.

¹⁶³ Ramambason Maryse, *Op. cit.*, p. 79.

¹⁶⁴ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p.479.

A contrario, les membres de la seconde génération eurent un parcours beaucoup plus pacifique et conventionnel. Leurs études se déroulèrent dans de bonnes conditions, bien souvent sans avoir à recourir au levier partisan pour accéder au système éducatif. Leurs études achevées, ils entrèrent directement dans la vie active au cours des années cinquante et soixante, à des postes correspondant relativement à leur qualification. L'entrée au Parti fut pour la majorité d'entre eux une étape nécessaire à l'obtention d'un avancement. L'accès à tous les postes hiérarchiques importants était conditionné à la possession de la carte du Parti. Son obtention constitua un moyen de recycler le capital scolaire en postes professionnels d'importance. En l'échange de la compétence que l'ingénieur mettait au service d'un système économique en crise, le Parti offrait à ce dernier son laissez-passer pour les postes économiques supérieurs. L'institution semble plus dépendante des compétences des agents que ceux-ci ne pouvaient l'être du Parti. Les individus de notre échantillon nés après 1920 étaient dans ce cas de figure où les rôles étaient totalement inversés. Ayant dans l'ensemble eu recours à leurs propres ressources pour accéder à des établissements scolaires délivrant des diplômes de meilleure qualité, le Parti, qui ne disposait que de peu de moyens d'orienter leurs choix de carrière, dut se contenter d'instaurer une forme de contrôle à l'entrée des postes professionnels d'importance afin de canaliser dans sa direction les compétences des travailleurs qualifiés. A défaut de les orienter directement selon ses vues propres, comme il pouvait le faire avec ceux qu'il choisissait de promouvoir et à qui il offrait une formation, le Parti perdit ce levier d'influence direct qu'il avait sur la formation des étudiants. Le spectre des étudiants potentiels s'élargit du fait de la massification et de la fin de la chasse aux saboteurs, tandis que même les futurs membres du Parti obtenaient leur diplôme sans son aide. Le Parti se vit contraint d'obliger les agents à mettre leurs compétences au service des vues du régime. Il instaura ainsi ce contrôle d'accès a posteriori qui obligea tous les travailleurs ayant des ambitions à le rejoindre.

Nous pensons que la stabilisation du système qui accrut le niveau de dotation global des agents en ressources économiques et culturelles, leur permettant d'effectuer leurs premiers pas en dehors de l'emprise du Parti, ainsi que l'institutionnalisation des parcours scolaires qui renforça le niveau général des formations délivrées, constituèrent une réelle perte d'influence du Parti sur la population étudiante qu'il cherchait à rallier. Ainsi, la majorité de la classe d'âge 1920-1940 échappa à l'influence *directe* du Parti.

Il ne s'agit pas ici d'en faire des dissidents, mais de montrer que leur degré d'autonomie s'agrandit, en même temps que leur niveau de reconnaissance et d'attachement au système diminuait relativement à celui des brejnéviens. Le Parti demeurait l'institution dominante dans le pays, les représentants de la seconde génération lui devaient donc en partie la stabilité, cause de l'accroissement de leur niveau de ressources initial. Seulement, nous considérons que la reconnaissance ne pouvait être aussi forte que celle qui s'était emparée de la génération précédente, artificiellement élevée à partir de rien au rang de classe dirigeante du pays, du seul fait de leur appartenance au Parti, de leur fidélité à la ligne, de leurs statuts d'ouvriers et de paysans. Le Parti les promut donc directement et unilatéralement. En ce qui concerne la seconde génération, leur accession aux postes à responsabilités fut le fait des possibilités de carrière offertes par les structures en place, par le régime. L'action du Parti sur leurs carrières était donc indirecte et moins perceptible.

L'autonomie des agents y gagna quelques degrés. Le parti n'était plus l'institution où s'acquerrait, au cours d'un long et dévoué travail d'imposition, dans l'adversité, de la ligne générale à une société récalcitrante, la totalité des ressources nécessaires à la conduite réussie du travail de militant avant-gardiste, et à l'obtention d'une future promotion sociale. Il n'était plus l'arène où fut produite de toutes pièces, façonnée à partir d'un matériau brut, une nouvelle élite, base sociale du nouveau régime qu'elle fut formée à servir. Une fois installé, soutenu par une armée de plusieurs millions de partisans, le régime développa et ouvrit à l'ensemble de la population ce qu'il avait dans un premier temps réservé à ses militants. Comme nous l'avons dit, cela se traduisit par la mise en place d'un réseau très dense d'établissements d'enseignement supérieur accessibles en priorité aux éléments proches du régime, mais officiellement ouverts à tous.

Il créa ainsi les conditions propices à l'émergence d'une vaste tranche de la population en mesure de se passer de ses services pour la phase d'accumulation primitive de son capital scolaire et culturel. Face à cette situation, les autorités partisans, en manque de cadres économiques qualifiés, ne purent que recruter de plus en plus massivement¹⁶⁵ dans la population déjà formée. L'âge d'entrée moyen au Parti ne variait certes pas très fortement (il passa de vingt-quatre à vingt-cinq ans), mais traduisait tout de même une propension à y

¹⁶⁵ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 411 et p. 508.

entrer plus tardivement parmi la seconde génération. Le Parti perdant de son influence directe sur ses militants potentiels, il se trouva forcé de se limiter, pour une part croissante de ses nouveaux recrutés, à établir des points de passage uniquement franchissables par l'adhésion. Le rapport entre le militant et l'institution paraît alors moins inégal, le Parti ayant besoin de la compétence de l'agent qui cherchait quant à lui des responsabilités supérieures. Par l'adhésion, le militant se mit sous la coupe du Parti en échange de son statut social. Il n'y a, sur le principe, que peu de différences avec la situation qui prévalait dans les années trente et quarante. Le renoncement à son autonomie et (éventuellement) à ses convictions pour suivre et appliquer une ligne prédéfinie était la condition d'entrée au Parti des individus nés avant 1920 et leur acte de soumission ; en échange de leur service, les autorités partisans centrales leur ouvraient les postes économiques, politiques, centraux. Seulement, la « négociation » se faisait désormais à un autre niveau. Le rapport était moins inégal, comme nous l'avons dit et il intervint plus tardivement, au moment d'accéder à des postes professionnels très valorisés. Il s'agit bien entendu ici des agents qui travaillaient avant leur entrée dans la carrière politique, comme ingénieurs et cadres supérieurs d'entreprises, c'est-à-dire la part la plus nombreuse de la population étudiée. Le capital partisan des agents était donc moindre, leur soumission également. Leur rapport au système apparaît plus pragmatique et moins inconditionnel tandis que s'accroissait leur autonomie dans le même temps.

On le voit avec l'apparition du nouveau type de profil partisan que nous avons mis en évidence, celui du notable économique réinvestissant tardivement son capital institutionnel et professionnel en capital politique au niveau des organes de gestion politiques de sa région. Alors que l'accès aux postes partisans était le fait des anciens serviteurs du Parti ayant fait leurs classes de militants et ayant prouvé leur fidélité, on observe qu'une partie de notre échantillon se hissa à la tête de son entreprise grâce au visa du Parti, et au lieu de suivre la voie promotionnelle classique (pour des raisons que nous ignorons) se tourna vers le Parti. Ce fait social nous apparaît comme révélateur de l'évolution du rapport des militants vis-à-vis du Parti. Nous qualifierons leur attitude de simplement opportuniste.

Il découle de l'observation de notre échantillon que le Parti devient un lieu de recyclage des capitaux scolaires et techniques acquis dans la société civile en biens divisibles de différentes natures (postes professionnels dominants, voire partisans), alors qu'il était jusque là le lieu

d'acquisition, d'apprentissage, d'exercice de ces ressources, réinvesties par la suite dans une optique de promotion sociale.

3) Un conflit entre deux systèmes de valeurs

Toutes ces divergences, selon nous, ne sont pas seulement des points qui éloignèrent théoriquement les groupes générationnels, mais ce sont au contraire des facteurs extrêmement clivants car la cohabitation de ces deux générations au sein des institutions impliqua inévitablement un choc entre deux types de cultures politiques opposées, entre deux systèmes de valeurs et surtout entre deux vecteurs de légitimité différents. Il ne s'agit ici que de notre propre interprétation, issue de l'observation comparée des parcours. Le rapport au régime produit par l'expérience et la trajectoire des agents, résultats des conditions historiques et de la nature des structures institutionnelles alors en place, produisit deux types d'habitus et par là même deux types de légitimité.

Les représentants de la première génération pouvaient tout d'abord se prévaloir d'un capital politique et militant bien plus élevé. Nous avons retracé leur parcours mouvementé au service du régime sur tous les fronts ouverts par les autorités staliniennes. Ces agents se percevaient donc comme des militants ayant participé à la grande aventure de l'âge héroïque de la construction du socialisme en URSS. Le rôle avant-gardiste qui leur était dévolu contribua à leur faire intérioriser leur domination sur le peuple soviétique d'où ils étaient issus et duquel ils s'éloignèrent à jamais. Il nous semble donc que leur conception d'une élite légitime à diriger le pays repose sur le service du Parti, la soumission à la ligne, le sacrifice et le service rendu. Or, le parcours de la nouvelle génération ne pouvait pas l'amener à développer ce type de rapport avec l'institution. Au contraire, ils atteignirent leur maturité intellectuelle dans les années 1960, à l'époque du dégel, où la critique des méthodes et de l'organisation stalinienne du Parti commença à être remise en cause. Mais surtout, comme nous l'avons montré plus haut, ils ne possédaient pas de capital militant. A l'exception du travail de propagande de certains dans le Komsomol, aucun ne fut mis dans la situation de servir le Parti comme les membres de la génération précédente.

L'exemple de la seconde guerre mondiale est très parlant. Alors que la génération 1899-1919 participa massivement à l'encadrement des troupes, au contrôle de l'application de la ligne du

Secrétariat et de Staline, nommé Généralissime, les représentants de la seconde génération y participèrent très peu. Cela est bien entendu lié à leur âge, mais on remarque tout de même un point de clivage fondamental. Parmi la seconde génération, personne ne servit comme commissaire politique pendant la guerre, tous furent de simples soldats mobilisés pour défendre la patrie. A l'inverse, aucun des agents nés avant 1920 qui participèrent à la guerre ne fut soldat. Les plus proches du front étaient les commissaires politiques, peu exposés et bien souvent chargés de maintenir la discipline et d'entretenir le moral des troupes. Les autres siégeaient dans les états-majors, au sein des conseils de défense des différents fronts ou même du Conseil d'Etat à la Défense, dominé par Staline.

C'est ici que se trouve la distinction. Ils participèrent aux mêmes événements, mais tandis qu'un groupe défendait les intérêts du Parti, imposait ses directives et sa domination sur le peuple en armes, l'autre groupe subissait cette domination et défendait l'intégrité du territoire menacé par l'envahisseur nazi. La seconde génération n'eut jamais l'occasion de se faire le rempart ou le bras armé du Parti face à une société hostile, face à des ennemis du peuple présumés. Même au cours de la guerre, elle défendit le pays bien plus que le Parti et le socialisme. A l'inverse, les membres de la première génération furent forcés de se faire les boucliers et les soldats du régime stalinien pour accéder à leur statut social.

Cette distinction se perçoit dès lors que l'on observe la carrière politique des agents. La première génération y entra en tant que militant ayant prouvé leur fidélité à la ligne stalinienne et à l'orthodoxie du régime, dans l'armée, dans les Comités du Parti locaux en chassant les ennemis du peuple, en exportant le soviétisme dans les nouveaux territoires conquis. L'accès aux postes centraux du Parti relevait bien sûr de la capacité à s'approprier les ressources des postes occupés par les agents, et du jeu sur les règles de promotion sociale et professionnelle, mais il était conditionné à un passif de militant exemplaire. Leur position sociale et le fait qu'ils soient encore en vie témoigne de cette fidélité formelle.

A l'inverse, les agents nés après 1920 entrèrent au Parti dans un contexte stabilisé, avec un capital scolaire supérieur, afin d'offrir ses compétences techniques à un régime déjà installé¹⁶⁶. La volonté de faire carrière était bien entendu largement présente, mais le système n'avait plus les mêmes exigences avec ses nouvelles recrues. Il attendait d'elles qu'elle

¹⁶⁶ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 505.

missent à son service ce qu'ils avaient appris dans les établissements scolaires ouverts pour eux. Les conditions d'entrée au Parti et la conception du service étaient donc totalement différentes. La première génération conçut une définition politique du service du Parti, tandis que la seconde développa une vision plus technocratique du concept de service, quand elle n'entraîna pas au Parti avec le seul et unique but de faire carrière. Ces conceptions du service avaient toutes les chances d'entraîner un choc de conceptions opposées de la légitimité à occuper les postes dominants. Un groupe mettait en avant ses qualités techniques et ses compétences, l'autre lui rappelait son passif de militant zélé et son expérience de terrain.

Si ce choc de ces deux types de légitimité ne fut pas seul en mesure de provoquer un clivage, il contribua selon nous à l'incompréhension et à l'éloignement des générations. De plus, la volonté de conserver la haute main sur les postes dominants pouvait être due au refus de laisser « leur » régime, celui pour lequel ils avaient tant donné, aux mains de tels carriéristes. Mais nous ne sommes pas en mesure d'être complètement certains de la validité de cette interprétation. Seulement, si les agents développent une conception de la légitimité correspondant à leurs parcours, une telle différence de trajectoire entre ces deux générations ne pouvait que générer deux types de conceptions contradictoires de la domination légitime du système soviétique. Et lorsque l'on est conscient du différend générationnel et de l'inégalité de la répartition des postes entre ces deux groupes, l'idée avancée ici peut refléter une partie de la vérité.

4) Matérialisation de la distorsion générationnelle

Le clivage entre les individus nés avant et après 1920 ne se faisait donc pas sur les domaines étudiés, n'opposait pas deux corporations ou corps de métiers, mais on la perçoit tout de même dès l'institut, au niveau de la qualité de l'enseignement reçu et de la position sociale et professionnelle supérieure que procurait ce capital scolaire plus fourni. En effet, les membres de la seconde génération disposaient d'une meilleure expertise théorique et d'une expérience professionnelle plus riche : ils étaient plus nombreux et occupèrent plus longtemps les postes de cadres supérieurs d'usines et de grands complexes industriels; ils possédaient donc une expertise technique plus développée dans les domaines de prédilection de l'élite brejnévienne. Or, l'expertise était un facteur très valorisé dans le système soviétique de promotion interne.

Nous retrouvons ici l'idée développée par Maryse Ramambason selon laquelle l'une des premières lignes sur lesquelles se cristallise le clivage générationnel est l'asymétrie entre deux niveaux de formation. Elle écrit en effet : « le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) est pour les générations les plus âgées la ressource qui leur permet, en contrôlant l'accès à la formation et au diplôme, de soutenir une concurrence sociale avec les jeunes générations, plus diplômées que les précédentes au même âge »¹⁶⁷. La génération Brejnev pouvait donc craindre une concurrence en quelque sorte déloyale de la part de la génération destinée à prendre le relais, si ces deux classes d'âge devaient évoluer ensemble, dans les mêmes institutions dirigeantes.

Une des causes du blocage et de la stagnation des carrières semble provenir de cette peur de la compétition interne entre agents aux compétences inégales. Seulement, le contrôle de l'accès aux diplômes par la génération Brejnev et grâce au Parti ne nous apparaît pas si flagrant. Nous pensons au contraire que cette vieille générations n'était pas en mesure de faire face à la concurrence et préféra bloquer les carrières des agents susceptibles de mettre en péril sa domination. Il nous est une fois de plus possible d'appliquer à ce cas les catégories élaborées par Pierre Bourdieu¹⁶⁸. Face à un nouveau groupe entrant dans les institutions, plus qualifié, doté d'un capital technocratique acquis plus rapidement et donc menaçant du fait de ses propriétés sociales distinctives, l'élite en place employa les ressources politiques et bureaucratiques dont elle disposait pour remédier au danger que représentaient ces nouveaux entrants. Le blocage des carrières constituait le dernier recours de cette génération en péril disposant d'un capital scolaire obsolète. En effet, nous n'avons pas perçu dans notre échantillon de recours massif au système de formation tout au long de la vie, pourtant bien développé en URSS, qui aurait permis à l'élite brejnévienne d'entretenir son capital culturel et sa légitimité sociale face à une jeune génération bien mieux dotée qu'elle dans tous ces domaines. Les écoles du Parti étaient en effet fréquentées par certains intellectuels, au cours des années 1950 et les formations suivies après l'entrée au Parti que nous avons remarquées concernaient des individus encore jeunes, effectuant leurs premiers pas dans la carrière politique.

¹⁶⁷ Ramambason Maryse, *De l'URSS à la Fédération de Russie, les conditions sociales d'émergence d'un nouvel espace politique*, thèse de doctorat soutenue le 24 Septembre 2009 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

¹⁶⁸ Bourdieu Pierre, Christin Rosine, « La construction du marché », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 81, n°1, pp. 65-85.

Face au capital scolaire et aux compétences techniques des nouveaux entrants, le groupe en place se défendit alors en amenant la menace sur le terrain qu'il maîtrisait le mieux. En l'occurrence, il s'agissait de la bureaucratie, de la maîtrise de l'appareil et du contrôle des nominations du personnel partisan et ministériel.

Les agents nés après 1920 adoptèrent donc une attitude différente dans leur relation à l'institution dont ils étaient moins dépendants. Ils développèrent également leur autonomie et un système de valeurs alternatif au sein d'une organisation *censée* être monolithique et aux ordres des organes centraux du Parti. Enfin, ils furent confrontés à la peur sociale des brejnéviens de se faire éclipser au profit d'une génération de diplômés plus compétents qu'elle. Ces trois facteurs extrêmement clivants viennent se conjuguer à la propension (déjà mise en évidence plus haut) de la première génération à s'approprier les ressources octroyées par les postes à responsabilités. Nous pensons que c'est autour de ces lignes que le clivage générationnel entre les agents nés avant et après 1920 se matérialisait concrètement.

La génération au pouvoir se défendit donc contre les ambitions d'un groupe social auquel elle ne reconnaissait pas la légitimité à prendre sa place. C'est de cette manière, selon nous, qu'il faut comprendre les mises à l'écart et la stagnation des carrières de la majorité des représentants de la classe d'âge 1920-1940.

CONCLUSION

Notre avons cherché à démontrer dans ce mémoire que le blocage et la crise de reproduction de l'élite résultaient des propriétés initiales et de l'ascension du groupe générationnel 1899-1919. Les causes de ce phénomène, à savoir la patrimonialisation du système et l'accaparement de la totalité des ressources procurées par leurs positions centrales sont directement issues de la combinaison de deux phénomènes qui reviennent en permanence au cours des parcours des agents.

Le premier chapitre nous a montré que cette génération fut formée à partir de rien, aussi rapidement que fut brutale son ascension vers les organes locaux du pouvoir dans les années trente, à la faveur d'un régime lancé dans une course en avant modernisatrice génératrice d'une crise permanente, où chaque grand projet était la cause de nouveaux problèmes. Face à cette urgence constante, le régime tenta de se débattre avec la réalité et déploya une activité fébrile dans le but de mobiliser les ressources dont il disposait. La course en avant des premiers plans quinquennaux généra une demande de cadres rapidement formés. Cette nécessité impérieuse de gérer l'urgence économique est, selon nous, la cause principale de l'effort démesuré de promotion d'un groupe initialement très peu doté en capitaux. Majoritairement composé d'ouvriers, d'agents sans formation, sans profession, ce groupe fut d'abord formé au sein d'instituts délivrant une formation minimaliste et bien souvent réservée aux individus jugés « sûrs » politiquement¹⁶⁹.

Les promotions que nous avons décrites ne furent qu'une conséquence des besoins du système. Celui-ci dut reconstruire un Etat, révolutionner son économie, affronter la machine de guerre nazie, se reconstruire et intégrer de nouveaux territoires, et tout ceci dans une situation de manque cruel de cadres et de travailleurs qualifiés¹⁷⁰. L'ascension brutale de tous ces individus n'était aucunement liée à une quelconque bienveillance mais bien à la nécessité de reformer une élite politiquement vierge capable de faire allégeance à Staline, à son entourage et à leurs projets, sans aucune réserve. De plus, le système faisait face à un manque de légitimité et à une expansion économique démesurée qui conduisit les partocrates à la tête

¹⁶⁹ Malia Martin, *Op. cit.* p. 260.

¹⁷⁰ *Idem.*

du pays à mettre en place un système de formation rapide d'idéologues officiels et de cadres de l'économie, les « spécialistes rouges », d'après Malia¹⁷¹.

Ensuite, la prise de pouvoir par ce qui n'était au final qu'un parti politique minoritaire, imposé par la force des armes, généra un formidable besoin de légitimation des élites du nouveau régime auprès du peuple soviétique, d'où la formation rapide et dans l'urgence d'intellectuels officiels à même de relayer dans certains secteurs de la société les mots d'ordres officiels, déployés dans le but de mobiliser la population. La formation technico-économique comme politique de la première génération fut donc extrêmement précaire, brutale, directive et son ascension se réalisa au rythme des événements traversés par l'URSS.

La nature du régime et le contexte dans lequel il évoluait expliquent donc la mise en place de ces filières de promotion sociale par la fidélité à la ligne du Parti et par la volonté de la servir. L'explosion du nombre de postes de cadres dans l'industrie impliqua inévitablement la promotion sociale de ces individus modestes que l'on venait de former. Enfin, les purges des années 1930 (qui culminèrent en 1936-1937) libérèrent des milliers de postes politiques dans l'appareil du Parti et de l'Etat et dans les sphères supérieures des établissements économiques, suite à la liquidation de la génération des vieux bolchéviques et des « éléments étrangers » qui en occupaient jusque là une bonne partie. Ces années virent l'accession de la génération Brejnev à un statut dominant dans le champ économique local, puis son entrée en politique.

Depuis leurs premiers pas, les agents que nous avons étudiés sont redevables au Parti de leur formation, de leur accession aux privilèges, de leur nouveau prestige moral d'avant-garde du peuple soviétique dont ils étaient issus et de leurs premiers postes à responsabilités. Ils lui doivent tout sur le court terme : ils échappèrent rapidement à leur condition ouvrière et à la situation stagnante où étaient leurs carrières. Mais le régime leur fournit également des ressources nécessaires pour le long terme, qui leur permirent de mener des stratégies de carrières dans des conditions avantageuses. Nous faisons référence ici à la formation et aux ressources que les agents ont pu tirer des premiers postes locaux ou économiques d'importance (qu'ils doivent au parti) et dont nous avons montré qu'ils constituaient une étape importante pour accéder un jour aux organes centraux.

¹⁷¹ Malia Martin, *Op. cit.* p. 304.

Le régime soviétique produisit donc une future élite dirigeante et la prépara le mieux possible à la marche vers l'avenir radieux qu'il promettait en fait à sa population. Cela lui permit de se constituer une base sociale, dans un contexte de révolution totale (à partir des années 1930), d'expulsion des anciennes élites et de bouleversement social et économique. Et nous pensons que l'entreprise fut une réussite ; les autorités staliniennes parvinrent à rallier une large frange de la population, relais de son entreprise de domination auprès du peuple entier et soutien dévoué de ses initiatives politiques qui nécessitaient la mobilisation d'une réelle implication populaire.

Ce système était le leur. Les individus nés entre 1899 et 1919 construisirent le stalinisme et le système soviétique tels qu'il demeurèrent jusqu'à leur fin, en première ligne ; ils le défendirent, le servirent et participèrent à toutes ses aventures politiques et guerrières. En échange, celui-ci leur offrit des postes et des moyens de s'extraire de leur condition sociale. Les événements historiques renforcèrent encore cette nécessité de mobiliser la population en sollicitant, en premier lieu, ces éternels serviteurs du régime qui furent une nouvelle fois mis à contribution pour gagner la guerre et soviétiser les nouveaux territoires. Chaque dévouement, chaque sacrifice apporta une amélioration à leur statut antérieur.

La génération 1899-1919 fut donc produite à l'image du système qui la forma et la promut. C'est ce que nous avons tenté de montrer dans le premier chapitre. Elle fut sa base sociale, son armature technique et intellectuelle et même son bras armé. C'est le premier point qui nous permet d'avancer que, dès ses débuts, la génération Brejnev portait en elle les ferments de la forme que prendra plus tard sa domination nationale. Son extraction sociale, son parcours scolaire et professionnel contribuèrent à façonner son attachement et son sentiment d'identification vis-à-vis du soviétisme ; la formation intellectuelle et politique qu'elle reçut ne cessait de lui rappeler son rôle d'avant-garde naturelle¹⁷² du prolétariat et la justesse ontologique de ligne générale qu'elle devait appliquer¹⁷³. La patrimonialisation et l'accaparement futur des ressources du pays prennent selon nous en premier lieu leur source dans leur conscience *d'incarner* le socialisme soviétique. Il ne s'agit pas d'une déduction psychologique, mais bien de l'observation réelle du rapport au soviétisme que leurs parcours au sein des arcanes du régime a pu produire. Si les expériences vécues par les agents

¹⁷² Werth Nicolas, *Etre communiste en URSS sous Staline (le stalinisme vu d'en bas)*, Julliard, Collection « Archives », Paris, 1981, p. 93.

¹⁷³ *Idem.*

déterminent leur *ethos* et leur système de valeurs, alors la trajectoire de cette génération ne peut avoir développé en elle que le sentiment d'une destinée partagée avec le régime soviétique, dont elle seule serait la dépositaire, du fait de son passé militant. Il s'agit ici de la première cause de leur pratique monopolistique du pouvoir d'Etat.

Mais si le premier chapitre nous éclaire sur la manière dont le système parvint à se créer une clientèle, il s'arrête aux balbutiements de leur carrière politique. Et le rapport dialectique permanent entre formatage et reconnaissance ne saurait être la seule explication de leur comportement futur. Il convient de rappeler la seconde cause, qui se trouve dans les conditions sociales, historiques et institutionnelles au sein desquelles ils menèrent leurs carrières politiques. C'est la combinaison du profond attachement à la nature stalinienne du régime avec la forme que prit leur trajectoire ultérieure qui est à l'origine de l'accaparement observé, cause du blocage.

Nous avons tenté de démontrer que leur parcours ascensionnel dans les institutions dirigeantes renforça encore cette propension à s'identifier au régime, malgré les différences entre les filières étatiques et partisans d'accès au Centre. La dotation initiale en capitaux n'était pas la même pour tous, mais le Parti permit de combler le retard de la majorité des agents. De même, nous avons vu que les filières de promotion différaient, que les règles n'y étaient pas les mêmes et purent forger des *habitus* divergents et des niveaux d'allégeances au pouvoir du Parti asymétriques. Mais l'étude des trajectoires des agents au sein de chacune des filières de promotion identifiées nous montre que les institutions formèrent le même type d'hommes. Dans tous les cas, le dévouement à l'institution forgea un esprit de corps largement valorisé par la hiérarchie. Les agents évoluant au sein de l'Etat passèrent la quasi-totalité de leur carrière à servir la même administration, dans leur domaine d'étude et leur domaine professionnel, promus grâce à leur compétence technique et leurs résultats. Dans le Parti, le parcours était certainement plus laborieux, mais le loyalisme formel et la capacité à appliquer et faire respecter le pouvoir du Parti conditionnaient également le développement d'un esprit de corps vis-à-vis de l'institution.

De plus, nous avons pointé l'importance des événements historiques extérieurs aux institutions qui jouèrent un rôle d'accélérateur des carrières et qui diminua l'impact des seules règles d'ascension internes aux organes. S'il existait des voies d'accès à l'élite centrale, les

purges, la guerre et le clientélisme déterminèrent la forme exponentielle que prit la courbe représentant leurs trajectoires dans une part au moins aussi importante que le respect des critères d'avancement définis par les ministères et l'appareil du Parti. Ils furent tous confrontés aux mêmes événements historiques ; ils n'y participèrent pas tous avec le même engagement, mais ces conditions historiques et sociales que nous avons tenté de mettre en avant constituaient également un facteur qui vint corriger et égaliser des habitus divergents, car forgés au cours de carrières menées dans des institutions différentes. De plus, nous avons vu que chaque difficulté traversée, chaque projet mené au forceps et chaque sacrifice réalisé dans le but de faire face aux difficultés qui mettaient le régime en danger, entraînaient toujours une rétribution symbolique ou l'obtention directe d'un bien politique divisible, l'accès à un réseau de solidarité plus vaste, à un stock potentiel de ressources politiques et institutionnelles supplémentaire. Quelles qu'aient pu être ces dispositions acquises, elles ne remettaient toutefois pas en cause l'essentiel, à savoir l'attachement au système. Il y a donc bel et bien un renforcement de la propension à s'identifier au régime au sein de ce système de promotion du plus apte (ou perçu comme tel) à régler les problèmes dans le cadre des structures orthodoxes établies par le régime.

Mais le point saillant de notre étude des carrières politiques demeure la mise en évidence du point suivant. Au-delà des signes extérieurs de compétences et d'allégeance au stalinisme qui régulaient leur avancement, les agents pouvaient disposer de leur propre marge de manœuvre. Or, à chaque fois que s'ouvrait pour eux le champ des possibles de l'élaboration et de la conduite victorieuse d'une stratégie d'ascension sociale, celle-ci ne pouvait se réaliser autrement que par l'exploitation unilatérale des ressources fournies grâce à l'accaparement des postes locaux et ministériels et par l'implantation profonde à la tête de territoires ou au sein des administrations¹⁷⁴. En effet, au sein du Parti, c'est l'établissement d'une domination sans partage et la mise à disposition des ressources symboliques et matérielles des territoires au profit des Premiers Secrétaire de Républiques ou de régions qui procuraient le statut de notable, indispensable à un accès rapide à l'appareil du Comité Central. L'exemple de Brejnev nous a montré que l'établissement d'un fief personnel sur une région permettait de développer son capital social et politique, de s'approprier les résultats économiques obtenus et de contrôler l'ensemble des aspects de la vie sociale et économique de la région grâce à la

¹⁷⁴ Malia Martin, *Op. cit.* p. 432.

maîtrise de l'appareil administratif du Comité local du Parti¹⁷⁵. Malia parle même de « mafias » établies sur les fiefs locaux, qui entretenaient le niveau de vie des « parrains » centraux. Sans nier le phénomène mafieux en URSS, nous employons cet exemple afin de montrer à quel point l'accaparement des ressources locales pouvait être étendu ; nous limitons notre analyse aux facteurs mobilisables en vue d'une promotion sociale. L'accaparement était donc total, et s'étendait au secteur économique et financier¹⁷⁶. La majorité des individus étudiés furent promus grâce à leur statut de notable local. Ce n'est pas l'accès à un poste qui leur permit d'accéder au Centre, mais bien le fait que l'obtention de ce poste signifiait que l'agent avait fait ses preuves et développé la capacité à tenir une région et surtout à maintenir l'illusion qu'il y appliquait les directives centrales.

En 1964, la coalition portée au pouvoir par le Comité Central ne fit qu'appliquer aux organes centraux les pratiques dominatrices et monopolistes qu'elle était habituée à appliquer au niveau local, pratiques auxquelles elle devait en partie son avènement. Moshe Lewin met en effet en évidence l'insécurité permanente qui régnait dans les organes supérieurs du pouvoir¹⁷⁷. Du fait de l'absence de règles de succession et de gestion interne des rapports de force, les agents étaient dans une situation d'insécurité permanente que même la proclamation de la « stabilité des cadres » ne permettait pas de régler. Rester au pouvoir devenait donc une lutte de tous les instants qui passait par la méfiance et le complot permanent (dont Moshe Lewin donne des exemples saisissants) et surtout par la sanctification des postes occupés, l'implantation la plus profonde et la plus durable qui soit au cœur d'un système qui, avant 1985, n'avait pas non plus développé de système de retraite pour ses dirigeants¹⁷⁸. A une situation précaire, les agents appliquèrent les recettes qui leur avaient déjà permis de s'imposer au niveau local. Le rapport patrimonial qu'ils avaient pris l'habitude de développer vis-à-vis des postes de pouvoir, appliqué au niveau national, entraîna le blocage de la totalité du système à leur unique profit.

De nombreux historiens mettent en évidence ce phénomène de patrimonialisation du système, cette « artériosclérose interne » (Martin Malia¹⁷⁹) par « le marais brejnévien » (Moshe

¹⁷⁵ Voslenski Mikhaïl, *Op. cit.* p. 105.

¹⁷⁶ Malia Martin, *Op. cit.* p. 433.

¹⁷⁷ Lewin Moshe, *Op. cit.* p. 295.

¹⁷⁸ *Ibid.* p. 290 Ceux-ci recevaient une « retraite individuelle ».

¹⁷⁹ Malia Martin, *Op. cit.*, p. 446.

Lewin¹⁸⁰), ou plus simplement « la Nomenklatura » (Mikhaïl Voslenski¹⁸¹). Lane et Ross sont allés plus loin et ont avancé l'idée d'une appropriation des ressources économiques par l'appareil et surtout par les ministères qui refuseraient d'appliquer les directives du Parti, bloquant ainsi toute tentative de réforme de l'économie. Mais aucun n'adopte une définition du terme « ressource » assez large pour englober aussi les biens politiques divisibles. Or, la crise de reproduction de l'élite soviétique est bien une conséquence de l'appropriation de ces biens, elle-même causée par les dispositions acquises par les agents du fait des circonstances historiques de leur promotion sociale.

Cette règle d'airain qui pousse les agents à monopoliser les postes, indispensable à l'ancrage que tous recherchent, vient se combiner avec leur propension, produite par les événements traversés, à confondre leur propre devenir social avec l'immutabilité du régime qui leur donna les conditions nécessaires à l'établissement de leur propre domination. Le nouveau groupe au pouvoir, pur produit du système, seule génération politique à avoir passé sa vie entière à le servir, s'y imposa donc comme il avait toujours appris à le faire, avec la conscience de recevoir la rétribution qu'il méritait pour ses services rendus. Ce qui explique la poursuite de ces pratiques au niveau national, qui conduisirent finalement à une appropriation des postes centraux au détriment de la génération suivante.

Ce groupe traversa comme acteur de premier plan les événements de la grande Histoire : il fut en première ligne au moment des purges et répressions, il lutta pour la survie du régime et sortit renforcé de la seconde guerre mondiale, il participa à l'implantation du système dans les nouveaux territoires conquis, à la réaffirmation du stalinisme le plus intransigeant après le relatif « libéralisme » qui régnait pendant la guerre. Une fois arrivée à un certain niveau, ces agents se lassèrent de l'insécurité permanente entretenue par les pratiques staliniennes de gestion des élites (qui avaient jusque là fait leur bonheur). Ils soutinrent momentanément Khrouchtchev dans sa politique de dégel et d'affaiblissement du contrôle de la Police politique sur les cadres; puis, face aux attaques de ce dernier contre les restes du stalinisme qui l'empêchaient de redynamiser le système à sa guise, c'est-à-dire contre la toute puissance de leurs statuts de notables chèrement gagnés (ou de celui de leurs clients), il le renversèrent et prirent enfin la tête du pays.

¹⁸⁰ Lewin Moshe, *Op. cit.*, p. 295.

¹⁸¹ Voslenski Mikhaïl, *Op. cit.*, p.125.

Ils sont de purs produits du stalinisme, traversèrent toutes ses péripéties et pouvaient donc s'identifier totalement à lui, jusqu'à confondre la survie du communisme soviétique avec leur propre destinée de groupe dirigeant. L'éviction de Khrouchtchev et leur accession au pouvoir permit de combiner cet ethos de la fidélité à l'orthodoxie stalinienne (que Khrouchtchev remettait en cause) tout en luttant contre les pratiques expéditives de renouvellement des élites du stalinisme qui leur avaient pourtant permis de monter dans la hiérarchie, mais qui pouvaient désormais jouer contre leur domination. Sous l'influence de Khrouchtchev, la société soviétique se stabilisa, la guerre froide éloigna la menace d'une nouvelle guerre et les pratiques répressives de masse disparurent¹⁸².

Or, nous nous souvenons que sous Staline, aucun groupe ne parvint à s'implanter aussi durablement au pouvoir, du fait des purges permanentes que menait ce dernier contre les membres de son entourage. La patrimonialisation du système était impossible du fait de l'instabilité et de l'insécurité des élites. Il veilla de même à toujours ouvrir des soupapes aux générations suivantes en promouvant de nouvelles classes d'âge¹⁸³. Il élimina les vieux bolchéviques nés avant 1890 pour promouvoir une petite partie de ceux qui virent le jour la décennie suivante (Khrouchtchev, Jdanov, etc.), puis il commença, dans les années 1950, à ouvrir les portes de l'appareil central à notre génération brejnévienne. Enfin, quand la promotion interne traditionnelle ne le permettait pas, les événements historiques venaient achever d'ouvrir la route du pouvoir à ces individus. Or, la coalition de 1964 sut profiter de la stabilisation historique et sut maintenir une concorde suffisante en son sein pour éloigner définitivement la perspective de nouveaux renouvellements élitaires brutaux¹⁸⁴.

Le système de promotion qui avait assuré la stabilité du système se grippa une fois que cette « génération du premier plan quinquennal » fut au pouvoir. Elle ne ressentit pas le besoin de réitérer pour ses fils ce que ses propres aïeux avaient fait pour elle. De plus, cette génération ne profita pas des circonstances historiques qui propulsèrent leurs aïeux au cœur du système. Leurs carrières évoluaient à un rythme normal, dans un contexte de carences de postes à

¹⁸² Lewin Moshe, *Op. cit.*, p. 233.

¹⁸³ Khleniuk Oleg, *Op. cit.* p. 248.

¹⁸⁴ Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008, p. 479.

pourvoir¹⁸⁵. Alors que les purges avaient permis à la première génération de monter et que Staline gérait à sa manière le renouvellement des élites, la stabilité des cadres bloqua ce phénomène. Après une vie de service, les agents voulurent bénéficier de leur position chèrement acquise, d'autant plus qu'il s'identifiaient au régime, à son histoire, à son élite.

Le système soviétique se stabilisa alors et le renouvellement massif de l'élite partisane cessa d'apparaître comme une nécessité absolue, à la différence des années trente où les capacités productives crûrent comme jamais et forcèrent les autorités à faire appel à de nouveaux cadres de l'économie, tandis que les purges réclamaient le renouvellement constant de l'élite politique. Le ralentissement économique des années 1970 augurait d'une nouvelle période. Il n'y aurait plus ni extension territoriale ni révolution économique, c'est-à-dire que le régime ne serait plus en mesure de créer de nouveaux postes destinés à la génération montante. Les postes de pouvoir qui existaient étaient déjà entre les mains d'un groupe qui sait à quoi il devait son pouvoir et qui n'avait de fait aucune envie de s'en faire spolier.

A l'inverse, la seconde génération, pour ces raisons, développa un rapport tout à fait différent à l'institution et au régime. Si elle évoluait dans le cadre qu'il lui imposait, si une partie d'entre elle connut également une promotion sociale grâce aux études, cette promotion se voyait bloquée dès que ses velléités d'ascension se tournaient vers le champ du pouvoir. L'entrée au Parti fut pour elle bien plus un visa nécessaire pour bénéficier d'avantages sociaux et économiques qu'une formidable opportunité de s'arracher à sa condition. L'adhésion ne lui offrit pas sa formation, ne la formata pas dans la mesure où les établissements d'enseignement supérieur des années 1930-1950 avaient pu le faire. Au contraire, ces agents atteignirent leur maturité politique et intellectuelle dans les années 1960, contexte de libéralisation et de remise en cause du stalinisme. Enfin, ils ne purent développer le sentiment de profonde reconnaissance envers le régime qui avait marqué leurs aînés. Leur promotion, bien entamée, fut bloquée du fait de cet accaparement que nous avons évoqué et les dirigeants du Parti firent tout leur possible pour les écarter des organes centraux ou leur empêcher d'y accéder.

¹⁸⁵ Ramambason Maryse, *De l'URSS à la Fédération de Russie, les conditions sociales d'émergence d'un nouvel espace politique*, thèse de doctorat soutenue le 24 Septembre 2009 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

De plus, nous avons montré que du fait même de leurs dispositions sociales, du fait de ce que leur parcours et le régime ont fait d'eux, ils possédaient des codes et une culture institutionnelle tout à fait différente de celle de leurs aînés. Grâce aux efforts consentis par le système soviétique lui-même, ils constituaient un danger pour l'élite en place. Si l'on articule ce clivage objectif et subjectif avec les pratiques que les conditions sociales dans lesquelles ils évoluèrent leur apprirent à développer, on comprend mieux le renforcement permanent de leur domination sur le système, leur volonté d'écarter le péril générationnel et leur incapacité à lui laisser la main. Se présentant comme dépositaire de la légitimité du soviétisme, leur crispation ne pouvait qu'entraîner une réaction négative de la part de l'ambitieuse génération Gorbatchev qui souhaitait à son tour accéder aux postes supérieurs du pouvoir au lieu de stagner en permanence à un échelon local qui leur fournissait certes un statut extrêmement privilégié (pour certains seulement), mais qui ne correspondait pas à leur soif de promotion sociale. Opposant leur légitimité scolaire, technique et technocratique à la légitimité politique et bureaucratique du groupe dirigeant, perçue comme archaïque, le blocage organisé de leur progression, malgré les quelques soupapes consenties par le régime (élargissement du Comité Central, promotion de quelques fidèles dont on recherchait la compétence, tolérance des pratiques clientélistes et mafieuses des agents à la carrière bloquée) ne put que créer un gouffre encore plus profond avec le Parti. Nous avons en effet vu que leur rapport et leur dépendance vis-à-vis de l'institution comme de son orthodoxie était extrêmement souple. L'incapacité du Parti à leur offrir une voie d'accès aux organes dirigeants ne put qu'élargir encore davantage le clivage avec le régime, mais également avec la première génération qui prétendait l'incarner.

Ce problème est d'autant plus profond que les deux générations avançaient deux conceptions différentes de la légitimité à exercer le pouvoir en URSS. La seconde génération adopta une vision plutôt technocratique et utilitaire du Parti vu comme un moyen ; il pouvait être ainsi l'outil d'élaboration des politiques publiques, le moteur de la modernisation de l'Etat ou alors simplement le moyen d'exercer le pouvoir. La première génération, du fait de l'importance de son capital délégué, développa par contre une vision plus charnelle du service du Parti, perçu comme une fin. Leur passé de militants avant-gardistes en aurait fait les individus les mieux placés pour siéger à la tête d'un pays qu'ils avaient eux-mêmes façonné. Cette conception s'oppose aux ressources dont disposaient les membres de la seconde génération, c'est-à-dire leur capital scolaire, si développé que c'est à cette classe d'âge qu'il était fait appel lorsque les

brejnéviens avaient besoin de compétence technique et d'expertises sérieuses (nous pensons en particulier à Tyajel'nikov, Zamyatine et Faline). Le choc de ces deux types de légitimités opposés, cumulé à l'inégalité de la dotation en capitaux en défaveur des dominants renforça le phénomène observé. Nous ne sommes pas face à deux groupes générationnels se distinguant uniquement au nombre d'années, mais face à l'opposition de deux groupes sociaux dont les conditions d'avancement des carrières furent si différentes que chacun put développer son propre système de valeurs et ses ressources spécifiques. Le clivage était donc total ; le déclencheur du conflit fut la concurrence sociale pour l'accès aux positions, tandis que le conflit s'organisait, sur le long terme, autour d'une profonde distorsion d'habitus à l'origine de deux conceptions très différentes de l'exercice du pouvoir et de la forme de l'institution dominante.

Toutes les périodes auraient pu déboucher sur une telle situation. Seulement, les conditions historiques firent que Staline avait toujours veillé à maintenir l'instabilité des positions des cadres du Parti. C'était un moyen pour lui d'empêcher la constitution de toute forme d'opposition interne et d'élargir en permanence sa propre clientèle. C'est la raison pour laquelle une telle situation était inédite ; les dirigeants précédents avaient toujours veillé à garantir les débouchés des jeunes générations, par la liquidation pure et simple de pans entiers de l'élite alors en place. En 1952, Staline s'apprêtait visiblement à reproduire le schéma habituel afin de déloger les derniers représentants de la génération tardive (1890-1900) des « vieux bolchéviques » encore au pouvoir, lors de l'affaire du « complot des blouses blanches », qui semble avoir été le prélude à une nouvelle purge destinée à promouvoir une nouvelle classe d'âge bloquée dans les sphères inférieures du Parti¹⁸⁶. On comprend mieux la réaction des dirigeants qui prirent la succession de Staline. Ils firent immédiatement fusiller Beria, diminuèrent le pouvoir de la Police politique, instaurèrent la collégialité au Politburo, réhabilitèrent les médecins accusés et marquèrent immédiatement une rupture symbolique avec les orientations de la politique stalinienne.

Ils avaient toutes les raisons de craindre que cette purge en préparation les concernerait. Là encore on remarque le soin de Staline de promouvoir par la force des jeunes au cœur du pouvoir. Or, la génération Brejnev qui savait tout ce qu'elle devait à ce genre de méthodes ne souhaitait pas être mise en concurrence avec des agents avec lesquels elle ne pourrait pas

¹⁸⁶ Werth Nicolas, *Op. cit.*, p. 486.

rivaliser. Elle employa donc tous les moyens en sa possession pour renforcer son implantation : en investissant massivement les départements chargés du contrôle du personnel et de la propagande dans un premier temps et en écartant ou en provoquant la stagnation des carrières des agents les plus menaçants. Or, il n'y avait plus de Staline pour forcer, grâce au KGB, les détenteurs du pouvoir à laisser la main. Celui-ci était certes tenu par Andropov, favorable à un renouvellement élitair massif, mais Brejnev s'en méfiait et installa autour de lui une véritable cohorte de fidèles chargés de surveiller en permanence ses faits et gestes¹⁸⁷. Toutes les voies d'accès étaient bloquées, tous les agents qui auraient pu impulser un renouvellement forcé de l'élite étaient sous contrôle. Aucun nouveau poste ne pouvait plus être créé pour contenir l'engorgement

La promotion sociale de la génération Gorbatchev passait donc inévitablement par l'expulsion de la génération Brejnev des postes à responsabilité. Or, nous avons tenté de montrer que celle-ci s'y était extrêmement bien implantée. La relève générationnelle ne se réalisa qu'avec la disparition de l'élite en place. A l'époque stalinienne, les purges se chargeaient de résoudre ce problème d'engorgement des postes au détriment des jeunes. Mais les temps ont changé, et seule la fin biologique de cette « génération bénie » permit aux suivants de prendre la place qui, selon eux, leur revenait. C'est la mort des détenteurs des postes supérieurs qui fut l'unique recours des dominés du PCUS. Signe du destin, le premier à avoir bénéficié de la mort d'un cacique du brejnévisme fut Gorbatchev, qui prit en 1978 la place de son parrain, Koulakov, décédé. Le second à décéder fut Kossyguine, mais Tikhonov fut nommé à sa place et rien ne changea réellement. La mort de Souslov, par contre, en 1981 permit à Andropov d'entrer au Secrétariat à sa place de « numéro deux ». La mort de Brejnev lui offrit son poste de Secrétaire Général. Il put lancer son processus de renouvellement grâce aux décès de Pel'she, Rashidov et Kisseliev, grâce à la sénilité de Kirilenko ; il expulsa également Trapeznikov et Karlov, les deux individus qui tenaient le Secrétariat pour Brejnev. A sa mort en 1984, Andropov fut remplacé par Tchernenko. Son décès dès 1985 permit à Gorbatchev de prendre enfin le pouvoir que lui destinait Andropov. Là encore, la mort d'Oustinov en 1984 fut décisive, car elle décapita le complexe militaro-industriel, vent debout contre Gorbatchev (il lui aurait préféré Romanov)¹⁸⁸. C'est à partir de 1985 que le renouvellement générationnel fut réellement lancé.

¹⁸⁷ Ce processus est expliqué en détails par Moshe Lewin, *Op. cit.*, p.326.

¹⁸⁸ Lane David (Dir.) *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University press, 1998, p. 60.

Il semble que ce processus ait été impulsé trop tardivement et qu'il ne soit pas parvenu à réconcilier la génération 1920-1940 avec le régime soviétique. Que dire alors des enfants de cette classe d'âge aux ambitions brimées par la génération précédente? Largement absente du Parti, bloquée au Komsomol, ils ne purent que se détourner du régime et investir les nouvelles entreprises politiques apparues à l'occasion de la Glasnost' et subvertir un régime qui ne leur offrait plus de perspective¹⁸⁹.

La victoire du soviétisme entraîna donc la chute du soviétisme. Cette victoire entraîna en effet l'émergence de la génération Brejnev, futur fossoyeur du régime et devait déboucher sur une stabilisation de la société qui priva à terme les agents de moyens d'action contre une classe d'âge qui refusait de laisser la main par elle-même. Guerre, purge et extensions territoriales étaient conjuguées au passé et la seconde génération fut forcée de mener sa carrière dans un environnement stable, normalisé et conventionnel, selon les normes établies par les institutions, sans que rien ne vienne accélérer le rythme de leur avancement. Ils disposaient bien sûr de leurs propres ressources et réagirent à ce blocage en renforçant encore leur emprise sur les positions auxquelles ils étaient confinés qui avaient déjà permis à la génération précédente d'accéder à la notabilité. Devenus des super-notables, rien ne venait pourtant libérer les postes supérieurs, à part la mort de leurs occupants.

Nous avons tenté de montrer dans ce mémoire, en revenant sur les concurrences générationnelles, comment s'installe un nouveau système politique issu d'un processus révolutionnaire et comment il dégénère du fait même des conséquences engendrées par la réussite de son entreprise. Pris par les contingences économiques et historiques découlant de ses initiatives politiques, le groupe décidé à s'installer à la tête du pays se constitua une base sociale nouvelle qui lui était propre, fidèle, dévouée, en lui offrant sa promotion sociale. Poursuivant sur cette lancée, bénéficiant des conditions socio-historiques tourmentées que le régime traversait, ce groupe social « parrainé » par le pouvoir stalinien parvint à accéder au pouvoir suprême. Seulement, ses dispositions et les conditions qui présidèrent à son ascension (c'est-à-dire la forme que prit le régime et les difficultés auxquelles il fut confronté) déterminèrent une pratique du pouvoir monopoliste et patrimoniale, générant de ce fait une inévitable concurrence avec une génération suivante disposant de propriétés sociales tout à

¹⁸⁹ Ramambason Maryse, *Op. cit.* p. 84.

fait différentes, d'un ethos générationnel technocratique et d'un niveau global de ressources supérieur (héritées comme acquises). Ces facteurs objectifs de rivalité se conjuguèrent avec la crispation de l'élite dirigeante sur ses postes dominants pour constituer un gigantesque clivage générationnel, opposant des groupes en lutte pour la domination du champ du pouvoir, groupes que tout opposait, même ce qui aurait pu les rapprocher, à savoir leur appartenance au même Parti : ils avaient des conceptions différentes de la légitimité à diriger « l'Etat du peuple tout entier » et un rapport beaucoup moins charnel avec le régime. Les causes de ce clivage naquirent de l'établissement de la génération Brejnev au sein des institutions soviétiques, lui-même découlant du triomphe du stalinisme. Les conditions d'établissement du régime portaient donc en elles les racines de sa chute.

Cette idée qui vient clore notre mémoire nous permet de développer d'autres axes potentiels de recherches. Parmi ceux-ci, il est possible d'étudier la pérennité des lignes de clivage internes mises en évidence plus haut. Se perpétuèrent-elles au sein des organes centraux au fur et à mesure de la Perestroïka ? L'observation des prises de positions et de l'établissement de solidarités internes à ces institutions peut modérer l'importance du clivage générationnel, afin de voir si cette rivalité s'y poursuivit sur les mêmes bases, une fois que les agents avaient accédé aux postes dominants, après 1983, 1985 et 1986. Comment caractériser les conflits et oppositions de lignes politiques qui traversèrent ces institutions au cours des années 80 ? L'opposition se faisait-elle entre les anciens et les nouvellement promus ? Ou se fondait-elle désormais sur d'autres facteurs de distinction (géographiques ou sectoriels) ? Cela ne signifie pas pour autant que l'ensemble de sa génération se positionnait sur la même ligne politique que Gorbatchev. C'est un autre axe de recherche qu'il faut approfondir : la seconde génération, une fois arrivée au pouvoir, soutint-elle « son » dirigeant ? Ou alors se répartit-elle indifféremment entre partisans de Gorbatchev et de Ligatchev, selon des logiques échappant aux déterminants sociaux mis au jour plus haut ? Il nous faut ajouter que la sociologie politique comparée des élites pourrait gagner énormément à comparer la reconversion réussie du communisme chinois, pourtant monopolisé dans les années 1980 par des dirigeants âgés, avec l'échec du soviétisme. Enfin, la porte est ouverte à l'analyse de la reconversion des capitaux soviétiques des anciens membres du Parti et du Komsomol, en capitaux valorisés dans les différentes entreprises politiques du champ politique russe.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DE L'URSS

Histoire générale

Ferro Marc, *Naissance et effondrement du régime communiste en Russie*, LGF-Le Livre de poche, Paris, 1997.

Khlevniouk Oleg, *Le cercle du Kremlin, Staline et le bureau politique dans les années 1930 : les jeux du pouvoir*, Le Seuil, 1996 [Traduit du Russe par Pierre Forgues et Nicolas Werth].

Lewin Moshe, *Le siècle soviétique*, éd. Fayard/Le Monde Diplomatique, Paris, 2003 (éd. originale en anglais, par Columbia University Press, 2003).

Lewin Moshe, *La grande mutation soviétique*, La Découverte, Paris, 1989 (éd. originale en anglais, par University of California Press, 1988).

Malia Martin, *La tragédie soviétique ; Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil, Coll. « Points Histoire », Paris, 1995.

Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Thémis Histoire, PUF, Paris, 6^e édition mise à jour, 2008.

Werth Nicolas, *Etre communiste en URSS sous Staline (le stalinisme vu d'en bas)*, Julliard, Collection « Archives », Paris, 1981.

Riazanovsky Nicholas, *Histoire de la Russie. Des origines à 1996*, Robert Laffont, Coll. « Bouquins », Paris, 1994 [Traduit de l'américain par André Berelowitch].

Droit et Institutions soviétiques

Colas Dominique, *Les Constitutions de l'URSS et de la Russie, 1900-1993*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1997.

Lesage Michel, *Les institutions soviétiques*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1975.

Lesage Michel, *Le droit soviétique*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1975.

Lesage Michel, *Le système politique de l'URSS*, PUF, coll. « Thémis science politique », Paris, 1987.

CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

Sociologie des champs et du champ politique

Bourdieu Pierre, « La variante soviétique et le capital politique », in *Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris, 1994.

Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000.

Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, Coll. « Documents », 1980.

Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, février-mars 1981, n°36-37, pp. 3-24.

Bourdieu Pierre, Christin Rosine, « La construction du marché », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 81, n°1, pp. 65-85.

Bourdieu Pierre, « Droit et passe-droit », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 81, pp. 86-96.

Offerlé Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, Collection « Que sais-je ? », 2008, (1ère édition : 1987).

Elaboration du cadre d'analyse

Berelowitch Wladimir, « La 'soviétologie' après le putsch. Vers une guérison ? », *Politix*, année 1992, vol. 5, n° 18, pp 7-20.

Dubois Vincent, Lozac'h Valérie, Rowell Jay, « Jeux bureaucratiques en régime communiste », *Sociétés Contemporaines*, n° 57, 2005, pp. 5-19.

Fillieule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science-politique*, vol. 51, n°1-2, février-avril 2001, pp. 199-217.

Georgakakis Didier, de Lassalle Marine, « Genèse et structure d'un capital institutionnel européen ; les très hauts fonctionnaires de la Commission européenne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 166-167, 2007/1-2, pp. 38-53.

Gillet Sylvie, « Questions d'URSS ou la 'soviétologie' en questions », *Politix*, année 1992, vol. 5, n° 18, pp 21-48.

Passeron Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 1990, 31-1, pp. 3-22.

Traitement biographique du communisme

Pennetier Claude, Pudal Bernard (Dir.), *Autobiographies, Autocritiques, Aveux dans le monde communiste*, Belin, Coll « Socio-histoires », 2002.

Pudal Bernard « La vocation communiste et ses récits », dans *La Politisation*, J. Lagroye (Dir.), Belin, 2003.

MANUELS

Beaud Stéphane, Weber Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, Collection « Grands Repères », 2008. (1^{ère} édition 1997).

Cohen Antonin, Lacroix Bernard, Riutard Philippe, *Nouveau Manuel de Science Politique*, La Découverte, Coll. « Grands Repères », Paris, 2009.

Lagroye Jacques, François Bastien, Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences-po et Dalloz, Collection « Amphi », 2006.

Quivy Raymond, Van Campenhoutd Luc, *Manuel de recherches en sciences sociales*, Paris, Dunot, Collection « Sociale », 2006. (1^{ère} édition 1995).

SOCIOLOGIE DES ELITES SOVIETIQUES

Articles

Harasymiw Bohdan, "Changes in the Party's composition: The Destroyka of the CPSU", *The Journal of Communist studies*, Vol 7, N°2 (juin 1991), pp

Hill Ronald J., "The CPSU: From Monolith to Pluralist", *Soviet Studies*, Vol 43, N°2, 1991, pp.217-35.

Kryshtanovskaya Olga V., White Stephen, "From Soviet Nomenklatura to Russian Elite" *Europe-Asia Studies*, vol. 48, n°5, 1996, pp 711-733.

Lane David & Ross Cameron, "The composition of the Politburo of the CPSU: 1966 to 1991", *Coexistence*, 31, 1994, pp. 29-61.

Lane David & Ross Cameron, "The CPSU ruling elite 1981-1991 commonalities and divisions", *Communist and Post-Communist Studies*, 1995-09, Vol 28, N°3, pp. 339-360.

Lane David & Ross Cameron, "Limitations of Party control: the Government bureaucracy in the USSR", *Communist and post-communist studies*, 1994, 27 pp. 19-38.

Lane David, Ross Cameron « The social background and political allegiance of the political elite of the Supreme Soviet of the USSR: the terminal stage, 1984 to 1991, "Europe-Asia Studies, 46, 1994a, pp. 437-463.

Mawdsley Evan, White Stephen, "Renewals and Dead souls: The changing central committee", *British Journal of Political Science*, vol 20, N°4 (oct 1990) pp. 537-542.

Rahr Alexander, "The CPSU in the 1980s: Changes in the Party Apparatus", *The Journal of Communist Studies*, Vol 7, N°2, juin 1991, pp.161-169.

Rita Di Leo "The Soviet Union 1985-1990: After communist rule the deluge ?", *Soviet Studies*, Vol. 43, N°3, 1991, 429-449.

Robinson Neil , "Gorbachev and the place of the Party in the soviet reform, 1985-1991", *Soviet Studies*, Vol. 44, N°3, 1992, 423-443.

Szelenyi Ivan "La position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés socialistes d'Etat", *ARSS*, Vol. 22, Juin 1978, pp. 61-74.

White Stephen "Rethinking the CPSU", *Soviet Studies*, Vol 43, N°3 (1991) pp. 405-428.

White Stephen & McAllister Ian, "The CPSU and Its Members: Between Communism and Postcommunism", *British Journal of Political Science*, 26, pp.105-122.

Livres

Gill Graeme and Pitty Roderic, *Power in the Party. The Organization of Power and Central-Republican Relations in the CPSU*, Macmillan Press LTD, 1997.

Lane David (Dir.) *Elites and political power in the USSR*, Cambridge, University press, 1998.

Mawdsley Evan, White Stephen, *The Soviet Elite, From Lenin to Gorbachev. The Central Committee and its Members, 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

Mawdsley Evan, "Portrait of a changing elite: CPSU Central Committee full members 1939-1990", in White Stephen (dir), *New directions in Soviet History*, Cambridge University Press, 1991.

Raviot Jean-Robert, *Qui dirige la Russie?*, Lignes de repères, Paris, 2007.

Voslenski Mikhaïl Sergueïévitch., *La Nomenklatura, les privilégiés en URSS*, Belfond, Paris, 1980.

Thèse de doctorat

Ramambason Maryse, *De l'URSS à la Fédération de Russie, les conditions sociales d'émergence d'un nouvel espace politique*, thèse de doctorat soutenue le 24 Septembre 2009 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, sous la direction d'Alain Blum.

RESSOURCES BIOGRAPHIQUES

Mémoires

Elsine Boris Nikolaïevitch, *Mémoires. Sur le fil du rasoir*, Albin Michel, Paris, 1994.

Gorbatchev Mikhaïl Sergeïevitch, *Mémoires. Une vie et des réformes*, Editions du Rocher, Collection « Document », 1997. (édition originale en russe 1995).

Ligatchev Egor Kouzmitch, « Zametki o General'nom sekretare TsK KPSS i preslovoutoi 'èpokhe zastoïa' », *Sovietskaïa Rossiïa*, 22/03/2004. [Remarques à propos du Secrétaire Général du Comité Central (CC) du PCUS et de la fameuse « époque de stagnation »].

Medvedev Vadim Andréïevitch, *V komande Gorbatcheva ; Vzgliad iznutri*, Moscou, Bylina, 1994 [Dans l'équipe de Gorbatchev ; Vu de l'intérieur].

Bases de données

Appendices aux cinq ouvrages déjà cités de David Lane et Cameron Ross.

Base de données « Labyrinth », réalisée par Vladimir Prybilovski.

Biographies officielles publiées par la revue *Izvestia TsK KPSS [Nouvelles du Comité Central (CC) du PCUS]*, N° 7 & 8, 1990, disponibles en ligne sur : <http://vivovoco.astronet.ru/>

Ressources biographiques du site internet historique : <http://www.knowbysight.info/index.asp>

Lewytskii B., *Who's who in the Soviet Union: A biographical encyclopedia of 5000 Leading personalities in the Soviet Union*, München – New York – London – Paris: K. G. Saur, 1985.

Ulrich Joachim Schulz Torge, *Who was who in the Soviet Union : a biographical dictionary of more than 4,600 leading officials from the central apparatus and the republics to 1991*, München - New York : K.G. Saur, 1992.

Annexes

Annexe 1: Composition des Politburos de 1976 à 1988

Politburo Issu du XXV^o Congrès (1976)

Membres titulaires:

- Léonid I. Brejnev.....Secrétaire Général du CC du PCUS
(1956) 1964-1982
- Youri V. Andropov.....Président du KGB
1973-1984
- Andreï A. Grechko.....Ministre de la Défense de l'URSS
1973-1976
- Viktor V. Grishine.....Premier secrétaire du Gorkom du Parti de Moscou
1961-1986
- Andreï A. Gromyko.....Ministre des affaires étrangères de l'URSS
1973-1988
- Andreï P. Kirilenko.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Industrie)
1957-1982
- Alekseï Kossyguine.....Président du Conseil des Ministres d'URSS
1946-1953/1957-1980
- Fédor D. Koulakov.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Agriculture)
1971-1978
- Dnimuhamed A. Kounaev.....Premier Secrétaire du CC du PC du Kazakhstan
1966-1987
- Kirill T. Mazurov.....Premier Président adjoint du Conseil des Ministres de
l'URSS
1957-1978
- Arvid Y. Pel'she.....Président du Comité de contrôle du CC du PCUS
1966-1983

- Nikolaï V. Podgornyï.....Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS
1958-1983
- Grigorïï V. Romanov.....Premier secrétaire de l'Obkom du Parti de Léningrad
1973-1985
- Mikhaïl A. Souslov.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Idéologie)
1949-1953/1955-1982
- Dimitri F. Oustinov.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Industrie militaire)
1965-1984
- Vladimir V. Chtcherbitskyï.....Premier secrétaire du CC du PC ukrainien
1961-1963/1965-1989

Entrés tardivement au poste de titulaire

- + Konstantin U. Tchernenko.....Secrétaire du CC du PCUS (aux Affaires de l'Appareil)
(1977) 1978-1984
 - + Nikolaï A. Tikhonov.....Président du Conseil des ministres
(1978) 1979-1985
 - + Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Agriculture)
(1979) 1980-1991
-

Suppléants:

- Geïdar A. Aliev.....Premier Secrétaire du CC du PC d'Azerbaïdjan
1976-1987
- Piotr N. Demichev.....Ministre de la Culture de l'URSS
1961-1983
- Piotr M. Masherov.....Premier secrétaire du CC du Parti de Biélorussie
1966-1980
- Boris N. Ponomarev.....Secrétaire du CC du PCUS (aux Affaires Internationales)
1972-1986
- Sharaf R. Rashidov.....Premier secrétaire du CC du PC d'Ouzbékistan
1961-1983

- Mikhaïl S. Solomentsev.....Président du Conseil des Ministres de RSFSR
1971-1988

Entrés tardivement au poste de suppléant

+ Vassiliï V. Kouznetsov.....Premier Président adjoint du Praesidium du Soviet Suprême
d'URSS

1977-1986

+ Konstantin U. Tchernenko.....Secrétaire du CC du PCUS (aux Affaires de l'Appareil)

1977-1978 (1984)

+ Nikolai A. Tikhonov.....Président du Conseil des Ministres

1978-1979 (1985)

+ Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Agriculture)

1979-1980 (1991)

+ Tikhon Y. Kisselev.....Premier Secrétaire du CC du PC de Biélorussie

1980-1983

Politburo issu du XXVI^o Congrès (1981)

Membres titulaires

- Léonid I. Brejnev.....Secrétaire Général du CC du PCUS
(1956) 1964-1982
- Youri V. Andropov.....Directeur du KGB
1973-1984
- Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Agriculture)
(1979) 1980-1991
- Viktor V. Grishine.....Premier secrétaire du Gorkom du Parti de Moscou
1961-1986
- Andreï A. Gromyko.....Ministre des affaires étrangères de l'URSS
1973-1988
- Andreï P. Kirilenko.....Secrétaire du CC du PCUS (aux Cadres)
1957-1982
- Dnimuhamed A. Kounaev.....Premier Secrétaire du CC du PC du Kazakhstan
1966-1987
- Arvid Y. Pel'she.....Président du Comité de contrôle du CC du PCUS
1966-1983
- Nikolai V. Podgornyï.....Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS
1958-1983
- Grigoriï V. Romanov.....Premier secrétaire de l'Obkom du Parti de Leningrad
1973-1985
- Mikhaïl A. Souslov.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Idéologie)
1949-1953/1955-1982
- Nikolai A. Tikhonov.....Président du Conseil des Ministres de l'URSS
(1978) 1979-1985
- Dimitri F. Oustinov.....Ministre de la Défense de l'URSS
(1965) 1976-1984
- Konstantin U. Tchernenko.....Secrétaire du CC du PCUS (aux Affaires de l'Appareil)
(1977) 1978-1985

- Vladimir V. Chtcherbitskyï.....Premier secrétaire du CC du PC ukrainien
(1961-1963/1965) 1971-1989

Entrés tardivement au poste de titulaires

+ Geïdar A. Aliev.....Premier Secrétaire du CC du PC d'Azerbaïdjan
(1973) 1982-1987

+ Vitalii I. Vorotnikov.....Président du Conseil des Ministres de RSFSR
1983-1990

+ Mikhaïl S. Solomentsev.....Président du Comité de Contrôle du Parti auprès du CC du
PCUS
(1971) 1983-1988

+ Egor K. Ligatchev.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Idéologie)
1985-1990

+ Nikolai I. Ryjkov.....Président du Conseil des Ministres
1985-1990

+ Viktor M. Tchébrikov.....Président du KGB
(1983) 1985-1989

+ Edouard A. Shevardnadzé.....Premier Secrétaire du CC du PC de Géorgie
(1978) 1985-1990

Suppléants

- Geïdar A. Aliev.....Premier Secrétaire du CC du PC d'Azerbaïdjan
(1976) 1982-1987

- Piotr N. Demichev.....Ministre de la Culture de l'URSS
1964-1988

- Tikhon Y. Kiselev.....Premier Secrétaire du CC du PC de Biélorussie
1980-1983

- Vassilii V. Kouznetsov.....Premier Pdt adjoint du Praesidium du Soviet Suprême
1977-1986

- Boris N. Ponomarev.....Secrétaire du CC du PCUS (aux Affaires Internationales)
1972-1986
- Sharaf R. Rashidov.....Premier secrétaire du CC du PC d'Ouzbékistan
1961-1983
- Mikhaïl S. Solomentsev.....Président du Conseil des Ministres de RSFSR
1971-1983 (1988)
- Edouard A. Shevardnadzé.....Premier secrétaire du CC du PC Géorgien
(1978) 1985-1990

Entrés tardivement au poste de suppléant

- + Vitaliï I. Vorotnikov.....Président du Conseil des Ministres de RSFSR
1983-1983 (1990)
- + Vladimir I. Dolguikh.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'industrie lourde)
1982-1988
- + Viktor M. Tchébrikov.....Directeur du KGB
1983-1985 (1989)
- + Sergueï L. Sokolov.....Ministre de la Défense de l'URSS
1985-1987
- + Nikolai V. Talyzine.....Premier Pdt adjoint du Conseil des Ministres d'URSS et
Président du Gosplan d'URSS
1985-1989
- + Boris N. Eltsine.....Premier Secrétaire du Gorkom du Parti de Moscou (MGK)
1986-1988

Politburo issu du XXVII^o Congrès (1986)

Membres titulaires

- Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire Général du CC du PCUS
(1979) 1980-1991
- Geïdar A. Aliev.....Premier Président adjoint du Conseil des Ministres de l'URSS
(1976) 1982-1987
- Andreï A. Gromyko.....Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS
1973-1988
- Lev N. Zaïkov.....Secrétaire du CC du PCUS (au Complexe militaro-industriel)
1986-1990
- Dnimuhamad A. Kounaev.....Premier Secrétaire du CC du PC du Kazakhstan
1966-1987
- Egor K. Ligatchev.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'idéologie)
1985-1990
- Nikolai I. Ryjkov.....Président du Conseil des Ministres de l'URSS
1985-1990
- Mikhaïl S. Solomentsev.....Président du Comité de contrôle du CC du PCUS
(1971) 1983-1988
- Viktor M. Chebrikov.....Président du KGB
(1983) 1985-1989
- Edouard A. Shevardnadzé.....Ministre des Affaires Etrangères de l'URSS
(1978) 1985-1990
- Vladimir V. Chtcherbitskyï.....Premier secrétaire du CC du PC ukrainien
(1961-1963/1965) 1971-1989

Entrés tardivement aux postes de titulaire

- + Viktor P. Nikonov.....Secrétaire du CC du PCUS (à l'Agriculture)
1987-1989
- + Nikolai N. Slyoun'kov.....Premier secrétaire du CC du PC de Biélorussie
(1986) 1987-1990

- + Alexandre A. Yakovlev.....Secrétaire du CC du PCUS (aux Affaires Internationales)
(1987) 1987-1990
- + Vadim A. Medvedev.....Secrétaire du CC du PCUS à l'Idéologie
1988-1990
- + Youri D. Maslyoukov.....Premier Pdt adjoint du Conseil des Ministres de l'URSS et
Président du Gosplan d'URSS
(1988) 1989-1990

Entré tardivement, hors de notre période d'étude

- (* Vladimir A. Ivashko..... ???
(1989) 1990-1991)

Suppléants:

- Piotr N. Demichev.....Ministre de la Culture de l'URSS
1964-1988
- Vladimir I. Dolguikh.....Secrétaire du CC du PCUS
1982-1988
- Boris N. El'tsine.....Premier secrétaire du Gorkom du Parti de Moscou
(MGK)
1986-1988
- Nikolai N. Slioun'kov.....Premier Secrétaire du CC du PC de Biélorussie
1986-1987 (1990)
- Sergueï L. Sokolov.....Ministre de la Défense de l'URSS
1985-1987
- Youri F. Soloviev.....Premier secrétaire de l'Obkom du Parti de Léningrad
1986-1989
- Nikolai V. Talyzine.....Premier Président adjoint du Conseil des Ministres de l'URSS
et Président du Gosplan d'URSS
1985-1989

Entrés tardivement au poste de suppléant

- + Alexandre A. Yakovlev.....Secrétaire du CC du PCUS (à la Propagande et la Culture)
1987-1987 (1990)
- + Dmitri T. Yazov.....Ministre de la Défense d'URSS
1987-1990
- + Youri D. Maslyoukov.....Premier Pdt adjoint du Conseil des Ministres de l'URSS et
Président du Gosplan d'URSS
1988-1989 (1990)
- + Guéorguïï P. Razoumovskiï.....Secrétaire du CC du PCUS aux Cadres
1988-1990
- + Alexandra P. Birioukova.....Président adjoint du Conseil des Ministres de l'URSS
1988-1990
- + Alexandre V. Vlassov.....Président du Conseil des Ministres de RSFSR
1988-1990
- + Anatoliï I. Louk'yanov.....Premier Pdt adjoint du Praesidium du Soviet Suprême
1988-1990

Entrés tardivement, hors de notre période d'étude

- (* Vladimir A. Kryouchkov.....Président du KGB
1989-1990
- (* Evguénii I. Primakov..... ????
1989-1990
- (* Boris K. Pougou.....Ministre de l'Intérieur ?
1989-1990

Annexe 2 - Composition des Secrétariats du Comité Central du PCUS de 1976 à 1988

Secrétariat issu du XXV° Congrès (1976)

Secrétaires:

- Léonid I. Brejnev.....Secrétaire Général
1964-1982
- Vladimir I. Dolguikh.....Secrétaire à l'industrie lourde
1972-1988
- Mikhaïl V. Zimyanine.....Secrétaire à l'idéologie et à la propagande
1976-1987
- Ivan V. Kapitonov.....Secrétaire aux cadres
1965-1986
- Konstantin F. Katoushev.....Secrétaire aux affaires du Bloc
1968-1977
- Andreï P. Kirilenko....."Troisième" Secrétaire à l'industrie
1966-1981
- Fedor D. Koulakov.....Secrétaire à l'agriculture
1965-1978
- Boris N. Ponomarev.....Secrétaire aux affaires étrangères
1961-1986
- Mikhaïl A. Souslov....."Second" Secrétaire à l'idéologie
1966-1982
- Dmitri F. Oustinov.....Secrétaire à l'industrie militaire
1965-1976
- Konstantin O. Tchernenko.....Secrétaire aux affaires de l'appareil du Parti
1976-1982?

Entrés tardivement au poste de Secrétaire

- + Yakov P. Ryabov.....Secrétaire à l'industrie militaire
1976-1979
 - + Konstantin V. Roussakov.....Secrétaire aux affaires du Bloc
1977-1986
 - + Mikhail S. Gorbatchev.....Secrétaire à l'agriculture
1978-1985
-

Chefs de Départements:

- Konstantin O. Tchernenko.....Département Général
1965-1982
- Ivan D. Serbine.....Département de l'industrie militaire
1958-1981
- Ivan N. Dmitriev.....Département de la construction
1969-1985
- Vladimir I. Dolguikh.....Département de l'industrie lourde
1976-1984
- Alekseï A. Epishev.....Direction Principale de l'Armée Rouge et de la Marine
1962-1985
- Vassili S. Frolov.....Département de la construction de machines
1958-1985
- Boris I. Gostev.....Département du commerce, de la planification et des
finances (éco)
1975-1982
- Yakov I. Kabkov.....Département du commerce et de la consommation
courante
1965-1985
- Ivan V. Kapitonov.....Département de l'organisation et du travail du Parti
1965-1983

- Vassili A. Karlov.....Département de l'agriculture
1976-1986
- Fedor I. Mochaline.....Département de l'industrie légère et alimentaire
1973-1985
- Guéorgui S. Pavlov.....Département de la gestion des affaires du Parti
1965-1983
- Nikolai M. Pegov.....Département des cadres travaillant à l'étranger
1975-1982
- Boris N. Ponomarev.....Département International (et des rel^o avec les PC
occidentaux)
1955-1986
- Konstantin F. Katoushev.....Département des rel^o avec les PC et ouvriers des pays
du Bloc
1972-1977
- Nikolai I. Savinkine.....Département des organes administratifs
1964-1987
- Vassili F. Sauro.....Département de la Culture
1965-1986
- Kirill S. Simonov.....Département des transports et des moyens de
communication
1962-1985
- Guéorgui L. Smirnov.....Département de la Propagande (Provisoire)
1974-1977
- Sergueï P. Trapeznikov.....Département des sciences et des établissements
d'enseignement
1965-1983

Entrés tardivement au poste de Chef de Département

- + Vladimir V. Listov.....Département de l'industrie chimique
1977-1980
- + Evguénii M. Tyazhel'nikov.....Département de la propagande
1977-1982

+ Konstantin V. Roussakov.....Département des rel^o avec les PC et ouvriers des pays du Bloc

1977-1986

+ Ivan I. Sakhniouk.....Département de la fabrication des machines agricoles

1980-1985

+ Léonid M. Zamyatine.....Département de la propagande internationale

1978-1981

Secrétariat issu du XXVI° Congrès (1981)

Secrétaires:

- Léonid I. Brejnev.....Secrétaire Général
1964-1982
- Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire à l'agriculture
1978-1985
- Vladimir I. Dolguikh.....Secrétaire à l'industrie lourde
1972-1988
- Mikhaïl V. Zimyanine.....Secrétaire à l'idéologie et à la propagande
1976-1987
- Ivan V. Kapitonov.....Secrétaires aux cadres
1965-1986
- Andreï P. Kirilenko....."Troisième" secrétaire, chargé des cadres
1981-1982
- Boris N. Ponomarev.....Secrétaire aux affaires étrangères
1961-1986
- Konstantin V. Roussakov.....Secrétaire aux affaires du "Bloc"
1977-1986
- Mikhaïl A. Souslov....."Second" secrétaire à l'idéologie
1966-1982
- Konstantin U. Tchernenko.....Secrétaire aux Affaires du Parti
1976-1982

Entrés tardivement au poste de Secrétaire

- + Youri V. Andropov....."Second" secrétaire à l'idéologie
1982-1982

-> Après l'arrivée au pouvoir d'Andropov (12/11/1982)

- + Youri V. Andropov.....Secrétaire Général
1982-1984
- + Konstantin U. Tchernenko....."Second" Secrétaire à l'idéologie
1982-1984
- + Nikolai I. Ryjkov.....? Secrétaire à l'appareil ???
1982-1985
- + Egor K. Ligatchev.....? Secrétaire à l'idéologie ???
1983-1990

-> Après l'arrivée au pouvoir de Tchernenko (13/02/1984)

- + Konstantin U. Tchernenko.....Secrétaire Général
1984-1985
- + Grigoriï V. Romanov....."Second" Secrétaire à l'industrie militaire
1984-1985
- + Mikhaïl S. Gorbatchev....."Second" Secrétaire (à l'agriculture?)
1984-1985

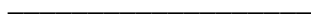
-> Après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev (11/03/1985)

- + Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire Général
1985-1991
- + Viktor N. Nikonov.....Secrétaire à l'agriculture
1985-1989
- + Boris N. Eltsine.....Secrétaire à la construction
1985-1986
- + Lev N. Zaïkov.....Secrétaire chargé du complexe militaro-industriel
1985-1987

Chefs de départements:

- Konstantin U. Tchernenko.....Département général
1965-1982
- Igor F. Dmitriev.....Département de l'industrie militaire
1981-1985
- Ivan N. Dmitriev.....Département de la construction
1969-1985
- Vladimir I. Dolguikh.....Département de l'industrie lourde
1976-1984
- Alekseï A. Epishev.....Département de la Direction Principale de l'Armée et de la Marine
1962-1985
- Vassili S. Frolov.....Département de la conception de machines
1958-1985
- Boris I. Gostev.....Département du commerce, de la planification et des finances (éco)
1975-1982
- Boris P. Yakovlev.....Département des Lettres
1979-1986
- Yakov I. Kabkov.....Département du commerce et de la consommation courante
1965-1985
- Ivan V. Kapitonov.....Département de l'organisation et du Travail du Parti
1965-1983
- Vladimir A. Karlov.....Département de l'Agriculture
1976-1986
- Fedor I. Mochaline.....Département de l'industrie légère et alimentaire
1973-1985
- Guéorguïï S. Pavlov.....Département de la Gestion des Affaires du Parti
1965-1983
- Nikolaï M. Pegov.....Département des Cadres à l'étranger
1975-1982

- Boris N. Ponomarev.....Département International (des rel° avec les PC occidentaux)
1955-1986
- Konstantin V. Roussakov.....Département de la liaison avec les PC et Ouvriers du Bloc
1977-1986
- Ivan I. Sakhniouk.....Département de la construction de machines agricoles
1980-1985
- Nikolai I. Savinkine.....Département des organes administratifs
1964-1987
- Vassili F. Shauro.....Département de la Culture
1965-1986
- Kirill S. Simonov.....Département des transports et des communications
1962-1985
- E. M. Tyazhelnikov.....Département de la Propagande
1977-1982
- Sergueï P. Trapeznikov.....Département des sciences et des établissements d'enseignement
1965-1983
- L. M. Zamyatine.....Département de l'information internationale
1981-1986



-> *Après l'arrivée au pouvoir d'Andropov (12/11/1982)*

- + Klavdiï M. Bogolyoubov.....Département général
1982-1985
- + Boris I. Stoukaline.....Département de l'agitation et de la propagande
1982-1985
- + Stepan V. Chervonenko.....Département des cadres à l'étranger
1982-1988
- + Nikolai I. Ryjkov.....Département du commerce, de la planification et des finances (éco)
1982-1985

- + Vadim A. Medvedev.....Département des sciences et des établissements
d'enseignement
1983-1985
- + Egor K. Ligatchev.....Département de l'organisation et du Travail du Parti
1983-1985
- + Ven'yamin G. Afonine.....Département de l'industrie chimique
1983-1988
- + Nikolai E. Krouchina.....Département de la Gestion des affaires du Parti
1983-1991
- + Ivan P. Yastrebov.....Département de l'industrie lourde
1984-1988

-> Après l'arrivée au pouvoir de Tchernenko (13/02/1984)

-> Après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev (11/03/1985)

- + Boris I. Gostev.....Département du commerce, de la planification et des
finances (éco)
1985-1985
- + Alexandre N. Yakovlev.....Département de l'agitation et de la propagande
1985-1986
- + Anatoliï I. Louk'yanov.....Département Général
1985-1987
- + Boris N. Eltsine.....Département de la construction
1985-1985
- + ???????.....Département de la construction
1985-1986?
- + ??????.....Département des sciences et des établissements
d'enseignement
1985-1987?
- + Andreï D. Lizichev.....Direction Supérieure de l'Armée Rouge et de la Marine
1985-1990

- + Oleg S. Belyakov.....Département de l'industrie militaire
1985-1991
- + Arkadiï I. Vol'skiï.....Département de la conception de machines
1985-1988
- + Nikolai A. Stashenkov.....Département du commerce et de la consommation
courante
1985-1988
- + Guéorguiï P. Razoumovskiï.....Département de l'organisation et du travail du Parti
1985-1988
- + ??????????.....Département de l'industrie légère et alimentaire
1985-1986
- + ??????????.....Département des transports et moyens de communication
1985-1986?

Secrétariat issu du XXVII^o Congrès (1986)

Secrétaires:

- Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire Général du Comité Central du PCUS
1985-1991
- Alexandra P. Birioukova.....Secrétaire aux affaires sociales
1986-1988
- Anatoliï F. Dobrynine.....Secrétaire aux affaires étrangères
1986-1988
- Vladimir I. Dolguikh.....Secrétaire à l'industrie lourde
1972-1988
- Lev N. Zaïkov.....Secrétaire chargé du complexe militaro-industriel
1985-1987
- Mikhaïl V. Zimyanine.....Secrétaire à l'idéologie
1976-1987
- Egor K. Ligatchev....."Second" Secrétaire à l'Idéologie
1983-1990
- Vadim A. Medvedev.....Secrétaire aux relations avec le Bloc
1986-1988
- Viktor N. Nikonov.....Secrétaire à l'agriculture
1985-1989
- Guéorguï P. Razoumovski.....Secrétaire aux cadres
1986-1988
- Alexandre N. Yakovlev.....Secrétaire à la propagande et à la culture
1986-1990

Entrés tardivement au poste de Secrétaire

- + Anatoliï I. Louk'yanov.....Secrétaire à l'industrie militaire
1987-1988
- + Nikolai N. Slyoun'kov.....Secrétaire à l'économie (+ Comecon)
1987-1990

Chefs de département:

- Nikolaï E. Krouchina.....Département de la gestion des affaires du Parti
1983-1991
- Nikolaï I. Savinkine.....Département des organes administratifs
1964-1987
- Vladimir A. Karlov.....Département de l'agriculture et de l'industrie alimentaire
1976-1986
- Stepan V. Chervonenko.....Département chargé des cadres travaillant à l'étranger
1982-1988
- Ven'yamin G. Afonine.....Département de l'industrie chimique
1983-1988
- Alexandre G. Mel'nikov.....Département de la construction
1986-1988
- Youri P. Voronov.....Département de la culture
1986-1988
- Oleg S. Belyakov.....Département de l'industrie militaire
1985-1991
- ????????.....Département économique (comm. planif^o. fin.)
1985-1987?
- Anatoliï I. Louk'yanov.....Département Général
1985-1987
- Ivan P. Yastrebov.....Département de l'industrie lourde et de l'énergie
1984-1988
- Anatoliï F. Dobrynine.....Département International (chargé des rel^o avec PC occidentaux)
1986-1988
- Vadim A. Medvedev.....Département des relations avec PC et ouvriers du Bloc
1986-1988
- Léonid F. Bobykine.....Département de l'industrie légère et des biens de consommation
1986-1988

- Arkadiï I. Vol'skiï.....Département de la construction de machines
1985-1988
- Guéorguiï P. Razoumovskiï.....Département de l'organisation et du travail du Parti
1985-1988
- Youri A. Sklyarov.....Département de la propagande
1986-1988
- ??????????????.....Département de l'éducation et des établissements
d'enseignement
1985-1987?
- Nikolaï A. Stashenkov.....Département du commerce et de la consommation
courante
1985-1988
- Viktor S. Pasternak.....Département des transports et des moyens de
communication
1986-1988
- Andreï D. Lizichev.....Direction générale de l'Armée Rouge et de la Marine
1985-1988

Entrés tardivement au poste de Chef de Département

- + Nikolaï N. Slyoukov.....Département économique (comm. planif^o. fin.)
1987-1988
- + ????????????Département agricole
1986-1987
- + Ivan I. Skiba.....Département agricole
1987-1990
- + Valentin A. Grigor'ev.....Département de l'éducation et des établissements
d'enseignement
1987-1988
- + Anatoliï I. Louk'yanov.....Département des organes administratifs
1987-1988

Secrétariat issu de la XIX^o Conférence du PCUS (1988)

Secrétaires:

- Mikhaïl S. Gorbatchev.....Secrétaire Général
1985-1991
- Oleg D. Baklanov.....Secrétaire à l'industrie militaire
1988-1991
- Viktor M. Tchébrikov.....Secrétaire à la politique juridique
1988-1989
- Alexandre N. Yakovlev.....Secrétaire aux Affaires Etrangères
1988-1990
- Egor K. Ligatchev.....'Second' Secrétaire à l'agriculture
1988-1990
- Vadim A. Medvedev.....Secrétaire à l'idéologie
1988-1990
- Viktor N. Nikonov.....Secrétaire à l'agriculture
1985-1989
- Guéorguïï P. Razoumovskiï.....Secrétaire aux Cadres
1986-1988
- Nikolai N. Slyoun'kov.....Secrétaire aux affaires socio-économiques
1987-1990
- Lev N. Zaïkov.....Secrétaire à la politique de Défense
1988-1990

Entrés tardivement au poste de Chef de Département

- + ???????.....Secrétaire aux Cadres
1988-1990

Commissions (1988-1990)

- Guéorguï P. Razoumovskii.....Président de la Commission chargée de la structuration du Parti et de la politique des Cadres

 - Vadim A. Medvedev.....Président de la Commission chargée de l'Idéologie

 - Nikolai N. Slyoun'kov.....Président de la Commission chargée de la politique économique et sociale

 - Egor K. Ligatchev.....Président de la Commission chargée de la politique agricole

 - Alexandre N. Yakovlev.....Président de la Commission chargée de la politique étrangère

 - Viktor M. Tchébrikov.....Président de la Commission chargée de la politique juridique
-

Départements:

- Guéorguï P. Razoumovskii.....Département du travail du Parti et de la politique des cadres
1985-1988
- Alexandre S. Kapto.....Département de l'idéologie
1988-1990
- Vladimir I. Shimko.....Département socio-économique
1988-1989
- Ivan I. Skiba.....Département agricole
1987-1990

- Oleg S. Belyakov.....Département de l'industrie militaire
1985-1991
- Alexandre S. Pavlov.....Département de la politique juridique et étatique
1988-1990
- Valentin M. Faline.....Département International
1988-1991
- Vladimir I. Boldine.....Département Général
1988-1991
- Nikolai E. Kroutchina.....Département de la gestion des Affaires du Parti
1985-1991

Entrés tardivement au poste de Chef de Département

- + Valerii N. Sharkov.....Département du travail du Parti et de la politique des cadres
1988-1990

Annexe 3 - Quelques biographies :

Konstantin Oustinovitch Tchernenko

24 Septembre 1911 - 10 Mars 1985

à Bol'shaya Tess' (Sibérie, Russie)

Origines:

- Profession du père: Paysan
- Profession de la mère
- Parti ?

Parcours avant l'entrée au Komsomol

- ????: Termine école de 3 ans de la jeunesse villageoise
- 1929: Entre au Komsomol
Chef du département de la propagande et de l'agitation du Comité de ville (Gorkom) du Komsomol

Parcours avant l'entrée au Parti

- 1930: Sert dans les troupes frontalières du NKVD d'URSS

Parcours après l'entrée au Parti

- 1931: Entre au PCUS
Secrétaire de l'organisation de base du Parti du 49è détachement frontalier
- 1933: Chef du département de la propagande et de l'agitation du Comité d'arrondissement (Raïkom) du Parti de Novosselovsk puis
Chef du département de la propagande et de l'agitation du Comité d'arrondissement (Raïkom) du Parti de Ouyarsk
Directeur de la maison de l'instruction du Parti du district de Krasnoïarsk

- 1941: Secrétaire du Comité de district (Kraikom) du Parti de Krasnoïarsk
- 1945: Termine l'école supérieure des organisateurs du Parti du CC du PCUS
Secrétaire du Comité régional (Obkom) du Parti de Penzensk
- 1948: Chef du département de la propagande et de l'agitation du CC du Parti de la RSS de Moldavie
- 1953: Termine l'Institut pédagogique de Kishinev
- 1956: Référent du Secrétariat du Comité Central du PCUS, puis
Chef du département de la propagande au Comité Central du PCUS
- 1960: Chef du Secrétariat du Praesidium du Soviet Suprême de l'URSS
- 1965: Chef du "Département général" du Comité Central du PCUS (-> 1982)
- 1966: Candidat au Comité Central du PCUS
- 1971: Membre du Comité Central du PCUS
- 1976: Secrétaire du Comité Central du Parti chargé de l'appareil du Parti (-> 1984)
- 1977: Candidat au Politburo
- 1978: Membre du Politburo
- 1982: "Second secrétaire" du Comité Central du PCUS
- 1984: Secrétaire Général du Comité Central du PCUS
Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS
- 1985: Décède

Soviet Suprême: Député (1966?-1985)

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 18 (1929)

Age (et année) d'entrée au Parti: 20 (1931)

Age (et année) d'entrée au Comité Central (membre): 60 (1971)

Age (et année) d'entrée à la fonction: 65 (1976) / 56 (1965)

- Origine sociale: Paysanne

- Formation initiale: Politique du Parti

- Profession principale: Apparatchik chargé de la propagande

- Longévité au Secrétariat: 29 ans (1956-1985)

- Grade militaire:

Divers

Rencontre Brejnev lors de son arrivée au Parti de Moldavie et leurs carrières seront dès lors liées

Choisi Secrétaire général avec une relative unanimité

Gravement malade et impotent au cours de son mandat au Secrétariat Général, incapable d'assumer ses responsabilités

N'a pas participé à la guerre

Organise le blocage du système en faveur de Brejnev

Sa position de chef de service du département général lui donne accès à la connaissance et la maîtrise de nombreux dossiers sur les différents membres

Dispose de tout un ensemble de services de propagande lui permettant d'influencer très efficacement les membres du Parti sur la direction et des orientations de celles-ci

Travaille comme secrétaire au département général du CC avant d'en être membre

Accepte le choix d'Andropov (soutenu par les militaires, le KGB et la jeune garde) car est nommé n°2 du Parti en échange

Ivan Vassilievitch Kapitonov

23 Février 1915 - 28 Mai 2002

à Sevorskoe (Province de Ryazan, Russie)

Parcours avant l'entrée au Parti

- 1938: Termine l'Institut moscovite d'Ingénierie et de construction communale
Ingénieur en chef de la direction du Logement de l'Oblast' de Ryazan
Sert dans l'Armée Rouge
- 1939: Entre au PCUS

Parcours après l'entrée au Parti

- 1941: Secrétaire de l'organisation du Parti chargé des affaires du Tramway de Krasnopressnenskii
Chef adjoint du Comité d'arrondissement (Raïkom) du Parti de Moscou
Instructeur au Gorkom du Parti de Moscou
- 1943: Secrétaire du Raïkom du Parti de Krasnopressnenskii
Second secrétaire du Raïkom du Parti de Krasnopressnenskii
- 1947 : Président du Comité exécutif du Soviet d'Arrondissement (Raïispolkom) de Moscou
- 1948: Chef de département du Gorkom du Parti de Moscou
- 1950: Député du Soviet Suprême d'URSS
- 1951: Secrétaire du Comité de ville (Gorkom) de Moscou (MGK) du Parti
Second secrétaire du MGK du Parti
- 1952: Premier secrétaire du MGK de Moscou
Membre du Comité Central du PCUS
- 1954: Premier Secrétaire de l'Obkom du Parti de Moscou
- 1959: Premier secrétaire de l'Obkom (industriel) d'Ivanov
Inspecteur du Comité Central du PCUS
- 1964: Chef du Département du Comité Central du PCUS chargé de l'Organisation du Travail du Parti (-> 1983)

- 1965: Secrétaire du Comité Central du PCUS aux Cadres (-> 1986)
- 1986: Président de la Commission centrale de révision (contrôle des finances) du PCUS
Président de la Commission de répartition des retraites personnelles auprès du Conseil des Ministres d'URSS
- 1988: Retraité

Soviet Suprême : Député (1950-1989) 49 ans

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 0

Age (et année) d'entrée au Parti: 24 (1939)

Age (et année) d'entrée au Comité Central (membre): 37 (1952)

Age (et année) d'accès à la fonction: 49 (1964)

- Origine sociale: ?

- Formation initiale: Ingénierie, voirie

- Profession principale: Ingénieur (logement)

- Longévité au Secrétariat: 22 ans (1964-1986)

- Grade militaire: 0

Divers

Entre au Parti après l'Armée

Y travaille toute sa vie, uniquement au parti

Très lié à l'arrondissement moscovite où il a exercé, puis à Moscou avant d'entrer au secrétariat du Parti

Sorti du secrétariat pour la Commission centrale de révision du PCUS

Dimitri Fedorovitch Oustinov

30 Octobre 1908 - 20 Décembre 1984

à Samara (Russie)

Origines:

- Profession du père: Ouvrier

- Profession de la mère: ?

- Parti ?

Parcours avant l'entrée au Parti

- ? : Termine l'école professionnelle technique

- 1922: Termine l'institut mécanique militaire de Leningrad

Volontaire dans l'Armée Rouge ("Groupe à destination spéciale", Samarcande)

- 1923: Volontaire dans le 12^e régiment du Turkestan

Puis travaille en usine comme ajusteur

Parcours après l'entrée au Parti

- 1927: Entre au PCUS

Travaille comme ajusteur (serrurier?) au complexe de fabrication de papier de Balakhinsk

Ouvrier-Ajusteur dans une usine de Ivanovo

- 1929: Etudiant à l'institut polytechnique de la faculté d'Ivanovo-Voznessensk

- 1932: Renvoyé à l'institut mécanique militaire de Leningrad

- 1934: Termine l'institut comme ingénieur

Chef du bureau d'exploitation et du travail expérimental de l'institut d'artillerie et de recherche scientifique maritime ??

- 1937: Ingénieur-constructeur,

Adjoint au constructeur en chef,

Directeur de l'usine "Bol'shevik" de Léninegrad

- 1941: Commissaire du Peuple, puis ministre de l'armement d'URSS

- 1952: Membre du Comité Central du PCUS
- 1953: Ministre de l'industrie militaire d'URSS
- 1957: Président adjoint au Conseil des ministres de l'URSS et
Président de la Commission du Praesidium du Conseil des ministres de l'URSS
chargée du complexe (questions) militaro-industrielles
- 1963: Premier Président adjoint du Conseil des Ministres de l'URSS,
Président du Haut Conseil économique populaire (Sovnarkhoze) d'URSS du
Conseil des Ministres d'URSS
- 1965: Secrétaire du Comité Central du PCUS à l'industrie militaire
Membre (candidat) du Politburo
- 1976: Ministre de la Défense d'URSS (remplace Grechko décédé)
- 1984: Décède

Soviet Suprême: Député (<1962-1984)

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 0

Age (et année) d'entrée au Parti: 19 (1927)

Age (et année) d'entrée au Comité Central (membre): 44 (1952)

Age (et année) d'entrée au Politburo: 56 (1965)

- Origine sociale: Ouvrière

- Formation initiale: Technique

- Profession principale: Technicien (ajusteur) puis Ingénieur

- Longévité au Politburo (membre): 19 ans

- Grade militaire: Général-colonel du service d'ingénierie et d'artillerie
Général d'armée et Maréchal d'URSS en 1976

Andreï Andreïevitch Gromyko

18 Juillet 1909 - 2 Juin 1989

à Starye Gromyki, Biélorussie

Origines

- Profession père: Paysan

- Profession mère:

Parcours avant Parti

- ????: Termine l'école de 7 ans

- ????: Ecole technico-professionnelle de Gomel

- ????: Tekhnikum agricole de Staroborisov (Oblast' de Minsk)

- 1932: Termine l'institut agricole de Minsk

Aspirant à l'Institut fédéral de recherche scientifique agricole (-> 1936)

Entre au Parti

Parcours après Parti

- 1936: Diplômé (aspirant) de l'institut fédéral de recherche scientifique d'agriculture de Moscou

Collaborateur scientifique supérieur, puis

Secrétaire scientifique de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences d'URSS

- 1939: Entre au Ministère des Affaires étrangères de l'URSS

Directeur du Département des Etats américains du MAE

Conseiller plénipotentiaire de l'URSS aux Etats-Unis

- 1943: Ambassadeur de l'URSS aux Etats-Unis et envoyé provisoire de l'URSS à Cuba

- 1946: Représentant permanent de l'URSS aux Nations-Unies

Adjoint au Ministre des Affaires Etrangères de l'URSS

Député du Soviet Suprême d'URSS (-> 1950)

- 1949: Premier Adjoint au ministre des affaires étrangères de l'URSS

- 1952: Ambassadeur URSS en Grande-Bretagne
 Candidat au Comité Central du PCUS
- 1953: Retrouve son poste précédent
- 1956: Membre du Comité Central
 Docteur en sciences économiques
- 1957: Ministre des Affaires Etrangères de l'URSS
- 1958: Député du Soviet Suprême de l'URSS
- 1973: Membre du Politburo
- 1985: Président du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS
- 1988: Remplacé par Gorbatchev
- 1989: Non réélu au Comité Central

Soviet Suprême: Député (1946-1950 et 1958-1989) 35 ans
 Président (1985)

Age d'entrée au Komsomol: ?

Age d'entrée au Parti: 22 ans (1931)

Age d'entrée au Comité central (membre): 47 ans (1956)

Age d'entrée au Politburo: 64 ans (1973)

- Origine: Paysanne pauvre

- Formation: Agricole de haut niveau, puis économique

- Profession: Scientifique, puis diplomate

- Longévité au Politburo: 15 ans (1973-1988)

- Grade militaire: ?

Egor Kouz'mitch Ligatchev

29 Novembre 1920

à Doubinkino, Province de Novossibirsk, Russie

Origines:

- Profession du père:
- Profession de la mère:
- Parti ?

Parcours avant l'entrée au Komsomol

- 1937: Termine l'école moyenne de Novossibirsk
- 1943: Termine l'Institut d'aviation de Moscou "Ordjonikidzé"
Ingénieur à l'usine d'aviation de Novossibirsk

Parcours avant l'entrée au Parti

- 1944: Entre au Komsomol
Secrétaire du Comité d'arrondissement (Raïkom) de Dzerjinskiï du Komsomol de Novossibirsk
Secrétaire du Comité régional (Obkom) du Komsomol de Novossibirsk
- 1949: Premier secrétaire du Comité régional (Obkom) du Komsomol de Novossibirsk
Chef du département du Comité de ville (Gorkom) du Parti de Novossibirsk (-> 1953)
- 1951: Termine l'Ecole supérieure du Parti du Comité Central du PCUS
- 1953: Chef de département du Comité régional (Obkom) du Parti de Novossibirsk,
Chef de la direction culturelle du Soviet de Novossibirsk
- 1955: Président adjoint du Comité exécutif du Soviet d'oblast' (Oblispolkom) de Novossibirsk
- 1958: Premier secrétaire du Comité d'arrondissement (Raïkom) du Parti de Novossibirsk

- 1959: Secrétaire du Comité régional (Obkom) du Parti de Novossibirsk chargé de l'idéologie
- 1961: Chef de secteur au département de propagande du CC du PCUS
- 1962: Chef adjoint du Département de propagande et d'agitation du CC du PCUS pour la RSFSR,
Chef du Département des organes du Parti chargés de l'industrie de la RSFSR
- 1964: Chef adjoint du Département de l'agit-prop du CC du PCUS pour la RSFSR
- 1965: Premier secrétaire du Comité régional (Obkom) du Parti de Tomsk (-> 1983)
- 1966: Député au Soviet Suprême de l'URSS
- 1976: Membre du Comité Central du PCUS
- 1983: Chef du département de l'organisation du travail du Parti du CC du PCUS
Secrétaire du Comité Central du PCUS chargé de ?
- 1985: Membre du Politburo
"Second" secrétaire du PCUS, chargé de l'idéologie
- 1988: Président de la Commission du Comité Central du PCUS chargée des problèmes de politique agricole

Soviet Suprême: Député (1966-1989) 33 ans

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 24 (1944)

Age (et année) d'entrée au Parti: 29 (1949)

Age (et année) d'entrée au Comité Central (membre): 55 (1976)

Age (et année) d'entrée au Politburo: 64 (1985)

- Origine sociale: Paysanne ?

- Formation initiale: Technique (ingénierie)

- Profession principale: Ingénieur aéronautique

- Longévité au Politburo (membre): 5 ans

- Grade militaire: 0

Vadim Andreïevitch Medvedev

29 Mars 1929

à Mokhon'kovo, Oblast' de Yaroslavl, Russie

Origines:

- Profession du père:
- Profession de la mère
- Parti ?

Parcours avant l'entrée au Parti

- 1951: Termine l'Université d'Etat de Leningrad
Enseignant à Leningrad
- 1952: Entre au PCUS

Parcours après l'entrée au Parti

- 1968: Docteur en sciences économiques
Secrétaire du Gorkom du Parti de Leningrad
- 1970: Chef adjoint du département de la Propagande du CC du PCUS
- 1976: Membre de la Commission Centrale de Révision du PCUS
- 1978: Recteur de l'Académie des sciences sociales du Comité Central du PCUS
- 1983: Chef du département des sciences et des établissements d'enseignement du
Comité Central du PCUS (-> 1985)
- 1984: Membre correspondant de l'Académie des Sciences d'URSS
- 1986: Membre du Comité Central du PCUS
Secrétaire du Comité Central du PCUS pour les Relations avec le "Bloc"
Chef du Département du Comité Central du PCUS chargé des relations avec les
Partis communistes et ouvriers des pays socialistes
- 1988: Secrétaire du CC du PCUS à l'idéologie
Président de la Commission idéologique du Comité Central du PCUS
Membre du Politburo

Soviet Suprême: Député (1984-1989)

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 0

Age (et année) d'entrée au Parti: 23 (1952)

Age (et année) d'entrée au Comité Central: 57 (1986)

Age (et année) d'accès aux fonctions: 59 (1986)

- Origine sociale: ?

- Formation initiale: Intellectuelle (économie)

- Profession principale: Enseignant, économiste

- Longévité au secrétariat: 8 ans (1983-1991)

- Grade militaire: 0

Divers

Promu par Andropov puis Gorbatchev directement dans les instances supérieures

Parrainé par Yakovlev

Mais n'est pas un étranger du parti; a longtemps travaillé en dehors, mais dès 1968 il y revient

Est aussi passé par la Commission de révision

Proche de Gorbatchev

Nikolaï Efimovitch Kroutchina

14 Mai 1928 - 26 Août 1991

à Novaya Pokrovka, Altaï (Russie) Russe

Origines:

- Profession du père:
- Profession de la mère
- Parti ?

Parcours après l'entrée au Komsomol/Parti

- 1949: Entre au Komsomol
- 1952: Premier secrétaire du Gorkom du Komsomol de Novotcherkassk (Oblast' de Rostov) (-> 1954)
- 1953: Termine l'Institut agricole "Azovo-Tchernomorsk" de Zernograd (Oblast' de Rostov)
- 1954: Second Secrétaire
Premier Secrétaire de l'Obkom du Komsomol de Kamensk
- 1957: Premier secrétaire de l'Obkom du Komsomol de Smolensk
- 1959: Chef du département de la jeunesse rurale du Comité Central du Komsomol d'URSS
- 1962: Instructeur dans un département du CC du PCUS
- 1963: Secrétaire du Kraïkom des Terres vierges (Kazakhstan)
- 1965: Premier secrétaire de l'Obkom du Parti de Tselinograd (Kazakhstan) (-> 1978)
- 1966: Membre de la Commission de révision du PCUS (-> 1971)
Député du Soviet Suprême
- 1976: Membre du Comité Central du PCUS
- 1978: Premier adjoint au Chef du département chargé de l'agriculture et de l'industrie poissonnière du CC du PCUS (sous autorité de Gorb)
- 1983: Gestionnaire des affaires (courantes) du Comité Central du PCUS
- 1991: Suicidé...

Soviet Suprême: Député (1966-1989) 33 ans
- 1966-1970: Commission du budget et de planification
- 1970-1989: Commission des affaires de la jeunesse

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 0

Age (et année) d'entrée au Parti: 21 (1949)

Age (et année) d'entrée au Comité Central: 48 (1976)

Age (et année) d'accès à la fonction: 55 (1983)

- Origine sociale: ?

- Formation initiale: Technique (agricole)

- Profession principale: Agronome

- Longévité au Secrétariat: 25 ans (1966-1991)

- Grade militaire:

Divers

Peu d'informations, sauf sur son 'suicide' et sur les malversations qu'il aurait pu couvrir et dont il aurait pu avoir connaissance à l'époque

Habitué à travailler dans les organes du Parti, grosse expérience locale, semble un gestionnaire indéboulonnable...

Entre avec Andropov en remplacement de Pavlov

Etait sous les ordres de Gorbatchev en 1978 au Département agricole Semble être le

« Tchernenko » de Gorbatchev, l'homme de confiance dans la gestion de l'appareil

Poste extrêmement important à maîtriser dans le cadre de luttes politiques

Boris Nikolaïevitch Eltsine

1er Février 1931 - 23 Avril 2007

à Boutka, Oblast' de Sverdlovsk (Russie)

Origines:

- Profession du père: Paysan dékoulakisé
- Profession de la mère
- Parti ?

Parcours avant l'entrée au Parti

- 1935: Déporté (dékoulakisé) à Bérézniki (Oblast' de Perm) pour la construction du combiné de potassium de Bérézniki
- ????: Réformé (Armée)
- 1950: Entre à l'Institut polytechnique de l'Oural "Kirov" de Sverdlovsk (Thème du Mémoire : la Tour de télévision)
- 1955: Termine l'Institut comme "Ingénieur-constructeur"
Maître au Trust "Ouraltyajtroubstroï"
- 1957: Contremaître, puis contremaître en chef, Ingénieur en chef sur les chantiers de construction de Sverdlovsk; Chef de la direction de la construction du Trust "Youjgorstroï" (- > 1963)
- 1961: Entre au PCUS

Parcours après l'entrée au Parti

- 1963: Ingénieur en chef du complexe de construction immobilière de Sverdlovsk
- 1965: Chef du complexe de construction immobilière de Sverdlovsk
- 1968: Chef du département de construction de l'Obkom du Parti de Sverdlovsk
- 1975: Secrétaire de l'Obkom du Parti de Sverdlovsk responsable du développement industriel de l'Oblast'
- 1976: Suit des "cours mensuels" à l'Académie des sciences sociales auprès du CC du PCUS; convoqué à un entretien, puis:

- Député au Soviet de région de l'Oblast' de Sverdlovsk
Premier secrétaire de l'Obkom du Parti de Sverdlovsk
- 1978: Député du Soviet Suprême d'URSS
 - 1981: Membre du Comité central du PCUS
 - (- 1984: Membre du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS)
 - 1985: Chef du département "construction" du Comité Central du PCUS et Secrétaire du Comité central du PCUS à la construction, puis Premier secrétaire du Gorkom du Parti de Moscou (MGK)
 - 1986: Entre au Politburo (candidat)
 - 1987: Relations de plus en plus difficiles avec autres membres du Politburo (Ligatchev)
Premier Président adjoint du Comité de construction de l'Etat (Gosstroï) d'URSS et
Ministre de l'URSS chargé de la construction (-> 1989)
 - 1988: Exclu du Politburo, mais reste membre du CC
Participe difficilement à la conférence du Parti (délégué de Carélie...)
 - 1989: Président du Comité du Soviet Suprême d'URSS chargé des questions de construction et d'architecture
Député du Peuple d'URSS, puis
Membre du Soviet Suprême d'URSS (issu du CDP) et
Membre du Praesidium du Soviet Suprême d'URSS
 - 1990: Elu député du Peuple de RSFSR
Président du Praesidium du Soviet Suprême de RSFSR
Etablit la déclaration sur la souveraineté d'Etat de la RSFSR
 - 1991: Elu Président de RSFSR

Soviet Suprême: Député (1978-1989) 11 ans
Praesidium (1984-1986) 2 ans

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 0

Age (et année) d'entrée au Parti: 30 (1961)

Age (et année) d'entrée au Comité Central (membre): 50 (1980)

Age (et année) d'entrée au Politburo: 56 (1986)

- Origine sociale: Paysanne
- Formation initiale: Technique
- Profession principale: Ingénieur-constructeur
- Longévité au Politburo (membre): 2 ans
- Grade militaire: 0

Divers

Entré très tardivement au Parti

A peu évolué dans les organes du Parti, semble le faire plus par ambition

Chargé des questions pour lesquelles il est compétent dans le Parti (construction)

Recommandé à Moscou par Ligatchev et promu par Gorbatchev en tant que favorable aux "réformes"

S'est tourné vers la Russie après les difficultés rencontrées pour s'imposer au niveau soviétique

A donc souhaité libérer la Russie de ce carcan soviétique l'empêchant d'en prendre la tête

Mikhaïl Sergueïévitch Gorbatchev

2 mars 1931

à Privolnoe, Kraï de Stavropol (Russie)

Origines:

- Profession du père: Mécanicien agricole, puis Directeur de Kolkhoze

- Profession de la mère: ?

- Parti ? Oui

Parcours avant l'entrée au Komsomol

- 1944: Travaille au Kolkhoze (MTS) en parallèle de l'école

- 1946: Assistant conducteur d'engins du MTS

- 1950: Termine l'école

Entre au MGU, Faculté de Droit (même chambre que Louk'yanov)

Candidat au PCUS, chargé de la propagande du Komsomol à l'université

Parcours avant l'entrée au Parti

- 1952: Entre au PCUS

Secrétaire de l'organisation de base du Komsomol de l'Université MGU et
membre du Partkom du PCUS du MGU

- 1955: Termine la faculté de Droit

Travaille pour la Procuration de Stavropol, puis

Chef adjoint du département de la propagande du Comité de District (Kraïkom)
du Komsomol de Stavropol

- 1956: Premier secrétaire du Comité de Ville (Gorkom) du Komsomol de Stavropol

- 1958: Second secrétaire du Comité de District (Kraïkom) du Komsomol de Stavropol

- 1961: Premier secrétaire du Comité de district (Kraïkom) du Komsomol de Stavropol

Délégué au XXII^e Congrès du PCUS

- 1962: Reconduit Premier secrétaire du Kraïkom du Komsomol de Stavropol, puis

Responsable des organisations de base du Parti (Partorg) de la 'direction territoriale de production des Kolkhozes-Sovkhozes de Stavropol' du Kraïkom du Parti de Stavropol puis

Chef du département des organes de base du "Kraïkom agricole" du Parti de Stavropol (-> 1964)

- 1964: Chef du département chargé des organes du Parti du Kraïkom du Parti de Stavropol
- 1966: Premier secrétaire du Comité de ville (Gorkom) du Parti de Stavropol
Membre du bureau du Comité de ville (Gorkom) du Parti
- 1967: Diplômé de la faculté d'économie de l'institut agricole (par correspondance)
- 1968: Second secrétaire du Comité de district (Kraïkom) du Parti de Stavropol
- 1970: Premier secrétaire du Comité de district (Kraïkom) du Parti de Stavropol
Député du Soviet Suprême d'URSS
- 1971: Membre du Comité Central du PCUS
- 1978: Secrétaire du Comité central du PCUS à l'agriculture (remplace Koulakov)
- 1979: Entre au Politburo
- 1984: "Second secrétaire" du Comité central du PCUS
- 1985: Secrétaire Général du Comité Central du PCUS
- 1988: Président du Praesidium du Soviet Suprême
- 1989: Député du Peuple d'URSS Président du Soviet Suprême d'URSS (issu du Congrès des Députés du Peuple)
Député du Soviet Suprême de RSFSR
- 1990: Elu Président de l'URSS par le Soviet Suprême
- 1991: Démissionne de son poste de Président de l'URSS

Soviet Suprême: Député (1970-1989 et 1989-1990)

- 1970-1974: Mbre Commission pour la protection de la nature (chambre?)
- 1974-1979: Pdt Commission aux affaires de la jeunesse du Conseil de l'Union
- 1979-1984: Pdt Commission des propositions de lois du Conseil de l'Union
- 1984-1985: Pdt Commission des Affaires Etrangères du Conseil de l'Union
(occupée par Souslov sous Brejnev, par Tchernenko sous Andropov)
- Président (1988-1989)

Age (et année) d'entrée au Komsomol: 19 (1952)
Age (et année) d'entrée au Parti: 32 (1963)
Age (et année) d'entrée au Comité Central (membre): 40 (1971)
Age (et année) d'entrée au Politburo: 49 (1979)

- Origine sociale: Paysanne et prolétaire
- Formation initiale: Juridique
- Profession principale: Juriste (Procurature) puis spécialiste de l'agriculture
- Longévité au Politburo (membre): 13 ans
- Grade militaire: 0

Divers

Totalité de sa carrière dans les années 40-50, n'a pas connu la "période héroïque" de construction du socialisme, mais la guerre et le durcissement stalinien

1 grand-père déporté et 1 emprisonné sous Staline

Origine paysanne, mais tout de même "notabiliaire" et 'partisane' (directeur de Kolkhoze)

Aurait pu rester travailler avec son père au Kolkhoze

Importance fondamentale de ses études universitaires pour s'imposer en Province et y agir efficacement ou du moins pour être perçu comme tel

Avoue ne pas être un élève brillant, avec le faible bagage de départ octroyé par l'école de village

Croise Boulganine tombé en disgrâce et exilé à Stavropol en 1958

Rencontre de nombreux leaders soviétiques "centraux" du fait du positionnement géographique de Stavropol, où beaucoup vont passer leurs vacances

Se tourne vers le Parti par désarroi face à l'inanité de son travail à la Procurature (Parqueté), l'impossibilité de monter ou d'y agir

Son capital scolaire lui permet de se tourner vers la carrière du Parti; bonne reconversion de capitaux

En 1963, son poste de dirigeant du département des organisations de base du Parti lui donne le contrôle de la Nomenklatura locale; se fait un capital social

Est très proche de Koulakov (1er secrétaire du Kraïkom de Stavropol) à cette période

En 1966, devient 1er secrétaire du Gorkom de Stavropol, poste inférieur à celui occupé auparavant, mais plus autonome

Membre de certaines commissions au Soviet Suprême, en particulier celle des affaires étrangères qui lui permet de se former une aura internationale

Nomination: Romanov très affaibli par la mort d'Oustinov qui le soutenait et avec lui l'industrie militaire. Il ne contrôlait que l'industrie militaire (occupe le poste de secrétaire du CC à l'industrie lourde et militaire)

Tchernenko semblait préférer Grishine et avait déjà préparé son équipe et des discours pour lui; mais a tout de même nommé Gorbatchev

Mais ont surtout rallié Gromyko contre la promesse d'une nomination au Soviet Suprême, point important, vu l'autorité de celui-ci sur le Politburo et le Parti. Romanov et Grishine n'ont pas osé s'y opposer, n'ayant plus le soutien d'un Oustinov, par exemple

Importance de la Commission des affaires étrangères, de sa relation avec Andropov qui lui met largement le pied à l'étrier et l'impose aux vieux (et avec Koulakov dans une moindre mesure)